

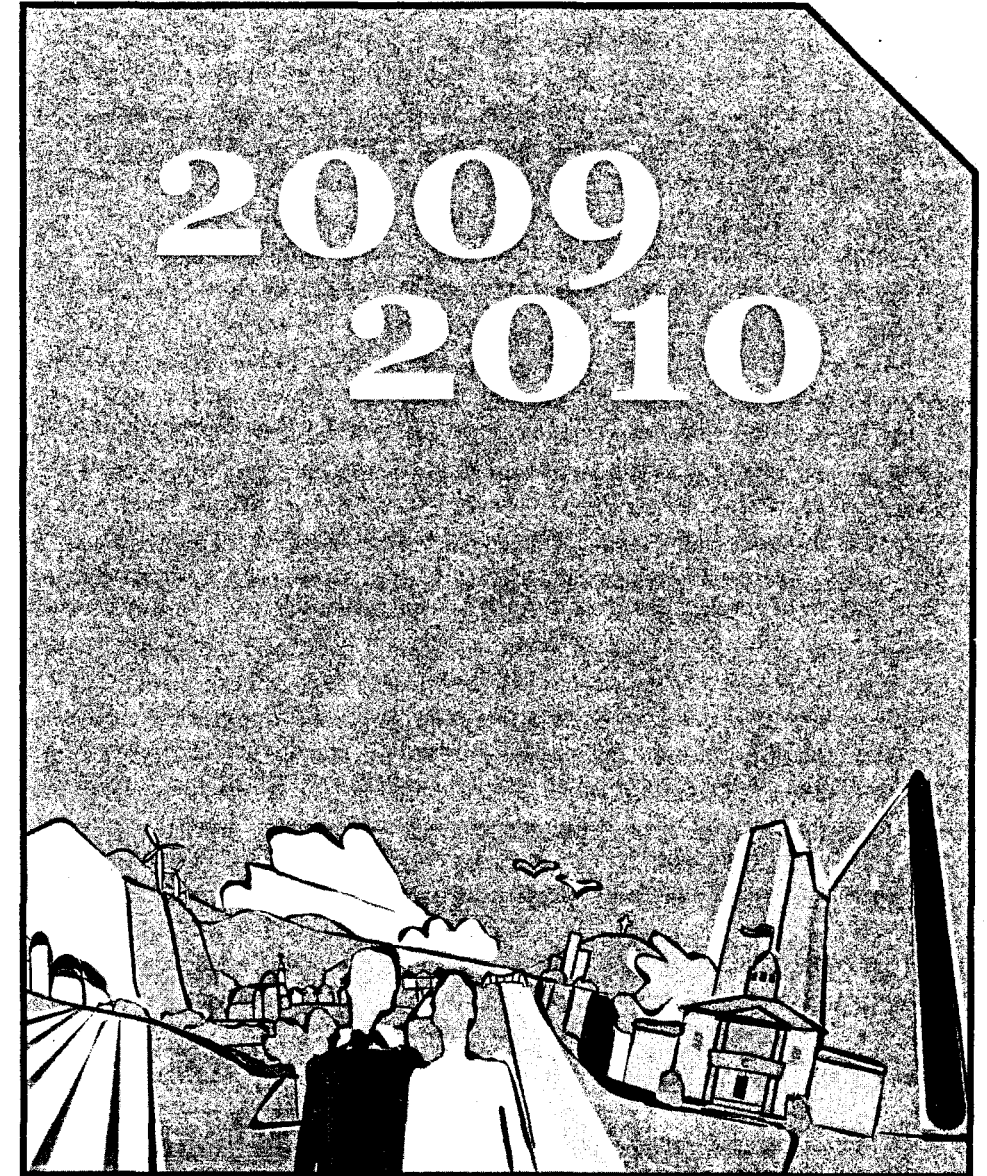
# Étude des crédits

## Demande de renseignements particuliers

Développement  
régional

Question 66

Mai 2009



Québec 

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources**  
**naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie**

**LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MRNF** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1), ayant son siège au 3450, boulevard Gene-H.-Kruger, bureau 200, Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3, représentée par la présidente, madame France Beaulieu, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 28 novembre 2006, numéro 06-07-17-200, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignés « **les PARTIES** »

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE**, tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

**ATTENDU QUE**, le 12 octobre 2005, le gouvernement adoptait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

**ATTENDU QUE**, le 17 mai 2006, le gouvernement adoptait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

**ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel prend fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en oeuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;**

**ATTENDU QUE**, le 5 mars 2008, le gouvernement adoptait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

**ATTENDU QU'il y lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment pour la réalisation du PRDIRT et de sa mise en oeuvre;**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

**ATTENDU QUE** l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU QUE**, la CRÉ peut à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE**, en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, la CRÉ administre les sommes qui lui sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

**ATTENDU QUE** le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

**ATTENDU QUE** le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

**ATTENDU QUE** le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

**ATTENDU QUE** l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

**ATTENDU QUE** le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

**CECI ÉTANT DÉCLARÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. INTERPRÉTATION**

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les **PARTIES** et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des **PARTIES** à l'entente, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, instance consultative mise en place par la CRÉ pour l'accompagner, notamment, dans la réalisation du PRDIRT;

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie**

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

### **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la mise en œuvre du **PROGRAMME**, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région de la Mauricie en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'entente vise à donner à la **CRÉ**, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 3.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de leur mandat pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la **CRÉ**, le **MRNF** et le **MAMR** et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le **MRNF**, le **PRDIRT**, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au **PRDIRT**, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le **MRNF**, la **CRÉ** ou les communautés autochtones, et qui aura préalablement été convenu entre le **MRNF** et la **CRÉ** d'ici le 31 mars 2013.

### **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **4.1 ENGAGEMENT DU MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

Le **MRNF** s'engage à :

- 4.1.1 Attribuer à la **CRÉ**, pour la première année d'application du **PROGRAMME**, un montant maximal de cinq cent mille (500 000 \$) selon les modalités suivantes :
  - 60 % du montant dans les 30 jours suivant l'approbation d'un plan d'action annuel et la signature de l'entente;
  - 30 % du montant à la suite du dépôt du premier rapport d'activité par la **CRÉ**, au plus tard le 28 février 2009;
  - 10 % du montant à la suite du dépôt des états financiers de la **CRÉ** incluant une annexe spécifique portant sur le programme.
- 4.1.2 Attribuer, pour les années subséquentes, les montants précisés en avril de chaque année. Ces montants seront versés à la **CRÉ** selon les modalités suivantes :
  - 60 % du montant à la suite de l'approbation, par le **MRNF**, d'un plan d'action annuel;
  - 30 % du montant à la suite du dépôt par la **CRÉ**, au plus tard le 28 février de chaque année, d'un rapport annuel incluant un état des revenus et dépenses préliminaires pour l'exercice en cours et conditionnellement à son approbation par le **MRNF**;



**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

- 10 % du montant à la suite du dépôt des états financiers vérifiés de la **CRÉ** incluant une annexe spécifique portant sur le programme.

- 4.1.3 Déposer à la **CRÉ** les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT;
- 4.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du **MRNF** à titre d'interlocuteurs auprès de la **CRÉ** pour soutenir la mise oeuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.
- 4.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT.
- 4.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 4.1.7 Mettre sur pied un Forum provincial des commissions pour favoriser l'échange d'information et la réalisation de la mise en œuvre du PRDIRT.
- 4.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la **CRÉ** qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 4.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 4.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.
- 4.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.
- 4.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.
- 4.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat de la **CRÉ** dans le cadre de la présente entente. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

## **4.2 ENGAGEMENT DE LA CRÉ**

### **La CRÉ s'engage à :**

- 4.2.1 Convenir annuellement avec le directeur général régional du **MRNF** de la région de la Mauricie d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente entente et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 4.2.2 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la **CRÉ**, le **MRNF** et le **MAMR** et se terminant le 31 mars 2013.
- 4.2.3 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le **MRNF**, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 4.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le **MRNF** pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 4.1.13

**ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie**

- 2.5 Déposer pour avis, au **MRNF**, copie du **PRDIRT** et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du **PRDIRT**.
- 4.2.6 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la **CRRNT** de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au **PRDIRT**, d'ici le 31 mars 2013.
- 4.2.7 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la **CRRNT** de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le **MRNF**, la **CRÉ** ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013.
- 4.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la **CRRNT** et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du **PROGRAMME**.
- 4.2.9 S'assurer, dans la préparation du **PRDIRT** par la **CRRNT**, du respect du cadre de référence produit par le **MRNF**.
- 4.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la **CRRNT** de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la **CRÉ**, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même le budget du programme, lorsque requise.
- 4.2.11 Faire état, dans le plan d'action annuel, des mesures et des actions prévues par la **CRRNT** pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des **PRDIRT**.
- 4.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même le budget du programme, lorsque requis.
- 4.2.13 Rendre compte au directeur général régional du **MRNF** selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la **CRRNT**. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la **CRÉ** et la **CRRNT** et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.
- 4.2.14 Présider les travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

**4.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

**Le MAMR s'engage à :**

- 4.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.
- 4.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.
- 4.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.
- 4.3.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

## **MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **6. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La région administrative 04 et les unités territoriales actuellement sous l'autorité du **MRNF** (ex. : UAF).

## **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente prend effet à compter du 1<sup>er</sup> août 2008 et se termine le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** devra rembourser au **MRNF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **8. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la **CRÉ**. Ce comité sera formé d'un représentant du **MRNF**, du **MAMR**, et de la **CRÉ**. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **9. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **10. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

## **1. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **12. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 9 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

Monsieur Alain Simard  
Directeur général régional  
Ministère des ressources naturelles et de la Faune  
100, rue Laviolette, bureau 207  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

Pour la ministre des Affaires municipales et des Régions :

Monsieur Pierre Robert  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
100, rue Laviolette, bureau 321  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9

Pour la Conférence régionale des élus de la Mauricie :

Monsieur Christian Savard  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de la Mauricie  
3450, boulevard Gene-H.-Kruger, bureau 200  
Trois-Rivières (Québec) G9A 4M3

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **13. CESSIION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **14. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des **PARTIES**;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES**, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

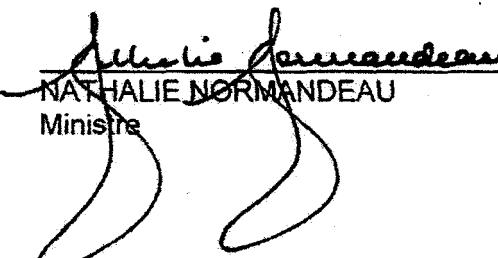
## **15. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

POUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

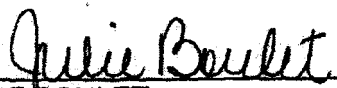
  
NATHALIE NORMANDEAU  
Ministre

2008-08-12  
Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie


**OUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE ET  
POUR LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MAURICIE**

  
JULIE BOULET  
Ministre  
Ministre responsable

08-11-07  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Mauricie

POUR LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA MAURICIE

  
FRANCE BEAULIEU  
Présidente

  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MAMR** »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ESTRIE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), dont le siège social est au 230, rue King Ouest, bureau 300, Sherbrooke (Québec) J1H 1P9, représentée par monsieur Roger Nicolet, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CRÉ-08-007, 30 janvier 2008) dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

**ET**

**PROMOTION DES ESTRIENNES POUR INITIER UNE NOUVELLE ÉQUITÉ SOCIALE - Les PÉPINES**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 165, rue Moore, Sherbrooke (Québec) J1H 1B8 représentée par sa présidente, madame Christiane Carle, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration (2008-01-01, 19 février 2008) dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée les « **PÉPINES** »,

**ET**

**LES INTERVENANTS À LA PRÉSENTE :**

**Le Forum jeunesse Estrie**, représenté par son président, monsieur Robin Poulin-Lemieux;

ci-après désigné « **LE FORUM** »,

**ET**

**Le Conseil du statut de la femme**, représenté par sa présidente, madame Christiane Pelchat;

ci-après désigné « **LE CONSEIL** »,

**ET**

**La ministre responsable de la région de l'Estrie**, madame Monique Gagnon-Tremblay;

ci-après désignés « **LES PARTIES** » ;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la Conférence régionale des élus de l'Estrie et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** la Conférence régionale des élus de l'Estrie est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le MAMR, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le MAMR a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait » et un plan d'action triennal 2007-2010;

**ATTENDU QUE** l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus »;

**ATTENDU QUE** la politique gouvernementale pour l'égalité entre les hommes et les femmes du gouvernement du Québec comporte une orientation sur l'égalité économique et une sur une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles;

**ATTENDU QUE** la Conférence régionale des élus de l'Estrie a retenu comme principe directeur dans le plan de développement 2007-2012 que la région veut réduire les inégalités et faire la promotion de l'équité, particulièrement pour les femmes, les jeunes, les aînés et les personnes immigrantes;

**ATTENDU QUE** les projets et ententes soutenus par le Fonds de développement régional doivent contribuer à la réalisation du plan de développement de l'Estrie 2007-2012;

**ATTENDU QU'il** existe en Estrie des organisations ayant des expertises en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et que ces organisations doivent être mises à contribution dans l'entente spécifique comme mandataires pour des projets précis afin de maximiser la pertinence et les retombées de chacun des projets;

**ATTENDU QUE** le Conseil du statut de la femme, intervenant à l'entente possède une expertise en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et la connaissance fine des besoins des femmes de la région;

**ATTENDU QUE** les partenaires s'entendent sur le fait que l'entente spécifique devra amener des réalisations concrètes ayant des impacts mesurables quant à l'effort et l'atteinte des objectifs;

**ATTENDU QUE** Les PÉPINES est un organisme qui a pour but de mettre en place les moyens pour permettre l'accès des femmes aux sphères de décision et promouvoir l'engagement et la participation des femmes au développement de leur région; et que ses actions ont comme objectif central d'améliorer la condition socio-économique et politique des femmes en Estrie;

**ATTENDU QUE** le Forum jeunesse Estrie a identifié, dans sa planification, l'importance de soutenir l'émergence d'une relève forte et dynamique;

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

### **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des PARTIES, à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives, visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de l'Estrie. Les PARTIES conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

L'entente permettra la mise en œuvre, en Estrie, de certaines orientations de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les hommes et les femmes du gouvernement du Québec qui sont en lien étroit avec les orientations retenues dans le plan de développement de l'Estrie 2007-2012, soit l'égalité économique entre les hommes et les femmes et une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles.

### **2. OBJECTIF DE L'ENTENTE**

L'entente a comme objectif de soutenir des projets concrets issus d'un travail d'identification de problématiques réalisé par les partenaires de l'Observatoire de la participation des femmes au développement régional. Deux axes ont été retenus : l'autonomie financière des femmes et la participation des femmes aux instances décisionnelles.

#### **2.1 Objectifs spécifiques**

##### **2.1.1 Axe de l'égalité économique**

2.1.1.1 Faciliter l'accès des femmes aux métiers d'avenir en Estrie, particulièrement ceux retenus dans les créneaux du projet ACCORD;

2.1.1.2 Améliorer la diversification des choix professionnels des filles, en collaboration avec les initiatives existantes.

##### **2.1.2 Axe de la participation des femmes aux instances décisionnelles**

2.1.2.1 Favoriser l'émergence de candidatures de femmes aux prochaines élections municipales;

2.1.2.2 Favoriser la mise en place de mesures pour augmenter le nombre de femmes dans les instances décisionnelles.

2.1.3 Utiliser l'expertise développée par l'Observatoire de la participation des femmes au développement régional pour soutenir la préparation, la réalisation et le suivi des activités et projets qui seront réalisés dans le cadre de l'entente.

2.1.4 Doter l'Estrie d'une relève féminine forte et dynamique.

### **3. CONDITIONS DE SUCCÈS DE L'ENTENTE**

**3.1 Certaines conditions de succès de l'entente ont été identifiées par les partenaires**

3.1.1 Les interventions qui seront réalisées dans le cadre de l'entente porteront sur les sujets où les partenaires ont un pouvoir d'agir;

3.1.2 L'entente devra mettre en valeur les personnes et les instances qui se sont engagées ou qui ont réalisé des avancées dans le sens des projets;

3.1.3 Le choix des projets et activités devra porter sur des sujets où les avancées sont probables dans le cadre de l'entente, de façon à obtenir des résultats concrets;

3.1.4 Les partenaires de l'entente auront une préoccupation pour les femmes issues de l'immigration et pour les réalités des milieux urbains et ruraux.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

**4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

**4.1 Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les parties s'engagent à :**

- 4.1.1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 4.1.2 Prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- 4.1.3 Déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente.

**5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**Engagement du MCCCCF**

**5.1 Le MCCCCF s'engage à :**

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 108 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la Conférence régionale des élus de l'Estrée de la façon suivante :

- 5.1.1 Un montant de 36 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- 5.1.2 Un montant de 36 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- 5.1.3 Un montant de 36 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, les sommes accordées par le MCCCCF seront versées à la CRÉ dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports requis de chacune des années financières.

**Engagement des PÉPINES**

**5.2 Les PÉPINES s'engagent à :**

S'assurer que l'Observatoire de la participation des femmes au développement régional remplisse son rôle dans cette entente, soit :

- 5.2.1 De soutenir les mandataires responsables de la mise en œuvre des différents projets et activités qui seront soutenus dans l'entente afin qu'ils utilisent l'analyse différenciée dans l'élaboration, la réalisation et l'évaluation des activités;
- 5.2.3 D'effectuer un travail de vigie et d'analyse de la situation estrienne en regard de l'égalité économique des femmes et de la participation des femmes aux instances décisionnelles, tout au long de l'entente.

**Engagements de la CRÉ**

**5.3 La CRÉ s'engage à :**

- 5.3.1 Réserver, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant de 180 000 \$ sur trois ans, à raison de 70 000 \$ pour l'année 2007-2008, de 60 000 \$ pour l'année 2008-2009 et de 50 000 \$ pour l'année 2009-2010, pour le financement d'activités recommandées par le comité de gestion de l'entente spécifique;
- 5.3.2 Réserver, conformément aux normes du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), volet Action Jeunesse structurante, une somme maximale de



## ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE

108 000 \$ sur trois ans, à raison de 36 000 \$ pour l'année 2007-2008, de 36 000 \$ pour l'année 2008-2009 et de 36 000 \$ pour l'année 2009-2010, qui sera attribuée à des activités spécifiques qui répondent à la préoccupation du FORUM de soutenir l'émergence d'une relève forte et dynamique. Les projets qui bénéficieront de l'aide financière du Fonds régional d'investissement jeunesse devront comporter un minimum de 20 % de financement non gouvernemental;

- 5.3.3 Prendre connaissance des recommandations du comité de suivi et approuver, en conformité avec ses règles de gestion, les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR et du FRIJ;
- 5.3.4 Signer un protocole d'entente avec chacun des partenaires et effectuer les déboursés auprès d'eux;
- 5.3.5 Assumer la coordination du comité de suivi, et ce, à même son budget de fonctionnement;
- 5.3.6 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- 5.3.7 Déposer annuellement aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 5.3.8 À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 5.3.9 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 5.3.10 Percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- 5.3.11 Présider le comité de suivi de l'entente;
- 5.3.12 Assurer la participation des représentants du Forum Jeunesse Estrie au comité de suivi de l'entente ainsi qu'à la mise en œuvre et au suivi de l'entente.

### Engagements du MAMR

#### 5.4 Le MAMR s'engage à :

- 5.4.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.4.2 Être dépositaire de l'entente spécifique.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

**6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Les PARTIES conviennent du plan de financement suivant :

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
MCCCF	36 000 \$	36 000 \$	36 000 \$	108 000 \$
CRÉ	70 000 \$	60 000 \$	50 000 \$	180 000 \$
FORUM	36 000 \$	36 000 \$	36 000 \$	108 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>142 000 \$</b>	<b>132 000 \$</b>	<b>122 000 \$</b>	<b>396 000 \$</b>

Répartition des sommes à titre indicatif

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
Projets égalité économique	32 000 \$	À déterminer	À déterminer	À déterminer
Projets participation aux instances décisionnelles	60 000 \$	À déterminer	À déterminer	À déterminer
Contrat de service de l'Observatoire	40 000 \$	À déterminer	À déterminer	À déterminer
Coordination	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>142 000 \$</b>	<b>132 000 \$</b>	<b>122 000 \$</b>	<b>396 000 \$</b>

**8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative de l'Estrie.

**9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2010 ou au moment où les engagements de chacune des PARTIES seront réalisés.

**10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour soutenir la CRÉ dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les PARTIES conviennent de créer un comité de suivi de l'entente. Ce comité sera composé d'un représentant de chacune des organisations suivantes : Les PÉPINES, le MCCCF, la CRÉ, le FORUM, le CONSEIL, le MAMR. Le comité de suivi pourra, au besoin, faire appel à d'autres personnes.

Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- Se doter d'un code de déontologie, en matière de conflit d'intérêts;
- Veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- Faire l'analyse des projets admissibles à recevoir une contribution financière en vertu de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets à la CRÉ et au FORUM;
- Élaborer le plan d'action annuel et déterminer les priorités d'intervention;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

- Approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente, dans les 90 jours suivant la signature, comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs;
- Contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- À la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.

Les PARTIES conviennent de tenir un minimum de quatre rencontres par année, assurant ainsi la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les PARTIES.

#### **11. RÉSILIATION**

Si l'une des PARTIES est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres PARTIES se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la PARTIE qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les PARTIES, énonçant le motif de résiliation. La PARTIE défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la PARTIE qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la PARTIE qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 60 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

#### **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

#### **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

#### **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Ministère de la  
Culture, des  
Communications et de  
la Condition féminine**

Mme Lucette  
Bouchard,  
Directrice régionale

225, rue Frontenac  
Sherbrooke (Québec) J1H 1K1  
Télécopieur: 819 820-3930  
Courriel:  
[lucette.bouchard@mcccf.gouv.qc.ca](mailto:lucette.bouchard@mcccf.gouv.qc.ca)

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

<b>Forum jeunesse Estrie</b>	Mme Dominique Desautels, Conseillère	230, rue King Ouest, bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1H 1Y9 Télécopieur : 819 563-7800 Courriel : <a href="mailto:creestrie@creestrie.qc.ca">creestrie@creestrie.qc.ca</a>
<b>Conseil du statut de la femme</b>	Mme Odette Michaud, Conseillère	200, rue Belvédère Nord, bureau 3.01 Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Télécopieur: 819 820-3968 Courriel: <a href="mailto:odette.michaud@csf.gouv.qc.ca">odette.michaud@csf.gouv.qc.ca</a>
<b>Les PÉPINES</b>	Mme Colette Bernier, Directrice régionale	165, rue Moore Sherbrooke (Québec) J1H 1B8 Télécopieur : 819 348-1282 Courriel : <a href="mailto:pepines@pepines.com">pepines@pepines.com</a>
<b>Le ministère des Affaires municipales et des Régions</b>	M. Pierre Poulin Directeur régional	200, rue Belvédère Nord, bureau 4.04 Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Télécopieur : 819 820-3979 Courriel : <a href="mailto:pierre.poulin@mamr.gouv.qc.ca">pierre.poulin@mamr.gouv.qc.ca</a>
<b>La Conférence régionale des élus de l'Estrie</b>	Mme Marie-Hélène Wolfe Directrice générale	230, rue King Ouest, bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1H 1P9 Télécopieur : 819 820-3979 Courriel : <a href="mailto:creestrie@creestrie.qc.ca">creestrie@creestrie.qc.ca</a>

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis aux autres PARTIES.

**15. CESSATION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du MCCCCF, de la CRÉ et du FORUM, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. ANNEXES**

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les PARTIES et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

Annexe A :  
Plan d'action An 1

Les PARTIES reconnaissent avoir pris connaissance de cette annexe et l'acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre les PARTIES et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

**17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

17.1 Les PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants du MCCCCF, et de la CRÉ peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Estrie et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des PARTIES et intervenants;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des PARTIES et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

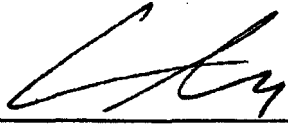
Les PARTIES acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les PARTIES et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**18. SIGNATURES**

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les PARTIES ont signé :

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE



**Madame Christine St-Pierre**  
Ministre de la Culture, des Communications et de  
la Condition féminine

2008-04-04

Date



ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE

  
Madame Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-03-31  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE



Monsieur Roger Nicolet  
Président  
Conférence régionale des élus de l'Estrée

15.04.08

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE



**Madame Christiane Carle**  
Présidente  
**PÉPINES**

22-04-08

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE



Monsieur Robin Poulin-Lemieux  
Président  
FORUM JEUNESSE ESTRIE

21 avril 2008

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE

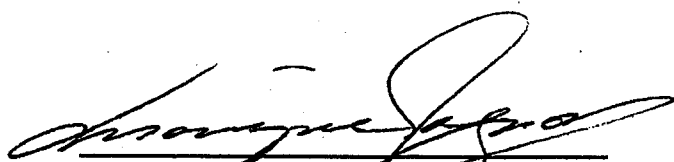


**Madame Christiane Pelchat**  
Présidente  
Conseil du Statut de la Femme



Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE



**Madame Monique Gagnon-Tremblay**  
Ministre responsable de la région de l'Estrie

1<sup>er</sup> avril 2008

Date



ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE

**ANNEXE A**  
**Plan d'action An 1**

**AXE : Égalité économique (Somme allouée pour l'an 1 : 32 000 \$)**

n°	Objectif spécifique	Projet	Activités	Organisme responsable	Partenaire(s) associé(s)	Intervenant(s)
2.1.1.1	Faciliter l'accès des femmes aux métiers d'avenir en Estrie, particulièrement ceux retenus dans les créneaux du projet ACCORD	Projet 1 La relève au féminin dans les métiers d'avenir	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un partenariat entre le milieu de la formation professionnelle et technique, le CIME, Emploi-Québec et les entreprises;</li> <li>- Élaboration des conditions favorisant le recrutement et le maintien des filles dans les formations en lien avec les métiers d'avenir et non traditionnels;</li> <li>- Démarchage de stages pour les finissantes de formation professionnelle ou technique d'avenir et non traditionnelle;</li> <li>- Élaboration d'un programme de suivi en entreprise afin d'assurer une intégration en emploi réussie.</li> </ul>	CIME	Entente spécifique MELS ?	
		Projet 2 Sensibilisation des employeurs « Embaucher une femme, pourquoi pas? »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontres d'employeurs oeuvrant dans les secteurs d'avenir et de leur regroupement (ex. : table Accord, comités sectoriels);</li> <li>- Diffusion et présentation d'outils de sensibilisation à la mixité de la main-d'œuvre comme nouvelle pratique de gestion dans les milieux majoritairement masculins;</li> <li>- Dispensation d'une activité de sensibilisation en gestion des équipes mixtes de travail;</li> <li>- Promotion des bonnes pratiques favorisant le recrutement et l'intégration des femmes dans les secteurs d'avenir et non traditionnels.</li> </ul>	CIME	Entente spécifique Emploi-Québec	
2.1.1.2	Améliorer la diversification des choix professionnels des filles, en collaboration avec les initiatives existantes	Projet 1 La relève au féminin dans les métiers d'avenir (en partie)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un partenariat entre le milieu de la formation professionnelle et technique, le CIME, Emploi-Québec et les entreprises;</li> <li>- Élaboration des conditions favorisant le recrutement et le maintien des filles dans les formations d'avenir et non traditionnelle.</li> </ul>	CIME	Entente spécifique MELS ?	

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

2.1.3.1	Utiliser l'expertise développée par l'Observatoire de la participation des femmes au développement régional pour soutenir la préparation, la réalisation et le suivi des activités et projets qui seront réalisés dans le cadre de l'entente	Projet 4 – volet A Soutien aux promoteurs de projets dans l'entente	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Soutien à l'élaboration des projets dans le cadre de l'entente afin de maximiser l'utilisation de données sexuées;</li> <li>– Soutien à la réalisation des projets dans le cadre de l'entente afin de maximiser l'utilisation de données sexuées;</li> <li>– Soutien à l'évaluation et au suivi des projets dans le cadre de l'entente afin de mesurer les impacts à partir de données sexuées.</li> </ul>	Observatoire de la participation des femmes au développement régional	Entente spécifique	
		Projet 4 – volet B Vigie et analyse de la situation des femmes de l'Estrie en matière d'égalité économique et de participation aux décisions	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Cuelllette de données;</li> <li>– Mise à jour du tableau de bord;</li> <li>– Portraits régionaux et par MRC</li> <li>– Recommandations sur les plans d'action de l'An 2;</li> <li>– Formations sur l'analyse différenciée selon les sexes.</li> </ul>	Observatoire de la participation des femmes au développement régional	Entente spécifique	

**AXE : Participation des femmes aux instances décisionnelles (Somme allouée pour l'an 1 : 60 000 \$)**

	Objectif spécifique	Projet	Activités	Organisation porteur	Partenaires régionaux	Montant alloué
2.1.2.1	Favoriser l'émergence de candidatures de femmes aux prochaines élections municipales	Projet 3 Élection 2009	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Campagne de communication médiatique;</li> <li>– Sensibilisation pour le changement des modes de fonctionnement dans les structures de politique municipale aux réalités de vie des femmes;</li> <li>– Formation des candidates et des nouvelles élues ;</li> <li>– Caravane municipale.</li> </ul>	Femmes et politique municipale	Entente spécifique FRIJ MAMR	
2.1.2.2	Favoriser la mise en place de mesures pour augmenter le nombre de femmes dans les instances décisionnelles	Projet en élaboration	À déterminer	PÉPINES	Entente spécifique	

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE L'ESTRIE**

N°	Objectif spécifique	Projet	Activités	Observatoire régional	Partenaires concernés	Moyens alloués
2.1.3.1	Utiliser l'expertise développée par l'Observatoire de la participation des femmes au développement régional pour soutenir la préparation, la réalisation et le suivi des activités et projets qui seront réalisés dans le cadre de l'entente	Projet 4 – volet A Soutien aux promoteurs de projets dans l'entente	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Soutien à l'élaboration des projets dans le cadre de l'entente afin de maximiser l'utilisation de données sexuées;</li> <li>– Soutien à la réalisation des projets dans le cadre de l'entente afin de maximiser l'utilisation de données sexuées;</li> <li>– Soutien à l'évaluation et au suivi des projets dans le cadre de l'entente afin de mesurer les impacts à partir de données sexuées.</li> </ul>	Observatoire de la participation des femmes au développement régional	Entente spécifique	
		Projet 4 – volet B Vigie et analyse de la situation des femmes de l'Estrle en matière d'égalité économique et de participation aux décisions	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Cueillette de données;</li> <li>– Mise à jour du tableau de bord;</li> <li>– Portraits régionaux et par MRC</li> <li>– Recommandations sur les plans d'action de l'An 2</li> <li>– Formations sur l'analyse différenciée selon les sexes.</li> </ul>	Observatoire de la participation des femmes au développement régional	Entente spécifique	

**AXE : Soutien à la préparation, à la réalisation et au suivi des projets de l'entente (Somme allouée pour l'an 1 : 40 000\$)**

N. B. : Les objectifs 2.1.3 et 2.1.4 sont transversaux et supportent ainsi la réalisation des objectifs prévus dans les axes sur l'autonomie financière et la participation des femmes aux instances décisionnelles.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS**, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ESTRIE**, personne morale constituée en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) dont le siège social est au 230, rue King Ouest, bureau 300, Sherbrooke (Québec) J1H 1P9, représentée par son président, monsieur Roger Nicolet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CRÉ-08-008, 30 janvier 2008), dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE**, personne morale mandataire de l'État, instituée en vertu de l'article 339 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ayant son siège social au 300, rue King Est, bureau 300, Sherbrooke (Québec) J1G 1B1, représentée par monsieur Michel Baron, président-directeur général, dûment autorisé en vertu de la délégation de pouvoir prévue dans cet organisme;

ci-après désignée « **ASSSE** »

ET

**LA TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES ÂÎNÉS DE L'ESTRIE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) ayant son siège social au 554, rue Dufferin, Sherbrooke (Québec) J1H 4N1, représentée par monsieur Claude Quintin, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration du 11 décembre 2007 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **TABLE** »

ci-après désignées « **Les PARTIES** »

ET

**INTERVENANTE AUX PRÉSENTES :**

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ESTRIE**, madame Monique Gagnon-Tremblay, pour et au nom du gouvernement du Québec.

ci-après désignée « **L'INTERVENANTE** »

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la CRÉ de l'Estrie identifie le développement des conditions de vie des personnes âgées comme élément de son développement régional à travers les différents axes, priorités et stratégies de son Plan de développement quinquennal 2007-2012;

**ATTENDU QUE** la *Stratégie d'action en faveur des aînés*, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « Services et infrastructures régionales » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur cinq ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les Conférences régionales des élus (CRÉ);

**ATTENDU QUE** l'ASSSE priorise l'accès à des services à domicile adaptés pour les personnes âgées et leurs proches aidants dans le cadre de ses orientations régionales 2005-2010, tout en s'assurant de la mise en réseau de services incluant le repérage des personnes vulnérables;

**ATTENDU QUE** les partenaires identifiés dans la présente entente reconnaissent que les personnes âgées font partie intégrante du développement régional et de ses communautés locales;

**ATTENDU QUE** les partenaires identifiés dans la présente entente croient que des actions doivent être mises en place pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées;

**ATTENDU** le dynamisme et l'expertise de la Table de concertation des aînés de l'Estrie en matière de concertation régionale auprès des personnes âgées;

**ATTENDU QUE** la Table de concertation régionale des aînés de l'Estrie a déjà comme mandat d'initier une réflexion et de poser des gestes favorisant la réalisation des objectifs de cette entente;

**EN CONSÉQUENCE**, les PARTIES conviennent de ce qui suit :

**1. DÉFINITION**

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT D'INITIATIVES LOCALES ET RÉGIONALES** : Compte spécifique de la CRÉ dans lequel l'argent versé par la CRÉ, à même le Fonds de développement régional (FDR), le MFA et l'ASSSE est déposé. Ce fonds est réservé à la réalisation de projets favorisant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de l'Estrie et des aidants naturels. Ce Fonds est géré par la CRÉ et les mécanismes généraux se retrouvent à l'Annexe 1.

**2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de l'Estrie par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

**3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

**3.1 Les objectifs généraux suivants visés par l'entente :**

3.1.1 Améliorer les conditions de vie des personnes âgées de l'Estrie;

3.1.2 Favoriser la participation active à la société, la reconnaissance de leur contribution au développement et renforcer la place des personnes âgées dans la région.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**3.2 Les objectifs spécifiques :**

- 3.2.1 Améliorer les communications et faciliter l'accès à l'information sur les sujets (droits, services, etc.) touchant de près les personnes âgées de l'Estrie et notamment les personnes âgées vulnérables;
- 3.2.2 Soutenir la mise en place de mesures pour les proches aidants, notamment auprès des femmes;
- 3.2.3 Définir un plan d'action régional pour actualiser les recommandations issues de la Consultation sur les conditions de vie des personnes âgées tenue à l'automne 2007 en lien avec les objets de cette entente;
- 3.2.4 Stimuler et soutenir les bénévoles âgés dans leurs actions;
- 3.2.5 Améliorer l'image et contrer les préjugés face aux personnes âgées et aux personnes retraitées par la consultation et la prise en compte de leur expertise face aux dossiers qui les concernent.

**4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

**4.1 Comité de gestion**

- 4.1.1. Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de gestion de l'entente. Ce comité sera composé d'un représentant de chacun des organismes suivants : **TCAE, CRÉ, MFA, ASSSE, MAMR** et des autres partenaires financiers, s'il y a lieu. Le comité de gestion pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou sous-comités de travail. La **CRÉ** présidera le comité de gestion et en assurera le secrétariat.
- 4.1.2. Les mandats du comité de gestion sont les suivants :
  - S'assurer de la mise en oeuvre de l'entente;
  - Vérifier si les objectifs prévus ont été atteints via les indicateurs de résultats qui auront été déterminés dans le plan annuel ou pluriannuel de la **CRÉ**;
  - Réaliser un plan de communication dans le respect des stratégies de communication des **PARTIES**;
  - Mettre en place un comité de travail pour définir les suivis et pour élaborer un plan d'action en lien avec les recommandations issues de la consultation sur les conditions de vie des personnes âgées;
  - Préciser le rôle que le comité de gestion aura à jouer dans la gestion du Fonds de développement d'initiatives locales et régionales.

**4.2 Comité d'analyse**

Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité d'analyse des projets soumis au Fonds de développement d'initiatives locales et régionales. Ce comité devra formuler au conseil d'administration de la **CRÉ** des recommandations quant aux projets qui recevront une aide financière.

Ce comité, qui sera présidé par la **CRÉ** qui en assurera l'administration, sera composé de trois membres du comité de gestion et de deux membres du conseil d'administration de la **CRÉ** de l'Estrie, dont un est également membre du comité d'évaluation de projets FDR. Le comité d'analyse pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources.

**5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**5.1 Le MFA s'engage à :**

- 5.1.1 Verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour cinq ans;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

5.1.2. Respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :

- a) À la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
- b) Sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.

5.1.3 Faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

**5.2 Le MAMR s'engage à :**

5.2.1 Favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;

5.2.2 Assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des personnes âgées;

5.2.3 Être dépositaire de l'entente;

5.2.4 Coordonner les actions interministérielles.

**5.3 La CRÉ s'engage à :**

5.3.1 Dans le respect de sa politique d'investissement, réserver annuellement un montant de 25 000 \$ à même le FDR, sous réserve de la disponibilité des crédits, pour une période maximale de trois ans;

5.3.2 Administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;

5.3.3 Rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt :

- D'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
- D'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
- D'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
- Dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;

5.3.4 Créer le Fonds de développement d'initiatives locales et régionales;

5.3.5 Respecter les conditions suivantes à l'effet que :

- L'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution des **CRÉ** à leur réalisation;
- Les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
- L'entente spécifique doit permettre aux **CRÉ** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
- L'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage les Tables régionales de concertation des aînés et de développer avec elles des collaborations resserrées.

Lorsque la **CRÉ** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA** dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La **CRÉ** demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

Les ententes qui seront conclues entre la CRÉ et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du MFA, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du MFA devront également respecter les paramètres suivants :

- L'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la CRÉ;
- Le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- Les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- L'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

**5.4 La Table de concertation des aînés de l'Estrie s'engage à :**

- 5.4.1 Réaliser la mise en place d'un réseau de l'information spécifique pour les personnes âgées, tel que décrit dans l'annexe 3 au point 3.1;
- 5.4.2 Participer à la préparation des devis pour les recherches prévues à l'annexe 3 et assurer le suivi de leurs réalisations.

**5.5 L'Agence de santé et des services sociaux de l'Estrie s'engage à :**

- 5.5.1 Verser annuellement à la CRÉ un montant de 5 000 \$, sous réserve de la disponibilité des crédits, pour une période maximale de cinq ans et selon leurs modalités de versement.

**6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Ce tableau est détaillé à l'annexe 2.

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	595 000 \$
<b>ASSSE</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	25 000 \$
<b>CRÉ</b>	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$			75 000 \$
<b>TOTAL</b>	149 000 \$	149 000 \$	149 000 \$	124 000 \$	124 000 \$	695 000 \$

**8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente s'applique à l'ensemble du territoire de la région administrative de l'Estrie (05).



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** et à l'**ASSSE** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

**10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi et l'évaluation de l'entente seront assurés par des rencontres régulières du comité de gestion constitué en vertu de l'article 4.1.

**11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

**12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

**14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

<b>Le ministère de la Famille et des Aînés</b>	M <sup>me</sup> Rose-Mary Thonney Directrice régionale	201, Place Charles-Le Moyne, local 6.02 Longueuil (Québec) J4K 2T5
<b>Le ministère des Affaires municipales et des Régions</b>	M. Pierre Poulin Directeur régional	200, rue Belvédère Nord bureau 4.04 Sherbrooke (Québec) J1H 4A9
<b>La Conférence régionale des élus de l'Estrie</b>	M <sup>me</sup> Marie-Hélène Wolfe Directrice générale	230, rue King Ouest, bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1H 1P9
<b>L'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie</b>	D <sup>r</sup> Michel Baron Président-directeur général	Complexe Saint-Vincent- de-Paul 300, rue King Est bureau 300 Sherbrooke (Québec) J1G 1B1
<b>La Table régionale de concertation pour les aînés de l'Estrie</b>	M. Claude Quintin Président	554, rue Dufferin Sherbrooke (Québec) J1H 4N1

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

#### **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

#### **16. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'entente prévaudra.

#### **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Estrie et avec l'intervenante, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des **PARTIES** et intervenante;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Lors de toute activité de communication relative à l'entente, les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenante aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, des documents promotionnels qui s'y rattachent.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenante participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'intervenante doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

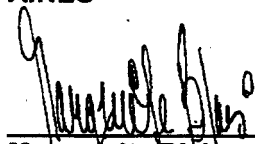
**18. SIGNATURES**

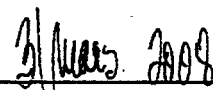
Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

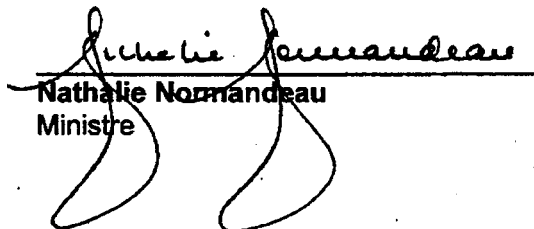
**POUR LA MINISTRE RESPONSABLE DES**  
**AÎNÉS**

  
\_\_\_\_\_  
**Marguerite Blais**  
Ministre

  
\_\_\_\_\_  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**


**POUR LA MINISTRE DES AFFAIRES  
MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

  
Nathalie Normandeau  
Ministre

2008-03-31  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

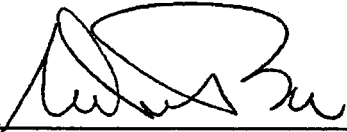
**POUR LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES**  
**ÉLUS DE L'ESTRIE**

  
\_\_\_\_\_  
Roger Nicolet  
Président

15.04.08  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**POUR L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES  
SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE**



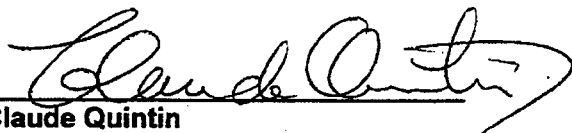
**Michel Baron**  
Président-directeur général


*10 avril 2008*

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**POUR LA TABLE RÉGIONALE DE**  
**CONCERTATION DES AÎNÉS DE L'ESTRIE**

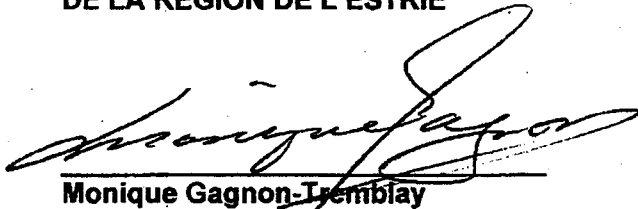
  
**Claude Quintin**  
Président

  
Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**POUR LA MINISTRE RESPONSABLE**  
**DE LA RÉGION DE L'ESTRIE**

  
**Monique Gagnon-Tremblay**  
Ministre

1<sup>er</sup> avril 2008  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**ANNEXE 1**

**Fonds de développement d'initiatives locales et régionales**

**Objectif :**

---

Ce fonds doit soutenir des projets se réalisant en Estrie visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées et des aidants naturels.

**Mécanismes généraux :**

---

Il y aura un appel de projets par année. Le Fonds doit prévoir un principe d'équité entre les sept MRC de l'Estrie. Le comité de gestion se réserve le droit d'accorder en priorité du financement pour réaliser les suivis potentiels à ses deux projets d'études prévus dans l'entente spécifique.

Pour que des projets soient financés sur le territoire des MRC, il doit y avoir :

1. La réalisation d'un plan d'action local par des partenaires du milieu (auquel doivent être joints des élus);
2. Identification de projets/initiatives potentiels à être financés;
3. Identification d'au moins un projet prioritaire par le milieu.

Une politique d'investissement précise sera élaborée au cours de la première année par le comité de gestion de l'entente spécifique. Le Fonds sera donc en opération à partir de la deuxième année de l'entente.

**Montant :**

---

Les sommes disponibles seront de l'ordre de 450 000 \$.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**ANNEXE 2**  
**Montage financier**

<b>Revenus</b>		
Ministère de la Famille et des Aînés	595 000	
Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie	25 000	
Conférence régionale des élus de l'Estrie	75 000	
<b>Total :</b>		<b>695 000 \$</b>
<b>Dépenses</b>		
Agent d'information	110 000	
Réalisation des deux études	65 000	
Fonds local et régional	450 000	
Frais de gestion	70 000	
<b>Total :</b>		<b>695 000 \$</b>

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

**ANNEXE 3**

**PRINCIPES LIMINAIRES À CETTE ENTENTE :**

- Le traitement des données doit être fait en fonction de l'analyse différenciée selon les sexes;
- L'ensemble des initiatives et projets découlant de cette entente doit permettre de réaliser des actions sur l'ensemble du territoire estrien en tenant compte des particularités des milieux urbains et ruraux;
- L'ensemble des projets d'étude/recherche doit inclure une section traitant des besoins émergents des personnes âgées dans le but de cerner les perspectives à venir;
- Les projets et activités découlant de cette entente doivent tenir compte des réalités et des besoins des personnes âgées des communautés culturelles.

**PLAN D'ACTION AN 1**

Annuellement, un plan d'action sera défini. La première année, la mise en œuvre permettra de :

**3.1 Mettre en place un réseau de l'information spécifique pour les personnes âgées :**

- 3.1.1 Publication à tous les trois mois d'un bulletin d'information;
- 3.1.2 Inventorier et promouvoir les actions des tables locales;
- 3.1.3 Organiser des séances d'information et de formation selon les besoins exprimés par les tables locales;
- 3.1.4 Créer, animer et garder à jour un site Web pour la Table régionale et arrimer celui-ci avec le portail du Conseil des aînés;
- 3.1.5 Évaluer l'opportunité de participer au projet pilote « Carrefour d'information » du Secrétariat aux aînés concernant les personnes âgées vulnérables et prévoir, dans cette éventualité, des sommes pour sa réalisation à même le Fonds d'initiatives locales et régionales de cette entente.

**3.2 Recueillir l'ensemble des données disponibles pour dresser un portrait de la situation de vie des personnes âgées incluant, notamment, des données sur les raisons du maintien/retour en emploi et des conditions de vie économiques;**

**3.3 Recueillir les informations disponibles et compléter une recherche/étude sur l'impact économique de l'implication bénévole des personnes âgées en Estrie et définir une stratégie de promotion et de formation à cet égard;**

**3.4 Mettre en place un fonds de développement d'initiatives locales et régionales en lien avec les objectifs de l'entente et favorisant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de l'Estrie et des aidants naturels. (Voir l'annexe 1);**

**3.5 Mettre en place un comité de travail pour définir les suivis et l'élaboration d'un plan d'action en lien avec les recommandations issues de la Consultation sur les conditions de vie des personnes âgées tenue en 2007.**

**3.6 Plan d'action des années subséquentes**

Les activités suivantes seront reconduites à chaque année de l'entente :

- 3.6.1 Assurer le développement du réseau de l'information spécifique pour les personnes âgées;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Estrie**  
**2007-2012**

- 3.6.2 Assurer le déploiement du Fonds de développement d'initiatives locales et régionales en lien avec les objectifs de l'entente et favorisant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de l'Estrie et des aidants naturels;
- 3.6.3 Assurer les suivis relatifs aux recommandations issues de la Consultation sur les conditions de vie des personnes âgées;
- 3.6.4 Assurer les suivis associés à la réalisation des deux projets d'étude de la présente entente.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrée

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MRNF)**, M. Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, Mme Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)** de l'Estrée, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 230, rue King Ouest, Sherbrooke (Québec) J1H 1P9, représentée par le président, M. Roger Nicolet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration CRÉ-07-070, 25 avril 2007 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ci-après désignés « les PARTIES »

Intervenant aux présentes :

**LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ESTRIE**, Mme Monique Gagnon-Tremblay ayant un établissement au 220, 12<sup>e</sup> Avenue Nord, Sherbrooke (Québec) J1E 2W3

**PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

ATTENDU QUE le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en œuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

**1- INTERPRÉTATION**

La présente ENTENTE constitue la seule ENTENTE intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente ENTENTE est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente ENTENTE fait partie intégrante de cette ENTENTE.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente ENTENTE serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente ENTENTE continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'ENTENTE, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire créée par la CRÉ de l'Estrie pour réaliser principalement le PRDIRT.

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

**2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement durable de la région de l'Estrie en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'ENTENTE vise à donner à la CRÉ, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, s'il y a lieu, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de son mandat pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, s'il y a lieu, d'ici le 31 mars 2013 qui sera accompagné des ressources nécessaires.

**3. ENGAGEMENTS DES PARTIES****3.1 ENGAGEMENT DE LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

Le MRNF s'engage à :

- 3.1.1 Attribuer à la CRÉ, pour chaque année d'application du PROGRAMME, un montant maximal de trois cent mille dollars (300 000 \$) selon les modalités suivantes :

Pour la première année d'application du PROGRAMME :

- 75 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la signature de l'ENTENTE, le dépôt du plan d'action et son approbation par le MRNF;
- le résiduel de 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

CRÉ au plus tard le 28 février 2009 du rapport d'activité préliminaire et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :

- 75 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ :
    - du rapport d'activité final de l'année précédente et de son approbation par le MRNF si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal de l'année précédente, et
    - du plan d'action et de son approbation par le MRNF.
  - 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février de chaque année du rapport d'activité préliminaire et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.
- 3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant maximal annuel de l'année suivante prévu à l'entente.
- 3.1.3 Déposer à la CRÉ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT.
- 3.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du MRNF à titre d'interlocuteurs auprès de la CRÉ pour soutenir la mise en œuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.
- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ relatif à l'ENTENTE qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, s'il y a lieu, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones, s'il y a lieu.
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.
- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat de la CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

**3.2 ENGAGEMENT DE LA CRÉ**

La CRÉ s'engage à :

- 3.2.1 Convenir annuellement avec le directeur général régional du MRNF de la région de l'Estrie d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente ENTENTE et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, s'il y a lieu, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même les budgets prévus à l'ENTENTE, lorsque requise, s'il y a lieu.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT, s'il y a lieu.
- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même le budget de l'ENTENTE, lorsque requis.
- 3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport

### ENTENTE SPÉCIFIQUE

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrée

---

annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.

3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.

### 3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

Le MAMR s'engage à :

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'ENTENTE dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'ENTENTE dans le respect de ses mandats et politiques.

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3.4 Assurer la promotion de l'ENTENTE et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

### 4. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### 5. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente ENTENTE s'applique au territoire de la région administrative de l'Estrée.

### 6. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente ENTENTE, la CRÉ devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

### 7. SUIVI ET ÉVALUATION

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRÉ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRÉ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'ENTENTE vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'ENTENTE ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

À la fin de l'ENTENTE, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'ENTENTE.

**8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente ENTENTE, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente ENTENTE.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'ENTENTE est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ de l'Estrie s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

**9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette ENTENTE sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente ENTENTE, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente ENTENTE et elle en fait partie intégrante.

**11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente ENTENTE les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou documents exigés en vertu de la présente ENTENTE) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

André B. Lemay, directeur général par intérim  
Direction générale de l'Estrie-Montréal-Montérégie  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
545, boulevard Crémazie Est, 8<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Pierre Poulin, directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
200, rue Belvédère Nord, bureau 4.04  
Sherbrooke (Québec) J1H 4A9

Marie-Hélène Wolfe, directrice générale  
Conférence régionale des Élus de l'Estrie  
230, rue King Ouest, bureau 300  
Sherbrooke (Québec) J1H 1P9

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estric

---

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente ENTENTE ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toute les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Estric et avec les intervenants, les détails importants de l' ENTENTE et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'ENTENTE et le territoire d'application;
- Le budget total de l'ENTENTE.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente ENTENTE.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'ENTENTE, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'ENTENTE ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'ENTENTE. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**14. SIGNATURES**

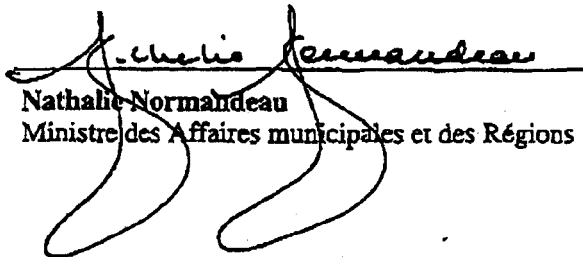
Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'ENTENTE.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

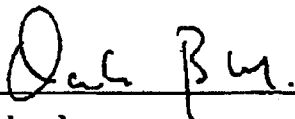
2008-11-18  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie



Claude Béchar  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

16.12.2008

Date

02-26-2009 12:32

De-CONFERENCE REGIONALE DES ELUS ESTRIE

T-260 P.012/013 F-230

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estric

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estric

*Roger Nicolet*

Roger Nicolet  
Président  
Conférence régionale des élus de l'Estric

20-11-09

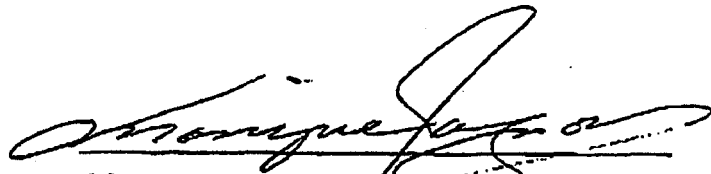
Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère  
des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Estrie



Monique Gagnon-Tremblay  
Ministre responsable de la région de l'Estrie

19-11-2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES  
EN OUTAOUAIS  
2007-2011**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

**ET**

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »,

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MAMR** »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS**, personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5, représentée par le président, monsieur Marc Carrière, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CA-07-08-168, 11 février 2008) dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

**ET**

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 104, rue Lois, Gatineau (Québec) J8Y 3R7, représentée par le docteur Guy Morissette, président-directeur général;

ci-après désignée l'« **AGENCE** »,

ci-après désignés « les **PARTIES** »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, organisme gouvernemental représenté par sa présidente, madame Christine Pelchat;

ci-après désigné le « **CSF** »,

ET

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec.

ci-après désignés les « **INTERVENANTS** »

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** le MCCCCF, conformément au décret 306-2007 du 19 avril 2007, a notamment pour mission de favoriser la contribution sociale, civique, économique et professionnelle des femmes au développement du Québec ainsi que de promouvoir les droits des femmes et l'égalité effective entre les femmes et les hommes au Québec et à l'étranger;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* et un plan d'action triennal 2007-2010 visant notamment l'atteinte de l'égalité économique entre les femmes et les hommes et l'accroissement de la participation des femmes aux instances décisionnelles;

**ATTENDU QUE** l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus »;

**ATTENDU QUE** le MAMR, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le MAMR a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** la CRÉ de l'Outaouais est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** la CRÉ de l'Outaouais a adopté en octobre 2006 la *Planification stratégique régionale 2007-2012 de l'Outaouais* fondée sur des valeurs communes, notamment le respect, la solidarité, l'égalité et l'équité et qui repose sur une approche intégrée de développement qui vise entre autres, l'inclusion des citoyennes et des citoyens ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes par la prise en compte de leurs réalités et de leurs besoins dans l'analyse, les décisions et les actions de développement;

**ATTENDU QUE** le MDEIE, a pour mission de soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économiques, scientifiques, sociaux et culturels dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable;

**ATTENDU QUE** l'AGENCE doit contribuer et s'impliquer activement dans la mise en œuvre et la réalisation de certains des engagements contenus dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*;

**ATTENDU QUE** le CSF a pour mission d'agir comme lieu d'observation des conditions de vie des femmes et qu'il réalise des études et des recherches qui mettent en lumière les inégalités vécues par ces dernières et font ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes.

## 1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et acronymes suivants se définissent comme suit :

**Égalité :** L'égalité propose que les femmes et les hommes aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour contribuer à l'évolution politique, économique, sociale et culturelle tout en profitant également de ces changements.

**Équité :** L'équité est une notion de justice qui consiste à corriger des inégalités et de réduire les écarts ou d'accélérer le rattrapage dans différents domaines (hommes-femmes) (riches-pauvres) (blancs-autochtones/minorités visibles).

**Analyse différenciée selon les sexes (ADS) :** L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est un processus qui vise à discerner de façon préventive, au cours de la conception, de l'élaboration et de l'évaluation d'une politique, d'un programme ou de toute autre mesure, les effets distincts que pourra avoir son adoption sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu des conditions socio-économiques différentes qui les caractérisent.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'accroître l'implication des femmes au sein du développement social, économique et culturel de la région de l'Outaouais, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

## 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs de la présente entente sont répartis en trois volets c'est-à-dire :

- volet I « Représentation des femmes au sein des structures décisionnelles et consultatives »;
- volet II « Actions pour contrer la violence faite aux femmes »;
- volet III « Développement de l'entrepreneuriat féminin ».

### VOLET I :

#### 3.1 Représentation des femmes au sein des structures décisionnelles et consultatives

##### Objectif général

Accroître et consolider la participation des femmes dans les structures politiques décisionnelles et consultatives locales et régionales ainsi que la prise en compte de leurs besoins.

### Objectifs spécifiques

- 3.1.1 Favoriser la concertation et la mobilisation des partenaires impliqués en développement régional et en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et coordonner les actions régionales structurantes qui en découlent, notamment par le biais d'un forum régional;
- 3.1.2 Sensibiliser et impliquer les différentes instances de la région à appliquer et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes à partir de différents mécanismes dont une politique d'égalité et de parité entre les femmes et les hommes ainsi que l'analyse différenciée selon les sexes;
- 3.1.3 Sensibiliser et mobiliser les femmes et la relève féminine de la région à l'importance de leur participation à la vie démocratique et soutenir leurs implications notamment, par le biais de formations ainsi que la mise sur pied d'un réseau.

## **VOLET II :**

### **3.2 Actions pour contrer la violence faite aux femmes**

#### Objectif général

Soutenir les stratégies visant à contrer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles.

#### Objectifs spécifiques

- 3.2.1 Favoriser le développement d'une compréhension commune de la violence faite aux femmes de l'Outaouais à partir d'un état de situation sur le phénomène ainsi qu'une meilleure connaissance du réseau des services offerts à la population, tant en milieu urbain que rural, et par conséquent, identifier les principaux enjeux liés à cette réalité;
- 3.2.2 Favoriser le maintien et le développement d'un haut niveau de concertation et d'expertise régionale dans tous les secteurs reliés à l'intervention en matière de violence, que ce soit en prévention, l'aide aux victimes ainsi que les services offerts aux personnes ayant posé des gestes de violence;
- 3.2.3 Optimiser l'efficacité et l'harmonisation des services, notamment en identifiant les principales difficultés rencontrées par les différents acteurs régionaux préoccupés par la violence en contexte conjugal.

## **VOLET III :**

### **3.3 Développement de l'entrepreneuriat féminin**

#### Objectif général

Encourager et soutenir, dans un souci d'équité, le développement de l'entrepreneuriat féminin en Outaouais.

### Objectifs spécifiques

- 3.3.1 Élaborer, coordonner et soutenir des actions régionales sur le développement de l'entrepreneuriat féminin en concertation avec les intervenants offrant des services aux entreprises;
- 3.3.2 Former les intervenants en développement économique aux besoins spécifiques des femmes qui ont un projet d'entreprise;
- 3.3.3 Promouvoir et valoriser la contribution des femmes entrepreneures au développement économique de la région, notamment lors d'événements régionaux liés à la promotion de l'entrepreneuriat.

## 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, le **MCCCF**, le **MDEIE**, le **MAMR**, la **CRÉ** et l'**AGENCE** s'engagent à :

- 4.1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 4.2 Promouvoir la présente entente dans leurs réseaux d'influence et auprès des organisations concernées;
- 4.3 Soutenir les efforts de sensibilisation et d'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS);
- 4.4 Mettre en place un comité de gestion de l'entente composé respectivement de représentants du **MCCCF**, du **MDEIE**, du **MAMR**, de la **CRÉ** et de l'**AGENCE**.

## 5. ENGAGEMENTS DU MCCCF

Le **MCCCF** s'engage à :

- 5.1 Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant un montant maximum de 57 000 \$ par année totalisant une somme de 171 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales (2007-2008, 2008-2009, 2009-2010), somme qui sera versée à la **CRÉ**.

Pour la première année, le montant de 57 000 \$ accordé par le **MCCCF** sera versé à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les montants seront versés, une fois l'an, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports d'activités requis à chacune des années financières.

## 6. ENGAGEMENTS DU MDEIE

Le **MDEIE** s'engage à :

- 6.1 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant un montant maximum de 30 000 \$ par année totalisant une somme de 90 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales;

- 6.2 le MDEIE s'engage à verser sa contribution directement aux promoteurs des projets pour lesquels il est sollicité, selon le plan de financement établi.

## 7. ENGAGEMENTS DE L'AGENCE

L'AGENCE s'engage à :

- 7.1 Dans le cadre de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, de la réalisation de ses engagements dans ce dossier et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant un montant maximum de 15 000 \$ par année totalisant une somme de 45 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la CRÉ.

Pour l'année financière 2008-2009, le montant de 15 000 \$ accordé par l'AGENCE sera versé à la CRÉ dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les montants seront versés, une fois l'an, à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports d'activités requis à chacune des années financières.

## 8. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La CRÉ s'engage à :

- 8.1 - Dans le cadre du Fonds de développement régional – Activités « Entente spécifique » et sous réserve de la disponibilité des crédits, réserver et affecter à la mise en œuvre de la présente entente un montant maximum de 80 000 \$ par année totalisant une somme maximale de 240 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir les projets visés par la présente entente;
- 8.2 Recevoir, s'il y a lieu, les contributions financières des partenaires financiers de l'entente et administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- 8.3 Prendre en charge la mise en œuvre de l'entente et en assurer la reddition de comptes auprès des parties;
- 8.4 Recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et transmettre les projets admissibles au comité de gestion pour analyse et recommandation;
- 8.5 Produire annuellement un rapport d'activités en fonction des objectifs de la présente entente, une mise à jour du plan d'action en considérant l'évolution des objectifs de l'entente et un rapport financier permettant de vérifier que les sommes qui lui ont été versées ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 8.6 Déposer, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente, un rapport final portant sur les réalisations de l'entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 8.7 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;



- 8.8 Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou les factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets de la présente entente;
- 8.9 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 8.10 Assumer la coordination du comité de gestion.

## 9. ENGAGEMENTS DU MAMR

Le MAMR s'engage à :

- 9.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 9.2 Encourager les membres de la Conférence administrative régionale de l'Outaouais (CARO) à disposer de données sexuées et à appliquer l'ADS;
- 9.3 Assurer, par le biais de la CARO, l'information et la participation des autres ministères aux objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes afin de faciliter l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 9.4 Être dépositaire de l'entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais.

## 10. MODALITÉ D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

## 11. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Le tableau I représente le budget global de l'entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Outaouais réunissant les trois volets de l'entente.

Au tableau II, la répartition des contributions financières annuelles en fonction des trois volets de l'entente est précisée. Cette répartition sera la même pour les trois années de l'entente à moins qu'une modification approuvée par toutes les parties soit apportée à cette répartition.

Les parties conviennent donc du plan de financement suivant :

**Tableau I : Budget global de l'entente**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
MCCCF	57 000 \$	57 000 \$	57 000 \$		171 000 \$
MDEIE		30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
CRÉ		80 000 \$	80 000 \$	80 000 \$	240 000 \$
ASSSO		15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	45 000 \$
TOTAL	57 000 \$	182 000 \$	182 000 \$	125 000 \$	546 000 \$

**Tableau II : Budget en fonction des trois volets de l'entente (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)**

Partenaires	Volet I	Volet II	Volet III	Total
MCCCF	30 000 \$	20 000 \$	7 000 \$	57 000 \$
MDEIE			30 000 \$	30 000 \$
ASSSO		15 000 \$		15 000 \$
CRÉ	62 000 \$*	15 000 \$	3 000 \$	80 000 \$
Total	92 000 \$	50 000 \$	40 000 \$	182 000 \$

\*Ce montant comprend une ressource humaine en soutien aux volets II et III.

## 12. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de cette entente est celui de la région administrative de l'Outaouais.

## 13. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2011 ou à la date où son objet et les obligations qui sont prévues auront été réalisés. Au cours de la dernière année de l'entente, les parties pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉ devra rembourser au MCCCF et à l'AGENCE tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 14. SUIVI ET ÉVALUATION

**14.1** Afin de soutenir la CRÉ dans la gestion de l'entente et d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les parties conviennent de créer un comité de gestion de l'entente tel que stipulé à la clause 4.4. Ce comité sera composé d'un représentant de chaque partie ainsi que de la représentante régionale du CSF, intervenante à l'entente ayant une expertise en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et une connaissance approfondie des besoins des femmes de la région;

**14.2** Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- procéder à l'adoption, dans les 90 jours suivant la signature de l'entente, d'un cadre d'évaluation de l'entente comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de réaliser, au terme de l'entente, l'examen des résultats obtenus;
- collaborer à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- faire l'analyse des projets admissibles à recevoir une contribution financière en vertu de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets au conseil d'administration de la CRÉ;
- élaborer, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un plan d'action comportant des objectifs spécifiques annuels, déterminer les priorités d'intervention et en assurer la réalisation;
- procéder annuellement à l'évaluation et à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;

- à la fin de l'entente, faire un bilan global quant à la réalisation des activités, l'atteinte des résultats et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente, le valider et le recommander à la CRÉ pour fin d'adoption;

**14.3** Les parties conviennent de tenir, à tous les quatre mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation;

**14.4** Le comité de gestion sera constitué dans les trente jours suivant la ratification des présentes;

**14.5** Les règles de fonctionnement du comité de gestion feront l'objet d'un accord entre les parties.

## **15. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **16. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## **17. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **18. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

## 19. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 15 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine**  
**Madame Danielle Dubé, directrice régionale**  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 4.140, Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation**  
**Monsieur Jeffrey MacHan, directeur régional**  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 7.200, Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Ministère des Affaires municipales et des Régions**  
**Monsieur Pierre Ricard, directeur régional**  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300, Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Conférence régionale des élus de l'Outaouais**  
**Monsieur Jean Hébert, directeur général**  
394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5

**Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais**  
**Monsieur Guy Morissette, président-directeur général**  
104, rue Lois, Gatineau (Québec) J8Y 3R7

**Conseil du statut de la femme**  
**Madame Gisèle Bernard, représentante régionale**  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 7.300, Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Cabinet du ministre responsable de la région de l'Outaouais, Benoît Pelletier**  
**Madame Brigitte Michaud, directrice générale**  
85, rue Bellehumeur, bureau 210, Gatineau (Québec) J8T 8B7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## 20. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 21. ANNEXES

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre les parties et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut. Dans le cadre de la présente entente, aucune annexe n'est incluse.

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

## **22. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

- 22.1** Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :
- le nom des parties et intervenants;
  - le montant des engagements financiers;
  - l'objet de l'entente et le territoire d'application;
  - le budget total de l'entente;
- 22.2** La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les parties signataires, à moins d'avis contraire;
- 22.3** Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente;
- 22.4** Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent;
- 22.5** Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **23. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION  
FÉMININE**



---

**CHRISTINE ST-PIERRE  
MINISTRE**

03/04/88

---

**DATE**

**MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE  
L'EXPORTATION**

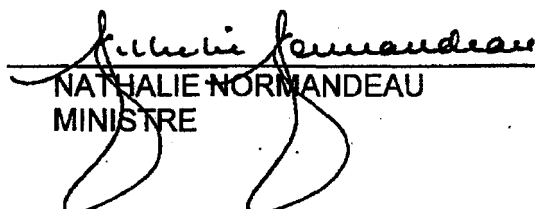
*RB. LJ*

RAYMOND BACHAND  
MINISTRE

*23 avril 2017*

DATE

**MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

  
NATHALIE NORMANDEAU  
MINISTRE

2008-03-31  
DATE

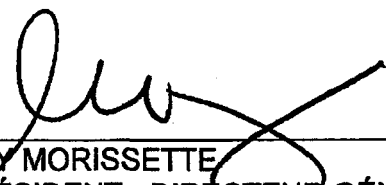


CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS

Marc Carrière  
MARC CARRIÈRE  
PRÉSIDENT

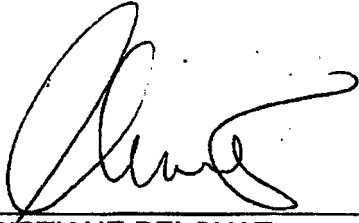
08/05/05  
DATE

**AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS**

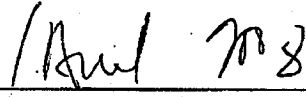
  
\_\_\_\_\_  
GUY MORISSETTE  
PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL

05 MAI 2008  
DATE

**CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**



CHRISTIANE PELCHAT  
PRÉSIDENTE



DATE

**MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**

  
BENOÎT PELLETIER  
MINISTRE

9 avril 2008  
DATE

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LA RÉGIONALISATION  
DE L'IMMIGRATION EN OUTAOUAIS 2007-2010**

**ENTRE**

**La MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**, madame Yolande James, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MICC** »

**ET**

**Le MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelé « **Emploi-Québec** »

**ET**

**La MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT**, madame Michelle Courchesne, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MELS** »

**ET**

**La MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MAMR** »

**ET**

**La CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS**, personne morale instituée en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1), dont le siège est au 394, boulevard Maloney Ouest, Gatineau (Québec) J8P 7Z5, représentée par monsieur Marc Carrière, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 mars 2007 et dont copie est jointe à la présente entente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ci-après désignés les « **PARTIES** ».

Et intervenant à la présente entente :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec,

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL**, représenté aux fins de la présente entente par monsieur Michel Allard, président, dûment autorisé tel qu'il le déclare,

ci-après appelé le « **CRPMT** »

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** le **MICC**, conformément à l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (L.R.Q., c. M-16.1), est responsable de l'immigration;

**ATTENDU QUE** le **MICC** a la responsabilité, notamment :

- de favoriser l'attraction des personnes immigrantes en région;
- de soutenir l'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise;
- de favoriser la contribution de la société à l'intégration des personnes immigrantes;
- de faciliter le rapprochement interculturel;
- de favoriser le partenariat dans les domaines dont il a la responsabilité;
- de conclure des ententes pour réaliser sa mission;

**ATTENDU QUE** le **MICC** est responsable de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;

**ATTENDU QUE** ce plan d'action vise, notamment, à stimuler une offre d'immigration qui correspond aux besoins du Québec et de ses régions et à favoriser l'accueil, l'intégration et l'établissement durable des nouveaux arrivants en région;

**ATTENDU QUE** ce plan d'action vise aussi à favoriser la prise en compte de l'immigration comme enjeu de développement régional et à soutenir les milieux dans la réalisation de plans d'action régionaux adaptés aux spécificités du territoire;

**ATTENDU QUE** le Plan d'action régional *Des valeurs partagées, des intérêts communs* vise à confirmer l'immigration comme facteur de développement économique, social et culturel de l'Outaouais, à mettre en place des mesures favorisant l'intégration réussie des nouveaux arrivants et à établir des relations harmonieuses entre les communautés d'adoption et d'origine;

**ATTENDU QUE** les personnes immigrantes constituaient en 2001 environ 5,7 % de la population du territoire de la région de l'Outaouais et que la population immigrée active, âgée de 15 ans et plus, représentait sur ce territoire 3,4 % de l'ensemble de la population en 2001;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** est lié par l'entente interministérielle pour favoriser l'intégration au marché du travail des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles conclue au printemps 2004 entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles;

**ATTENDU QUE** le **MELS**, dans le respect des responsabilités confiées par les lois aux établissements d'enseignement et aux organismes scolaires, doit, entre autres, contribuer à l'harmonisation des orientations et des activités éducatives avec l'ensemble des politiques gouvernementales et avec les besoins économiques, sociaux et culturels de la société québécoise;

**ATTENDU QUE** le **CRPMT** a notamment pour fonction d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par **Emploi-Québec** d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec la **CRÉ** visés à l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1) et de promouvoir auprès de celles-ci la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

**ATTENDU QU'en vertu de l'article 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions**, la **CRÉ** peut conclure avec les ministères et les organismes du gouvernement des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités;

**ATTENDU QUE** les Conférences régionales des élus sont les interlocutrices privilégiées du gouvernement en matière de développement régional et ont des responsabilités définies en matière de planification, de concertation et de coordination;

**ATTENDU QUE** la Planification stratégique régionale 2007-2012 de l'Outaouais, adoptée par la **CRÉ**, le 30 octobre 2006, contient des orientations stratégiques liées à la régionalisation de l'immigration;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec et l'ensemble des Conférences régionales des élus ont conclu lors du *Forum des générations* une entente qui définit les principes et pistes d'action en vue de favoriser le développement économique, social et culturel des régions;

**ATTENDU QUE** la consultation de la population dans le cadre des forums *Place aux citoyens* a fait ressortir la pertinence de la démarche gouvernementale de régionalisation et de décentralisation;

**ATTENDU QUE** les participants au *Forum des générations* ont convenu d'accélérer la signature d'ententes de régionalisation en matière d'immigration;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** souhaitent intensifier leur collaboration, en vue de promouvoir l'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants sur le territoire de la région de l'Outaouais.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DE CONCLURE UNE ENTENTE SPÉCIFIQUE ET CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chaque partie signataire à la réalisation de projets et d'initiatives visant à accroître le nombre de personnes immigrantes en Outaouais, favoriser leur établissement durable et une meilleure répartition de ces personnes sur l'ensemble de la région.

La présente entente repose sur la concertation, l'engagement des partenaires et la réalisation d'activités ou de projets qui répondent à ses objectifs spécifiques et qui concourent à la mise en œuvre du plan d'action régional en matière d'immigration et d'intégration.

## **2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE L'ENTENTE**

Dans leurs sphères de compétences respectives, les **PARTIES** s'entendent pour favoriser une offre de service intégrée et complémentaire offerte dans la région de l'Outaouais, développer et mettre en œuvre des activités, en vue de réaliser les objectifs spécifiques suivants :

### **2.1 promouvoir l'immigration comme un facteur de développement économique, social et culturel essentiel à la région de l'Outaouais, notamment en visant à :**

**2.1.1** promouvoir les compétences de la main-d'œuvre immigrante auprès des entreprises et des regroupements d'employeurs pour combler les besoins de main-d'œuvre actuels et futurs;

**2.1.2** mettre en place des projets de sensibilisation à l'apport de l'immigration au développement économique, social et culturel en Outaouais;

### **2.2 consolider et développer le potentiel attractif de la région de l'Outaouais, notamment en visant à :**

**2.2.1** mobiliser et favoriser l'implication des acteurs concernés par l'immigration dans la Ville de Gatineau, la MRC des

Collines-de-l'Outaouais, la MRC de Papineau, la MRC de Pontiac et de la MRC La Vallée-de-la-Gatineau;

- 2.2.2 élargir le partenariat en impliquant les regroupements de gens d'affaires, les employeurs et les organismes à but non lucratif à vocation socioéconomique;
- 2.2.3 consolider et développer des stratégies d'attraction ciblant les personnes immigrantes qui possèdent les compétences pour occuper des emplois dans les secteurs en demande en Outaouais;
- 2.3 favoriser l'intégration professionnelle, sociale et culturelle des personnes immigrantes et leur rétention dans la région de l'Outaouais, notamment en visant à :
  - 2.3.1 concevoir et offrir des cours ou des mesures de formation d'appoint, en milieu scolaire ou en milieu de travail, pour faciliter l'insertion durable en emploi des personnes immigrantes dans les secteurs en demande de main-d'œuvre;
  - 2.3.2 concevoir et mettre en œuvre des cours ou des mesures de perfectionnement en français oral et écrit, en milieu scolaire ou en milieu de travail, pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes immigrantes;
  - 2.3.3 mettre sur pied des projets de soutien à l'embauche et à l'intégration en emploi de personnes immigrantes et des membres de communautés culturelles;
  - 2.3.4 mettre en œuvre des projets permettant la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes;
  - 2.3.5 promouvoir la participation des personnes immigrantes à des mesures de développement de l'entrepreneursip;
  - 2.3.6 mettre en place des projets de sensibilisation, d'accueil et de soutien à l'établissement de personnes immigrantes dans les MRC ainsi que des projets de rapprochement interculturel.

### 3. ENGAGEMENTS DU MICC

Le MICC s'engage à :

- 3.1 sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale des crédits budgétaires nécessaires, mettre à la disposition de la CRÉ un montant global de trois cent mille dollars (300 000 \$), soit une enveloppe annuelle maximale de cent mille dollars (100 000 \$), provenant du Programme régional d'intégration (PRI);
- 3.2 verser à la CRÉ la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

Pour la première année :

  - 3.2.1 un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours de la signature de la présente entente;
  - 3.2.2 un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle à la suite de l'acceptation par le MICC de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 11.10 de la présente entente;



**Pour la deuxième année :**

- 3.2.3 un troisième versement de 50 % de la contribution annuelle à la suite de l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de l'année précédente prévu à la clause 11.9 de la présente entente et au dépôt du plan d'action actualisé prévu à la clause 11.3 de la présente entente;
- 3.2.4 un quatrième versement de 50 % de la contribution annuelle à la suite de l'acceptation par le **MICC** de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 11.10 de la présente entente;

**Pour la troisième année :**

- 3.2.5 un cinquième versement annuel de 50 % de la contribution annuelle à la suite de l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de l'année précédente prévu à la clause 11.9 de la présente entente et au dépôt du plan d'action actualisé prévu à la clause 11.3 de la présente entente;
- 3.2.6 un sixième versement de 35 % de la contribution annuelle à la suite de l'acceptation par le **MICC** de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 11.10 de la présente entente;
- 3.2.7 un septième et dernier versement de 15 % de la contribution annuelle à la suite de l'acceptation par le **MICC** du rapport final de la présente entente prévu à la clause 11.11 de la présente entente;
- 3.3 animer, soutenir et coordonner, conjointement avec la **CRÉ**, les travaux du comité de gestion;
- 3.4 procéder à l'analyse des activités selon les orientations et exigences du comité de gestion et transmettre à celui-ci les recommandations appropriées;
- 3.5 contribuer en ressources humaines à la mise en œuvre de la présente entente;
- 3.6 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 11 de la présente entente;
- 3.7 contribuer à l'élaboration, à la réalisation des mesures et à l'actualisation du plan d'action de la présente entente qui sont sous sa responsabilité;
- 3.8 rendre accessibles les renseignements recueillis lors d'enquêtes, de sondages et d'études sur la situation des personnes immigrantes dans la région de l'Outaouais.

**4. ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC**

Aux fins de la présente entente, dans un esprit de continuité de ses investissements consentis à l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes, **Emploi-Québec** s'engage à :

- 4.1 sous réserve des disponibilités budgétaires du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et des priorités retenues par le **CRPMT**, maintenir le support financier totalisant 401 609 \$ destiné aux clientèles immigrantes dans le cadre de ses mesures;
- 4.2 réaliser les cibles annuelles de résultats approuvées par le **CRPMT** concernant les nouveaux participants immigrants aux interventions d'**Emploi-Québec**;
- 4.3 s'associer aux projets structurants qui auront été retenus conjointement par le comité de gestion de la présente entente et selon le plan de financement établi;
- 4.4 maintenir et améliorer les services offerts actuellement aux personnes immigrantes en matière d'emploi, via ses centres locaux d'emploi, sous réserve, comme pour l'ensemble des autres clientèles desservies, de ses disponibilités budgétaires;

- 4.5 contribuer en ressources humaines à la mise en œuvre de la présente entente;
- 4.6 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 11 de la présente entente;
- 4.7 contribuer à l'élaboration, à la réalisation des mesures et à l'actualisation du plan d'action de la présente entente qui sont sous sa responsabilité;
- 4.8 fournir aux partenaires de la présente entente les informations sur le marché du travail ainsi que sur les offres d'emploi disponibles sur le territoire;
- 4.9 référer, selon l'évaluation de leurs besoins, les personnes immigrantes à des organismes offrant des services répondant à leurs besoins;
- 4.10 informer annuellement des investissements consentis auprès des personnes immigrantes et faire état du suivi de la présente entente auprès du CRPMT.

## **5. ENGAGEMENTS DU MELS**

Aux fins de la présente entente, le MELS s'engage à :

- 5.1 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 11 de la présente entente;
- 5.2 contribuer à l'élaboration, à la réalisation des mesures et à l'actualisation du plan d'action de la présente entente selon la clause 11.3 en rendant accessibles les renseignements utiles à la mise en œuvre de la présente entente et des projets auprès des réseaux scolaires.

## **6. ENGAGEMENTS DU MAMR**

Le MAMR s'engage à :

- 6.1 assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale, l'information et la participation des autres ministères aux objectifs ou actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs spécifiques de la présente entente;
- 6.2 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 11 de la présente entente;
- 6.3 offrir un soutien aux municipalités régionales de comté (MRC) en les sensibilisant à la mise en œuvre des objectifs de la présente entente et en les associant par l'entremise de la Politique nationale de la ruralité à la présentation de projets spécifiques en immigration, soit par l'intermédiaire des pactes ruraux ou par le Fonds d'initiatives pour l'avenir rural.

## **7. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ**

La CRÉ s'engage à :

- 7.1 sous réserve de la disponibilité des crédits budgétaires, contribuer pour un montant de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe annuelle maximale de cinquante mille dollars (50 000 \$) conformément aux normes et règles de gestion du Fonds de développement régional (FDR), selon le calendrier de contribution suivant :
  - au cours de l'année 2007-2008 : 50 000 \$;
  - au cours de l'année 2008-2009 : 50 000 \$;

— au cours de l'année 2009-2010 : 50 000 \$;

- 7.2 administrer les sommes versées par le **MICC**, conformément au cadre normatif du Programme régional d'intégration (PRI) joint en annexe A, tel qu'il se lit au moment où il s'applique, et retourner à cette dernière toute somme non engagée à l'échéance de la présente entente;
- 7.3 animer, soutenir et coordonner conjointement avec le **MICC** les travaux du comité de gestion de la présente entente;
- 7.4 ratifier les projets et les activités à réaliser, après avoir analysé les recommandations du comité de gestion de la présente entente;
- 7.5 contribuer en ressources humaines à la mise en œuvre de la présente entente;
- 7.6 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 11 de la présente entente;
- 7.7 contribuer à l'élaboration, à la réalisation des mesures et à l'actualisation du plan d'action de la présente entente qui sont sous sa responsabilité;
- 7.8 produire les documents suivants : les états de situation à mi-année, les rapports annuels et le rapport final, en conformité avec des clauses 11.9 à 11.11. Ces trois types de rapport devant comprendre un état de l'utilisation des sommes allouées par les **PARTIES** de la présente entente;
- 7.9 tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives à la présente entente, notamment, les engagements pris et les paiements effectués;
- 7.10 conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets de la présente entente;
- 7.11 fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que le **MICC** juge utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente.

## 8. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

PARTENAIRE	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
<b>Contributions financières sous la responsabilité de la CRÉ</b>				
<b>MICC</b>	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
<b>CRÉ</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>450 000 \$</b>

Un montant correspondant à 5 % de l'engagement annuel total du **MICC** pourra être conservé par la **CRÉ** pour assumer les frais de gestion de la présente entente.

## 9. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire visé par la présente entente est celui de la région administrative de l'Outaouais.

## 10. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2010. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de la présente entente, les **PARTIES** pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

## 11. SUIVI ET ÉVALUATION

Un comité de gestion, composé respectivement d'un représentant de chacune des **PARTIES**, sera mis en place afin d'assurer la cohérence et la convergence des interventions découlant de la présente entente.

Les responsabilités du comité de gestion sont les suivantes :

- 11.1 superviser la mise en œuvre de la présente entente;
- 11.2 assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
- 11.3 élaborer un plan d'action de la présente entente et procéder à son actualisation pour la deuxième année et la troisième année de la présente entente;
- 11.4 procéder à la réalisation d'un ou plusieurs appels de projets, tout en considérant les projets variés et complémentaires, susceptibles de contribuer aux objectifs spécifiques de la présente entente;
- 11.5 analyser la pertinence des projets déposés en respectant les cadres normatifs des **PARTIES**, notamment, le Programme régional d'intégration (PRI) et le Fonds de développement régional (FDR) afin de faire les recommandations appropriées à la **CRÉ**;
- 11.6 convenir des modalités relatives à la signature de protocoles conjoints des **PARTIES** avec les promoteurs des projets;
- 11.7 s'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente;
- 11.8 établir, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation de ladite entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs spécifiques visés à la présente entente;
- 11.9 déposer vers le mois de juin de chaque année un rapport annuel portant sur les réalisations de la présente entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 11.10 déposer vers le mois de novembre de chaque année un état de situation à mi-année lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 11.11 déposer un rapport final, dans les 90 jours suivant la fin de la présente entente, portant sur les réalisations de la présente entente, les projets issus de la présente entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 11.12 s'adjoindre, au besoin, des représentants d'autres partenaires interpellés, constituer des sous-comités de travail pour la planification et la réalisation de certaines des actions prévues au plan d'action annuel.

## 12. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, les **PARTIES** qui veulent se prévaloir du droit à la résiliation doivent transmettre un avis de résiliation écrit à la partie en défaut, lequel énoncera les motifs

de résiliation, et la partie défaillante aura 30 jours ouvrables pour remédier à tel défaut.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser au **MICC** tout solde sur les montants versés mais non encore engagés. Ce solde devra être remboursé dans un délai de 30 jours suivant la date de la résiliation. Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et activités visés par la présente entente.

### 13. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

### 14. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES** (addenda). Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

### 15. VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES

Les **PARTIES** conviennent de respecter le protocole de visibilité et d'affaires publiques produit en annexe B.

### 16. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante, les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflits entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

### 17. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire si elles sont livrées ou acheminées par courrier de la façon suivante :

Pour le **MICC** :

Monsieur Pierre Legros  
Directeur régional  
Immigration-Québec  
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-  
Temiscamingue et du Nord-du-Québec  
Ministère de l'Immigration et des Communautés  
culturelles  
227, rue Montcalm, bureau 100  
Gatineau (Québec) J8Y 3B9

Pour **Emploi-Québec** :

Monsieur Claude Landry  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
245, boulevard Cité-des-Jeunes  
Gatineau (Québec) J8Y 6L2

**Pour le MELS :** Madame Hélène Audet  
Directrice régionale  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, 4<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Pour le MAMR :** Monsieur Pierre Ricard  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300  
Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Pour le CRPMT :** Monsieur Michel Allard  
Président  
Conseil régional des partenaires du marché du travail  
245, boulevard Cité-des-Jeunes  
Gatineau (Québec) J8Y 6L2

**Pour la CRÉ :** Monsieur Jean Hébert  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de l'Outaouais  
394, boulevard Maloney Ouest  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5

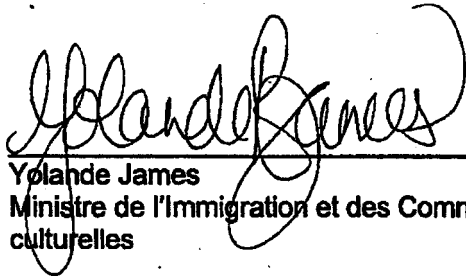
**Pour le Ministre responsable de la région de l'Outaouais :**  
Monsieur Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région de l'Outaouais  
Secrétariat aux affaires intergouvernementales et  
canadiennes  
85, rue Bellehumeur, bureau 210  
Gatineau (Québec) J8T 8B7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **18. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente, y compris les annexes le cas échéant.

**EN FOI DE QUOI, elles ont signé comme suit :**




---

Yolande James  
Ministre de l'Immigration et des Communautés  
culturelles

le 25 mars 2008

---

Date





Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

22 Avril 08

Date



  
Michelle Courchesne  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

  
Date

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

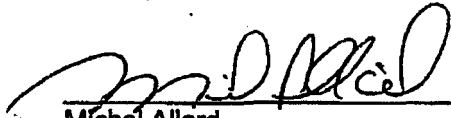
2008-03-12  
Date



---

Benoît Pelletier  
Ministre responsable des Affaires  
intergouvernementales canadiennes et ministre  
responsable de la région de l'Outaouais

19-03-2008  
Date

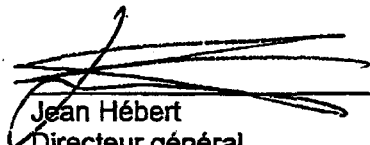


Michel Allard  
Président  
Conseil régional des partenaires du marché du  
travail de l'Outaouais

5 MAI 2008  
Date

  
Marc Carrière  
Président  
Conférence régionale des élus de l'Outaouais

08/05/05  
Date

  
Jean Hébert  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de l'Outaouais

08 / 05 / 2008  
Date

## ANNEXE A

### DESCRIPTIF DU PROGRAMME RÉGIONAL D'INTÉGRATION (PRI) ANNÉE FINANCIÈRE 2007-2008

Le Programme régional d'intégration soutient les actions concertées des partenaires locaux et régionaux en vue d'accroître l'apport de l'immigration au développement démographique, social, culturel et économique du Québec.

#### VOLET 1 : SOUTIEN DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF EN RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION

##### 1.1 OBJECTIFS

Ce volet sert à financer les projets visant l'ensemble des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage de l'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants;
- valoriser, auprès des populations des régions, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

La priorité est accordée à l'attraction et à l'établissement des immigrants admis dans le volet de l'immigration économique (les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires). Toutefois, les personnes de la catégorie du regroupement familial, les réfugiés sélectionnés à l'étranger, les réfugiés reconnus et les personnes autorisées à soumettre sur place une demande de résidence permanente ne sont pas exclus.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

##### 1.2 ADMISSIBILITÉ

Pour être admissible au programme, un organisme doit répondre aux conditions suivantes :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activités;
- être immatriculé au Registraire des entreprises.

Les organismes admissibles sont prioritairement situés dans les régions en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Toutefois, des organismes peuvent être situés dans l'un de ces territoires, en autant que leur projet vise l'établissement en région et dans la Capitale-Nationale d'immigrants résidant actuellement dans les territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Dans ce cas, le projet doit nécessairement inclure une entente formelle de partenariat avec un ou plusieurs organismes en région ou dans la Capitale-Nationale.

##### 1.3 PROJETS ADMISSIBLES

Est admissible au programme tout projet susceptible d'avoir un impact positif sur l'attraction, l'établissement, l'intégration et la rétention des immigrants dans la région.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- des activités de recherche;
- des dépenses d'immobilisation;
- des activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme du Ministère.

**Conditions obligatoires**

- Les projets présentés doivent répondre à des priorités et aux besoins exprimés par les régions.
- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

**1.4 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est développé le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière de l'organisme et des partenaires au projet.

**1.5 MODALITÉS FINANCIÈRES**

- La contribution financière versée à l'organisme lui sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme ou d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme, ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

**1.6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

**1.6.1 Présentation de la demande**

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

**1.6.2 Critères d'évaluation des demandes**

Les demandes seront évaluées en fonction de la capacité de l'organisme de respecter l'ensemble des conditions énumérées précédemment. Elles seront en outre examinées en fonction :

- des objectifs du programme, des priorités et du nombre d'immigrants prévu dans la collectivité;
- de la capacité de l'organisme d'offrir les services d'une façon efficace et de la mesure dans laquelle les personnes admissibles auront accès à ces services.

**1.6.3 Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de 3 ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, l'organisme doit présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, l'organisme doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

**VOLET 2 : SOUTIEN AUX ORGANISMES PUBLICS EN IMMIGRATION**

**2.1 OBJECTIFS**

Ce volet sert à financer les projets visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage de l'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants (notamment dans les services municipaux), favoriser le rapprochement interculturel et soutenir les activités d'intégration en emploi;
- valoriser, auprès des populations, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans ou encore des ressortissants étrangers désireux d'effectuer des études postsecondaires, en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

## **2.2 ORGANISMES ADMISSIBLES**

- Une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC).
- Un organisme public rattaché au réseau de la santé ou de l'éducation ou un organisme paramunicipal.
- Une conférence régionale des élus (CRÉ).
- Un centre local de développement (CLD).

Cette liste est exhaustive.

## **2.3 PROJETS ADMISSIBLES**

Est admissible tout projet ayant un lien direct avec les objectifs du programme.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- les activités de recherche;
- les dépenses d'immobilisation;
- les activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme d'aide financière du Ministère.

## **Conditions obligatoires**

- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

## **2.4 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est développé le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière du promoteur et des partenaires au projet.

## **2.5 MODALITÉS FINANCIÈRES**

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme promoteur et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme et d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme promoteur et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme promoteur doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- L'organisme promoteur doit accepter de divulguer ses autres sources de financement.



- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

## **2.6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

### **2.6.1 PRÉSENTATION DE LA DEMANDE**

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

### **2.6.2 Critères d'évaluation des demandes**

Les demandes seront évaluées en fonction de la capacité de l'organisme de respecter l'ensemble des conditions énumérées précédemment. Elles seront en outre examinées en fonction :

- des objectifs du programme, des priorités et du nombre d'immigrants prévu dans la collectivité;
- de la capacité de l'organisme d'offrir les services d'une façon efficace et de la mesure dans laquelle les personnes admissibles auront accès à ces services.

### **2.6.3 Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de 3 ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, les promoteurs doivent présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, le promoteur doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

**Annexe B**

**Protocole de visibilité et d'affaires publiques entre les signataires de la présente entente**

**Préambule :**

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de la présente entente spécifique de régionalisation sur l'immigration en Outaouais 2007-2010 signée entre le MICC, le MESS, le MELS, le MAMR et la CRÉ. Il a pour but d'établir les modalités de visibilité entre les signataires de la présente entente et de définir leurs obligations réciproques dans le cadre de cette entente.

**Considérant** que les signataires de la présente entente jugent pertinent de se concerter pour coordonner leurs actions de communication destinées à soutenir la mise en œuvre de la présente entente;

**Considérant** que les signataires de la présente entente veulent s'assurer de la cohérence de leurs messages relatifs à la présente entente;

**Considérant** que la visibilité de la contribution des signataires de la présente entente ne se limite pas seulement à la publication de leur logo respectif;

**Considérant** qu'il est primordial d'assurer un grand rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par les partenaires pour donner suite à la présente entente;

**Le MICC, le MESS, le MELS, le MAMR et la CRÉ** conviennent du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques.

**1. OBLIGATIONS DES SIGNATAIRES DE L'ENTENTE**

Les parties reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Outaouais, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'entente;

**16.2** Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent;

**16.3** Les parties acceptent que des représentants de parties participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les signataires doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**2. MODIFICATIONS**

Toute modification au contenu du présent protocole de visibilité pourra être apportée avec l'accord de l'ensemble des parties.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE  
DANS LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS  
2008-2011**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC,**  
monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,** madame Nathalie  
Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS,** personne morale instituée par la  
Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège  
au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5, représentée par le  
président, monsieur Marc Carrière, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil  
d'administration CA-07-08-211 adoptée le 17 mars 2008 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉO** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS,** monsieur Benoit Pelletier,  
pour et au nom du gouvernement du Québec;

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le secteur agroalimentaire est un des secteurs à fort potentiel pour la diversification de l'économie identifié dans l'axe Développement économique et emploi de la planification stratégique régionale (PSR) 2007-2012 adoptée par la **CRÉO**;

**ATTENDU QUE** la **CRÉO** est l'interlocutrice privilégiée du gouvernement du Québec en matière de développement régional, qu'elle est mandatée pour favoriser la concertation des partenaires au sein de la région et qu'elle souhaite conclure une entente spécifique avec le **MAPAQ**;

**ATTENDU QUE** le **MAPAQ** a manifesté son intérêt à signer une troisième entente spécifique pour le développement durable du secteur agroalimentaire de l'Outaouais et ce, pour une durée de trois ans.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées afin de favoriser le développement du secteur agroalimentaire de l'Outaouais.

Elle détermine le rôle et les responsabilités de la **CRÉO**, du **MAPAQ** et du **MAMR** à la mise en œuvre des priorités d'actions identifiées.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Cette entente vise à soutenir le développement du secteur agroalimentaire et l'atteinte des objectifs organisés en trois volets priorisés par la région.

### **Volet 1 : Diversifier l'agriculture régionale et l'accroissement du revenu à l'hectare des entreprises agricoles de la région**

Objectifs spécifiques :

- augmenter la production horticole;
- accroître la quantité de bovins de boucherie engraisés (semi-finition/finition);
- accroître la diversification des activités agricoles incluant l'agriculture biologique, l'agrotourisme et autres productions de créneau;
- soutenir la commercialisation des produits régionaux;
- renforcer l'efficacité technico-économique des entreprises agricoles.

### **Volet 2 : Soutenir le développement de la transformation agroalimentaire**

Objectif spécifique :

- accroître les investissements en transformation agroalimentaire.

### **Volet 3 : Assurer le développement durable du secteur agroalimentaire**

Objectifs spécifiques :

- soutenir le transfert et le démarrage d'entreprises agricoles;
- réaliser la mise en conformité environnementale des entreprises agricoles en ne compromettant pas leur pérennité;
- favoriser la gestion par bassin versant;
- favoriser l'adoption de pratiques de conservation;
- valoriser et promouvoir le secteur agroalimentaire et ses contributions au développement économique et rural.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Le MAPAQ, le MAMR et la CRÉO s'engagent, conformément à leur mandat respectif, à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans l'entente spécifique.

### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

Le MAPAQ s'engage à :

- contribuer au financement de l'entente spécifique, sous réserve de la disponibilité des crédits annuels à la mise en œuvre de l'entente spécifique, en affectant un montant maximal de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$) pour la durée de l'entente. Cette somme sera répartie sur trois années à raison de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) par année débutant au moment de la signature de la présente entente par l'ensemble des parties et sera versée aux projets recommandés selon les modalités de versement déterminées par le comité de gestion;
- approuver le cadre de gestion et d'évaluation des projets tel que prévu à l'article 8;
- agir à titre de coprésident du comité de gestion;
- produire des avis sectoriels au besoin;
- participer au secrétariat et à la logistique des réunions du comité de gestion en collaboration avec la CRÉO.

La CRÉO s'engage à :

- réserver un montant maximal de 450 000 \$ pris à même le Fonds de développement régional pour la durée de l'entente. Ce montant sera affecté aux projets qu'elle aura choisis après avoir pris avis auprès du comité de gestion;
- participer au secrétariat et à la logistique des réunions du comité de gestion en collaboration avec le MAPAQ.

Le MAMR s'engage à :

- participer au comité de gestion de l'entente;
- être dépositaire de l'entente spécifique en matière de développement durable du secteur agroalimentaire de la région de l'Outaouais.

### **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

Synthèse des contributions maximales des organismes dans le cadre de l'entente par année.

Organisme	2008-2009	2009-2010	2010-2011	TOTAL
CRÉO	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
MAPAQ	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
Total	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	900 000 \$

### **6. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente s'applique sur le territoire de la région administrative de l'Outaouais.

### **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et aura une durée de 3 ans. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées à l'égard des projets retenus.

## **8. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour assurer la gestion et l'évaluation de l'entente, un comité de gestion est créé.

Le comité de gestion est composé d'un représentant des parties;

- le comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne ou représentant d'organisation jugé utile à la réalisation de ses travaux ou à la mise en œuvre de cette entente.

Les responsabilités du comité de gestion sont les suivantes :

- déterminer et adopter les modalités de fonctionnement du comité et les modalités de sélection des projets;
- évaluer aux fins de l'admissibilité au financement les projets qui sont présentés qui permettent de rencontrer les objectifs de la présente entente. Faire les recommandations appropriées à la CRÉO et au MAPAQ;
- identifier et intégrer de nouveaux partenaires financiers à la présente entente, sous réserve de l'accord des membres du comité;
- procéder à une évaluation de l'entente, six mois avant son échéance.

## **9. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

## **10. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **11. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **12. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

## **13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Pour le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)**

Monsieur Yves Lévesque, directeur régional Outaouais-Laurentides  
999, rue Dollard  
Gatineau (Québec) J8L 3E6  
Téléphone : 819 986-8544  
Télécopieur : 819 986-9299

**Pour la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO)**

Monsieur Jean Hébert, directeur général  
394, boulevard Maloney Ouest  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5  
Téléphone : 819 663-2480  
Télécopieur : 819 663-9950

**Pour la ministre des Affaires municipales et des Régions (MAMR)**

Monsieur Pierre Ricard, directeur régional de l'Outaouais  
Édifice Jos Montferrand  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300  
Gatineau (Québec) J8X 4C2  
Téléphone : 819 772-3006  
Télécopieur : 819 772-3989

**Pour le ministre responsable de la Région de l'Outaouais, monsieur Benoît Pelletier**

Madame Brigitte Michaud  
Directrice générale du bureau régional  
85, rue Bellehumeur, bureau 210  
Gatineau (Québec) J8T 8B7  
Téléphone : 819 246-4558  
Télécopieur : 819 246-7554

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**14. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉO** et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

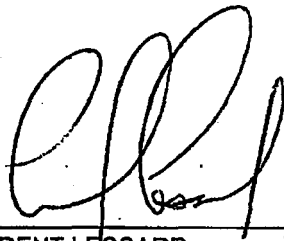
**15. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

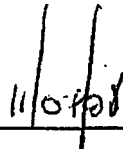
**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :



**MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC**

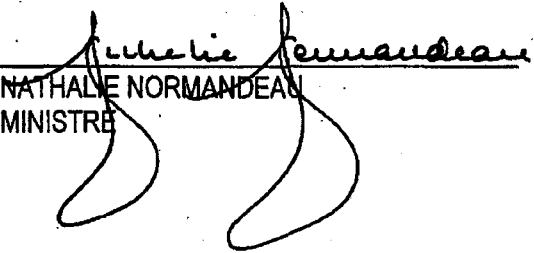


LAURENT LESSARD  
MINISTRE



DATE

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

  
NATHALIE NORMANDEAU  
MINISTRE

2008-07-02  
DATE

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS

Marc Carrière  
MARC CARRIÈRE  
PRÉSIDENT

08/08/06  
DATE

**MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**



BENOÎT PELLETIER  
MINISTRE

11 juillet 2008

DATE

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions**  
**de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS**, madame Marguerite Blais, pour et au nom du  
gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie  
Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS**, personne morale instituée  
par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant  
son siège au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5,  
représentée par le président, monsieur Marc Carrière, dûment autorisé en vertu de la  
résolution CA-07-08-170 du conseil d'administration du 11 février 2008 dont copie est jointe à  
la présente,

ci-après désignée la « **CRÉO** »

Ci-après désignées « **LES PARTIES** »

ET intervenant aux présentes :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, monsieur Benoît  
Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec;

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des Aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits.

**ATTENDU QU'un** des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus (CRÉ).

**ATTENDU QUE** le conseil d'administration de la CRÉO a priorisé, dans le cadre de la présente entente spécifique, les axes d'intervention suivants :

- **maintien en milieu de vie naturel et services de proximité;**
- **autonomie et implication;**
- **logement abordable et accessible.**

**1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de l'Outaouais par la mise en commun de ressources financières ou autres, soutenant la réalisation de projets ou d'actions régionales structurantes dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

**2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

**2.1 Objectifs généraux visés par l'entente :**

Permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités et MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;

2.1.1 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;

2.1.2 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.

**2.2 Objectifs spécifiques de l'entente par volet d'intervention :**

**Volet I : « Soutien aux initiatives du milieu - APPROCHE TERRITORIALE INTÉGRÉE »**

Ce volet privilégie une approche territoriale qui tient compte des réalités et spécificités de chaque MRC et de la Ville de Gatineau et qui prévoit la réalisation de projets structurants sur chaque territoire qui seront proposés par le milieu.

Les projets présentés par le milieu prévoient de mettre en place des actions structurantes visant l'adaptation des services et infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées du territoire visé dans le respect des objectifs gouvernementaux et des axes d'intervention priorisés par la CRÉO. Ils doivent faire l'objet d'un appui des partenaires locaux concernés, notamment les MRC et la Ville de Gatineau.

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

**Volet II : « Actions régionales structurantes - APPROCHE RÉGIONALE CONCERTÉE »**

Ce volet prévoit des actions structurantes à portée régionale qui viseront à répondre aux problématiques demandant une action concertée. Celles-ci sont élaborées en partenariat, notamment avec la Table des aînés et retraités de l'Outaouais (TARO).

**Actions régionales structurantes à élaborer dans le cadre de l'an 1 (2007) :**

**A) Carrefour d'information pour les personnes âgées :**

Un projet pilote est actuellement en développement à Gatineau avec le Centre d'action bénévole de Gatineau. L'action régionale structurante consiste à en faire un projet pilote régional desservant tout le territoire de l'Outaouais et qui deviendra un modèle pour les autres régions tout en répondant aux besoins spécifiques de la région;

**B) Campagne de valorisation des personnes âgées :**

Il faut valoriser la contribution des personnes âgées via une campagne régionale visant à promouvoir leur participation, notamment dans les conseils municipaux, dans les activités de bénévolat, dans le domaine des arts et sur le marché de l'emploi.

**Actions régionales structurantes à élaborer dans le cadre de l'an 2 à l'an 5 (2008-2012) :**

Le comité régional de suivi verra à prioriser les actions régionales structurantes à élaborer et à mettre en œuvre en début de chaque année de l'entente.

**3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, le **MFA**, le **MAMR** et la **CRÉO** s'engagent à :

- 3.1 participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 3.2 promouvoir la présente entente dans leurs réseaux d'influence et auprès des organisations concernées;
- 3.3 déléguer un représentant au comité régional de suivi de l'entente.

**4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**4.1 La ministre responsable des Aînés s'engage à :**

- 4.1.1 verser annuellement à la **CRÉO** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 4.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉO** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉO** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 4.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

**4.2 La ministre des Affaires municipales et des Régions s'engage à :**

- 4.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 4.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 4.2.4 coordonner les actions interministérielles.

**4.3 La CRÉO s'engage à :**

- 4.3.1 réserver annuellement un montant maximum de 30 000 \$ via le « **Fonds de développement régional (FDR)** », pour une période de 5 ans, dans le cadre de l'entente spécifique;
- 4.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 4.3.3 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt :
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;
- 4.3.4 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution de la CRÉO à leur réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - l'entente spécifique doit permettre à la CRÉO d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
  - l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage les Tables régionales de concertation des aînés et de développer avec elles des collaborations resserrées.

Lorsque la CRÉO finance des projets à même des fonds provenant du MFA dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La CRÉO demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la CRÉO et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du MFA, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du MFA devront également respecter les paramètres suivants :

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la CRÉO;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la



**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

réalisation du projet;

- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

**5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	CONTRIBUTIONS				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$
<b>CRÉO</b>	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$
<b>TOTAL</b>	149 000 \$	149 000 \$	149 000 \$	149 000 \$	149 000 \$

**7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique sur le territoire de la CRÉ de l'Outaouais.

**8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉO doit rembourser au MFA tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée par le MFA.

**9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Les PARTIES s'engagent à mettre en place un comité régional de suivi de l'entente. Il sera composé de représentants de la CRÉO, du ministère de la Famille et des Aînés (MFA - Direction territoriale), de la Table régionale de concertation des aînés, du ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR, Direction régionale), de représentants des MRC (Collines-de-l'Outaouais, Papineau, Pontiac, Vallée-de-la-Gatineau) et d'un représentant de la Ville de Gatineau.

Le suivi de l'entente spécifique sera assuré par des rencontres périodiques du comité régional de suivi.

**Les responsabilités du comité régional de suivi sont les suivantes :**

- déterminer et adopter les modalités de fonctionnement du comité;
- définir les modalités de gestion et les critères d'admissibilité de l'appel de projets du volet I et en faire la recommandation au conseil d'administration de la CRÉO;
- organiser le lancement annuel de l'appel de projets du volet I;
- prioriser les actions régionales structurantes à élaborer et mettre en œuvre en début de chaque année de l'entente;
- évaluer et recommander au conseil d'administration de la CRÉO le choix des projets à financer dans le cadre des deux volets de l'entente;

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

- faire rapport périodiquement, aux parties à l'entente, des réalisations liées à l'entente en fonction des résultats attendus;
- procéder à une évaluation annuelle et quinquennale de l'entente.

Le comité régional de suivi devra également vérifier l'atteinte des résultats obtenus via les différents indicateurs de résultats qui auront été établis dans le plan d'action annuel ou pluriannuel de la CRÉO.

**10. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉO** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

**11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

**13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Ministre responsable des Aînés**

Madame Marguerite Blais  
500, Grande-Allée Est, 1<sup>er</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 2J7

*Représentant : M. Michel Monette,  
Directeur de la Direction territoriale  
Nord-Ouest  
1760A, boul. Le Corbusier  
Laval (Québec) H7S 2K1*

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

**Ministre des Affaires municipales  
et des Régions**

Madame Nathalie Normandeau  
Édifice Jean-Baptiste-de-La-Salle  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau  
Aile Chauveau, 4<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4J3

*Représentant : M. Pierre Ricard  
Directeur régional  
région de l'Outaouais*

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300  
Gatineau (Québec) J8X 4C2

**Ministre responsable de la région  
de l'Outaouais**

Monsieur Benoît Pelletier  
85, rue Bellehumeur, bureau 210  
Gatineau (Québec) J8T 8B7

*Représentante : Mme Brigitte Michaud  
Directrice générale du bureau régional*

**Conférence régionale des élus  
de l'Outaouais**

Monsieur Marc Carrière, président  
394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5

*Représentant : M. Jean Hébert  
Directeur général*

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

#### **14. CESSIION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

#### **15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉO** et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

**16. ANNEXES**

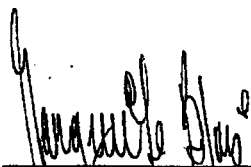
Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

**17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

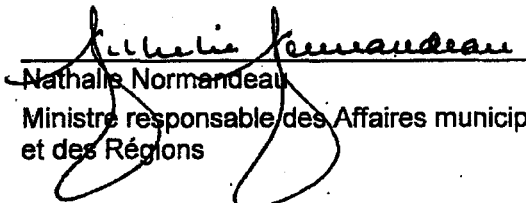


Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés



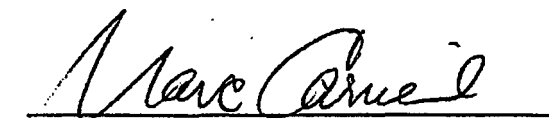
Date

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**

  
Nathalie Normandeau  
Ministre responsable des Affaires municipales  
et des Régions

2008-03-31  
Date

Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais



Marc Carrière  
Président  
Conférence régionale des élus de l'Outaouais

08/05/05  
Date

**Entente spécifique - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Outaouais**



Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région de l'Outaouais

9 avril 2008  
Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
EN MATIÈRE DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE BÂTI  
DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS 2007-2010**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE,**  
madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,** madame Nathalie  
Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS,** personne morale instituée en  
vertu de l'article 97 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-  
22.1) ayant son siège social au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101 à Gatineau (Québec),  
ici représentée par monsieur Marc Carrière, président dûment autorisé en vertu d'une résolution de  
son conseil d'administration du 17 mars 2008 (CA-07-08-210) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉO** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS,** monsieur Benoît Pelletier,  
pour et au nom du gouvernement du Québec;

## **DÉFINITION**

### **Patrimoine bâti**

Le patrimoine immobilier désigne tous les éléments du cadre bâti traditionnel, donc des structures physiques construites de la main de l'homme. Certaines composantes naturelles du paysage font également partie du patrimoine immobilier dans la mesure où ce dernier peut être dit « humanisé », c'est-à-dire modelé, adapté par l'humain à ses besoins.

Le patrimoine bâti comprend entre autres :

- des éléments ponctuels - édifices de tout genre : maisons urbaines, rurales;
- des églises, presbytères, chapelles, moulins, dépendances, granges, cimetières;
- des monuments historiques classés, reconnus, cités, sites du patrimoine.

## **1 - OBJET**

La présente entente a pour objet d'associer les **PARTIES** afin d'accroître la connaissance, la reconnaissance et la mise en valeur du patrimoine bâti de la région par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

## **2 - OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Accroître la connaissance du patrimoine bâti de la région de l'Outaouais**

- Procéder à la réalisation et à la mise à jour d'un inventaire régional du patrimoine bâti;
- favoriser le développement d'expertise en matière architecturale, historique et patrimoniale.

### **2.2 Favoriser la reconnaissance du patrimoine bâti de la région de l'Outaouais**

- Promouvoir la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti notamment dans la révision des schémas d'aménagement et auprès des décideurs, des professionnels et de la population.

### **2.3 Soutenir la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti de l'Outaouais**

- Supporter financièrement des projets de conservation et de mise en valeur du patrimoine bâti sur l'ensemble du territoire de l'Outaouais.

## **3 - ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques, le **MCCCF**, le **MAMR**, et la **CRÉO** s'engagent à :

Mettre en place un comité de suivi de l'entente composé respectivement de représentants du **MCCCF**, de la **CRÉO** et du **MAMR**. Cependant le comité de suivi peut s'adjoindre des personnes ressources selon les dossiers à traiter.

## **4 - ENGAGEMENTS DU MCCCF**

Le **MCCCF** s'engage :

Dans le cadre du « Programme d'aide aux initiatives de partenariat » et sous réserve de la disponibilité des crédits, verser à la **CRÉO** pour la mise en œuvre de la présente entente un montant maximum de 50 000 \$ par année totalisant une somme maximale de 150 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir les projets recommandés par le comité de gestion.

## **5 - ENGAGEMENTS DE LA CRÉO**

La CRÉO s'engage à :

- 5.1 Dans le cadre du Fonds de développement régional - Activité « Entente spécifique » et sous réserve de la disponibilité des crédits, affecter à la mise en œuvre de la présente entente un montant maximum de 50 000 \$ par année totalisant une somme maximale de 150 000 \$ pour une période de trois ans
- 5.2 Prendre en charge la mise en œuvre de l'entente et en assurer la reddition de comptes auprès des **PARTIES**.
- 5.3 Présider le comité de suivi.
- 5.4 Produire annuellement un rapport d'activités en fonction des objectifs de la présente entente ainsi qu'un rapport financier permettant de vérifier que les sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées.
- 5.5 Tenir une comptabilité distincte.
- 5.6 Déposer, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente, un rapport final portant sur les réalisations de l'entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente.

## **6 - ENGAGEMENTS DU MAMR**

Le MAMR s'engage à :

- 6.1 Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'entente.
- 6.2 Être dépositaire de l'entente spécifique.

## **7 - MODALITÉ D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c.A-6.001)

Tableau I (Budget global de l'entente)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
MCCCF	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
CRÉO	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
TOTAL	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$

## **8 - TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente s'applique sur le territoire de la région administrative de l'Outaouais.

## **9 – DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où son objet et les obligations qui sont prévus auront été réalisés. Au cours de la dernière année de l'entente, les **PARTIES** pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

## **10 - SUIVI ET ÉVALUATION**

10.1 Pour supporter la **CRÉO** dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les **PARTIES** conviennent de créer un comité de suivi de l'entente.

10.2 Le comité de suivi est formé d'un représentant du **MCCCF**, de la **CRÉO** et du **MAMR**.

10.3 Les responsabilités du comité de suivi sont les suivantes :

- fournir, dans les 90 jours suivant la signature de l'entente, un cadre d'évaluation de l'entente comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de procéder, au terme de l'entente, à l'examen des résultats obtenus et procéder à son adoption;
- élaborer le cadre de gestion et les règles d'attribution de l'aide financière accordée aux projets;
- tenir un appel annuel de projets;
- procéder à l'étude des projets admissibles;
- faire les recommandations à la **CRÉO** pour que cette dernière puisse prendre une décision sur les projets à retenir;
- veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- procéder annuellement à l'évaluation et à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- procéder à une évaluation finale de l'entente, six mois avant son échéance;
- faire appel, s'il y a lieu, des personnes ressources en fonction des dossiers à traiter.

## **11 - RÉILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation par écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉO** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **12 - VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c.M-24.01*).

## **13 - MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **14 - OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

## **15 - COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 15 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé ou livrées en mains propres ou par huissier.

### **Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine**

Madame Danielle Dubé, directrice régionale

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 4.140, Gatineau (Québec) J8Y 4C2

### **Ministère des Affaires municipales et des Régions**

Monsieur Pierre Ricard, directeur régional

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300, Gatineau (Québec) J8Y 4C2

### **Conférence régionale des élus de l'Outaouais**

Monsieur Jean Hébert, directeur général

394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5

### **Ministre responsable de la région de l'Outaouais**

Madame Brigitte Michaud, directrice générale du bureau régional

85, rue Bellehumeur, bureau 210, Gatineau (Québec) J8T 8B7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **16 - CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **17 - AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

17.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉO** et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

17.2 Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

17.3 Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

17.4 Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **18 - SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

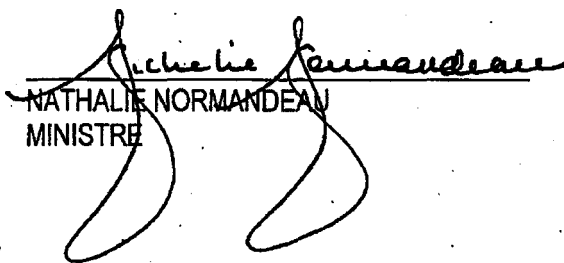


CHRISTINE ST-PIERRE  
MINISTRE



DATE

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

  
NATHALIE NORMANDEAU  
MINISTRE

2008-05-30  
DATE



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS

  
MARC CARRIÈRE  
PRÉSIDENT

  
DATE

MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS



05-06-2008

BENOÎT PELLETIER  
MINISTRE

DATE

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
EN MATIÈRE D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNE RELÈVE AMATEUR  
EN LOISIR CULTUREL DANS LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS 2008-2011**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE,**  
madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,** madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS,** personne morale instituée en vertu de l'article 97 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) ayant son siège social au 394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101 à Gatineau (Québec), ici représentée par monsieur Marc Carrière, président dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 17 mars 2008 (CA-07-08-209) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉO** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LA TABLE JEUNESSE OUTAOUAIS,** comité consultatif de la CRÉO, ici représentée par madame Stéphanie Doré, présidente,

ci-après désignée la « **TJO** »

**ET**

**L'UNITÉ RÉGIONALE DE LOISIR ET DE SPORT DE L'OUTAOUAIS,** ici représentée par sa présidente, madame Lise Waters, dûment autorisée aux fins des présentes à signer ladite entente spécifique, en vertu d'une résolution adoptée le 15 décembre 2004, dont copie demeure annexée aux présentes,

ci-après désignée l'« **URLSO** »

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS,** monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignés les « **INTERVENANTS** »

## **DÉFINITIONS**

### **Jeune relève amateur**

Jeunes de 12 à 30 ans s'adonnant à la pratique d'une discipline culturelle dans leur temps libre, sans en tirer pour autant leur principal revenu.

### **Loisir culturel**

Ensemble d'activités pratiquées librement, par plaisir et favorisant le développement de la formation et la créativité de la jeune relève amateur dans les domaines suivants : les arts de la scène, la communication et les arts visuels, le loisir littéraire, les jeux intellectuels, le loisir de collection.

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le MCCCCF et la CRÉO reconnaissent l'URLSO comme mandataire régional chargé d'offrir des services-conseils et de favoriser le développement et la concertation des différents organismes de loisirs culturels;

**ATTENDU QUE** la TJO est le comité consultatif de la CRÉO pour la jeunesse de la région de l'Outaouais.

## **1- OBJET**

- 1.1 La présente entente a pour objet d'associer les **PARTIES** afin de favoriser le développement de la jeune relève amateur en loisir culturel de la région de l'Outaouais par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

## **2- OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

- 2.1 Assurer un soutien financier aux projets permettant l'atteinte des objectifs du programme d'Aide à la jeune relève amateur en loisir culturel.
- 2.2 Développer et consolider une offre en loisir culturel selon les besoins du milieu et la rendre accessible de façon équitable sur l'ensemble du territoire.
- 2.3 Supporter des initiatives ayant un impact régional.
- 2.4 Investir dans des activités de formation pour permettre aux jeunes de se perfectionner et de grandir dans la pratique de leur art.
- 2.5 Favoriser un encadrement par le milieu artistique professionnel dans le but d'assurer la qualité des projets.

## **3- ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques, le MCCCCF, le MAMR, la CRÉO et la TJO s'engagent à :

- 3.1 Reconnaître l'URLSO comme organisme mandataire responsable de la mise en œuvre de l'entente.
- 3.2 Mettre en place un comité de suivi et d'évaluation de l'entente composé respectivement de représentants du MCCCCF, du MAMR, de la CRÉO, de la TJO.

3.3 Mettre sur pied un comité de gestion.

3.4 Financer les projets recommandés par le comité de gestion.

#### **4- ENGAGEMENTS DU MCCCCF**

Le MCCCCF s'engage à :

- 4.1 Dans le cadre du programme « Aide aux initiatives de partenariat » et sous réserve de la disponibilité des crédits, affecter à la mise en œuvre de la présente entente un montant maximum de 15 300 \$ par année totalisant une somme maximale de 45 900 \$ pour une période de trois ans.

#### **5- ENGAGEMENTS DE LA CRÉO**

La CRÉO s'engage à :

- 5.1 Dans le cadre du « Fonds de développement régional - Activités Entente spécifique » et sous réserve de la disponibilité des crédits, affecter à la mise en œuvre de la présente entente un montant maximum de 15 300 \$ par année totalisant une somme maximale de 45 900 \$ pour une période de trois ans.
- 5.2 Dans le cadre du Fonds régional Investissement jeunesse et sous réserve de la disponibilité des crédits, affecter à la mise en œuvre de la présente entente un montant maximum de 15 300 \$ par année totalisant une somme maximale de 45 900 \$ pour une période de trois ans.

#### **6- ENGAGEMENTS DU MAMR**

Le MAMR s'engage à :

- 6.1 Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'entente.
- 6.2 Être dépositaire de l'entente spécifique en matière d'aide à la jeune relève amateur en loisir culturel.

#### **7- MODALITÉ D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c.A-6.001).

7.1 Tableau I (Budget global de l'entente)

	2008-2009 An 1	2009-2010 An 2	2010-2011 An 3	Total
MCCCCF	15 300 \$	15 300 \$	15 300 \$	45 900 \$
CRÉO (FDR)	15 300 \$	15 300 \$	15 300 \$	45 900 \$
CRÉO (TJO/FRIJ)	15 300 \$	15 300 \$	15 300 \$	45 900 \$
TOTAL	45 900 \$	45 900 \$	45 900 \$	137 700 \$

## **8- TERRITOIRE D'APPLICATION**

La région administrative de l'Outaouais.

## **9- DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2011 ou à la date où son objet et les obligations qui sont prévus auront été réalisés. Au cours de la dernière année de l'entente, les **PARTIES** pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

## **10- SUIVI ET ÉVALUATION**

### **10.1 Comité de suivi et d'évaluation**

Les responsabilités du comité de suivi et d'évaluation sont les suivantes :

- fournir, dans les 90 jours suivant la signature de l'entente, un cadre d'évaluation de l'entente comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de procéder, au terme de l'entente, à l'examen des résultats obtenus et procéder à son adoption;
- veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- procéder annuellement à l'évaluation et à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- procéder à une évaluation finale de l'entente, six mois avant son échéance;
- prendre en charge la mise en œuvre de l'entente et en assurer la reddition de comptes auprès des **PARTIES**;
- le comité de suivi et d'évaluation pourra faire appel aux partenaires régionaux en fonction des dossiers à traiter.

### **10.2 Comité de gestion**

Le comité de gestion est formé respectivement d'un professionnel du **MCCCF**, de la **CRÉO**, de la **TJO** et de l'**URLSO**.

Les responsabilités du comité de gestion sont les suivantes :

- déterminer et adopter les modalités de fonctionnement du comité et les critères de sélection des projets;
- faire l'analyse des projets admissibles à recevoir une contribution financière en vertu de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets au conseil d'administration de la **CRÉO**.

### **10.3 Mandat de l'URLSO**

Dans le cadre des objectifs de l'entente et du programme d'aide à la jeune relève amateur en loisir culturel :

- mettre à la disposition de la jeune relève amateur un soutien financier pour supporter des projets tant en milieu urbain qu'en milieu rural;
- tenir un appel annuel de projets;

- recevoir et établir l'admissibilité des projets provenant des organismes et les transmettre au comité de gestion pour analyse et recommandation;
- déposer à la **CRÉO**, pour adoption, la liste des projets retenus en y spécifiant les noms des organismes, leur territoire, le titre du projet, la discipline et le montant recommandé;
- assurer la coordination du comité de gestion;
- produire annuellement un rapport d'activités en fonction des objectifs de la présente entente ainsi qu'un rapport financier permettant de vérifier que les sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- tenir une comptabilité distincte pour le programme d'aide à la jeune relève amateur;
- déposer, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente, un rapport final portant sur les réalisations de l'entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- développer une stratégie de promotion du loisir culturel pour la jeune relève amateur.

### **11- RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation par écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, l'**URLSO** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

### **12- VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c.M-24.01*).

### **13-MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### **14- OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

## **15- COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 16 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier recommandé ou livrées en mains propres ou par huissier.

### **MCCCF**

**Madame Danielle Dubé, directrice régionale**

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 4.140, Gatineau (Québec) J8Y 4C2

### **MAMR**

**Monsieur Pierre Ricard, directeur régional**

170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300, Gatineau (Québec) J8Y 4C2

### **CRÉO**

**Monsieur Jean Hébert, directeur général**

394, boulevard Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec) J8P 7Z5

### **TJO**

**Monsieur Félix Bussières, coordonnateur**

394, boulevard Maloney Ouest, bureau 100, Gatineau (Québec) J8P 7Z5

### **URLSO**

**Madame Annie Dallaire, directrice générale**

394, boulevard Maloney Ouest, bureau 102, Gatineau (Québec) J8P 7Z5

### **Ministre responsable de la région de l'Outaouais**

**Madame Brigitte Michaud, directrice générale du bureau régional**

85, rue Bellehumeur, bureau 210, Gatineau (Québec) J8T 8B7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## **16- CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **17- AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

17.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉO** et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et **INTERVENANTS**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

17.2 Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

17.3 Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des **INTERVENANTS**, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.



- 17.4 Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les **INTERVENANTS** participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **18- SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

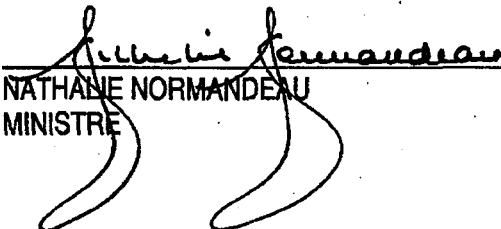


CHRISTINE ST-PIERRE  
MINISTRE

17/09/08

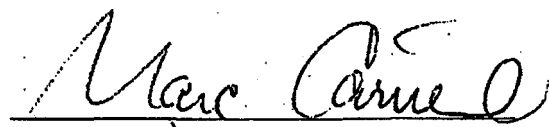
DATE

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

  
NATHALIE NORMANDEAU  
MINISTRE

2008-09-04  
DATE

**CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'OUTAOUAIS**

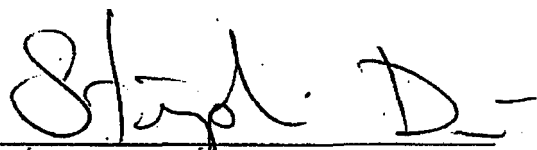


MARC CARRIÈRE  
PRÉSIDENT

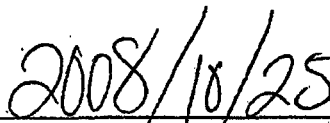
2008-10-07

DATE

**TABLE JEUNESSE OUTAOUAIS**

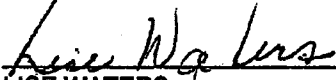


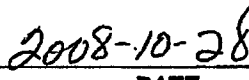
STÉPHANIE DORÉ  
PRÉSIDENTE



DATE

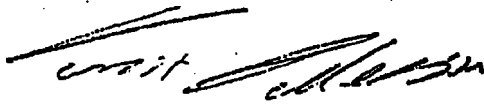
UNITÉ RÉGIONALE DE LOISIR ET DE SPORT DE L'OUTAOUAIS

  
LISE WATERS  
PRÉSIDENTE

  
DATE

Entente spécifique en matière d'aide au développement de la jeune relève amateur en loisir culturel  
dans la région de l'Outaouais 2008-2011

**MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**



**BENOÎT PELLETIER**  
**MINISTRE**

2008-09-10

**DATE**

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Outaouais

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MRNF)**, M. Claude Béchard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, Mme Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRE)** de l'Outaouais, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 394, boul. Maloney Ouest, bureau 101, Gatineau (Québec), représentée par le président, M. Marc Carrière, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (# CA-08-09-13 adoptée par le CA de la CRÉO le 5 mai 2008) dont copie est jointe à la présente.

ci-après désignée la « CRE »

ci-après désignés « les PARTIES »

ET intervenant aux présentes :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS**, M. Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec;

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE, tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE, le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE, le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégrés des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

ATTENDU QUE, le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et



ATTENDU QU'il y lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en oeuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le Ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les CRE peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7. de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en oeuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2) permet à la ministre d'élaborer et mettre en oeuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet à la ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet à la ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet à la ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en oeuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet à la ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'elle estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

## 1- INTERPRÉTATION

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'entente, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une CRE pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région de l'Outaouais en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'Entente vise à donner à la CRE, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de leur mandat pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la CRE, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRE ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 ENGAGEMENT DE LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

**Le MRNF s'engage à :**

- 3.1.1 Attribuer à la CRE, pour chaque année d'application du PROGRAMME, un montant maximal de six cent mille dollars (600 000 \$) selon les modalités suivantes :

**Pour la première année d'application du PROGRAMME :**

- 60 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la signature de l'Entente;
- le montant total des coûts prévus au plan d'action, jusqu'à concurrence de 30 % du montant maximal annuel, à la suite de son dépôt par la CRE et de son approbation par le MRNF selon une date mutuellement convenue entre les parties;
- le résiduel du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRE du

**rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport le justifient, selon une date mutuellement convenue entre les parties, soit le 28 février 2009.

**Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :**

- 60 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRE, et à leur approbation par le MRNF, du **plan d'action** de l'année en cours et du **rapport d'activité final** de l'année précédente, si les conclusions de ces documents le justifient et si la CRÉO a dépensé tous les montants alloués au cours de l'année précédente d'application du PROGRAMME,
  - le résiduel du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRE du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport le justifient, selon une date mutuellement convenue entre les parties, soit au plus tard le 28 février de chaque année.
- 3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année, pourra s'ajouter au montant maximal annuel prévu à l'année suivante de l'entente.
- 3.1.3 Déposer à la CRE les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT;
- 3.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du MRNF à titre d'interlocuteurs auprès de la CRE pour soutenir la mise oeuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.
- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en oeuvre du PRDIRT.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en oeuvre des PRDIRT.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRE qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.
- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

### 3.2 ENGAGEMENT DE LA CRE

La CRE s'engage à :

- 3.2.1 convenir annuellement avec le directeur général régional du MRNF de la région de l'Outaouais d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente entente et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la CRE, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRE ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRE, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même leur budget, lorsque requise.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même le budget de la présente entente, lorsque requis.
- 3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRE et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à

l'exécution de ces dernières.

3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

**Le MAMR s'engage à :**

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

### **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La région administrative de l'Outaouais.

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2008 et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRE devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

### **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRE. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR et de la CRE. Une rencontre sera tenue à chaque dépôt de plan d'action ou de rapport d'activités. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## 8. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CREO s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## 9. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## 10. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

### *Ministère des ressources naturelles et de la faune*

*M. Jean Benoît, directeur général  
Direction générale de l'Outaouais  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, 7<sup>e</sup> étage  
Gatineau (Québec) J8X 4C2*

### *Ministère des Affaires municipales et des Régions*

*M. Pierre Ricard, directeur régional  
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 9.300  
Gatineau (Québec) J8X 4C2*

### *Conférence régionale des élus de l'Outaouais*

*M. Jean Hébert, directeur général  
394, boul. Maloney Ouest, bureau 101  
Gatineau (Québec) J8P 7Z5*

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## **12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants (Messieurs Jean Benoît et Pierre Ricard) peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Ontario et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

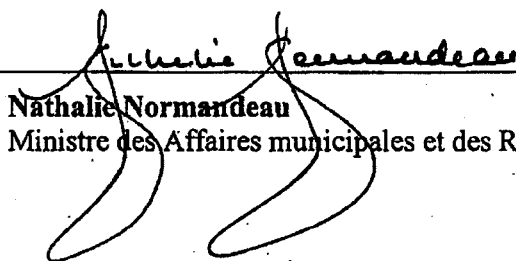
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Outaouais

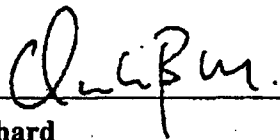
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-11-05

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Outaouais



**Claude Béchard**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

16.12.2008

Date

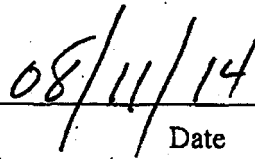
**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Outaouais



Marc Carrière

Président

Conférence régionale des élus de l'Outaouais



Date

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### SUR LA CONSOLIDATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ARCHÉOLOGIE DANS LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 2007 - 2010

#### ENTRE

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**,  
madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour  
et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée le « **MAMR** »,

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale instituée  
par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au  
170, avenue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7, représentée par  
monsieur Jean-Maurice Matte, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration du 16 septembre 2004 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

ET

**LA VILLE DE ROUYN-NORANDA**, personne morale de droit public ayant son siège social au  
100, rue Taschereau Est, C.P. 220, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C3, laquelle est dûment représentée  
par monsieur Roger Caouette, maire, en vertu de la résolution 2008-48 adoptée par le Conseil de la Ville le  
28 janvier 2008 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignée la « **VILLE** »

ET

**ARCHÉO 08**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*  
(L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 200, rue Côté Ouest, C.P. 330, Évain (Québec) J0Z 1Y0,  
représentée par monsieur Oliva Carrier, président, dûment autorisé en vertu de la résolution 2007-13-327  
adoptée par le conseil d'administration le 19 décembre 2007 dont copie est jointe à la présente;

ci-après désignées « **LES PARTIES** »,

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**,  
monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine s'assure de la cohérence gouvernementale des actions permettant la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel;

**ATTENDU QUE** le MCCCCF, appuyé par un réseau de 12 sociétés d'État et d'organismes publics relevant de la ministre, a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger et a comme vision d'être le promoteur d'une culture dynamique, inclusive, ouverte, respectueuse de ses créateurs et de son patrimoine et accessible aux citoyennes et aux citoyens dans leur milieu de vie dans une perspective de développement durable;

**ATTENDU QUE**, en vue de soutenir la mise en œuvre de l'entente spécifique sur la consolidation et le développement de l'archéologie dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine s'est engagée, dans une lettre datée du 7 février 2008, à verser à Archéo 08 une aide financière de 150 000 \$;

**ATTENDU QUE** l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### 1. DÉFINITION

Comité de suivi : comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

### 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir le rôle et les responsabilités de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'activités visant la consolidation et le développement de l'archéologie sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

### 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Tels que décrits à l'annexe A, les objectifs poursuivis par cette entente sont :

- d'identifier, documenter et conserver le patrimoine archéologique de l'Abitibi-Témiscamingue;
- de diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics;
- d'assurer la pérennité de l'expertise régionale en archéologie.

#### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, LES PARTIES s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- participer à la production, au terme de l'entente, d'un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente.

#### 5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

##### 5.1 Engagement du MCCCCF

Le MCCCCF s'engage à :

- Conformément à la lettre d'annonce datée du 7 février 2008, dans le cadre du programme *Aide aux initiatives de partenariat* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 150 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à Archéo 08 de la façon suivante :
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, la somme accordée par le MCCCCF sera versée à Archéo 08 dans les 30 jours suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, un premier versement de 80 % sera effectué en début d'année financière, soit à compter du 1<sup>er</sup> avril, et un deuxième versement de 20 % sera effectué après acceptation par le comité de suivi du bilan de réalisation des activités, du rapport d'utilisation des sommes versées et des états financiers vérifiés de ARCHÉO 08.

Le MCCCCF s'engage également à assumer la coordination du comité de suivi.

##### 5.2 Engagements de la CRÉ

La CRÉ s'engage à :

- Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant, à même le Fonds de développement régional et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant total de 105 000 \$ pour une période de 3 ans, somme qui sera versée à Archéo 08 de la façon suivante :
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
  - un montant de 35 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, la somme accordée par la CRÉ sera versée à Archéo 08 dans les 30 jours suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, un premier versement de 80 % sera effectué en début d'année financière, soit à compter du 1<sup>er</sup> avril, et un deuxième versement de 20 % sera effectué après acceptation par le comité de suivi du bilan de réalisation des activités, du rapport d'utilisation des sommes versées et des états financiers vérifiés de ARCHÉO 08.

### 5.3 Engagements du MAMR

Le MAMR s'engage à :

- Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

Le MAMR s'engage à être dépositaire de l'entente spécifique sur l'archéologie.

### 5.4 Engagement de la VILLE

La VILLE s'engage à :

- Contribuer à la présente entente pour l'équivalent d'une somme de 60 000 \$ sur trois ans, à raison de 20 000 \$ par année sous forme de service.

La contribution de la Ville de Rouyn-Noranda étant en service, celle-ci sera considérée être versée régulièrement au cours de chacune des années couvertes par la présente entente.

### 5.5 Engagement de ARCHÉO 08

ARCHÉO 08 s'engage à :

- Mettre en œuvre les actions nécessaires afin d'atteindre les objectifs de l'entente spécifiés à l'annexe A.
- Réaliser, dans le respect des règles de l'art, les actions spécifiques et fournir au comité de suivi les biens livrables, conformément à l'annexe A.
- Déposer un bilan semestriel faisant état des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que celles-ci ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées.
- Déposer annuellement au comité de suivi ses états financiers vérifiés.

## 6. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## 7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

LES PARTIES conviennent du plan de financement suivant :

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
MCCCF	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
CRÉ	50 000 \$	35 000 \$	20 000 \$	105 000 \$
Ville	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	60 000 \$
Total	120 000 \$	105 000 \$	90 000 \$	315 000 \$

## 8. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

## 9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par LES PARTIES et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente, Archéo 08 doit rembourser à la CRÉ, au MCCCCF et à la VILLE, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 10. SUIVI ET ÉVALUATION

LES PARTIES conviennent de mettre en place un comité de suivi qui sera chargé à la fois de la gestion, du suivi et de l'évaluation de l'entente. Le comité sera composé des personnes suivantes :

- le président de ARCHÉO 08
- le directeur général de ARCHÉO 08
- une personne représentant la CRÉ
- une personne représentant le MCCCCF
- une personne représentant le MAMR
- une personne représentant la VILLE

LES PARTIES conviennent de tenir, à tous les six mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Le comité de suivi sera constitué dans les 10 jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre LES PARTIES.

LES PARTIES procéderont à une évaluation de l'entente à son échéance. Cette évaluation portera sur le degré d'atteinte des objectifs en tenant compte des indicateurs et des biens livrables, conformément à l'annexe A.

## 11. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes LES PARTIES, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, Archéo 08 s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## 12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

### 13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre LES PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### 14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, LES PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Ministère de la Culture, des Communications  
et de la Condition féminine**

Monik Duhaime, directrice régionale  
19, rue Perreault Ouest, bureau 450  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6N5

**Ministère des Affaires municipales et des Régions**

Denis Moffet, directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue**

Martine Rioux, directrice générale  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Ville de Rouyn-Noranda**

Daniel Samson, greffier  
100, rue Taschereau Est, C.P. 220  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C3

**Archéo 08**

Marc Côté, directeur général  
200, rue Côté Ouest, C.P. 330  
Évain (Québec) J0Z 1Y0

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### 15. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du MCCCCF, de la CRÉ et de la VILLE qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

### 16. ANNEXE

La présente entente, y compris l'annexe et tout autre document dont il y est fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent l'entente complète entre LES PARTIES et lient celles-ci. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

Annexe A : Contenu de l'entente spécifique



LES PARTIES reconnaissent avoir pris connaissance de cette annexe et documents et les acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre LES PARTIES et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

#### **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

LES PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

LES PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

LES PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

LES PARTIES acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, LES PARTIES et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

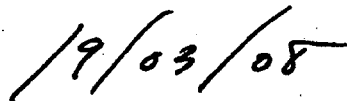
#### **18. SIGNATURES**

LES PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

En foi de quoi, LES PARTIES ont signé :



**Christine St-Pierre**  
Ministre de la Culture, des Communications et de la  
Condition féminine

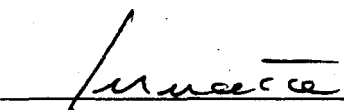


Date

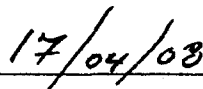
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-14

Date



**Jean-Maurice Matte**  
Président  
Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue



Date

Roger Caouette


Roger Caouette  
Maire  
Ville de Rouyn-Noranda

15 Avril 2008

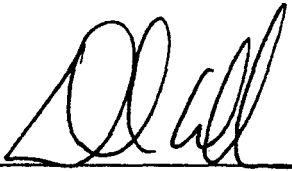
Date



Oliva Carrier  
Président  
Archéo 08



Date



**David Whissell**  
Ministre responsable de la région  
de l'Abitibi-Témiscamingue

*19 MARS 2008*

Date

## **ANNEXE A**

**Contenu de l'entente spécifique  
conclue en vertu du programme Aide aux initiatives de partenariat**

**No du client-partenaire : Archéo 08**

**No de la demande :**



**Axe d'intervention : Identifier, documenter et conserver le patrimoine archéologique de l'Abitibi-Témiscamingue.**

<b>Objectif</b> <b>1.1</b>	Procéder à l'analyse de deux collections archéologiques provenant de 2 secteurs différents, avant mars 2010.	<b>Indicateur de performance</b>	Nombre de collections analysées au 31 mars 2010.
-------------------------------	--	----------------------------------	--

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Procéder à l'analyse de la collection et des données issues du site Nigek (DaGi-3).	Une plus grande connaissance sur le plan archéologique du secteur de Val-d'Or.	Rapport détaillé des résultats de l'analyse.	1	
Procéder à l'analyse de la collection et des données issues du site DdGm-1.	Une plus grande connaissance sur le plan archéologique du secteur d'Amos.	Rapport détaillé des résultats de l'analyse.	2	
Procéder à l'analyse de la collection et des données issues du site Léo-Guay (CIGt-3).	Une plus grande connaissance sur le plan archéologique du secteur nord du Témiscamingue.	Rapport détaillé des résultats de l'analyse.	3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs		
				Atteint	Partiellement atteint	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Axe d'intervention : Identifier, documenter et conserver le patrimoine archéologique de l'Abitibi-Témiscamingue.**

<b>Objectif</b> 1.2	Réaliser, sur 2 saisons, six semaines de fouilles sur le site Nault (CIGt-2).	<b>Indicateur de performance</b>	Nombre de semaines de fouilles réalisées sur le site Nault (CIGt-2).
------------------------	---	----------------------------------	--

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Procéder à 3 semaines de fouilles sur le site Nault (CIGt-2).	Poursuivre et terminer les travaux sur un site dont l'intérêt archéologique est supérieur.	Rapport de fouilles.	2	
Procéder à 3 semaines de fouilles sur le site Nault (CIGt-2).	Poursuivre et terminer les travaux sur un site dont l'intérêt archéologique est supérieur.	Rapport de fouilles.	3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs	Degré de l'atteinte des objectifs		
	Atteint	Presque atteint	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Axe d'intervention : Identifier, documenter et conserver le patrimoine archéologique de l'Abitibi-Témiscamingue.**

<b>Objectif</b> 1.3	Compléter la troisième et dernière phase du plan de gestion des collections avant mars 2010.	<b>Indicateur de performance</b>	Réalisation de la dernière phase avant mars 2010.
------------------------	--	----------------------------------	---

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Déposer au PAM la demande financière finale du plan de gestion des collections archéologiques.	Compléter le financement nécessaire.	Aucun.	1	
Réaliser la phase finale du plan de gestion des collections.	Se doter d'outils de gestion efficaces.	Aucun.	2	
Assurer l'application et le suivi du plan de gestion.	Assurer la conservation des collections archéologiques déposées au laboratoire d'Archéo 08.	Rapport détaillé sur le suivi du plan de gestion (schémas de variation des conditions ambiantes, transfert de collections, mise à jour des catalogues, etc.).	3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs	
					Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Axe d'intervention : Identifier, documenter et conserver le patrimoine archéologique de l'Abitibi-Témiscamingue.**

<b>Objectif</b> 1.4	Assurer une réponse de première ligne aux municipalités et organismes locaux qui en font la demande.	<b>Indicateur de performance</b>	Pourcentage des demandes traitées par rapport aux demandes reçues.
------------------------	--	----------------------------------	--

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Conseiller, en matière d'archéologie, les municipalités et organismes locaux qui en font la demande.	Permettre aux municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue d'avoir un premier avis archéologique lorsque nécessaire.	Liste des municipalités desservies et description de l'expertise fournie.	1-2-3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs	
					Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Axe d'intervention : Diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics.

Objectif 2.1	Présenter 15 conférences grand public dans différentes villes centres de la région.	Indicateur de performance	Nombre de conférences présentées et nombre de villes touchées.
-----------------	---	---------------------------	--

Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Élaborer et présenter une série de cinq conférences.	Augmenter la visibilité et l'appropriation du patrimoine archéologique.	Liste des thématiques présentées, liste des lieux de présentation et nombre de participants.	1	
Élaborer et présenter une série de cinq conférences.	Augmenter la visibilité et l'appropriation du patrimoine archéologique.	Liste des thématiques présentées, liste des lieux de présentation et nombre de participants.	2	
Élaborer et présenter une série de cinq conférences.	Augmenter la visibilité et l'appropriation du patrimoine archéologique.	Liste des thématiques présentées, liste des lieux de présentation et nombre de participants.	3	

Section à remplir au terme de l'entente

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs	Degré de l'atteinte des objectifs		
			Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Axe d'intervention : Diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics.**

<b>Objectif 2.2</b>	Procéder à la refonte du site Web d'Archéo 08 avant septembre 2009.	<b>Indicateur de performance</b>	Mise en ligne du nouveau site Web avant septembre 2009.
---------------------	---	----------------------------------	---

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Procéder à l'élaboration d'une nouvelle ligne éditoriale pour le site Web. Procéder à la conceptualisation et à la réalisation du nouveau site Web.	Se doter d'un outil de communication adapté aux besoins et aux moyens d'Archéo 08.	Document présentant la nouvelle ligne éditoriale.	1	
Mettre en ligne le nouveau site Web	Une plus grande visibilité sur le Web de l'archéologie en Abitibi-Témiscamingue.	Statistiques de fréquentation du site Web.	2	
Apporter des ajustements au site, le cas échéant.	Une plus grande visibilité sur le Web de l'archéologie en Abitibi-Témiscamingue.	Statistiques de fréquentation du site Web.	3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs	Degré de l'atteinte des objectifs		
	Partiellement	Atteint	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Axe d'intervention : Diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics.**

<b>Objectif 2.3</b>	Réaliser, avant décembre 2009, une trousse éducative destinée à un public scolaire.	<b>Indicateur de performance</b>	Trousse éducative complétée avant décembre 2009.
---------------------	---	----------------------------------	--

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Identifier les sources de financement possibles et faire les demandes de financement.	Compléter le financement pour la réalisation de la trousse.	La liste des sources de financement.	1	
Conceptualiser et réaliser la trousse pédagogique.	Doter l'archéologie régionale d'un outil de communication et d'éducation adapté aux besoins d'un public scolaire.	La trousse pédagogique.	2	
Assurer la mise en circulation de la trousse.	Promouvoir l'archéologie auprès du public scolaire.	Statistiques de circulation (liste des écoles et le nombre d'élèves touchés).	3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs			Degré de l'atteinte des objectifs		
			Atteint	En voie d'atteinte	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**Axe d'intervention : Diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics.**

<b>Objectif 2.4</b>	Réaliser un document d'opportunité pour la mise en valeur du corridor de l'expédition du Chevalier de Troyes, avant mars 2010.	<b>Indicateur de performance</b>	Dépôt du document d'opportunité au plus tard en mars 2010.
---------------------	--	----------------------------------	--

**Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire**

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Inscrire une recommandation de mise en valeur au plan d'action qui accompagnera la refonte du schéma d'aménagement de la Ville de Rouyn-Noranda.		Aucun.	1	
Évaluer le potentiel et les contraintes se rattachant à la mise en valeur de ce corridor.	Préciser les possibilités de mise en valeur de ce corridor historique.	Aucun.	2	
Rédiger un document présentant les opportunités et les contraintes pour la mise en valeur du corridor de l'expédition du Chevalier de Troyes.	Identifier les pistes de mise en valeur du corridor historique.	Document d'opportunité.	3	

**Section à remplir au terme de l'entente**

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs	Degré de l'atteinte des objectifs		
	Atteint	Proche	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_



Axe d'intervention : Diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics.

Objectif 2.5	Réaliser, en collaboration avec le parc d'Aiguebelle, 3 semaines de fouilles publiques par année, sur le site DcGq-1.	Indicateur de performance	Nombre de semaines de fouilles réalisées par année.
-----------------	---	---------------------------	---

Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Réaliser trois semaines de fouilles publiques au site DcGq-1.	Une plus grande visibilité de l'archéologie auprès du public touristique.	Rapport de recherche. Statistiques de fréquentation. Dossier de presse, s'il y a lieu.	1	
Réaliser trois semaines de fouilles publiques au site DcGq-1.	Une plus grande visibilité de l'archéologie auprès du public touristique.	Rapport de recherche. Statistiques de fréquentation. Dossier de presse, s'il y a lieu.	2	
Réaliser trois semaines de fouilles publiques au site DcGq-1.	Une plus grande visibilité de l'archéologie auprès du public touristique.	Rapport de recherche. Statistiques de fréquentation. Dossier de presse, s'il y a lieu.	3	

Section à remplir au terme de l'entente

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs	
				Atteint	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Axe d'intervention : Diffuser et valoriser le patrimoine archéologique auprès de divers publics.

Objectif 2.6	Procéder à la publication de la monographie du site Réal (DdGt-9) avant août 2008.	Indicateur de performance	Publication de la monographie avant août 2008.
-----------------	--	---------------------------	--

Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Recherche d'un éditeur. Publication de la monographie.	Assurer la visibilité de l'archéologie en Abitibi-Témiscamingue auprès de la communauté scientifique.	La monographie.	1	

Section à remplir au terme de l'entente

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs	
				Atteint	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Axe d'intervention : Assurer la pérennité de l'expertise régionale en archéologie.

Objectif 3.1	Réaliser, avant mars 2009, une réflexion sur la mission et la structure organisationnelle d'Archéo 08.	Indicateur de performance	Dépôt du document de réflexion avant mai 2008.
-----------------	--	---------------------------	--

Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Procéder à une réflexion sur la mission et les objectifs d'Archéo 08. Procéder à une analyse de l'environnement interne et externe d'Archéo 08.	Déterminer les forces et les faiblesses de l'organisme. Déterminer les opportunités qui s'offrent à Archéo 08.	Aucun.	1	
Déterminer les orientations futures de l'organisme.	Identifier les pistes d'avenir pour la survie et le développement de l'organisme.	Document de réflexion et les orientations futures.	2	

Section à remplir au terme de l'entente

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs	Degré de l'atteinte des objectifs		
	Atteint	Manquant	Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Axe d'intervention : Assurer la pérennité de l'expertise régionale en archéologie.

Objectif 3.2	Établir, avec des organismes locaux, cinq partenariats donnant lieu à des actions concrètes, avant la fin de l'entente.	Indicateur de performance	Nombre de partenariats réalisés et nombre d'actions réalisées grâce à ces partenariats.
-----------------	---	---------------------------	---

Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Déposer des offres de partenariat auprès des principales sociétés d'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue.	Faciliter la diffusion et l'édition des connaissances.	Liste des sociétés sollicitées. Exemplaire de l'offre de partenariat déposée.	1	
Déposer des offres de service auprès des communautés algonquines de l'Abitibi et des centres d'amitié autochtones de la région.	Collaborer avec les communautés algonquines afin de mieux documenter l'utilisation du territoire de l'Abitibi-Témiscamingue.	Liste des communautés et des centres sollicités. Exemplaire de l'offre de service déposée.	2	
Assurer le suivi des actions qui en découlent.	Une plus grande collaboration avec les milieux locaux.	Liste des activités réalisées.	2-3	

Section à remplir au terme de l'entente

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs	
					Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Axe d'intervention : Assurer la pérennité de l'expertise régionale en archéologie.

Objectif 3.3	Accroître le financement autonome (autre que les subventions) d'Archéo 08, pour atteindre un minimum de 30 000 \$ par année à la fin de l'entente.	Indicateur de performance	Niveau du financement autonome d'Archéo 08 à la fin de l'entente.
-----------------	--	---------------------------	---

Activités réalisées par le partenaire-bénéficiaire

Objet / action spécifique	Résultats attendus	Biens livrables	Année de l'entente	Résultats obtenus / biens livrés
Obtenir un minimum de 25 000 \$ de contrats impliquant l'expertise archéologique d'Archéo 08.	Accroître l'autonomie financière d'Archéo 08.	Les états financiers vérifiés.	1	
Accroître de 10 % la valeur totale du financement autonome par rapport à l'année 1.	Accroître l'autonomie financière d'Archéo 08.	Les états financiers vérifiés.	2	
Accroître de 10 % la valeur totale du financement autonome par rapport à l'année 2.	Accroître l'autonomie financière d'Archéo 08.	Les états financiers vérifiés.	3	

Section à remplir au terme de l'entente

Facteurs internes et externes qui ont pu avoir un impact sur le degré d'atteinte des objectifs				Degré de l'atteinte des objectifs		
						Dépassé

Initiales des parties \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de**  
**l'Abitibi-Témiscamingue**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS**, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 170, avenue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda (Québec), représentée par le président, monsieur Jean-Maurice Matte, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'administration adoptée le 16 septembre 2004 et portant le numéro CRE-029-04 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

ET INTERVENANTS À L'ENTENTE :

**LA TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES PERSONNES ÂÎNÉES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social est situé au 170, avenue Principale, bureau 102, Rouyn-Noranda (Québec), représentée par le président, monsieur Jacques Lafrenière, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 27 janvier 2006, dont copie est jointe à la présente,

ET

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec.

ci-après désignés les « **INTERVENANTS** »

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, présentée dans le cadre du budget 2007-2008 par la ministre des Finances, prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QUE** l'un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « Services et infrastructures régionales » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus;

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) le MAMR a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU QUE** l'article 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions prévoit que la CRÉ est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet le ministère conclut avec la CRÉ une entente déterminant le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.7 de cette même Loi la CRÉ peut conclure également, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE** le Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007-2011, adopté en février 2007, identifie comme priorités de favoriser une meilleure intégration des personnes âgées au développement local et régional, d'améliorer l'offre d'hébergement afin de mieux répondre aux besoins actuels et futurs des personnes âgées, d'appuyer les initiatives visant à réduire l'isolement ainsi que toute forme de violence et d'abus envers les personnes âgées et reconnaître la contribution sociale et économique des personnes âgées dans la société régionale;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de l'Abitibi-Témiscamingue par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

2.1 Les objectifs généraux visés par le programme de soutien financier sont de :

- 2.1.1 permettre à des partenaires régionaux de convenir d'objectifs et de projets communs visant une meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 2.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des personnes âgées;
- 2.1.3 favoriser la participation sociale des personnes âgées au développement de leur communauté locale et régionale.

2.2 Conséquemment, les **PARTIES** s'engagent à soutenir la mise en œuvre d'actions locales et régionales portant sur l'amélioration de la condition de vie des personnes âgées et respectant, notamment, les priorités suivantes :

- 2.2.1 améliorer l'offre d'hébergement permettant de répondre à un besoin actuel et futur des personnes âgées;
- 2.2.2 appuyer les initiatives visant à réduire l'isolement ainsi que toute forme de violence envers les personnes âgées;
- 2.2.3 optimiser l'offre de transport aux personnes âgées permettant l'accessibilité aux services;
- 2.2.4 mettre en place des conditions pour réduire les contraintes liées à la participation sociale des aînés;
- 2.2.5 soutenir des initiatives visant à faciliter le travail des proches aidantes et aidants;
- 2.2.6 favoriser l'intégration des personnes âgées au développement local et régional.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, le **MFA**, la **CRÉ** et le **MAMR** s'engagent à :

3.1 participer à la réalisation des objectifs de l'entente;

3.2 mettre en place un comité de suivi de l'entente composé d'un représentant de chacune des parties soit la **CRÉ**, le **MFA** et le **MAMR**. Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les **PARTIES**.

Le comité de suivi aura les responsabilités suivantes :

- s'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente;
- recevoir et approuver le plan d'action annuel élaboré par la **CRÉ**;
- se doter, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, d'un cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder, annuellement et au terme de l'entente, à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs poursuivis;
- proposer, selon les résultats de l'évaluation annuelle, les ajustements et les modifications nécessaires pour s'assurer de l'atteinte des objectifs et tenir compte des réalités locales, territoriales et régionales;
- réviser au besoin, en collaboration avec le comité de travail, les priorités définies à l'article 2;
- recevoir et approuver le rapport annuel d'activités comprenant un rapport financier;
- recevoir et approuver le rapport final de l'entente;
- tenir des rencontres du comité de suivi au minimum deux fois par année;
- faire des recommandations à la **CRÉ** sur l'affectation des sommes provenant du FDR et du **MFA**.



**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

**4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**4.1 Le MFA s'engage à :**

- 4.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 4.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les **PARTIES** et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle;
- 4.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente;

**4.2 Le MAMR s'engage à :**

- 4.2.1 assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

**4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 dans le cadre du *Fonds de développement régional* et conformément aux règles et normes applicables à ce fonds, réserver à la mise en œuvre de la présente entente jusqu'à concurrence d'une somme totale de 100 000 \$ sur cinq années gouvernementales pour un montant de 20 000 \$ par année;
- 4.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 4.3.3 à même les contributions financières des **PARTIES**, pour chacune des cinq années financières de l'entente, réserver une enveloppe de 120 000 \$ consacrée à la mise en œuvre d'actions locales et régionales conformes aux priorités définies à l'article 2 de la présente entente;
- 4.3.4 mettre en place et assurer le fonctionnement d'un comité de travail qui sera composé notamment d'un représentant de la **CRÉ**, du **MFA** et de la Table régionale de concertation des personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue auxquels pourront s'adjoindre différents partenaires. Son mandat consiste à orienter et analyser les actions locales et régionales répondant aux priorités définies à l'article 2.
- 4.3.5 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt:
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats et ce, pour la durée de l'entente.

## Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue

### 4.3.6 respecter les conditions suivantes à l'effet que :

- l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution des CRÉ à leur réalisation;
- les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
- l'entente spécifique doit permettre aux CRÉ d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
- l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage la Table régionale de concertation des aînés et de développer avec elle des collaborations resserrées.

Lorsque la CRÉ finance des projets à même des fonds provenant du MFA dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La CRÉ demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la CRÉ et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du MFA, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du MFA devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la CRÉ;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

## 5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les PARTIES conviennent du plan de financement suivant :

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
MFA	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	595 000 \$
CRÉ	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	100 000 \$
TOTAL	139 000 \$	139 000 \$	139 000 \$	139 000 \$	139 000 \$	695 000 \$

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

**7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire visé par la présente entente est celui de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue.

**8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

**9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de l'entente spécifique sera réalisé par des rencontres périodiques du comité de suivi.

Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

**10. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

**11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

**13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de la clause 10 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Pour le MFA :**

Monsieur Michel Monette  
Directeur  
Direction territoriale Nord-Ouest  
Ministère de la Famille et des Aînés  
1760A, boulevard Le Corbusier  
Laval (Québec) H7S 2K1

**Pour le MAMR :**

Monsieur Denis Moffet  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour la CRÉ :**

Madame Martine Rioux  
Directrice générale  
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

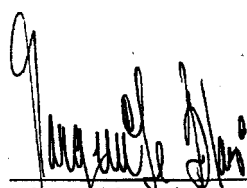
Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

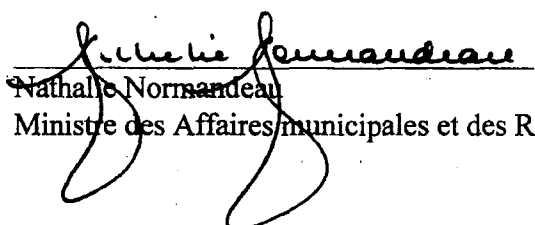


Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés

31 mars 2008

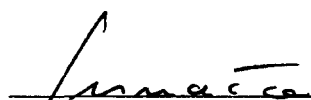
Date

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-31  
Date

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**

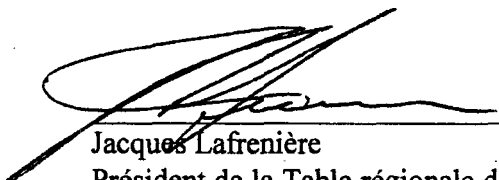
  
Jean-Maurice Matte

Président de la Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue

17/04/03  
Date



**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**



---

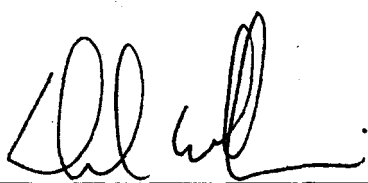
Jacques Lafrenière

Président de la Table régionale de concertation des  
personnes âgées de l'Abitibi-Témiscamingue

16 AVRIL 2008

Date

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue**



David Whissell

Ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

9 Aout 2008

Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

*sur la maximisation des retombées des grands projets pour  
les régions Nord-du-Québec et Abitibi-Témiscamingue*

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et  
au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame  
Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne  
morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions  
(L.R.Q., c. M-22.1), représentée aux fins des présentes par le président, monsieur Jean-Maurice Matte,  
dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adopté le 29 septembre 2004 et  
portant le numéro CRE-029-04, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ-AT** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES**, personne morale instituée par  
la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), représentée aux fins  
des présentes par le président, monsieur Gérald Lemoyne, dûment autorisé en vertu d'une résolution du  
conseil d'administration adoptée le 6 juin 2007 et portant le numéro CRÉCA-07-05-25-09, dont copie est  
jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ-BJ** »,

**ET**

**HYDRO-QUÉBEC**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies  
(L.R.Q., c. M-38), représentée par monsieur Yves Lanoix, directeur régional, dûment autorisé en vertu de  
son rôle et de sa responsabilité de représentant de l'entreprise,

ci-après désignés les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**,  
monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**,  
monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec

## PRÉAMBULE

**ATTENDU** que l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU** que l'article 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions prévoit que la Conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le ministère conclut avec la conférence régionale des élus une entente déterminant le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**ATTENDU** qu'en vertu de l'article 21.7 de cette même Loi, la Conférence régionale des élus peut conclure également avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU** les grands travaux entrepris par Hydro-Québec dans les régions Nord-du-Québec et Abitibi-Témiscamingue et la volonté des conférences régionales des élus de ces deux régions de maximiser les retombées économiques issues de ces grands travaux au bénéfice des citoyennes et des citoyens résidant dans ces deux régions;

**ATTENDU** les grands travaux dans d'autres secteurs industriels, dont les secteurs minier et forestier, dans les régions du Nord-du-Québec et l'Abitibi-Témiscamingue et la volonté des conférences régionales des élus de ces deux régions de maximiser les retombées économiques issues de ces grands travaux au bénéfice des citoyennes et des citoyens résidant dans ces deux régions à l'aide des outils développés par les comités de maximisation;

**ATTENDU** que, dans chacune des deux régions, un comité de maximisation des retombées des grands travaux d'Hydro-Québec a été mis en place, soit le ComaxNORD pour le territoire du Nord-du-Québec (Jamésie) et le ComaxAT pour le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue;

**ATTENDU** l'importance des travaux en cours dans le cadre du projet de l'Eastmain-1-A, Sarcelle/Rupert et les travaux amorcés à Rapide-2 et Rapide-7 de même que la nécessité de maintenir des comités de maximisation des retombées vigilants et actifs pour garantir toutes les retombées possibles en faveur du Nord-du-Québec (Jamésie) et de l'Abitibi-Témiscamingue;

**ATTENDU** la mission d'Emploi-Québec de contribuer, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre et de lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social;

**ATTENDU** la volonté d'Emploi-Québec de maximiser l'emploi en région considérant l'importance économique des retombées directes des grands travaux d'Hydro-Québec au niveau de l'emploi et de leurs effets indirects et induits sur le développement de la Jamésie (Nord-du-Québec) et de l'Abitibi-Témiscamingue;

**ATTENDU** que les partenaires de la première entente triennale se sont montrés très satisfaits du travail effectué et qu'ils souhaitent poursuivre en garantissant le financement sur trois autres années.

## 1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les sigles, termes et expressions mentionnés ci-après sont définis de la manière suivante :

**ComaxNORD** : le comité de maximisation des retombées économiques du Nord-du-Québec, formé par la CRÉ-BJ et composé d'entrepreneurs, d'organismes et de personnes-ressources de la Jamésie.

**ComaxAT** : le comité de maximisation des retombées économiques en Abitibi-Témiscamingue, formé par la CRÉ-AT et composé d'entrepreneurs, d'organismes et de personnes-ressources de l'Abitibi-Témiscamingue.

**Grands projets** : les projets hydroélectriques menés par Hydro-Québec sur les territoires du Nord-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue, notamment ceux de Eastmain-A-1, Sarcelle/Rupert, Rapide-2 et Rapide-7 ainsi que d'autres projets industriels dans les secteurs minier et forestier.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les parties, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables en supportant les activités du ComaxNORD et du ComaxAT afin de maximiser les retombées économiques issues de la réalisation des grands projets pour les citoyennes et citoyens, travailleuses, travailleurs et entreprises des régions du Nord-du-Québec (Jamésie) et de l'Abitibi-Témiscamingue. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## 3. BUTS DE L'ENTENTE

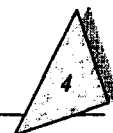
Les parties conviennent que la présente entente est conclue afin d'atteindre les buts suivants :

- Formaliser les relations entre les parties pour maximiser les retombées économiques ainsi que les emplois des grands projets;
- Maintenir en place des mécanismes visant à assurer le maximum de retombées économiques dans les régions du Nord-du-Québec (Jamésie) et de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Assurer le financement de ces mécanismes pour au moins trois ans et le répartir entre les parties.

## 4. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Par cette entente, les parties poursuivent les objectifs suivants :

- Maintenir d'excellentes relations entre elles;
- Accroître, dans les deux régions, les retombées économiques issues des grands projets en termes de contrats obtenus, d'emplois créés ou maintenus et de développement de l'expertise liée à la réalisation de ces contrats;
- Accroître la diffusion de l'information sur les travaux liés aux grands projets dans les deux régions;
- Accroître la capacité des entreprises des deux régions de réaliser des contrats en plus grand nombre et de plus grande envergure;
- Développer une expertise en ce qui concerne les grands chantiers et leurs besoins et en assurer la diffusion auprès des entreprises des deux régions;
- Planifier et connaître les besoins de main-d'œuvre des différents chantiers et interpellier tous les partenaires pour s'assurer de développer une offre de main-d'œuvre appropriée.



## **5. MOYENS DE RÉALISATION**

Afin de contribuer à l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente, les parties conviennent de la nécessité de maintenir et d'assurer le financement pour trois ans du ComaxNORD et du ComaxAT.

### **5.1 Le ComaxNORD**

Le ComaxNORD est un comité formé par la CRÉ-BJ et composé d'entrepreneurs, d'organismes et de personnes-ressources de la Jamésie qui a pour mandat de mettre en place une stratégie et des moyens d'action afin de maximiser les retombées économiques des grands projets pour la région Nord-du-Québec. Le ComaxNORD, en collaboration avec les partenaires de l'entente, utilise les services d'un agent de liaison dont l'un des mandats est de promouvoir les entreprises, les commerces et les travailleurs de la région Nord-du-Québec auprès des différents donneurs d'ordre actifs sur les chantiers de la région. De plus, le ComaxNORD siège au sein du ComaxAT et utilise les services de l'agent de chantier.

### **5.2 Le ComaxAT**

Le ComaxAT est un comité formé par la CRÉ-AT et composé d'entrepreneurs, d'organismes et de personnes-ressources de l'Abitibi-Témiscamingue. Il a le mandat de mettre en place une stratégie et des moyens d'action afin de maximiser les retombées économiques des grands projets pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue. De plus, le ComaxNORD possède un siège au sein du ComaxAT. Le ComaxAT dispose d'un secrétariat léger et, en collaboration avec les partenaires de l'entente, il utilise les services d'un agent de chantier. Il œuvre en collaboration avec des relayeurs présents sur chacun des territoires de MRC de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **6. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les parties s'engagent à mettre en commun les ressources nécessaires au support des activités du ComaxNORD et du ComaxAT et de s'associer dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leurs sont applicables.

## **7. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

### **7.1 Engagements de la CRÉ-BJ**

- Réserver au ComaxNORD, sous réserve de la disponibilité des crédits au Fonds de développement régional, un montant de 75 000 \$ par année pendant 3 ans afin de payer les dépenses reliées à ses activités et à son fonctionnement, et ce, à compter de l'année financière 2007-2008;
- Supporter le secrétariat du ComaxNORD et gérer les contributions financières versées en vertu de la présente entente;
- Désigner les personnes qui siègent au ComaxNORD et combler les postes laissés vacants, le cas échéant;
- Contribuer financièrement au maintien de l'agent de chantier selon une entente entre la CRÉ-BJ et la CRÉ-AT;
- Désigner une personne pour la représenter au ComaxNORD;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **7.2 Engagements de la CRÉ-AT**

- Réserver au ComaxAT, sous réserve de la disponibilité des crédits au Fonds de développement régional, un montant de 75 000 \$ par année pendant 3 ans afin

- de payer les dépenses reliées à ses activités et à son fonctionnement, et ce, à compter de l'année financière 2007-2008;
- Supporter le secrétariat du ComaxAT et gérer les contributions financières versées en vertu de la présente entente;
- Désigner les personnes qui siègent au ComaxAT et combler les postes laissés vacants, le cas échéant;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **7.3 Engagements d'Hydro-Québec**

- Soutenir financièrement les activités et le fonctionnement du ComaxNORD, pour un total de 270 000 \$ sur une période de 3 ans, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières de l'article 9 et selon les modalités de versement définies à l'article 8.1;
- Soutenir financièrement les activités et le fonctionnement du ComaxAT, pour un total de 255 000 \$ sur une période de 3 ans, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières de l'article 9 et selon les modalités de versement définies à l'article 8.1;
- Ces contributions pourraient être revues en fonction des projets à réaliser et lors du renouvellement de cette entente;
- Participer aux travaux et aux rencontres du ComaxNORD et du ComaxAT;
- Informer régulièrement ses partenaires sur l'évolution des travaux en cours dans les grands projets;
- Faciliter l'accès de l'agent de chantier auprès de ses filiales, fournisseurs et sous-traitants, de même que sur les divers chantiers des grands projets;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **7.4 Engagements d'Emploi-Québec**

- Investir, sous réserve de la disponibilité des crédits et dans le respect de la mesure Concertation pour l'emploi, dans chacune des deux régions, une somme annuelle de 50 000 \$ pendant trois ans, à compter de l'année 2007-2008, dans les activités et le fonctionnement du ComaxNORD et du ComaxAT;
- Participer aux travaux du ComaxNORD et du ComaxAT, notamment en les conseillant sur les stratégies à adopter au niveau de l'emploi;
- Soutenir les activités liées au placement des travailleurs sur les différents chantiers des grands projets;
- Supporter et accompagner les comités de maximisation pour susciter la collaboration des différents partenaires impliqués au niveau du développement de la main-d'œuvre et des compétences afin de maximiser les retombées au niveau de l'emploi;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **7.5 Engagements du MAMR**

- Faciliter, dans la mesure de ses compétences et des moyens dont il dispose, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente;
- Participer aux travaux du ComaxNORD;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

## **8. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### 8.1 Modalités de versement des contributions financières

Les contributions financières des parties pour la première année de l'entente seront versées à la CRÉ-BJ ainsi qu'à la CRÉ-AT à titre de mandataires du ComaxNORD et du ComaxAT respectivement, et ce, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables à chacune des parties.

Pour les années subséquentes, les versements seront effectués à la CRÉ-BJ de même qu'à la CRÉ-AT après que le comité de suivi et d'évaluation prévu à l'article 13.1 aura fait une recommandation en ce sens aux parties et ce, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables à chacune des parties.

## 9. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
CRÉ-BJ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
CRÉ-AT	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
Hydro-Québec *				
ComaxNORD	95 000 \$	90 000 \$	85 000 \$	270 000 \$
ComaxAT	90 000 \$	85 000 \$	80 000 \$	255 000 \$
Emploi-Québec	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
Total	435 000 \$	425 000 \$	415 000 \$	1 275 000 \$

\* Les contributions prévues par Hydro-Québec couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année. Sur la durée de l'entente, les périodes de versement sur trois ans s'échelonnent donc du 1<sup>er</sup> janvier 2007 au 31 décembre 2009.

## 10. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente entente a pour territoires d'application la région du Nord-du-Québec et celle de l'Abitibi-Témiscamingue.

## 11. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES

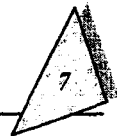
Les parties conviennent que la présente entente pourra être ouverte pour permettre à de nouveaux partenaires de s'y ajouter. Toute modification à l'entente en ce sens devrait faire l'objet de l'accord unanime des parties et sera constatée par un addenda à l'entente qui sera alors considéré comme en faisant partie.

## 12. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente a une durée de trois ans. Elle débute le 1<sup>er</sup> avril 2007 et se termine le 31 mars 2010, nonobstant la date de sa signature par les parties.

À l'expiration de la présente entente, à moins de dispositions contraires convenues entre temps entre les parties, la CRÉ-BJ et la CRÉ-AT doivent rembourser à Hydro-Québec et à Emploi-Québec, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.





### **13. SUIVI ET ÉVALUATION**

#### **13.1 Comité de suivi et d'évaluation**

Les parties conviennent de mettre en place un comité de suivi et d'évaluation constitué d'une personne représentant chacune des parties signataires de l'entente. Le mandat de ce comité est de faire le point à chaque année sur l'évolution des travaux du ComaxNORD, du ComaxAT et de l'agent de chantier et de recommander aux parties le versement des contributions financières prévues à l'entente. Pour la troisième année, le comité aura également le mandat de faire le point sur l'évolution des travaux des grands projets et de faire une recommandation aux parties quant à l'opportunité de maintenir ou non le niveau de leur contribution financière à l'entente. Enfin, le comité aura le mandat d'évaluer l'entente à son expiration. Le bilan des retombées économiques pour l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec faisant état du nombre et de la valeur des contrats octroyés, de la valeur des achats de biens et des indicateurs de main-d'œuvre, tel que présenté aux annexes I et II, permettra d'évaluer l'impact de l'entente.

### **14. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ-BJ et la CRÉ-AT s'engagent à rembourser à Emploi-Québec et à Hydro-Québec tout solde sur les montants versés, mais non encore dépensés. Ce solde devra être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de la résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

### **15. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

### **16. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 17. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES

Sous réserve de l'article 14 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courrier.

### Pour le MESS :

Luc Dupuis  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
180, boulevard Rideau  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

Ghislain Desjardins  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
129, rue des Forces Armées  
Chibougamau (Québec) G8P 3A1

### Pour le MAMR :

Denis Moffet  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Monsieur Richard Leclerc  
Directeur régional  
511, route 167  
C. P. 70  
Chibougamau (Québec) G9P 2K5

### Pour la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue :

Martine Rioux  
Directrice générale  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### Pour la CRÉ de la Baie-James :

André Brunet  
Directeur général  
110, boulevard Matagami, C.P. 850  
Matagami (Québec) J0Y 2A0

### Pour Hydro-Québec :

Michel Lemay  
Chef – Administration et relations avec le milieu  
Hydro-Québec  
1095, boulevard Saguenay  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7B7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## 18. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 19. ANNEXE

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'entente prévaudra.

## 20. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec les conférences régionales des élus signataires, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les parties signataires, à moins d'avis contraire.

Aucune partie ne peut utiliser des informations, l'image d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie-James (SEBJ) ou des informations qui n'auraient pas été autorisées, sans leur consentement, via le représentant de la direction régionale.

La promotion d'événements, d'activités ou de résultats de retombées économiques devra se faire conjointement avec les parties impliquées.

## 21. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé :

Sam Hamad

**Sam Hamad**  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

16/04/08

Date



Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-31

Date

J. Matte

**Jean-Maurice Matte**  
Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue

1 mai 2008

Date

  
Gérard Lemoyne  
CRÉ de la Baie-James

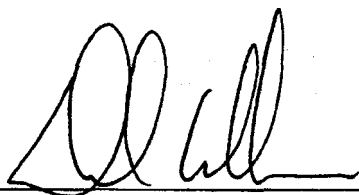
16 mai 2008

Date

  
Yves Laroche  
Hydro-Québec

08-05-08  
Date

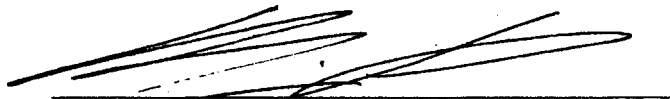




**David Whissell**  
Ministre responsable de la région de  
l'Abitibi-Témiscamingue

9 AVRIL 2008

Date



**Benoît Pelletier**  
Ministre responsable de la région  
Nord-du-Québec

9 avril 2008

Date



**Société d'énergie  
de la Baie James**

Aménagement hydroélectrique de l'Eastmain-1

## Suivi de l'efficacité des mesures incitatives de maximisation des dépenses régionales EM-1

### Abitibi-Témiscamingue (Région 08)

au 30 décembre 2006

#### Faits saillants

Total des montants des contrats octroyés et des dépenses réalisées	135 153 985 \$
--	----------------

#### Achats de biens non stratégiques

	Montant
✓ Achats régionaux	4 274 578 \$
✓ Achats effectués par les entrepreneurs et sous-traitants (depuis mars 2003)	40 723 347 \$
✓ Achats effectués par les entrepreneurs et sous-traitants (ligne et poste)	2 466 713 \$

#### Contrats régionaux

	Nb contrats	Montant
✓ Octroi de contrats régionaux	36	22 469 728 \$
✓ Octroi de contrats sur appels d'offres publics	3	65 219 619 \$

#### Main-d'œuvre

Participation de la main-d'œuvre totale	11,67%
Nombre approximatif d'heures travaillées	1 832 042
Valeur approximative de la main-d'œuvre	82 441 877 \$

#### Camionnage en vrac

En provenance de la région 08 pour décembre 2006	Nb moyen de camionneurs 0
--	------------------------------



**Société d'énergie  
de la Baie James**

Aménagement hydroélectrique de l'Eastmain-1

### Suivi de l'efficacité des mesures incitatives de maximisation des dépenses régionales EM-1

**Nord-du-Québec (Région 10)**

**au 30 décembre 2006**

#### Main-d'œuvre

Participation de la main-d'œuvre totale	3,58%
Nombre approximatif d'heures travaillées	559 412
Valeur approximative de la main-d'œuvre	25 173 553 \$

#### Camionnage en vrac

Nb moyen de camionneurs

En provenance de la région 10 pour décembre 2006

0

**Nord-du-Québec (Région 10)**

**au 30 décembre 2006**

#### Faits saillants

Total des montants des contrats octroyés et des dépenses réalisées 117 520 725 \$

#### Achats de biens non stratégiques

	Montant
✓ Achats régionaux sur invitation jusqu'à 100 000 \$	10 441 000 \$
✓ Achats régionaux sur appels d'offres de plus de 100 000\$	1 484 463 \$
✓ Achats effectués par les entrepreneurs et sous-traitants (depuis mars 2003)	49 819 154 \$
✓ Achats effectués par les entrepreneurs et sous-traitants (ligne et poste)	3 250 000 \$

#### Contrats régionaux

	Nb contrats	Montant
✓ Octroi de contrats régionaux jusqu'à 1 M \$	41	24 876 076 \$
✓ Octroi de contrats sur appels d'offres publics	4	20 393 928 \$
✓ Soumissions internes comparatives		
Sollicitées par SEBJ	6	
Déposées	2	
Retenues (Réfection du seuil 9 sur la rivière Opinaca)	1	1 051 954 \$
✓ Octroi de concessions (service d'entretien des véhicules, comptoir de location de véhicules, salon de coiffure, consignation de pneus, pare-brise)	5	8 424 150 \$

#### Clauses de sous-traitance

40 % du montant ci-après applicable à la sous-traitance de la région

Nombre de contrats	48
Montant potentiel initial	38 142 500 \$
Montant potentiel révisé	38 559 255 \$
Montant dépensé à date	35 157 832 \$

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

*sur le développement durable des ressources en eau souterraine  
dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue*

ENTRE

**LA MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES PARCS**, madame Line Beauchamp, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MDDEP »

ET

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET  
DE L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement  
du Québec,

ci-après désigné le « MDEIE »

ET

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**,  
monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « EMPLOI-QUÉBEC »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**,  
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**,  
personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des  
Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), représentée par le président, monsieur Jean-Pierre Charron,  
dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 13 juin  
2008 et portant le numéro 083-08, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ET

**L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, corporation légalement constituée, représentée par la rectrice, madame Johanne Jean, dûment autorisée en vertu d'une résolution adoptée le 8 janvier 2008 et portant le numéro 256-S-CA-2656, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l' « UQAT »

ET

**LA SOCIÉTÉ DE L'EAU SOUTERRAINE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (LRQ.,c. C-38), représentée par le président, monsieur Serge Bastien, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adopté le 6 décembre 2007 et portant le numéro 2007-12-06-01, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « SESAT »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ET

**LE COMITÉ RÉGIONAL ACCORD**, représenté par le président, monsieur Raymond Grenier.

## PRÉAMBULE

**CONSIDÉRANT** que l'article 17.5.1 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**CONSIDÉRANT** que l'article 21.6 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* prévoit que la conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et, qu'à cet effet, le ministère conclut avec la conférence régionale des élus une entente déterminant le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article 21.7 de cette même Loi, la conférence régionale des élus peut conclure également avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**CONSIDÉRANT** la mission du MDDEP d'assurer la protection de l'environnement et des écosystèmes naturels pour contribuer au bien-être des générations actuelles et futures. Sa vision en est une de leader de la promotion du développement durable, il s'agit d'assurer à la population un environnement sain en harmonie avec le développement économique et le progrès social du Québec;

**CONSIDÉRANT** la mission du MDEIE de soutenir le développement économique, l'innovation et l'exportation ainsi que la recherche en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économiques, scientifiques, sociaux et culturels dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable;

**CONSIDÉRANT** la mission d'Emploi-Québec de contribuer, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage, l'exclusion et la pauvreté dans une perspective de développement économique et social;

**CONSIDÉRANT** la volonté d'Emploi-Québec de maximiser l'emploi en région et considérant l'importance des actions menant au développement économique des régions;

**CONSIDÉRANT** la mission de l'UQAT de contribuer à la formation des personnes, à l'avancement et au transfert des connaissances et de jouer un rôle majeur dans le développement de son milieu;

**CONSIDÉRANT** la mission de la SESAT d'exercer un rôle de concertation, de gouvernance, de protection et de mise en valeur des ressources en eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue en vue d'en assurer une gestion responsable et proactive, considérant également la reconnaissance qui lui est accordée par les organismes régionaux, notamment la CRÉ, ACCORD et l'UQAT;

**CONSIDÉRANT** que le gouvernement s'est engagé, par la Politique nationale de l'eau, à regrouper et développer l'information sur l'eau et les écosystèmes aquatiques requise pour la gouvernance de l'eau (engagement 4) et à entreprendre un inventaire des grands aquifères du Québec (engagement 5) et qu'il reconnaît un manque de connaissances en ce qui a trait à l'eau souterraine;

**CONSIDÉRANT** la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation du MDEIE « *Un Québec innovant et prospère* », laquelle est au cœur de la stratégie de développement économique du gouvernement du Québec et s'articule autour de trois orientations stratégiques qui consistent à renforcer l'excellence de la recherche publique; à appuyer la recherche

industrielle et l'innovation en entreprise et à compléter et renforcer les mécanismes de valorisation et de transfert;

**CONSIDÉRANT** que la valorisation des ressources hydriques est reconnue par le gouvernement du Québec comme créneau d'excellence en évaluation dans le cadre de la démarche ACCORD, avec pour objectif d'en maximiser la transformation à valeur ajoutée en Abitibi-Témiscamingue, et ce, dans le respect des principes du développement durable;

**CONSIDÉRANT** le Plan stratégique 2007-2012 de la CRÉ qui témoigne de la priorité faisant consensus en Abitibi-Témiscamingue d'assurer la protection et la pérennité des ressources en eau souterraine et de favoriser le développement de l'activité économique durable qui mise sur l'eau souterraine provenant des eskers;

**CONSIDÉRANT** que la Commission économique régionale de l'Abitibi-Témiscamingue a recommandé à la CRÉ de miser sur la bonne connaissance des ressources en eau souterraine avant d'en faire une mise en valeur et une exploitation commerciale intensive;

**CONSIDÉRANT** que lors des assises régionales annuelles tenues par la CRÉ en juin 2007, le financement de la recherche, de la concertation et de la gouvernance a été établi comme prioritaire par la région de l'Abitibi-Témiscamingue en ce qui a trait à l'eau souterraine;

**CONSIDÉRANT** l'intérêt croissant accordé à la connaissance, au développement des expertises, à l'innovation et à la mise en valeur de l'eau souterraine en région, en province et partout ailleurs dans le monde;

**CONSIDÉRANT** les impacts immédiats sur la ressource en eau souterraine des activités humaines, principalement celles reliées à l'agriculture et à l'exploitation forestière et minière, et l'urgence, pour sa pérennité et sa qualité, que sa mise en valeur et son exploitation s'effectuent dans le respect du développement durable;

**CONSIDÉRANT** le caractère unique à l'échelle québécoise de cette thématique et de ce secteur de recherche ainsi que la volonté de l'UQAT et de l'Abitibi-Témiscamingue de se positionner sur les scènes nationale et internationale;

**CONSIDÉRANT** les partenariats développés avec la Commission géologique du Canada et l'Institut national de la recherche scientifique, Centre Eau, Terre et Environnement dans les recherches avec l'UQAT.

## **EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **1. DÉFINITIONS**

Dans la présente entente, les sigles, termes et expressions mentionnés ci-après sont définis de la manière suivante :

CRRNT                      Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire

MRC d'Abitibi            Municipalité régionale de comté d'Abitibi

### **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'associer les parties pour assurer le développement durable des ressources en eau souterraine en Abitibi-Témiscamingue par le développement de l'expertise et l'accroissement des connaissances ainsi que par la mise en place d'une gouvernance régionale, et ce, par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.



### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

#### **3.1 Recherche et développement des connaissances**

Développer une expertise reconnue nationalement et accroître les connaissances sur les ressources en eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue afin de mieux les protéger et les mettre en valeur dans une perspective de développement durable. Les parties s'entendent à poursuivre plus spécifiquement les objectifs suivants :

- Poursuivre les travaux de cartographie hydrogéologique et l'évaluation du potentiel en eau souterraine sur le territoire de la MRC d'Abitibi;
- Poursuivre également les travaux de cartographie en trois dimensions et comprendre la dynamique d'écoulement de l'eau souterraine de segments d'eskers ciblés;
- Initier la caractérisation régionale des eskers en fonction de leur potentiel aquifère sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Continuer à enrichir la base de données hydrogéologiques régionale;
- Poursuivre les études sur d'autres eskers de la région en appliquant les connaissances acquises dans la MRC d'Abitibi;
- Poursuivre la formation de personnes hautement qualifiées (PHQ), comprenant des étudiants gradués, des stagiaires, des professionnels de recherche et des techniciens;
- Contribuer au développement d'un programme de communication et de transfert des connaissances aux intervenants régionaux dans le but de favoriser la prise de décisions afin d'assurer la protection de la ressource en eau souterraine et sa mise en valeur dans une perspective de développement durable.

#### **3.2 Concertation, gouvernance, protection et mise en valeur**

Développer une expertise reconnue au niveau de la gouvernance régionale sur les ressources en eau souterraine en vue d'assurer une gestion responsable et concertée des bassins d'eau souterraine. Les parties s'entendent à poursuivre plus spécifiquement les objectifs suivants :

- Mettre en place une veille stratégique sur la gouvernance, la protection et la mise en valeur de l'eau souterraine;
- Sensibiliser, informer et éduquer la population de l'Abitibi-Témiscamingue à l'importance de l'eau souterraine;
- Assurer la diffusion des connaissances scientifiques sur l'ensemble de la région et auprès des partenaires municipaux et gouvernementaux, des entreprises et des organismes spécialisés en privilégiant les organismes dédiés au transfert technologique;
- Contribuer à la mise en œuvre du projet pilote de gestion intégrée et de gouvernance d'un bassin d'eau souterraine (projet-pilote de l'esker Saint-Mathieu/Berry) dans une perspective de transfert d'expertise à l'échelle régionale, provinciale et nationale;
- Soutenir le développement d'une main-d'œuvre spécialisée dans les professions et métiers touchant les ressources hydriques;
- Soutenir la poursuite des travaux du comité de créneau ACCORD sur la valorisation des ressources hydriques;
- Soutenir les travaux de gouvernance de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) sur les ressources en eau souterraine.

#### 4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

##### 4.1 Engagements du MDEIE

- Verser à l'UQAT un montant de 250 000 \$ afin de soutenir la réalisation des objectifs en matière de recherche et de développement des connaissances prévus à l'article 3.1 de la présente entente, et ce, en conformité avec le volet I du *Programme de soutien à la recherche* du MDEIE;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

##### 4.2 Engagements de la CRÉ

- Verser annuellement à l'UQAT un montant de 75 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir la réalisation des objectifs en matière de recherche et de développement des connaissances prévus à l'article 3.1 de la présente entente;
- Verser annuellement à la SESAT un montant de 50 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir la réalisation des objectifs en matière de concertation, gouvernance, protection et mise en valeur prévus à l'article 3.2 de la présente entente;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

##### 4.3 Engagements du MDDEP

- Verser annuellement à l'UQAT, sous réserve d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation tel que mentionné à l'article 5.3, un montant de 50 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir la réalisation des objectifs en matière de recherche et de développement des connaissances prévus à l'article 3.1 de la présente entente;
- Mettre à la disposition de l'UQAT les informations et les données disponibles sur l'occupation du territoire qui présentent un intérêt pour évaluer la vulnérabilité des eaux souterraines dans la mesure où elles sont accessibles en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (LRQ, c. A-2.1)*;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

##### 4.4 Engagements d'Emploi-Québec

- Verser annuellement à la SESAT un montant de 50 000 \$ pour une période de trois ans à même le Fonds de développement du marché du travail afin de soutenir la réalisation des objectifs en matière de concertation, gouvernance, protection et mise en valeur prévus à l'article 3.2 de la présente entente;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

##### 4.5 Engagements de l'UQAT

- Mettre à la disposition de l'équipe scientifique et du personnel de la SESAT ses installations et ses ressources évalués à 35 000 \$ par année pour une période de trois ans pour la réalisation de ce projet;
- Rendre disponibles aux partenaires de l'entente les bases de données, les rapports d'analyse et les résultats de recherche obtenus et réalisés dans le cadre de la présente entente. Toutefois, tout projet de diffusion ou de communication fondé en tout ou en partie sur les informations transmises aux partenaires, devra

expressément avoir fait l'objet d'une acceptation écrite de l'UQAT. Il est compris que l'UQAT ne retiendra pas indûment son consentement;

- Assurer la visibilité des parties lors de toute activité découlant des objectifs de l'entente et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, dans les 30 jours suivant la signature de l'entente et en mars de chaque année subséquente, un plan d'action et un budget annuel faisant état de la programmation des travaux et des dépenses prévues pour l'année financière à venir;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, en octobre de chaque année, un rapport d'activité intérimaire de mi-mandat faisant état des réalisations du plan d'action;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, en mars de chaque année, un rapport d'activité annuel faisant bilan des réalisations du plan d'action selon les exigences de l'article 9.2;
- Présenter et déposer, dans les 60 jours suivant l'expiration de la présente entente, un rapport final de l'utilisation de l'aide financière comportant le bilan des réalisations sur la durée de l'entente et de ses retombées selon les exigences de l'article 9.2.

#### **4.6 Engagements de la SESAT**

- Contribuer aux travaux de la CRRNT pour le volet concernant les eaux souterraines;
- Assumer le leadership du comité de créneau ACCORD sur la valorisation des ressources hydriques; et ce, sous l'égide du comité régional ACCORD;
- Assurer la visibilité des parties lors de toute activité découlant des objectifs de l'entente et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent;
- Inviter les parties en tant qu'observateurs aux rencontres du conseil d'administration de la SESAT;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, dans les 30 jours suivant la signature de l'entente et en mars de chaque année subséquente, un plan d'action et un budget annuel faisant état de la programmation des travaux et des dépenses prévues pour l'année financière à venir;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, en octobre de chaque année, un rapport d'activité intérimaire de mi-mandat faisant état des réalisations du plan d'action;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, en mars de chaque année un rapport d'activités annuel faisant bilan des réalisations du plan d'action selon les exigences de l'article 9.2;
- Présenter et déposer, dans les 60 jours suivant l'expiration de la présente entente, un rapport final de l'utilisation de l'aide financière comportant le bilan des réalisations sur la durée de l'entente et de ses retombées selon les exigences de l'article 9.2.

#### **4.7 Engagements du MAMR**

- Convoquer, au moins deux fois par année, le comité d'évaluation et de suivi, en assumer la présidence, son secrétariat et sa correspondance;
- Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;

- Faciliter, dans la mesure de ses compétences et des moyens dont il dispose, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

## 5. MODALITÉS PARTICULIÈRES

- 5.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001);
- 5.2 Les parties conviennent que les contributions financières seront versées à l'UQAT pour soutenir la réalisation des activités en matière de recherche et de développement des connaissances prévues à l'article 3.1 et à la SESAT pour la réalisation des activités de concertation, de gouvernance, de protection et de mise en valeur prévues à l'article 3.2 de la présente entente;
- 5.3 À chaque année de l'entente, les contributions financières de chacune des parties seront versées à l'UQAT et la SESAT respectivement dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables à chacune des parties, suite à la réception d'une recommandation positive du comité de suivi et d'évaluation.

## 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
Gouvernement du Québec	*250 000 \$	0 \$	0 \$	250 000 \$
UQAT	125 000 \$	125 000 \$	125 000 \$	375 000 \$
SESAT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
UQAT-SESAT	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Total	350 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	1 050 000 \$

\* Contribution engagée en 2007-2008

## 7. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire visé par la présente entente est celui de la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

## 8. DURÉE DE L'ENTENTE

Nonobstant sa date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 et prend fin le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, l'UQAT et la SESAT doivent rembourser aux parties concernées tout montant inutilisé de l'aide financière octroyée.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

### **9.1 Le comité de suivi et d'évaluation**

Les parties conviennent de mettre en place un comité de suivi qui aura le mandat de vérifier si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints et de recommander aux parties le versement des contributions tel que décrit à l'article 6 de la présente entente. Le comité sera composé de :

- Un représentant du MDDEP;
- Un représentant du MDEIE;
- Un représentant d'Emploi-Québec;
- Un représentant de la CRÉ;
- Un représentant du MAMR.

Les représentants des bénéficiaires, soit l'UQAT et la SESAT, seront invités à présenter leur rapport au comité de suivi et d'évaluation. De plus, le comité pourra s'adjoindre toute autre personne-ressource jugée pertinente. Il devra se réunir au moins deux fois par année, soit en octobre et mars, et ce, pour la durée de l'entente.

### **9.2 Suivi et évaluation de l'entente**

Le comité devra adopter, dans les 30 jours suivant la signature de l'entente, ses règles de fonctionnement, le plan d'action et le budget annuel de l'UQAT et de la SESAT faisant état de la programmation des travaux et des dépenses prévues dans le cadre de la présente entente ainsi que le cadre d'évaluation rédigé en fonction des indicateurs quantitatifs et qualitatifs tels que décrits à l'annexe 1, et ce, afin d'examiner les résultats obtenus en fonction des objectifs visés par la présente entente.

En octobre de chaque année, le comité de suivi et d'évaluation reçoit et analyse le rapport d'activité intérimaire faisant état de l'évolution des travaux et informe les parties de toutes irrégularités, s'il y a lieu.

En mars de chaque année, le comité de suivi et d'évaluation reçoit et accepte le rapport d'activité annuel faisant bilan des réalisations du plan d'action et de ses retombées, les états financiers annuels, un plan d'action actualisé et un budget annuel faisant état de la programmation des travaux et des dépenses prévues pour l'année financière à venir et recommande le versement des contributions tel que décrit à l'article 6 de la présente entente.

Dans les 60 jours de l'expiration de l'entente, le comité de suivi procédera à une évaluation de la présente entente. Celle-ci portera sur le degré d'atteinte des objectifs en fonction des indicateurs de résultat tel que décrit à l'annexe 1 et sur la satisfaction des parties quant aux travaux effectués dans le cadre de la présente entente.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, l'UQAT et la SESAT s'engagent à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties (addenda). Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **13. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courrier.

### **Pour le MDDEP :**

Édith van de Walle  
Directrice régionale  
180, boulevard Rideau, 1<sup>er</sup> étage  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

### **Pour le MDEIE :**

Gilles Quintal  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### **Pour Emploi-Québec :**

Rachel Huot  
Directrice régionale par intérim  
180, boulevard Rideau  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

### **Pour le MAMR :**

Denis Moffet  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue :**

Martine Rioux  
Directrice générale  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour l'UQAT :**

Johanne Jean  
Rectrice  
445, boulevard de l'Université  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4

**Pour la SESAT :**

Serge Bastien  
Président  
341, Principale Nord, 5<sup>e</sup> étage  
Amos (Québec) J9T 2L8

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. ANNEXE**

L'annexe mentionnée à la présente entente en fait partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et l'acceptent. En cas de conflit entre l'annexe et la présente entente, l'entente prévaudra.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants

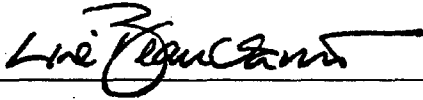
doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **17. SIGNATURES**

Les parties et les intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les parties et les intervenants ont signé :





**Line Beauchamp**  
Ministre du Développement durable,  
de l'Environnement et des Parcs

2008-10-23

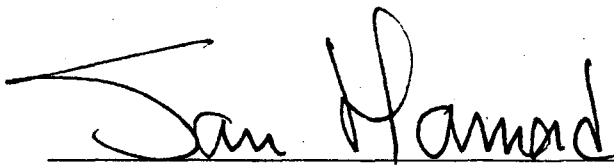
Date

NBc.W

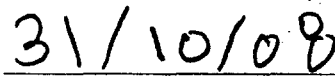
**Raymond Bachand**  
Ministre du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation

26 juillet 2009

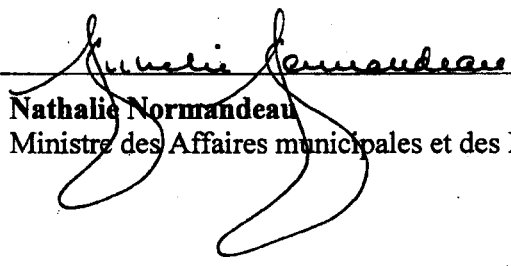
Date



**Sam Hamad**  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale



Date

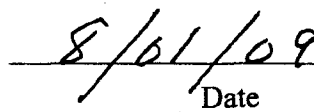
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-10-20

Date

  
Jean-Pierre Charron  
Président

Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue

  
Date



**Johanne Jean**  
Rectrice

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

8 Janvier 2009

Date



---

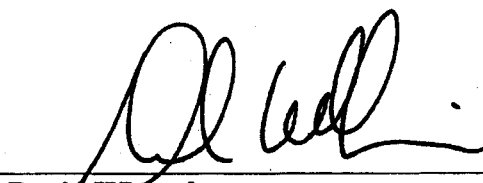
**Serge Bastien**

Président

Société de l'eau souterraine  
Abitibi-Témiscamingue

6 janvier 2009

Date



**David Whissel**  
Ministre responsable de la région de  
l'Abitibi-Témiscamingue

27/OCT/2008

Date





**Raymond Grenier**  
Président  
Comité régional ACCORD

12/01/2009

Date

## Indicateurs

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

**Formation des personnes hautement qualifiées :**

- ✓ Par année, nombre d'étudiants gradués selon le niveau et le domaine d'études connexe aux ressources hydriques;
- ✓ Par année, nombre de stagiaires supervisés selon le niveau et le domaine d'études connexe aux ressources hydriques;
- ✓ Par année, nombre de professionnels de recherche et de techniciens formés selon la nature de la formation connexe aux ressources hydriques.

**Projets de recherche :**

Par année, répartition des chercheurs, des octrois (en volume \$) et du nombre d'heures consacrées aux sujets de recherche identifiés dans l'entente, en l'occurrence :

- ✓ La poursuite des travaux de cartographie hydrogéologique et d'évaluation du potentiel en eau souterraine sur le territoire de la MRC d'Abitibi;
- ✓ L'initiation des travaux de caractérisation régionale des eskers en fonction de leur potentiel aquifère sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue;
- ✓ La poursuite des travaux de cartographie en trois dimensions et la compréhension de la dynamique d'écoulement de l'eau souterraine de segments d'eskers ciblés;
- ✓ L'enrichissement de la base de données hydrogéologiques régionale;
- ✓ L'application des connaissances acquises dans la MRC d'Abitibi à la poursuite d'études sur d'autres eskers de la région.

**Diffusion et transfert de connaissances aux intervenants régionaux :**

- ✓ Par année, nombre et sujets de publications, d'articles ou de communications scientifiques réalisées par les chercheurs;
- ✓ Par année, nombre et sujets de présentations scientifiques faites lors d'événements publics ou de rencontres réunissant les intervenants régionaux.

## CONCERTATION, GOUVERNANCE, PROTECTION ET MISE EN VALEUR

**Veille stratégique**

- ✓ Par année, nombre de portraits et d'études
- ✓ Par année, actions et initiatives réalisées

**Sensibilisation, information et éducation à la population et diffusion des connaissances scientifiques**

- ✓ Nombre d'actions et d'outils de communication
- ✓ Nombre de personnes, organismes et partenaires rejoints

**Projet pilote de gestion intégrée et de gouvernance d'un bassin d'eau souterraine**

- ✓ Développement d'un modèle de gouvernance sur la gestion de l'eau souterraine

**Soutien au développement d'une main-d'œuvre spécialisée**

- ✓ Nombre et qualité des interventions

**Soutien aux travaux du comité de créneau ACCORD sur la valorisation des ressources hydriques**

- ✓ Nombre de rencontre du comité de créneau
- ✓ Avancement des travaux du créneau

**Soutien aux travaux de gouvernance de la CRRNT**

- ✓ Nombre d'éléments de contenu du Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire (PRDIRT) touchant les ressources en eau souterraine (orientations, objectifs, actions, etc.)
- ✓ Nombre de projets en cours ou réalisés portant sur les ressources en eau souterraine découlant de la participation aux travaux de la CRRNT

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

### **EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 2007-2010**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

ET

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **Emploi-Québec** »,

ET

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »,

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), dont le siège social est situé au 170, avenue Principale, bureau 102, à Rouyn-Noranda, représentée par le président, monsieur Jean-Maurice Matte, dûment autorisé en vertu de deux résolutions du conseil d'administration adoptées le 16 septembre 2004 portant le numéro CRE-029-04 et celle du 17 janvier 2008 portant le numéro CRE-007-08, dont copies sont jointes à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, institué par le gouvernement selon la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la *Commission des partenaires du marché du travail* (L.R.Q., c. M-15.001), représenté par la présidente, madame Diane Raymond, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 février 2008 et portant le numéro CR.07-08.14, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CRPMT** »,

ET

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, organisme gouvernemental représenté par sa présidente, madame Christiane Pelchat,

ci-après désigné le « **CSF** »,

ET

**LE REGROUPEMENT DE FEMMES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social est situé au 147, avenue Principale, à Rouyn-Noranda, représenté par la présidente, madame Julianne Pilon, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 14 janvier 2008 et portant le numéro 2008-02, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **RFAT** »,

ET

**LE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social est situé au 139, avenue Québec, bureau 102-A, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6M8, représenté par la présidente, madame Micheline Godbout, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 14 janvier 2008 et portant le numéro 08-01-181 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **SEFAT** »,

ET

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le MCCCCF, conformément au décret 306-2007 du 19 avril 2007, a notamment pour mission de favoriser la contribution sociale, civique, économique et professionnelle des femmes au développement du Québec ainsi que de promouvoir les droits des femmes et l'égalité effective entre les femmes et les hommes au Québec et à l'étranger;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* visant notamment l'atteinte de l'égalité économique entre les femmes et les hommes et l'accroissement de la participation des femmes aux instances décisionnelles;

**ATTENDU QUE** dans le cadre du « *Plan d'action 2007-2010* » de cette Politique, le MCCCCF procédera à la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus afin de favoriser l'atteinte de l'égalité des sexes dans les régions et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions, le MAMR a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU QUE** l'article 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions prévoit que la Conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le ministère conclut avec la Conférence régionale des élus une entente déterminant le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.7 de cette même Loi, la Conférence régionale des élus peut conclure également avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE** la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue a adopté en février 2007 le *Plan stratégique de développement de l'Abitibi-Témiscamingue 2007 – 2011* dont l'une des priorités est « *assurer l'équité et atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes* » (Axe 3, priorité 2);

**ATTENDU QU'**Emploi-Québec a pour mission, de concert avec les partenaires du marché du travail, de contribuer à développer l'emploi et la main-d'œuvre et de lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social;

**ATTENDU QUE** le plan d'action régional d'Emploi-Québec, point 1.3, prévoit le développement de projets qui tiennent compte tant de la stratégie d'Emploi-Québec visant la main-d'œuvre féminine que de la nouvelle Politique en matière de condition féminine « *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* »;

**ATTENDU QUE** le CRPMT a notamment pour fonctions d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par Emploi-Québec d'entente spécifique régionale en matière de main-d'œuvre et d'emploi avec la CRÉ et de promouvoir auprès de celle-ci la prise en compte des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi;

**ATTENDU QUE** le MDEIE, a pour mission de soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économiques, scientifiques, sociaux et culturels dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable;

**ATTENDU QUE** le CSF a pour mission d'agir comme lieu d'observation des conditions de vie des femmes et qu'il réalise des études et des recherches qui mettent en lumière les inégalités vécues par ces dernières et font ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes;

**ATTENDU QUE** dans son avis « *Les conditions de vie des femmes et le développement local et régional en Abitibi-Témiscamingue* », publié en 1999 et mis à jour en 2004, le CSF conclut à des disparités par rapport aux hommes, disparités souvent plus importantes en Abitibi-Témiscamingue que dans l'ensemble du Québec;

**ATTENDU QUE** dans le but de permettre aux femmes d'actualiser leurs droits, le RFAT représente, notamment auprès des instances régionales, des femmes, des groupes et des services intéressés par la condition féminine;

**ATTENDU QUE** la mission du SEFAT est de permettre aux femmes de l'Abitibi-Témiscamingue de participer activement au développement économique régional et de contribuer à l'atteinte de leur autonomie financière et à la création d'emplois durables et diversifiés;

**ATTENDU QUE** les PARTIES souhaitent intensifier leur collaboration en vue d'atteindre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES RECONNAISSENT L'IMPORTANCE DE CONCLURE UNE ENTENTE SPÉCIFIQUE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

## 1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente spécifique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et acronymes suivants se définissent comme suit :

**Égalité :** On entend par égalité, l'égle visibilité, l'autonomie ainsi que la responsabilité et la participation des deux sexes dans toutes les sphères de la vie publique et privée.

**Équité :** L'équité entre les sexes est le fait d'être juste envers les femmes et les hommes. Afin d'assurer l'équité, il faut souvent adopter des mesures qui compensent pour les désavantages historiques et sociaux qui ont empêché les femmes et les hommes de profiter de chances égales. L'équité mène à l'égalité.

**Analyse différenciée selon les sexes (ADS) :** L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est un processus qui vise à discerner de façon préventive, au cours de la conception et de l'élaboration d'une politique, d'un programme ou de toute autre mesure, les effets distincts que pourra avoir son adoption sur les femmes et les hommes ainsi touchés, compte tenu des conditions socio-économiques différentes qui les caractérisent.

L'ADS peut être aussi utilisée à des fins d'évaluation, de révision ou de reconduction d'une politique, d'un programme ou d'une mesure. L'ADS révèle les conséquences différentes, les disparités ou les discriminations qui peuvent résulter d'une mesure, mais elle ne dispose pas de la décision à prendre.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de contribuer à l'atteinte de l'égalité de fait entre les femmes et les hommes sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue notamment par la mise en place de moyens visant à accroître l'autonomie économique des femmes, à favoriser leur implication dans le développement socio-économique et politique de la région et à soutenir le déploiement de l'analyse différenciée selon les sexes dans les principales sphères de développement.

Elle permet la mise en commun de ressources humaines et financières des parties et elle détermine le rôle et les responsabilités de ces dernières dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les parties s'entendent pour collaborer à une démarche qui vise l'intégration pleine et entière des femmes dans les sphères d'activité en vue d'améliorer leurs conditions de vie et ainsi atteindre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes. Ils conviennent donc de travailler à :

### **3.1 Déployer l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS) en Abitibi-Témiscamingue :**

- 3.1.1 Soutenir son implantation et son application;
- 3.1.2 Assurer la disponibilité des données nécessaires à l'application.

### **3.2 Agir sur l'égalité économique des femmes :**

- 3.2.1 Appuyer l'entrepreneuriat féminin;
- 3.2.2 Faciliter l'accès et le maintien des femmes dans les emplois traditionnellement masculins;
- 3.2.3 Favoriser l'accès des femmes au marché du travail dans des emplois de qualité.

### **3.3 Augmenter la place des femmes dans la gouvernance locale et régionale :**

- 3.3.1 Encourager et faciliter l'accès des femmes dans les conseils municipaux notamment en préparation des élections municipales de 2009;
- 3.3.2 Sensibiliser les instances locales et régionales face à l'implication des femmes dans les instances décisionnelles;
- 3.3.3 Soutenir l'implication et le maintien des femmes dans les instances décisionnelles.



#### **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, le MCCCCF, EMPLOI-QUÉBEC, le MDEIE, le MAMR et la CRÉ s'engagent à :

- 4.1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 4.2 Promouvoir la présente entente dans leurs réseaux d'influence et auprès des organisations concernées;
- 4.3 Soutenir les efforts de sensibilisation et d'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS);
- 4.4 Mettre en place un comité de gestion de l'entente composé respectivement de la directrice régionale du MCCCCF, de la directrice générale de la CRÉ, du directeur régional d'Emploi-Québec, du directeur régional du MDEIE et du directeur régional du MAMR et dont la présidence sera assurée par la directrice régionale du MCCCCF;
- 4.5 Confier au comité de gestion la responsabilité d'assurer la cohérence et la convergence des interventions découlant de l'entente en matière d'égalité entre les femmes et les hommes de l'Abitibi-Témiscamingue dans le cadre des mandats définis à l'article 14.2 de la présente entente;
- 4.6 S'adjoindre, au besoin, des représentantes et représentants de d'autres partenaires interpellés par les objectifs de la présente entente;
- 4.7 Constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers reliés à l'entente;
- 4.8 Participer, au besoin, aux travaux des mécanismes de concertation régionale et des sous-comités de travail de l'entente pour la réalisation d'objectifs particuliers reliés à l'entente.

#### **5. ENGAGEMENTS DU MCCCCF**

Le MCCCCF s'engage à :

- 5.1 Reconnaître la CRÉ comme étant l'organisation consultative en matière de condition féminine et qui assure à ce titre la mise en œuvre des objectifs apparaissant dans la présente entente;
- 5.2 Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 150 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la CRÉ de la façon suivante :
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, les sommes accordées par le MCCCCF seront versées à la CRÉ dans les 30 jours suivant la signature de la présente entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports de chacune des années financières définis à la clause 7.8.

- 5.3 Assurer la présidence du comité de gestion de l'entente défini à la clause 4.4.

## 6. ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

6.1 Dans le cadre du *Fonds de développement du marché du travail* et sous réserve de la disponibilité des crédits, dans le respect de ses mandats, de ses mesures, programmes et normes de gestion, soutenir financièrement la mise en œuvre de la présente entente jusqu'à concurrence d'une somme de 105 000 \$ répartie sur deux années gouvernementales, somme qui sera versée à la CRÉ de la façon suivante :

- un montant de 60 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 45 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

La contribution financière d'Emploi-Québec sera versée au moins deux fois par année sur réception d'une demande de versement produite par la CRÉ et accompagnée de pièces justificatives. Les versements annuels sont conditionnels au dépôt et à l'adoption des rapports de chacune des années financières définis à la clause 7.8;

6.2 Collaborer à la réalisation du plan d'action de cette entente;

6.3 Rendre compte annuellement au comité de gestion de l'entente et auprès du CRPMT de l'utilisation des programmes, mesures et services rendus disponibles à la main-d'œuvre féminine de notre région;

6.4 Faire le suivi de l'entente auprès du CRPMT;

6.5 Participer aux travaux du comité de gestion défini à la clause 4.4.

## 7. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La CRÉ s'engage à :

7.1 Dans le cadre du *Fonds de développement régional* et sous réserve de la disponibilité des crédits, réserver et affecter à la mise en œuvre de la présente entente une somme de 150 000 \$ sur trois ans. Cette somme sera répartie de la façon suivante :

- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

7.2 Recevoir l'ensemble des contributions financières de chacun des partenaires financiers de l'entente et administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente à partir des recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes qui leur sont applicables;

7.3 Prendre en charge la mise en œuvre de l'entente et en assurer la reddition de comptes auprès des parties;

7.4 Élaborer, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un plan d'action comportant les objectifs spécifiques annuels;

7.5 Assurer la réalisation du plan d'action et la continuité des mécanismes de concertation régionale;

- 7.6 S'appuyer sur la Table des partenaires en condition de vie des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue pour le suivi des actions reliées à la présente entente;
- 7.7 Fournir, dans les 90 jours suivant la signature de l'entente, un cadre d'évaluation de l'entente comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de procéder, au terme de l'entente, à l'examen des résultats obtenus;
- 7.8 Produire annuellement un rapport d'activité en fonction des objectifs de la présente entente ainsi qu'une mise à jour du plan d'action tenant compte de l'évolution des objectifs de l'entente et un rapport financier permettant de vérifier que les sommes qui lui ont été versées ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 7.9 Déposer, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente, un rapport final portant sur les réalisations de l'entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 7.10 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;
- 7.11 Conserver, pour fins de vérification, les comptes ou les factures accompagnées des pièces justificatives reliées aux activités et projets de la présente entente;
- 7.12 S'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- 7.13 Percevoir des organismes bénéficiaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente;
- 7.14 Participer aux travaux du comité de gestion défini à la clause 4.4.

## **8. ENGAGEMENTS DU MDEIE**

Le MDEIE s'engage à :

- 8.1 Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes et politiques, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente jusqu'à concurrence d'une somme de 15 000 \$ répartie sur trois années gouvernementales, somme qui sera réservée pour soutenir la tenue d'activités ou d'événements;
- 8.2 Soutenir l'événement annuel portant sur l'entrepreneuriat féminin en Abitibi-Témiscamingue;
- 8.3 Participer aux travaux du comité de gestion défini à la clause 4.4.

## **9. ENGAGEMENTS DU MAMR**

Le MAMR s'engage à :

- 9.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 9.2 Encourager les membres de la Conférence administrative régionale de l'Abitibi-Témiscamingue (CARAT) à disposer de données sexuées;

9.3 Assurer, par le biais de la CARAT, l'information et la participation des autres ministères aux objectifs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes afin de faciliter l'atteinte des objectifs de l'entente;

9.4 Participer aux travaux du comité de gestion défini à la clause 4.4.

## 10. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

10.1 Le soutien financier des ministères et des organismes est conditionnel à l'approbation par le comité de gestion des documents prévus à la clause 7.8;

10.2 Les parties conviennent que le plan de financement ne pourra être modifié sans le consentement de toutes les parties;

10.3 Le présent protocole n'engage pas les parties à verser un montant quelconque additionnel à la présente aide financière si celle-ci s'avérait insuffisante pour la réalisation complète de l'entente;

10.4 La présente entente spécifique n'exclut pas la possibilité pour l'ensemble des parties de réaliser des projets autres que ceux financés à la présente entente.

## 11. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

Partenaires	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
MCCCF	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	-----	60 000 \$	45 000 \$	105 000 \$
MDEIE	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
CRÉ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
TOTAL	105 000 \$	165 000 \$	150 000 \$	420 000 \$

## 12. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire visé par la présente entente est celui de la région administrative de l'Abitibi-Témiscamingue.

## 13. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les parties pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

#### **14. SUIVI ET ÉVALUATION**

- 14.1** Pour soutenir la CRÉ dans la gestion de l'entente spécifique et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, un comité de gestion de l'entente est créé tel que stipulé à la clause 4.4;
- 14.2** Les responsabilités du comité de gestion seront les suivantes :
- veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
  - approuver le plan d'action et déterminer les priorités d'intervention;
  - approuver le cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs;
  - contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
  - à la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.
- 14.3** Le comité de gestion pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 14.4** Les parties conviennent de tenir, tous les six mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation;
- 14.5** Le comité de gestion sera constitué dans les 30 jours suivant la ratification des présentes;
- 14.6** Les règles de fonctionnement du comité de gestion feront l'objet d'un accord entre les parties.

#### **15. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'entente prévaudra.

#### **16. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versé mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 60 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins du calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités de la présente entente.

## **17. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances - L.R.Q., c. M-24.01).

## **18. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties (addenda). Cette entente ne peut changer la nature de l'entente et elle en fera partie intégrante.

## **19. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties.

## **20. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Sous réserve de l'article 15 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont livrées ou acheminées au responsable, par courrier, à l'adresse indiquée ci-après :

Pour le MCCCCF :      Madame Monik Duhaime  
Directrice régionale  
Ministère de la Culture, des Communications  
et de la Condition féminine  
19, rue Perreault Ouest, bureau 450  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6N5

Pour Emploi-Québec :      Monsieur Luc Dupuis  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
180, boulevard Rideau, bureau 01  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

Pour le MDEIE :      Monsieur Gilles Quintal  
Directeur régional  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation  
et de l'Exportation  
170, avenue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Pour le MAMR :      Monsieur Denis Moffet  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Pour la CRÉ :      Madame Martine Rioux  
Directrice générale  
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

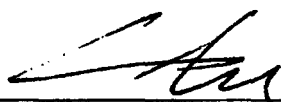
## **21. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

- 21.1** Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :
- le nom des parties et des intervenants;
  - le montant des engagements financiers;
  - l'objet de l'entente et le territoire couvert;
  - le budget total de l'entente.
- 21.2** La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les parties, à moins d'avis contraire.
- 21.3** Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.
- 21.4** Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.
- 21.5** Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

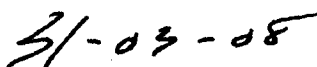
## **22. SIGNATURES**

Les parties et les intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties et les intervenants ont signé :




**Christine St-Pierre**  
Ministre de la Culture, des Communications et  
de la Condition féminine



Date





**Sam Hamad**  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

22/04/08

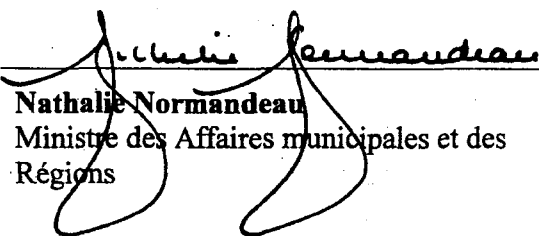
Date

MB.L.

**Raymond Bachand**  
Ministre du Développement économique, de  
l'Innovation et de l'Exportation

12 avril 2009

Date

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des  
Régions

2008-03-31

Date

J. Matte

**Jean-Maurice Matte**  
Président de la Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue

23 Avril 2008

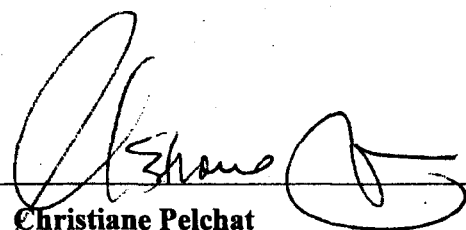
Date



**Diane Raymond**  
Présidente du Conseil régional des partenaires  
du marché du travail de  
l'Abitibi-Témiscamingue

*6 mai 2008*

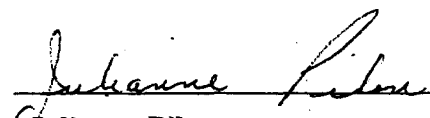
Date



**Christiane Pelchat**  
Conseil du statut de la femme



Date

  
**Julianne Pilon**  
Présidente du Regroupement de femmes de  
l'Abitibi-Témiscamingue

6 mai 2008  
Date

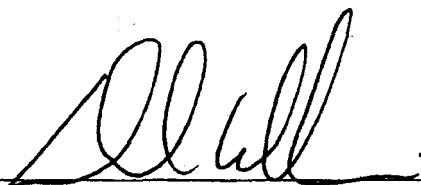
*Micheline Godbout*

**Micheline Godbout**  
Présidente du Soutien à l'entrepreneuriat  
féminin de l'Abitibi-Témiscamingue

*2 Mai 2008*

Date





**David Whissell**  
Ministre responsable de la région de  
l'Abitibi-Témiscamingue

9 AVRIL 2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES  
EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 2007-2010**

**ANNEXE A**

**PLAN D'ACTION**

**ORIENTATION**

<b>Objectif 3.1</b>		<b>Déployer l'Analyse différenciée selon les sexes (ADS) en Abitibi-Témiscamingue</b>	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Avoir rejoint 50 % des organisations identifiées dans le plan de déploiement</b>		
3.1.1	<b>Soutenir son implantation et son application</b>	<b>Déploiement complémentaire au plan d'action provincial.</b>	<b>Tenue de séances de sensibilisation et de formation auprès d'autres organisations locales et régionales ciblées;</b>  <b>Suivi de l'application dans les organisations formées.</b>	<b>2-3*</b>	<b>5 000 \$</b>	<b>Conférence régionale des élus - Porteur</b>  <b>Observatoire et autres partenaires ciblés.</b>
		<b>Mise en place d'une table régionale des agents de recherche des différentes organisations.</b>	<b>Table opérationnelle en 2009.</b>	<b>2-3</b>	<b>3 000 \$</b>	<b>Observatoire-Porteur</b>  <b>Agents de recherche de différentes organisations - Collaborateurs</b>
3.1.2	<b>Assurer la disponibilité des données nécessaires à l'application</b>	<b>Achat de données sexuées;</b>	<b>Analyse différenciée des données régionales;</b>  <b>Diffusion et partage des données régionales entre les partenaires.</b>	<b>1-2-3</b>	<b>6 000 \$</b>	<b>Observatoire</b>  <b>Partenaires régionaux</b>

Initiales des parties : \_\_\_\_\_

ORIENTATION

Objectif 3.2 Agir sur l'égalité économique des femmes		Indicateur de performance		Augmentation de 20 % du nombre de femmes, d'entreprises et de partenaires impliqués dans les diverses activités.		
3.2.1	Appuyer l'entrepreneuriat féminin	Tenir des ateliers de formations adaptés aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures.	Nombre de participants; Évaluation de l'impact des formations; Profil des participants; Territoire couvert.	2-3	15 000 \$	SEFAT-Porteur  MDEIE, Chambre de commerce, SADC, CLD, CLE, CDR, Comité régional d'économie sociale, CRPMT, CJE, etc.
		Organisation d'un événement annuel sur l'entrepreneuriat féminin.	Nombre de participants; Évaluation de l'événement; Profil des participants.	2-3	60 000 \$	
3.2.2	Faciliter l'accès et le maintien des femmes dans les emplois traditionnellement masculins	Embauche d'une ressource pour la mise en place d'un projet pilote sur l'intégration des femmes dans les entreprises.	Création d'un lien avec les entreprises et dépôt d'un plan d'action pour les entreprises partenaires.	1-2-3	165 000 \$	RFAT-Porteur MDEIE, Emploi-Québec CIME, Entreprises porteuses, syndicats et autres.
		Promotion des emplois traditionnellement masculins auprès des femmes, des employeurs et des syndicats.	Déploiement d'outils et de stratégies promotionnelles arrimés à ceux existants.	1-2-3	8 000 \$	RFAT, Commissions scolaire, MELS, CJE, Emploi-Québec etc.
3.2.3	Favoriser l'accès des femmes au marché du travail dans des emplois de qualité.	Évaluation des ressources existantes et des failles avec les organismes ou ministères concernés;	Propositions de pistes d'actions pour réduire les failles dans les programmes;	2-3	6 000 \$	RFAT-CRPMT- Emploi-Québec, MDEIE
			Promotion des opportunités.	2-3		RFAT-Porteur, Emploi-Québec, Commissions scolaires, CJE et autres.

Initiales des parties : \_\_\_\_\_

# ORIENTATION

Objectif 3.3		Augmenter la place des femmes dans la gouvernance locale et régionale	Indicateur de performance	Augmentation de 10 %		
3.3.1	Encourager et faciliter l'accès des femmes dans les conseils municipaux, notamment en préparation des élections municipales de 2009	Consacrer une ressource humaine à la réalisation des activités et à l'animation du milieu;	Réalisations du plan d'action.	1-2-3	110 000 \$	RFAT-Porteur  MAMR, Conseils municipaux, organismes de la région, Forum jeunesse, réseau de femmes c.-à-d. femmes d'affaires et autres.
		Tournée de sensibilisation sur le recrutement de femmes candidates;	Nombre et type d'organisations rencontrées;  Impact de ces rencontres;  Territoire couvert.	1-2		
		Organisation de formations pour futures candidates aux élections;	Nombre de participation à la formation.	1-2-3		
		Activités en lien avec la préparation aux élections, notamment en formation et en recherche de candidates;	Mobilisation des milieux;  Nombre de femmes rejointes;  Évaluation des activités.	1-2-3		
		Soutien aux candidates;	Nombre de candidates soutenues;  Type de soutien offert.	1-2-3		
		Organisation d'une activité post-électorale pour le bilan des résultats d'élection.	Tenue de l'activité dans les trois mois suivant l'élection;  Constats dégagés;			

Initiales des parties : \_\_\_\_\_

Objectif 3.3		Augmenter la place des femmes dans la gouvernance locale et régionale		Indicateur de performance		Augmentation de 10 %	
3.3.2	Sensibiliser les instances locales et régionales face à l'implication des femmes dans les instances décisionnelles.	Impression et diffusion de la trousse « <i>Les femmes un + dans vos instances décisionnelles!</i> »;	Nombre d'interventions directes effectuées pour diffuser la trousse;	1-2-3			
			Réalisation d'une campagne de sensibilisation.				
		Tournée des organisations de la région.	Nombre d'organisations rencontrées  Nombre de participation à des événements;  Évaluation des rencontres.	1-2-3			
3.3.3	Soutenir l'implication et le maintien des femmes dans les instances décisionnelles	Organisation d'activités thématiques.	Taux de participation aux activités;  Évaluation des activités organisées;  Recrutement de nouvelles candidates.	1-2-3			
TOTAL DES COÛTS DE L'ENTENTE						378 000 \$	

**MONTANT DISPONIBLE POUR LE FINANCEMENT DE L'ENTENTE : 420 000 \$**

**Montant disponible pour des projets : 378 000 \$**

**Frais de gestion : 42 000 \$**

Initiales des parties : \_\_\_\_\_

Page 26 sur 26

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

*sur le financement de MISA, organisme chargé de la mise en œuvre  
de la stratégie régionale du créneau d'excellence Techno-mines souterraines  
dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue*

ENTRE

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MDEIE »

ET

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « Emploi-Québec »

ET

**LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**, madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), représentée par le président, monsieur Jean-Pierre Charron, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 12 juin 2008 et portant le numéro 083-08, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ET

**MINES, INNOVATIONS, SOLUTIONS ET APPLICATIONS (MISA)**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (LRQ., c. C-38), représentée par le président, monsieur Marcel Faucher, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration adopté le 26 octobre 2007 et portant le numéro 07-CA-04, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « MISA »

ET

**IAMGOLD CORPORATION**, personne morale incorporée sous le régime fédéral en vertu de la Loi 104 sur les sociétés par actions, représentée par le surintendant général de la mine Mouska, monsieur Alain Grenier, dûment autorisé en vertu de son rôle de représentant de l'entreprise auprès de MISA, agissant ici pour et au nom de l'industrie minière de la région de l'Abitibi-Témiscamingue,

ci-après désignée « IAMGOLD »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE,**  
monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ET

**LE COMITÉ RÉGIONAL ACCORD,** représenté par monsieur Raymond Grenier, président.

## PRÉAMBULE

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE l'article 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions prévoit que la Conférence régionale des élus est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le Ministère conclut avec la Conférence régionale des élus une entente déterminant les conditions que celle-ci s'engage à respecter, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21.7 de cette même loi, la Conférence régionale des élus peut conclure également avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités; notamment pour la mise en œuvre de priorités et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales et que, le 3 février 2005, en vertu d'une résolution de son caucus, la CRÉ reconnaissait le conseil d'administration du créneau Techno-mines souterraines comme interlocuteur privilégié de la CRÉ afin d'assurer le plan de mise en œuvre de ce créneau en Abitibi-Témiscamingue;

ATTENDU QUE le rôle du MDEIE est d'accompagner la réalisation des travaux issus du projet ACCORD de chacune des régions du Québec et sa mission qui est de soutenir le développement économique, l'innovation et l'exportation ainsi que la recherche en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économiques, scientifiques, sociaux et culturels dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable;

ATTENDU QUE la mission d'Emploi-Québec consiste notamment à contribuer, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre et à lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social et de l'importance du secteur minier dans le développement économique et la création d'emplois en Abitibi-Témiscamingue;

ATTENDU QU'un comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie minière du Québec a été mis en place, que les travaux de ce comité sont amorcés et que des actions complémentaires devront être réalisées dans les régions couvertes par ce secteur d'activités, notamment l'Abitibi-Témiscamingue;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le comité régional ACCORD Abitibi-Témiscamingue concluaient, en mars 2006, la signature d'une entente de mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action du créneau d'excellence Techno-mines souterraines ayant pour objet de reconnaître et d'approuver la stratégie et le plan d'action 2005-2010 proposés pour le développement du créneau et d'appuyer la réalisation des actions contenues dans le plan d'action;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le comité régional ACCORD appuyaient la mise en place de l'organisme MISA lors de son lancement en novembre 2005 et le reconnaissaient comme organisme maître d'œuvre de la stratégie de développement du créneau Techno-mines souterraines;

ATTENDU QUE le contexte actuel est très favorable à la mise en place d'un système productif minier de classe mondiale en Abitibi-Témiscamingue;



ATTENDU QUE MISA est un organisme à but non lucratif incorporé en avril 2005 en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies dont les objectifs sont les suivants :

- soutenir et promouvoir, par tous les moyens jugés efficaces, nécessaires et légaux, le développement du créneau d'excellence Techno-mines souterraines, reconnu comme créneau leader en Abitibi-Témiscamingue et dont le Nord-du-Québec est associé;
- permettre aux régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Nord-du-Québec et par le fait même, au Québec, d'occuper une place prépondérante sur l'échiquier mondial de l'exploitation minière souterraine des gisements de métaux de base, précieux et de diamants;
- miser sur la concertation entre les acteurs du système productif et sur la proximité géographique du potentiel minéral des territoires de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec pour mettre en œuvre la stratégie de développement du créneau d'excellence Techno-mines souterraines.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

## 1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les noms, abréviations et acronymes utilisés ont le sens suivant :

**ACCORD** Action concertée de coopération régionale de développement. Stratégie initiée par le gouvernement du Québec qui vise à construire un système productif régional compétitif sur le plan nord-américain et mondial dans chacune des régions du Québec, par l'identification et le développement de créneaux d'excellence qui pourront devenir leur image de marque.

**MISA** Mines, Innovations, Solutions et Applications

**Filières d'experts** Les filières d'experts sont des comités formés d'acteurs concernés par le développement d'un secteur lié au créneau d'excellence. Ces comités ont la responsabilité d'initier des projets et activités à l'intérieur du créneau. On compte six filières d'experts couvrant les principales étapes du cycle de vie d'un projet minier, soit :

- Géosciences et Forages
- SOREDEM - Extraction du roc
- Traitement de minerai
- Équipementiers
- Environnement
- Formation et main-d'œuvre

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente associe les PARTIES afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie du créneau d'excellence Techno-mines souterraines en Abitibi-Témiscamingue en assurant le fonctionnement de l'organisme maître d'œuvre, MISA, chargé du suivi et de la coordination de cette stratégie ainsi que de la réalisation du plan d'action du créneau, et ce, par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux PARTIES concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Par cette entente, les PARTIES poursuivent les objectifs suivants :

- Assurer la réalisation des projets identifiés par les filières d'experts et issus du plan d'action;
- Réaliser une mise à jour annuelle du plan d'action;
- Assurer la représentation et promouvoir le créneau d'excellence Techno-mines souterraines afin d'assurer le rayonnement de l'expertise minière régionale;
- Encourager et supporter la convergence et la synergie des interventions de l'ensemble des partenaires du secteur minier.

### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

#### **4.1 Engagements du MDEIE**

- Verser annuellement à MISA un montant de 80 000 \$ pour une période de trois ans à même le Fonds de développement des créneaux d'excellence;
- Participer, au besoin, aux travaux de MISA et de ses filières d'experts;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation.

#### **4.2 Engagements d'Emploi-Québec**

- Verser annuellement à MISA un montant de 70 000 \$ pour une période de trois ans à même le Fonds de développement du marché du travail selon les normes prévues pour la mesure « Concertation pour l'emploi »;
- Participer aux travaux de MISA et de ses filières d'experts, notamment en les consultant sur les stratégies à mettre en œuvre au niveau de l'emploi;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation.

#### **4.3 Engagements de la CRÉ**

- Verser annuellement à MISA un montant de 70 000 \$ pour une période de trois ans à même le Fonds de développement régional;
- Participer, au besoin, aux travaux de MISA et de ses filières d'experts;
- Mettre en place et participer au comité de suivi et d'évaluation.

#### **4.4 Engagements du MRNF**

- Verser annuellement à MISA un montant de 10 000 \$ pour une période de trois ans;
- Participer, au besoin, aux travaux de MISA et de ses filières d'experts;
- Participer au comité de suivi et d'évaluation.

#### **4.5 Engagements de IAMGOLD**

- Assurer un soutien logistique en fournissant les locaux et les équipements nécessaires aux activités de MISA, et ce, jusqu'à concurrence de 25 000 \$ annuellement pour une période de trois ans;
- Participer, au besoin, aux travaux de MISA et de ses filières d'experts.

#### **4.6 Engagements de MISA**

- D'ici l'échéance de l'entente, développer une stratégie visant à augmenter la participation financière des entreprises privées, réduisant ainsi celle des organismes publics et parapublics afin d'assurer sa pérennité;

- Déposer annuellement une mise à jour du plan de mise en œuvre du créneau, un plan d'action et un budget annuel de fonctionnement de MISA tel que prévu à l'article 5.1;
- Présenter et déposer au comité de suivi et d'évaluation, en octobre de chaque année, un rapport d'activité intérimaire de mi-mandat faisant état de l'évolution des travaux;
- Déposer et présenter annuellement au comité de suivi et d'évaluation un rapport d'activité selon les exigences décrites à l'article 9.2;
- Tenir une comptabilité distincte des dépenses effectuées dans le cadre de cette entente;
- Déposer, à la fin de l'entente, un rapport final sur l'utilisation des sommes versées dans le cadre de la présente entente.

#### 4.7 Engagements du MAMR

- Convoquer, au moins deux fois par année, le comité d'évaluation et de suivi, en assumer la présidence, son secrétariat et sa correspondance;
- Favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- Faciliter, dans la mesure de ses compétences et des moyens dont il dispose, l'atteinte des buts et des objectifs de l'entente;
- Coordonner les actions interministérielles.

### 5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

#### 5.1 Modalités de versements des contributions financières

Pour la première année de l'entente, soit pour l'exercice financier 2008-2009, les contributions financières de chacune des parties seront versées dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables à chacune des PARTIES sur réception de l'entente dûment signée, de la mise à jour du plan de mise en œuvre du créneau, du plan d'action annuel et du budget annuel de fonctionnement de MISA.

Pour les années subséquentes, les versements seront effectués à MISA dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables à chacune des PARTIES dans la mesure où le comité de suivi et d'évaluation prévu à l'article 9 aura fait aux PARTIES une recommandation en ce sens.

### 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	TOTAL
MDEIE	80 000 \$	80 000 \$	80 000 \$	240 000 \$
Emploi-Québec	70 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	210 000 \$
CRÉ	70 000 \$	70 000 \$	70 000 \$	210 000 \$
MRNF	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
IAMGOLD*	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Total	255 000 \$	255 000 \$	255 000 \$	765 000 \$

\* La participation de l'industrie minière se concrétise par une contribution matérielle au projet évaluée à 25 000 \$ annuellement.

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente a pour territoire d'application la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

Nonobstant sa date de signature, la présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 et prend fin le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, MISA doit rembourser, au prorata des contributions financières des parties, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

### **9.1 Composition du comité de suivi et d'évaluation**

Les PARTIES conviennent de mettre en place un comité de suivi et d'évaluation constitué des personnes représentant chacun des ministères impliqués et d'un représentant de la CRÉ. Le comité sera composé de :

- Un représentant du MDEIE;
- Un représentant d'Emploi-Québec;
- Un représentant du MRNF;
- Un représentant du MAMR;
- Un représentant de la CRÉ;

### **9.2 Mandat du comité de suivi et d'évaluation**

Le comité a le mandat d'évaluer et de faire le point sur l'évolution des travaux de MISA à chaque année. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte des objectifs visés à l'article 3.

En octobre de chaque année, il analyse le rapport d'activité intérimaire faisant état de l'évolution des travaux et informe les PARTIES de toutes irrégularités, s'il y a lieu. À la fin de chaque année financière, le comité évalue le rapport d'activité faisant état des résultats obtenus et de l'utilisation des sommes allouées, le plan d'action et le budget annuel pour l'année à venir, et recommande ou non aux PARTIES le versement des contributions financières tel que décrit à l'article 5.1.

Pour la troisième année, le comité a également le mandat d'évaluer la pertinence de maintenir ou non le niveau des contributions financières et d'en faire une recommandation aux PARTIES.

Les PARTIES conviennent que l'évaluation sera effectuée de la manière choisie par le comité, en tenant compte minimalement des indicateurs suivants :

- les réalisations du plan de mise en œuvre du créneau;
- la mise à jour annuelle du plan de mise en œuvre du créneau;
- la réalisation d'activités promotionnelles;
- des relations et des collaborations avec les acteurs du système productif minier.

Les PARTIES conviennent de procéder à une évaluation de l'entente à son expiration et de confier ce mandat au comité de suivi et d'évaluation. Cette évaluation devra être effectuée avant tout renouvellement ou prolongation de la présente entente, le cas échéant.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des PARTIES est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres PARTIES se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les PARTIES, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, MISA s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les PARTIES. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **13. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les PARTIES conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courrier :

### **Pour le MDEIE :**

Monsieur Gilles Quintal  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 202  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### **Pour le MESS :**

Monsieur Luc Dupuis  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
180, boulevard Rideau  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1N9

**Pour le MRNF :**

Monsieur Martin Gingras  
Directeur général régional  
70, boulevard Québec  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1

**Pour le MAMR :**

Monsieur Denis Moffet  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour la CRÉ :**

Madame Martine Rioux  
Directrice générale  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

**Pour MISA :**

Monsieur Marcel Faucher  
Président  
C.P. 970  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C8

**Pour IAMGOLD :**

Monsieur Alain Grenier  
Surintendant général de la mine Mouska  
C.P. 970  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5C8

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis aux autres PARTIES.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les PARTIES, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les PARTIES reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des PARTIES et des intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les PARTIES s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les PARTIES s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les PARTIES acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les PARTIES et les intervenants doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **16. SIGNATURES**

Les PARTIES reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les PARTIES ont signé :

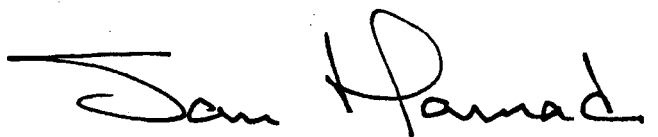
R.B.L.J.

**Raymond Bachand**  
Ministre du Développement économique, de  
l'Innovation et de l'Exportation

13.00.21 2008

Date





**Sam Hamad**  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

14 / 08 / 08

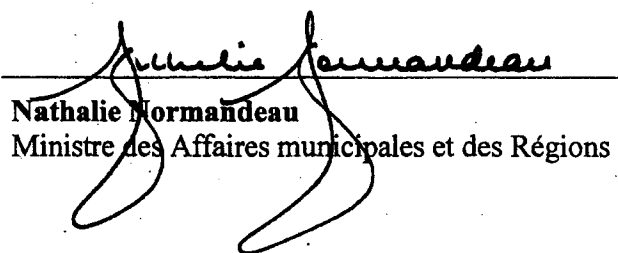
Date

*Julie Boulet*

**Julie Boulet**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

*2008-08-29*

Date

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-07-31  
Date

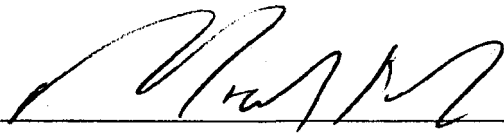
Jean-Pierre Charron

**Jean-Pierre Charron**  
Président

Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue

7 octobre 2008

Date



**Marcel Faucher**  
Président  
Mines, Innovations, Solutions et Applications

8 005 2009

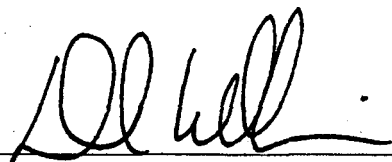
Date



**Alain Grenier**  
Surintendant général de mine Mouska  
IAMGOLD Corporation

2008/10/09

Date



**David Whissell**  
Ministre responsable de la région de  
l'Abitibi-Témiscamingue

25 SEPT. 2008

Date



**Raymond Grenier**  
Président  
Comité régional ACCORD

04/10/2008

Date



# ENTENTE DE PARTENARIAT RÉGIONAL EN TOURISME

ENTRE

**Le ministre du Tourisme,**

Monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « ministère du Tourisme »

ET

**Le président de l'Association touristique d'Abitibi-Témiscamingue,**

Monsieur Jocelyn Carrier, pour et au nom de Tourisme Abitibi-Témiscamingue,

ci-après désignée « Tourisme Abitibi-Témiscamingue »

ET

**La ministre des Affaires municipales et des Régions,**

Madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « ministère des Affaires municipales et des Régions »

ET

**La Conférence régionale des élus d'Abitibi-Témiscamingue,**

personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), représentée par le président, monsieur Jean-Maurice Matte, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue »

Décembre 2007

## Préambule

Considérant que le ministère du Tourisme a pour mission de favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en s'appuyant sur la Politique touristique du Québec, résolument tournée vers le tourisme durable, qui a pour objectif principal de permettre au gouvernement et à l'industrie de mieux coordonner leurs efforts et de consolider la concertation entre les partenaires;

Considérant que l'Abitibi-Témiscamingue désire préserver et développer les caractéristiques et les atouts de son offre touristique afin que ce secteur contribue, dans une optique de développement durable, à la qualité de vie des citoyennes et citoyens;

Considérant que le gouvernement du Québec a, dans le cadre du Discours sur le Budget 2007-2008, annoncé le déploiement de la *Stratégie pour le développement de toutes les régions* et que le ministère du Tourisme souhaite y contribuer en favorisant la consolidation et le développement de l'offre touristique régionale;

Considérant que Tourisme Abitibi-Témiscamingue est reconnue par le ministère du Tourisme comme son partenaire privilégié quant à l'établissement des priorités, des orientations et des politiques de développement et de promotion touristiques de la région;

Considérant que le gouvernement du Québec permet de mettre en place une taxe sur l'hébergement devant servir à renforcer et à soutenir la promotion et le développement touristique des régions et que Tourisme Abitibi-Témiscamingue peut utiliser une partie des revenus de celle-ci comme levier au développement de l'offre touristique;

Considérant que le tourisme génère en Abitibi-Témiscamingue des retombées économiques de 111 M\$, procure près de 2700 emplois et a des conséquences importantes sur les activités sociales, culturelles et environnementales;

Considérant que le ministère du Tourisme et ATR associées du Québec ont conclu une entente-cadre le 18 octobre 2007 afin de coordonner leurs efforts, de travailler en synergie avec les partenaires et de canaliser les investissements afin de développer et renouveler l'offre touristique régionale;

Considérant que le ministère du Tourisme et que Tourisme Abitibi-Témiscamingue souhaitent conclure une entente de partenariat afin de favoriser la synergie des partenaires et de canaliser les investissements en tourisme en fonction des priorités régionales, et ce, en lien avec la Politique touristique du Québec;

Considérant que cette entente est établie en vertu de l'article 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions qui stipule que les Conférences régionales des élus (CRÉ) peuvent conclure des ententes spécifiques avec les ministères ou organismes du gouvernement ou d'autres partenaires pour la mise en œuvre de priorités régionales, telles qu'inscrites dans la planification stratégique régionale.

Considérant que, par le biais de cette Entente, les partenaires ont pour volonté de tenir compte de la dynamique et des besoins de l'ensemble du territoire de l'Abitibi-Témiscamingue, de se concerter et d'assurer une cohésion dans les interventions régionales pour le développement et la structuration d'une offre touristique complémentaire, attractive et de qualité.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## **1. OBJET**

La présente Entente a pour objet d'associer les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux à la réalisation de priorités régionales de développement de l'offre touristique en vue de maximiser l'apport de l'industrie touristique à l'économie de la région touristique de l'Abitibi-Témiscamingue. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des parties et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique dans la région touristique de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **2. OBJECTIFS VISÉS**

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région, en fonction des priorités de la planification régionale de Tourisme Abitibi-Témiscamingue.

Les projets soutenus seront de nature régionale et posséderont un caractère structurant contribuant à renouveler l'offre touristique. Ils comporteront l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

- renforcer le pouvoir attractif des produits touristiques en émergence et de la destination;
- stimuler l'achalandage touristique dans la région par l'augmentation du nombre de touristes en provenance de la région, du Québec et de l'extérieur du Québec;
- susciter la rétention des visiteurs dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue et augmenter les nuitées;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- améliorer l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- engendrer des impacts économiques significatifs pour le maintien et la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- favoriser le développement des six produits d'appel retenus dans le Plan stratégique de développement de Tourisme Abitibi-Témiscamingue;
- favoriser les projets soumis par les entreprises souscrivant à la Démarche Qualité Tourisme et promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

## **3. RÉSULTATS ATTENDUS**

Au terme de l'Entente, l'évaluation de l'atteinte des objectifs poursuivis portera notamment sur les objectifs du Plan stratégique de développement 2007-2012 de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que sur les aspects suivants :

- la contribution à l'augmentation sur une base annuelle de 1,2 % de chambres louées, pour un total de 322 460 chambres louées en 2012 soit une majoration de 23 160 chambres louées;
- une contribution à l'accroissement des recettes en tourisme sur la base de 4,9 % par année pour atteindre 173 M\$ en 2012;
- l'augmentation de 4 % par année de visiteurs dans les principaux attraits jusqu'en 2012;
- l'effet de levier de l'aide financière du ministère du Tourisme.

#### **4. PRINCIPES**

Les partenaires conviennent des principes suivants :

- l'attribution de l'aide financière se fait au mérite des projets, aucune enveloppe n'est réservée par territoire géographique constituant la région touristique;
- les projets acceptés doivent être conformes aux normes des programmes qui les financent;
- les projets retenus sont conformes aux objectifs des plans stratégiques de Tourisme Abitibi-Témiscamingue, de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Politique touristique du Québec;
- améliorer la prestation des services en favorisant les entreprises prenant des mesures pour protéger les milieux naturels et les paysages à hauts potentiels de développement touristique et ayant de bonnes pratiques durables en tourisme.

#### **5. ENGAGEMENT DES PARTENAIRES**

##### **5.1 ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX**

Aux fins de la présente Entente, les partenaires s'engagent conjointement à :

- mettre en place un Comité de gestion composé d'un représentant de chacun des bailleurs de fonds, du ministère des Affaires municipales et des Régions et coprésidé par Tourisme Abitibi-Témiscamingue et la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue;
- respecter le code d'éthique des membres du comité de gestion;
- émettre des recommandations au ministre ou aux autres partenaires financiers, le cas échéant
- confier à Tourisme Abitibi-Témiscamingue la responsabilité des analyses des projets et transmettre ses conclusions au Comité de gestion;
- autoriser, à cette fin, la couverture des frais d'administration, dans une proportion d'un maximum de 5 % et selon les frais encourus, à même la répartition de l'enveloppe budgétaire des fonds liés à l'Entente;
- produire un rapport annuel détaillant l'affectation des fonds de l'ensemble des partenaires financiers signataires de l'Entente et faisant état de l'avancement des résultats attendus.

##### **5.2 ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DU TOURISME**

Aux fins de la présente Entente, le ministère du Tourisme s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien de projets, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- soutenir Tourisme Abitibi-Témiscamingue dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du Comité de gestion;
- procéder à l'analyse de conformité des projets recommandés par le Comité de gestion au ministre;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels le ministère du Tourisme participe financièrement.

##### **5.3 ENGAGEMENTS DE TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**

Aux fins de la présente Entente, Tourisme Abitibi-Témiscamingue s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets ;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- recevoir et procéder à l'analyse préliminaire des demandes et émettre des avis écrits sur les projets soumis;
- transmettre les avis au Comité de gestion;

- coprésider le Comité de gestion avec la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue et y participer tout en étant responsable de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels Tourisme Abitibi-Témiscamingue participe financièrement.

#### 5.4 ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

Aux fins de la présente Entente, le ministère des Affaires municipales et des Régions s'engage à :

- participer aux travaux du Comité de gestion;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- déléguer un représentant au Comité de gestion;
- informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'Entente;
- contribuer à la réalisation de l'objet de l'Entente dans le respect de ses mandats et politiques.

#### 5.5 ENGAGEMENTS DE LA CRÉ DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Aux fins de la présente Entente, la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets ;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- participer aux travaux du Comité de gestion;
- mettre à profit l'expertise existante à la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue pour soutenir Tourisme Abitibi-Témiscamingue dans l'analyse des dossiers;
- procéder à l'analyse de conformité des projets recommandés par le Comité de gestion à la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue participe financièrement.

### 6. MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

#### 6.1 PLAN DE FINANCEMENT

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

Bailleurs de fonds	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
Ministère du Tourisme	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
Tourisme Abitibi-Témiscamingue	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	500 000 \$
Grand total	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	300 000 \$	1 500 000 \$

#### 6.2 VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS

Le versement des contributions s'effectue selon les modalités suivantes :

##### 6.2.1. MINISTÈRE DU TOURISME

À la suite de la recommandation des projets par le Comité de gestion et de l'approbation de ceux-ci par le ministre du Tourisme, le ministère du Tourisme s'engage à verser sa contribution directement aux promoteurs des projets pour lesquels il est sollicité, selon le plan de financement établi.

### **6.2.2. Tourisme Abitibi-Témiscamingue**

À la suite de la recommandation des projets par le Comité de gestion et de l'approbation de ceux-ci par Tourisme Abitibi-Témiscamingue, Tourisme Abitibi-Témiscamingue s'engage à verser sa contribution directement aux promoteurs des projets pour lesquels il est sollicité, selon le plan de financement établi.

### **6.2.3. CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue**

À la suite de la recommandation des projets par le Comité de gestion et de l'approbation de ceux-ci par la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue, la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue s'engage à verser sa contribution directement aux promoteurs des projets pour lesquels elle est sollicitée, selon le plan de financement établi.

## **7. GESTION DE L'ENTENTE**

L'entente de partenariat est gérée par le Comité de gestion, composé des bailleurs de fonds et du ministère des Affaires municipales et des Régions, afin d'assurer la convergence et la cohérence des interventions dans le traitement des projets soumis pour la région.

### **7.1 COMITÉ DE GESTION**

#### **7.1.1. Responsabilité du Comité de gestion**

Le Comité de gestion aura comme mandat de :

- élaborer le cadre de gestion et les règles d'attribution, conformément aux éléments énoncés à l'annexe 1 de la présente;
- procéder à l'étude des projets déposés, proposer un plan de financement des projets et faire des recommandations appropriées aux partenaires financiers selon le plan de financement établi pour chacun des projets retenus;
- informer les promoteurs des projets qui auront été refusés, après avoir reçu l'aval des instances décisionnelles des bailleurs de fonds;
- déposer une fois l'an, aux partenaires, un rapport des travaux incluant, s'il y a lieu, des recommandations quant aux modifications du cadre de gestion et les règles d'attribution des projets.

#### **7.1.2. Composition du Comité de gestion**

Le Comité de gestion, coprésidé par Tourisme Abitibi-Témiscamingue et la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue, est composé d'un représentant de chacun des bailleurs de fonds de l'Entente et du ministère des Affaires municipales et des Régions et pourra s'adjoindre des personnes ressources.

## **8. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la Loi sur les commissions d'enquêtes (L.R.Q., c.c.-37) et plus particulièrement, le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge pertinents pour cette vérification.

## **9. CESSION**

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des signataires de l'Entente.

## **10. MODALITÉ D'APPLICATION DE L'ENTENTE DE PARTENARIAT**

### **10.1 PORTÉE DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent que la présente Entente, qui a valeur d'obligation morale, est l'expression de leur volonté commune de contribuer à la réalisation des objectifs d'intervention liés au tourisme dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

### **10.2 ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent que la présente Entente fera l'objet d'une évaluation sur une base annuelle et d'une évaluation finale afin de vérifier l'atteinte des objectifs identifiés.

### **10.3 MODIFICATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent que cette Entente sera, le cas échéant, harmonisée de façon à tenir compte de toutes les nouvelles mesures et politiques que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales.

Pour toute autre modification de l'Entente, le consentement unanime des parties est nécessaire. À cet effet, un projet de modification proposé par une des parties doit être soumis, par écrit, aux autres parties. Ces dernières disposent d'un délai de 30 jours pour transmettre leur réponse par écrit.

### **10.4 RÉSILIATION DE L'ENTENTE**

Les bailleurs de fonds se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente si, de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

### **10.5 DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente Entente prend effet à la date de signature des parties et aura une durée de 5 ans. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées à l'égard des projets retenus. Par ailleurs, elle pourra faire l'objet d'une prolongation advenant une confirmation écrite en ce sens de tous les signataires.

## **11. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

11.1 Les parties reconnaissent que les ministres signataires et/ou les représentants qu'ils désigneront peuvent annoncer, conjointement avec Tourisme Abitibi-Témiscamingue et la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue, les détails importants de l'Entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'Entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'Entente.

11.2 La présente Entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les parties signataires, à moins d'avis contraire.

11.3 Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties lors de toute activité de communication relative à l'Entente, aux récipiendaires, de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

11.4 Les parties acceptent que des représentants de parties participent à toute cérémonie officielle concernant l'Entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'Entente. À cet égard, les signataires doivent

être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **12. LOIS APPLICABLES**

La présente convention de même que les droits et obligations des parties qui en découlent sont régis et interprétés selon le droit applicable au Québec et en cas de contestation s'y rapportant, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

## **13. RÉSERVE**

La participation financière du ministre à cette Entente est conditionnelle au vote des crédits appropriés par l'Assemblée nationale.

## **14. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente Entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

## **15. COMMUNICATIONS**

**Pour le ministère du Tourisme :**

Madame Geneviève Moisan, directrice  
Direction du partenariat et de l'intervention régionale  
Ministère du Tourisme  
900, boulevard René Lévesque Est, bureau 400  
Québec (Québec) G1R 2B5  
Téléphone : 418 643-2713

**Pour Tourisme Abitibi-Témiscamingue :**

Madame Randa Napky, directrice générale  
Tourisme Abitibi-Témiscamingue  
155, avenue Dallaire, bureau 100  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4T3  
Téléphone : 819 762-8181

**Pour le ministère des Affaires municipales et des Régions :**

Monsieur Denis Moffet, directeur régional  
Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
170, avenue Principale, bureau 105  
1<sup>er</sup> étage  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7  
Téléphone : 819 763-3179

**Pour la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue :**

Madame Martine Rioux, directrice générale  
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7  
Téléphone : 819 762-0774

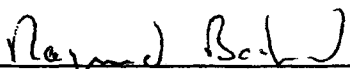


## 16. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'Entente, y compris les annexes le cas échéant.

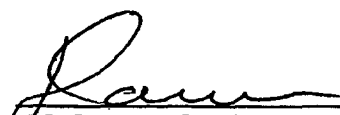
EN FOI DE QUOI, elles ont signé comme suit :

### MINISTÈRE DU TOURISME

Par :   
M. Raymond Bachand  
Ministre du Tourisme

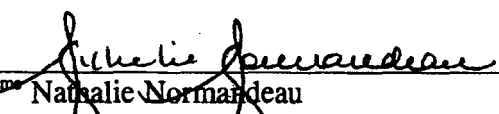
18 décembre 2007  
Date

### TOURISME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Par :   
M. Jocelyn Carrier  
Président de Tourisme Abitibi-Témiscamingue


18 décembre 2007  
Date

### MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

Par :   
M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

18 décembre 2007  
Date

### CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Par :   
M. Jean-Maurice Matte  
Président de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue

10-01-2008  
Date

## **Annexe 1 – Développement de l'offre**

### ***Cadre de base pour l'analyse des projets***

#### ***Organismes admissibles***

- Les entreprises privées, les organismes légalement constitués, à but lucratif (OBL) ou non lucratif (OBNL);
- Les entreprises publiques, telles les corporations municipales et les corporations autochtones.

#### ***Nature de l'aide***

- Contribution financière non remboursable;
- Là où le ministère du Tourisme participe financièrement, le cumul maximal de l'aide gouvernementale du Québec pour une entreprise à but lucratif est de 40 % et celui pour un organisme public ou à but non lucratif est de 80 %.

#### ***Conditions de recevabilité***

- Plan d'affaires complet et étayé;
- Le projet doit se réaliser sur le territoire de la région touristique de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Coût minimal du projet : 30 000 \$;
- Mise de fonds de l'entreprise ou de l'organisme : 20 % du coût du projet;
- Aucun engagement contractuel avant le dépôt de la demande d'aide;
- Aucune aide financière pour le fonctionnement usuel (salaires et opérations), la mise aux normes, le maintien d'actifs et la conformité à des règlements;
- Une aide financière pourra être accordée pour des études de faisabilité technique, financière, commerciale et de marché;
- Aucune aide financière pour le fonds de roulement, le service de la dette, les pertes en capital et le remplacement de capital;
- Exclusion pour les projets soutenus par le ministère du Tourisme : secteur du commerce de détail, secteur de la restauration ainsi que construction et rénovation d'unités d'hébergement.

#### ***Orientations générales pour l'évaluation des projets***

- Assurer le développement, la consolidation et le renouvellement de l'offre touristique en soutenant des projets conformes aux objectifs de la Politique touristique du Québec et qui s'intègrent à l'une ou l'autre des expériences touristiques suivantes : le Québec de la villégiature et le Québec grande nature;
- Privilégier les produits touristiques en émergence pour la région que sont l'agrotourisme, l'écotourisme et tourisme d'aventure, le tourisme autochtone, le tourisme culturel, le tourisme de santé et de mieux-être, et ce, dans le cadre du Plan stratégique de développement de Tourisme Abitibi-Témiscamingue;
- Accorder une priorité aux projets qui souscrivent à de bonnes pratiques durables en tourisme;
- Accorder une priorité aux projets souscrivant à la Démarche Qualité Tourisme et favoriser les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

*de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans  
la région de l'Abitibi-Témiscamingue*

ENTRE

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE,**  
monsieur Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MRNF** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,** madame  
Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS** de l'Abitibi-Témiscamingue, personne morale  
instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1),  
représentée par le président, M. Jean-Pierre Charron, dûment autorisé en vertu d'une résolution  
du conseil d'administration adoptée le 13 juin 2008 et portant le *numéro 083-08*, dont copie est  
jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE,**  
monsieur Pierre Corbeil, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE, tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement ;

ATTENDU QUE, le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE, le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce Programme, lequel prend fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en oeuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

ATTENDU QUE, le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF, ci-appelé le Programme;

ATTENDU QUE le Programme indique les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en oeuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE la CRRNT a pour mandat de planifier, concerter le développement de la région dans le domaine des ressources naturelles et du territoire ainsi que de réaliser un PRDIRT et collaborer à sa mise en œuvre;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE, les conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2) permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

## 1. INTERPRÉTATION

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les **PARTIES** et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les **PARTIES**.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des **PARTIES** à l'entente, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une **CRÉ** pour réaliser principalement un **PRDIRT** et autre mandat ou responsabilité convenu préalablement entre le **MRNF** et la **CRÉ**;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de concrétiser le partenariat entre le **MRNF** et la **CRÉ** dans le cadre du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale. Ainsi, elle définit les modalités de participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la mise en œuvre du Programme, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement durable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

## 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'Entente vise à donner à la **CRÉ** les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les objectifs suivants :

- 3.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de son mandat, pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la **CRÉ**, le **MRNF** et le **MAMR** et se terminant le 31 mars 2013.

- 3.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, à partir d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT d'ici le 31 mars 2013.
- 3.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilités, incluant des demandes issues de communautés autochtones intéressées, qui auront été convenus préalablement entre le MRNF et la CRÉ, et ce, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.5 Formaliser un mécanisme de collaboration et d'échanges entre le MRNF et la CRÉ dans le but de favoriser le bon fonctionnement de la CRRNT dans la réalisation de ses mandats et de ses responsabilités.
- 3.6 Définir et expérimenter un modèle de régionalisation portant sur les ressources naturelles et le territoire, concrétisant ainsi la volonté gouvernementale en matière d'autonomie régionale.

#### **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

##### **4.1 Engagements du ministre des Ressources naturelles et de la Faune**

**Le MRNF s'engage à :**

- 4.1.1 Attribuer à la CRÉ, pour la première année d'application du Programme,, soit pour l'exercice 2008-2009, un montant de sept cent mille dollars (700 000 \$) selon les modalités suivantes :
  - 50 % du montant dans les 30 jours suivant la signature de l'Entente;
  - 50 % du montant à la suite du dépôt, au plus tard le 28 février 2009, et de l'approbation par le MRNF du rapport d'activité préliminaire pour l'exercice 2008-2009.
- 4.1.2 Attribuer, pour les années subséquentes, les montants précisés en avril de chaque année. Ces montants seront versés à la CRÉ selon les modalités suivantes :
  - 50 % du montant à la suite du dépôt par la CRÉ, au plus tard le 28 février de chaque année, et de l'approbation par le MRNF d'un rapport d'activité annuel préliminaire.
  - 50 % du montant à la suite du dépôt, au plus tard le 15 avril de chaque année, et de l'approbation par le MRNF d'un plan d'action annuel et du rapport d'activité annuel final;
- 4.1.3 Déposer à la CRÉ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment un cadre de référence du PRDIRT;
- 4.1.4 Désigner le directeur général régional du MRNF à titre d'interlocuteur auprès de la CRÉ pour soutenir la mise oeuvre du Programme selon des modalités convenues régionalement.
- 4.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 4.1.6 Planter, appliquer et évaluer annuellement, de concert avec la CRÉ, un mécanisme de collaboration et d'échanges et en faire l'évaluation annuellement tel que prévu à l'article 3.5.

- 4.1.7 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 4.1.8 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions, y participer activement et en assurer le suivi afin de coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités, dont la préparation et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 4.1.9 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones.
- 4.1.10 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ qui précisera notamment les activités à réaliser durant l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 4.1.11 Diffuser toute l'information requise sur le Programme auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 4.1.12 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du Programme dans son rapport annuel de gestion.
- 4.1.13 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones .
- 4.1.14 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.
- 4.1.15 Définir et expérimenter les mécanismes de mise en œuvre d'un modèle de régionalisation en lien avec les ressources naturelles et le territoire tel que prévu à l'article 3.6.
- 4.1.16 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

## **4.2 Engagements de la CRÉ**

### **La CRÉ s'engage à :**

- 4.2.1 Implanter, appliquer et évaluer annuellement, de concert avec le MRNF, un mécanisme de collaboration et d'échanges et en faire l'évaluation annuellement, tel que prévu à l'article 3.5.
- 4.2.2 Convenir annuellement avec le directeur général régional du MRNF de l'Abitibi-Témiscamingue d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 de la présente entente et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 4.2.3 Assurer, à même les fonds de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis pour la réalisation de ses mandats.
- 4.2.4 Assurer, à même les fonds de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, à partir des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.

- 4.2.5 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 4.1.16
- 4.2.6 Déposer au MRNF, pour avis, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 4.2.7 Assurer, à même les fonds la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 4.2.8 Assurer, à même les fonds de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilités prévus à l'article 3.4, et ce, d'ici le 31 mars 2013.
- 4.2.9 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du Programme.
- 4.2.10 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, de la prise en compte du cadre de référence produit par le MRNF.
- 4.2.11 Établir des partenariats avec les communautés autochtones qui le souhaitent.
- 4.2.12 Se doter d'un mécanisme d'aide financière afin de soutenir les partenaires concernés, ainsi que les communautés autochtones, par la réalisation d'activités reliées au mandat de la CRRNT à partir, entre autres, des fonds du Programme.
- 4.2.13 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 4.2.14 Mettre sur pied un ou des forums régionaux afin d'associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même les fonds de la présente entente, lorsque requis.
- 4.2.15 Rendre compte au directeur général régional du MRNF, selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats des travaux réalisés dans le cadre de la présente entente incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel, incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.
- 4.2.16 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'Entente.
- 4.2.17 Définir et expérimenter les mécanismes de mise en œuvre d'un modèle de régionalisation en lien avec les ressources naturelles et le territoire tel que prévu à l'article 3.6.

#### **4.3 Engagements de la ministre des Affaires municipales et des Régions**

**Le MAMR s'engage à :**



- 4.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.
- 4.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'Entente dans le respect de ses mandats et politiques.
- 4.3.3 Convoquer, au moins une fois par année, le comité d'évaluation et de suivi, en assumer la présidence, son secrétariat et sa correspondance.
- 4.3.4 Définir et expérimenter les mécanismes de mise en œuvre d'un modèle de régionalisation en lien avec les ressources naturelles et le territoire tel que prévu à l'article 3.6.
- 4.3.5 Assurer la promotion de l'Entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

## **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **6. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente a pour territoire d'application la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

## **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** devra rembourser au **MRNF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **8. SUIVI ET ÉVALUATION**

Aux fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'Entente, les **PARTIES** conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation. Ce comité sera formé d'un représentant du **MRNF**, du **MAMR**, et de la **CRÉ**. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat, s'il le juge approprié. Ces personnes ressources n'auront toutefois pas le droit de vote.

Le comité de suivi et d'évaluation de l'Entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus à l'Entente et au plan d'action, tel que prévu à l'article 4.1.10, ont été atteints. Pour ce faire, au cours de la première année de l'Entente, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs qu'il révisera annuellement par la suite. Il fait la recommandation appropriée aux **PARTIES** pour l'année qui suit.

À l'échéance de l'Entente, le comité dresse un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'Entente.

## **9. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'Entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **10. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette Entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **11. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette Entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **12. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 9 aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courrier recommandé, ou livrées en mains propres.

### **Pour le MRNF :**

Monsieur Martin Gingras  
Directeur général régional  
70, boulevard Québec  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6R1

### **Pour le MAMR :**

Monsieur Denis Moffet  
Directeur régional  
170, avenue Principale, bureau 105  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

### **Pour la CRÉ :**

Madame Martine Rioux  
Directrice générale  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

### **13. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

### **14. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue et avec les intervenants, les détails importants de l'Entente et son financement, notamment :

- Le nom des **PARTIES** et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'Entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'Entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'Entente. À cet égard, les **PARTIES** et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **15. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'Entente.

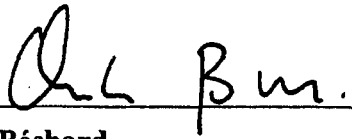
EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

*Entente spécifique de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue*

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-08-11

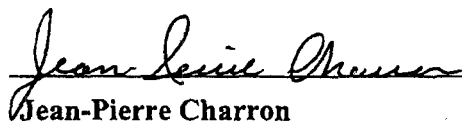
Date



**Claude Bécharde**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

14.01.2009

Date

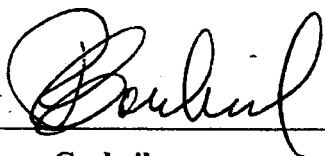


Jean-Pierre Charron  
Président  
Conférence régionale des élus de  
l'Abitibi-Témiscamingue

16-07-2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue



**Pierre Corbeil**  
Ministre responsable de la région de  
l'Abitibi-Témiscamingue

*2009-01-26*

Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**Sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord**

### **ENTRE**

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT**, M<sup>me</sup> Michelle Courchesne, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, ayant ses bureaux au 1035, rue de la Chevrotière, 16<sup>ème</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5A5,

ci-après désignée le « **MELS** »;

**ET**

**LA MINISTRE DES TRANSPORTS**, M<sup>me</sup> Julie Boulet, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, ayant ses bureaux au 700, boul. René-Lévesque Est, 29<sup>ème</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5H1,

ci-après désignée le « **MTQ** »;

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec, ayant ses bureaux au 10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 4<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4J3;

ci-après désignée le « **MAMR** »;

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CÔTE-NORD**, personne morale instituée en vertu de l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., cM-22.1) ayant son siège au 235, boulevard La Salle, bureau 500, Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4, ici représentée par M. George-Henri Gagné, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

ci-après désignée la « **CRÉ** »;

**ET**

**L'UNITÉ RÉGIONALE DES LOISIRS ET DU SPORT DE LA CÔTE-NORD**, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 859, rue Bossé, bureau 218, Baie-Comeau (Québec) G5C 3P8, ici représentée par M. Nicolas Minville, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

ci-après désignée l' « **URLS** »;

**ET**

**LES MUNICIPALITÉS LOCALES DE LA CÔTE-NORD-DU-GOLFE-DU-SAINT-LAURENT, DE BONNE-ESPÉRANCE, GROS-MÉCATINA, BLANC-SABLON ET SAINT-AUGUSTIN**, représentées par **LE CONSEIL DES MAIRES DE LA BASSE-CÔTE-NORD**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social à Chevery (Québec) G0G 1G0, lequel est dûment représenté par M. Randy Jones en vertu de la résolution adoptée le 1<sup>er</sup> février 2007;

ci-après désignées le « **Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord** »;



*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

ET

**LA MUNICIPALITÉ DE SCHEFFERVILLE**, ayant son siège social au 505, rue Fleming, C.P. 1600, Schefferville (Québec) G0G 2T0, laquelle est dûment représentée par Mme Marcella Beaudoin, administrateur;

ci-après désignée la « **Municipalité de Schefferville** »;

ET

**LA MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE D'ANTICOSTI**, ayant son siège social à C.P. 119, Port-Meunier (Québec) G0G 2Y0, dûment représentée par M. Denis Duteau, maire,

ci-après désignée la « **Municipalité de l'Île d'Anticosti** »;

ET

**LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA TABATIÈRE**, ayant son siège social au 6, rue Desjardins, La Tabatière (Québec) G0G 1T0, dûment représentée par M. Robert King, directeur général,

ci-après désignée la « **Caisse populaire Desjardins de La Tabatière** »;

ET

**LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BLANC-SABLON**, ayant son siège social au 1056, boulevard Dr. Camille Marcoux (Québec) G0G 1W0, dûment représentée par Mme Anita Joncas, directrice générale,

ci-après désignée la « **Caisse populaire Desjardins de Blanc-Sablon** »;

ET

**LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE TÊTE-À-LA-BALEINE**, ayant son siège social à Tête-à-la-Baleine (Québec), G0G 2W0, dûment représentée par Mme Chantal Guimond, directrice générale,

ci-après désignée la « **Caisse populaire Desjardins de Tête-à-la-Baleine** »;

ET

**AIR LABRADOR**, ayant son siège social au 510, rue Principale, Gate C, Sainte-Foy, Québec, G2G 2T9, dûment représentée par M. Robert Thérien, directeur des ventes,

ci-après désignée « **Air Labrador** »;

ET

**LE FORUM JEUNESSE CÔTE-NORD**, personne morale ayant son siège au 235, boulevard La Salle, bureau 550, Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4, ici représentée par Mme Josée Parisée, coordonnatrice, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;

ci-après désigné le « **Forum jeunesse Côte-Nord** »;

ci-après désignés les « **PARTIES** »;

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD**, M. Claude Béchar, ayant ses bureaux au 710, place d'Youville, 6<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 4Y4;

ci-après désigné le « **Ministre responsable de la région de la Côte-Nord** »;

ci-après désigné « **INTERVENANT** »;

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** certains territoires de la région Côte-Nord ne sont pas reliés par un lien routier au reste de la région;

**ATTENDU QU'**à l'intérieur même du territoire de la MRC de Minganie, de la MRC de Caniapiscau et de la Basse-Côte-Nord, certains milieux ne sont pas reliés par un lien routier au reste du territoire;

**ATTENDU QUE** tous les jeunes Nord-Côtiens possèdent des droits égaux nonobstant leur lieu de résidence;

**ATTENDU QUE** les finales régionales sportives ou de loisirs se déroulent généralement dans l'un des deux principaux centres urbains de la région que sont Sept-Îles et Baie-Comeau;

**ATTENDU QUE** pour participer aux sélections sous-régionales et aux finales régionales, les jeunes de ces territoires non reliés par un lien routier doivent encourir des coûts supplémentaires à ceux que rencontrent les autres jeunes de la région;

**ATTENDU QUE** la participation des jeunes de toutes les parties de la région aux activités sportives ou de loisirs, régionales et sous-régionales, doit être encouragée;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES ET INTERVENANT CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **1. DÉFINITIONS**

Dans le cadre de la présente entente, il convient de clarifier certains termes.

On entend par :

**Finales régionales :** Événement dans le domaine du sport ou du loisir qui rassemble l'ensemble des jeunes de la région qui se qualifient en raison de leur performance et qui constitue un tremplin en vue d'une participation à une finale provinciale.

**Sélections sous-régionales :** Événement dans le domaine du sport ou du loisir qui rassemble l'ensemble des jeunes d'un territoire de la région Côte-Nord possédant les aptitudes requises et qui constitue une étape de sélection en vue d'une participation à une finale régionale.

**Fonds régional de soutien au déplacement :** Compte spécifique dans lequel l'argent versé par les **PARTIES** est déposé par l'**Unité régionale des loisirs et du sport (URLS)**.

### **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de favoriser le développement de la région de la Côte-Nord en matière de sport et de loisir par la mise en commun de ressources financières dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

### **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les **PARTIES** de l'entente conviennent de travailler en étroite collaboration à l'atteinte des objectifs suivants :

- constituer et administrer un fonds régional de soutien au déplacement destiné à favoriser la participation des jeunes de la Basse-Côte-Nord, de Schefferville et de l'Île d'Anticosti aux diverses finales régionales sportives et de loisirs;
- permettre aux jeunes de la Basse-Côte-Nord, de Schefferville et de l'Île d'Anticosti d'être traités avec équité par rapport à l'ensemble des jeunes du reste de la région en matière de participation aux finales régionales sportives et de loisirs.

### **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **4.1 ENGAGEMENTS CONJOINTS**

##### **4.1.1 Constitution d'un fonds régional de soutien au déplacement**

Les **PARTIES** de l'entente s'engagent à contribuer financièrement à la constitution, sur une période de 5 ans, d'un fonds régional de soutien au déplacement selon la répartition suivante:

<b>Partenaires</b>	<b>Total</b>
<b>MELS</b>	75 000 \$
<b>MTQ</b>	50 000 \$
<b>MAMR</b>	70 000 \$
<b>FJCN</b>	90 000 \$
<b>CRÉ</b>	75 000 \$
<b>URLS</b>	55 000 \$
<b>Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord</b>	75 000 \$
<b>Municipalité de Schefferville</b>	10 000 \$
<b>Municipalité de l'Île d'Anticosti (Note)</b>	0 \$
<b>Air Labrador</b>	120 000 \$
<b>Caisses Desjardins de Blanc-Sablon</b>	10 000 \$
<b>Caisse Desjardins St-Augustin-La Tabatière</b>	6 000 \$
<b>Caisse Desjardins de Tête-à-la-Baleine</b>	5 000 \$
<b>Total pour 5 ans</b>	<b>641 000 \$</b>

(Note) Étant donné le peu de jeunes de l'Île d'Anticosti visés par l'objet de cette entente, il a été convenu par l'ensemble des partenaires que la participation financière de la municipalité de l'Île d'Anticosti reste à définir selon les besoins réels.

##### **4.1.2 Constitution d'un Comité de suivi de l'entente**

Les **PARTIES** de l'entente s'engagent à former et à participer à un comité de suivi pour la mise en œuvre de l'entente.

##### **Composition du comité de suivi**

Le comité de suivi de l'entente est composé de :

- un représentant du **MELS**;
- un représentant du **MTQ**;
- un représentant du **MAMR**;
- un représentant du **Forum jeunesse Côte-Nord**;
- un représentant de la **CRÉ**;
- un représentant de l'**URLS**;
- un représentant du **Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord**;
- un représentant de la **Municipalité de Schefferville**.

### **Mandats du comité de suivi**

Les décisions prises par le comité de suivi devront être en accord avec les objectifs de l'entente et être approuvées par les partenaires financiers conformément à leurs normes et programmes. Les mandats du comité de suivi seront les suivants :

- établir ses critères de fonctionnement interne et désigner, parmi ses membres, la présidence du comité;
- réviser et préciser, au besoin, la liste des finales régionales sportives ou de loisirs admissibles;
- déterminer les règles d'attribution des aides financières consenties par le fonds régional de soutien au déplacement ;
- adopter un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder à l'évaluation de l'entente;
- produire, annuellement et au terme de l'entente, un bilan des activités du comité et le déposer auprès de l'ensemble des **PARTIES**;
- évaluer la pertinence de poursuivre et de renouveler l'entente;
- approuver les modalités de réalisation des activités se déroulant à l'échelle sous-régionale et régionale.

## **5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

### **5.1 ENGAGEMENTS DU MELS**

Le **MELS** s'engage à :

- 5.1.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.1.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.1.3 Verser à l'**URLS** sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 75 000 \$ pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.1.3.1 Un seul versement de 75 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2007-2008.

### **5.2 ENGAGEMENTS DU MTQ**

Le **MTQ** s'engage à :

- 5.2.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.2.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.2.3 Verser à l'**URLS** sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 50 000 \$ pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.2.3.1 Une première tranche de versement de 10 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
  - 5.2.3.2 Une deuxième tranche de versement de 10 000 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
  - 5.2.3.3 Une troisième tranche de versement de 10 000 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
  - 5.2.3.4 Une quatrième tranche de versement de 10 000 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
  - 5.2.3.5 Une cinquième tranche de versement de 10 000 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013.

### **5.3 ENGAGEMENTS DU MAMR**

Le **MAMR** s'engage à :

- 5.3.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.3.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.3.3 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 5.3.4 Verser à l'**URLS** sous réserve de la disponibilité des crédits du Fonds conjoncturel de développement une somme maximale de 70 000 \$ pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.3.4.1 Un seul versement de 70 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2007-2008.

### **5.4 ENGAGEMENTS DE LA CRÉ**

La **CRÉ** s'engage à :

- 5.4.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.4.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.4.3 Verser à l'**URLS** sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 75 000 \$, sous forme d'avances, à même le Fonds de développement régional pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.4.3.1 Une première tranche de versement de 70 000 \$ à la signature de l'entente;
  - 5.4.3.2 Une deuxième tranche de versement de 5 000 \$ suite au dépôt d'un bilan de l'entente;
- 5.4.4 Prendre une décision sur l'affectation des sommes d'argent provenant du FDR pour le financement des projets qui lui sont recommandés par l'**URLS**.

### **5.5 ENGAGEMENTS DE L'URLS**

L'**URLS** s'engage à :

- 5.5.1 Contribuer, par ses actions et ses projets, à l'atteinte des objectifs énoncés dans la présente entente, dans le respect des orientations régionales en matière de loisirs et de sports;
- 5.5.2 Constituer un fonds spécial de soutien au déplacement répondant aux objectifs de l'entente et y affecter pour la durée de l'entente une somme maximale de 55 000 \$ selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.5.2.1 Une première tranche de versement de 11 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
  - 5.5.2.2 Une deuxième tranche de versement de 11 000 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
  - 5.5.2.3 Une troisième tranche de versement de 11 000 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
  - 5.5.2.4 Une quatrième tranche de versement de 11 000 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
  - 5.5.2.5 Une cinquième tranche de versement de 11 000 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013

- 5.5.3 Déposer dans un compte spécifique la totalité des sommes reçues des autres **PARTIES** en vertu de la présente entente ainsi que les intérêts générés par le fonds;
- 5.5.4 Administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions, mesures et cadres normatifs applicables et aux priorités régionales établies par le comité de suivi tel que stipulé à l'annexe 1;
- 5.5.5 Soutenir par une aide technique le **Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord**, la **Municipalité de Schefferville** et la **Municipalité de l'Île d'Anticosti** dans le processus de sélection des jeunes admissibles aux finales sous-régionales;
- 5.5.6 Assurer la coordination du comité de suivi prévu à l'article 4.1.2., et participer, s'il y a lieu, à tout comité découlant de la présente entente;
- 5.5.7 Assurer le secrétariat du comité de suivi;
- 5.5.8 Déposer au comité de suivi une planification annuelle des finales sous-régionales et régionales sportives et de loisirs incluant l'établissement des priorités devant être soutenues par le fonds;
- 5.5.9 Planifier et tenir au minimum deux rencontres annuelles du comité de suivi (idéalement à l'automne et au printemps) afin d'informer des décisions et des sommes consenties pour les finales sous-régionales et régionales;
- 5.5.10 Déposer au comité de suivi de l'entente un bilan des sommes versées;
- 5.5.11 Faire les recommandations appropriées à la **CRÉ** relativement à l'affectation des sommes d'argent provenant du FDR;
- 5.5.12 Remettre à la **CRÉ**, à la fin de la présente entente, toute somme d'argent provenant du FDR qui n'aura pas été affectée par la **CRÉ** à un projet conformément à la présente entente.

## **5.6 ENGAGEMENTS DU CONSEIL DES MAIRES DE LA BASSE-CÔTE-NORD**

Le **Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord** s'engage à :

- 5.6.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.6.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.6.3 Verser à l'**URLS** un montant maximal de 75 000 \$ dans le cadre du Pacte rural pour la réalisation des sélections sous-régionales qui permettront d'identifier les jeunes aptes à participer aux finales régionales pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.6.3.1 Une première tranche de versement de 15 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
  - 5.6.3.2 Une deuxième tranche de versement de 15 000 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
  - 5.6.3.3 Une troisième tranche de versement de 15 000 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
  - 5.6.3.4 Une quatrième tranche de versement de 15 000 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
  - 5.6.3.5 Une cinquième tranche de versement de 15 000 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013;
- 5.6.4 Définir, en collaboration avec le milieu, les modalités de réalisation et de financement des activités se déroulant à l'échelle sous-régionale et effectuer la demande de financement auprès de l'**URLS**;

## **5.7 ENGAGEMENTS DE LA MUNICIPALITÉ DE SCHEFFERVILLE**

La Municipalité de Schefferville s'engage à :

- 5.7.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.7.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.7.3 Verser à l'**URLS** un montant maximal de 10 000 \$ dans le cadre du Pacte rural pour la réalisation des sélections sous-régionales qui permettront d'identifier les jeunes aptes à participer aux finales régionales pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.7.3.1 Une première tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
  - 5.7.3.2 Une deuxième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
  - 5.7.3.3 Une troisième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
  - 5.7.3.4 Une quatrième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
  - 5.7.3.5 Une cinquième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013.

## **5.8 ENGAGEMENTS DE LA MUNICIPALITÉ DE L'ÎLE D'ANTICOSTI**

La Municipalité de l'Île d'Anticosti s'engage à :

- 5.8.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente.

## **5.9 ENGAGEMENTS DE LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA TABATIÈRE**

La Caisse populaire Desjardins de La Tabatière s'engage à :

- 5.9.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.9.2 Verser à l'**URLS** sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 6 000 \$ pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.9.2.1 Une première tranche de versement de 1 200 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
  - 5.9.2.2 Une deuxième tranche de versement de 1 200 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
  - 5.9.2.3 Une troisième tranche de versement de 1 200 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
  - 5.9.2.4 Une quatrième tranche de versement de 1 200 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
  - 5.9.2.5 Une cinquième tranche de versement de 1 200 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013.

## **5.10 ENGAGEMENTS DE LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BLANC-SABLON**

La Caisse populaire Desjardins de Blanc-Sablon s'engage à :

- 5.10.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.10.2 Verser à l'**URLS** sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 10 000 \$ pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :



- 5.10.2.1 Une première tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
- 5.10.2.2 Une deuxième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
- 5.10.2.3 Une troisième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
- 5.10.2.4 Une quatrième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
- 5.10.2.5 Une cinquième tranche de versement de 2 000 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013.

#### **5.11 ENGAGEMENTS DE LA CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE TÊTE-À-LA-BALEINE**

La Caisse populaire Desjardins de Tête-à-la-Baleine s'engage à :

- 5.11.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.11.2 Verser à l'URLS sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 5 000 \$ pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.11.2.1 Une première tranche de versement de 1 000 \$ en mai 2008 à même les crédits 2008-2009;
  - 5.11.2.2 Une deuxième tranche de versement de 1 000 \$ en mai 2009 à même les crédits 2009-2010;
  - 5.11.2.3 Une troisième tranche de versement de 1 000 \$ en mai 2010 à même les crédits 2010-2011;
  - 5.11.2.4 Une quatrième tranche de versement de 1 000 \$ en mai 2011 à même les crédits 2011-2012;
  - 5.11.2.5 Une cinquième tranche de versement de 1 000 \$ en mai 2012 à même les crédits 2012-2013.

#### **5.12 ENGAGEMENTS D'AIR LABRADOR**

Air Labrador s'engage à :

- 5.12.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.12.2 Accorder à chaque jeune éligible dans le cadre de la présente entente un rabais de 30 % du coût du billet jusqu'à concurrence d'un maximum annuel de 24 000 \$ pendant cinq ans.

#### **5.13 ENGAGEMENTS DU FORUM JEUNESSE CÔTE-NORD**

Le Forum jeunesse Côte-Nord s'engage à :

- 5.13.1 Contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 5.13.2 Participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 5.13.3 Verser à l'URLS sous réserve de la disponibilité des crédits une somme maximale de 90 000 \$ à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) pour la durée de l'entente selon les modalités de versement suivantes :
  - 5.13.3.1 Un premier versement effectué à la signature de la convention, soit 44 % de l'aide accordée pour une somme de 40 000 \$;
  - 5.13.3.2 Un deuxième versement effectué en mai 2009 conditionnellement à la réception d'un rapport d'activité pour l'année 2008-2009 et d'un rapport financier comprenant les états financiers vérifiés au 31 mars 2009. La somme versée sera de 30 000 \$ soit 33 % de l'aide accordée;

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

5.13.3.3 Un troisième versement effectué en mai 2010 conditionnellement à la réception d'un rapport d'activité pour l'année 2009-2010 et d'un rapport financier comprenant les états financiers vérifiés au 31 mars 2010. La somme versée sera de 20 000 \$ soit 22 % de l'aide accordée;

## **6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

M/O	08/09	09/10	10-11	11/12	12/13	Total \$
MELS	75 000					75 000
MTQ	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
MAMR	70 000					70 000
FJCN	40 000	30 000	20 000			90 000
CRÉ	70 000				5 000	75 000
URLS	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	55 000
Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000
Mun. Schefferville	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000
Air Labrador	24 000	24 000	24 000	24 000	24 000	120 000
Caisse populaire BS	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000
Caisse populaire LT	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	6 000
Caisse populaire TAB	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000
Total \$	321 200	96 200	86 200	66 200	71 200	641 000

## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Cette entente couvre la région de la Côte-Nord et est l'expression de la volonté commune des **PARTIES** de contribuer à favoriser la pratique d'activités de loisirs et de sports pour faire de la région un milieu de vie dynamique et attrayant.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

Cette entente prend effet à la date de signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

Toutefois, si à cette date, les fonds ne sont pas totalement attribués, l'entente se poursuivra et le comité de suivi est habilité à siéger jusqu'à l'épuisement des sommes résiduelles.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

Le comité de suivi de l'entente doit vérifier chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux **PARTIES** pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit.

Advenant la résiliation, l'**URLS** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 12 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le **MELS** :

Monsieur Éric Marquis  
Directeur régional  
Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport  
106, rue Napoléon, 2<sup>e</sup> étage, bureau 201  
Sept-Iles (Québec) G4R 3L7  
Télécopieur : 1-418-964-8504

Pour le **MTQ** :

Monsieur Daniel Pouliot  
Directeur territorial de la Côte-Nord  
Ministère des Transports  
625, boul. Laflèche, bureau 110  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5  
Télécopieur : (418) 295-4766

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

Pour le **MAMR** :

Monsieur Jacques Tremblay  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
625, boulevard Lafèche, bureau RC 708  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5  
Télécopieur : (418) 295-4955

Pour la **CRÉ** :

Monsieur Patrick Hamelin  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord  
235, boulevard La Salle, bureau 500  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4  
Télécopieur : (418) 296-5707

Pour le **Forum jeunesse Côte-Nord** :

Madame Josée Parisée  
Coordonnatrice  
Forum jeunesse Côte-Nord  
235, boulevard La Salle, bureau 550  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4  
Télécopieur : (418) 296-5707

Pour l'**URLS** :

Monsieur Pierre LeBreux  
Directeur général  
Unité régionale des loisirs et du sport  
859, rue Bossé, bureau 218  
Baie-Comeau (Québec) G5C 3P8  
Télécopieur : (418) 589-4612

Pour le **Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord**:

Monsieur Randy Jones  
Président  
Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord  
Chevery (Québec) G0G 1G0  
Télécopieur : (418) 787-2241

Pour la **Municipalité de Schefferville** :

Madame Marcella Beaudoin  
Ville de Schefferville  
505, rue Fleming  
Schefferville (Québec) G0G 2T0  
Télécopieur : (418) 585-2256

Pour la **Municipalité de l'Île d'Anticosti** :

Monsieur Denis Duteau  
Maire  
Municipalité de l'Île d'Anticosti  
C.P. 119  
Port-Meunier (Québec) G0G 2Y0  
Télécopieur : (418) 535-0381

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

Pour la **Caisse populaire Desjardins de La Tabatière** :

Monsieur Robert King  
Directeur général  
Caisse populaire Desjardins de La Tabatière  
6, rue Desjardins  
La Tabatière (Québec) G0G 1T0  
Télécopieur : (418) 773-2612

Pour la **Caisse populaire Desjardins de Blanc-Sablon** :

Mme Anita Joncas  
Directrice générale  
Caisse populaire Desjardins de Blanc Sablon  
1056, boulevard Dr. Camille Marcoux  
Blanc Sablon (Québec) G0G 1W0  
Télécopieur : (418) 461-2325

Pour la **Caisse populaire de Tête-à-la-Baleine** :

Mme Chantal Guimond  
Directrice générale  
Caisse populaire de Tête-à-la-Baleine  
Case postale 9  
Tête-à-la-Baleine (Québec) G0G 2W0  
Télécopieur : (418) 242-2921

Pour **Air Labrador** :

Monsieur Robert Thérien  
Directeur des ventes  
Air Labrador  
510, rue Principale, Gate C  
Sainte-Foy, Québec, G2G 2T9  
Télécopieur : (418) 787-2165

## **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **16. ANNEXE**

L'annexe mentionnée à la présente entente en fait partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et l'acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

## **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec l'**INTERVENANT**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et **INTERVENANT**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'**INTERVENANT**, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'**INTERVENANT** participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et les **INTERVENANTS** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **18. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.


**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord



Michelle Courchesne

Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport



Date

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord

*Julie Boulet*

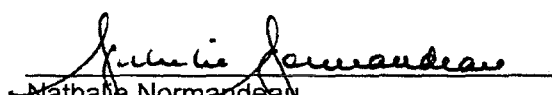
Julie Boulet  
Ministre des Transports

*2008-07-25*

Date

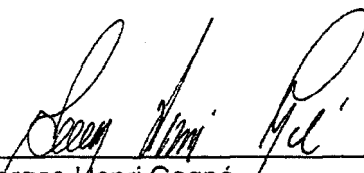


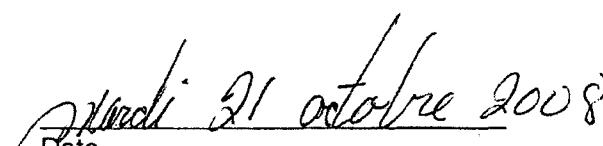
*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

Date 10 juillet 2008

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord

  
\_\_\_\_\_  
Georges-Henri Gagné  
Président, Conférence régionale des élus

  
\_\_\_\_\_  
Date

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*



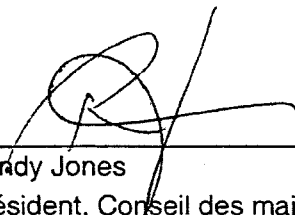
Nicolas Minville

Président, Unité régionale des Loisirs et du Sport  
de la Côte-Nord

15/11/2008

Date

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord

  
\_\_\_\_\_  
Randy Jones  
Président, Conseil des maires de la Basse-Côte-  
Nord

7 novembre 2005  
Date

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord

Marcella Beaudoin

Marcella Beaudoin

Administrateur, Ville de Schefferville

Le 15 octobre 2008.

Date

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord



Denis Duteau  
Maire, municipalité de l'Île d'Anticosti

4 Novembre 2008

Date

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*



Robert King  
Directeur général  
Caisse populaire Desjardins de La Tabatière

2008-10-16

Date

*Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord*

  
Anita Joncas

Directrice générale  
Caisse populaire Desjardins de Blanc-Sablon

16/10/2008  
Date



Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord

  
Chantal Guimond

Directrice générale

Caisse populaire Desjardins de Tête-à-la-Baleine

2008-11-24  
Date

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord




Robert Thérien  
Directeur des ventes  
Air Labrador

22 Nov 2008

Date

Entente spécifique sur la participation aux finales régionales, sportives ou de loisirs pour les jeunes résidant dans les milieux non reliés par un lien routier dans la région de la Côte-Nord



Josée Parisée  
Coordonnatrice, Forum Jeunesse Côte-Nord

3 novembre 2008

Date

Annexe 1 – Règles d'attribution du Fonds régional de soutien au déplacement

**Le fonds**

Le Fonds régional de soutien au déplacement (2008-2013) est destiné à favoriser la participation des jeunes de la Basse-Côte-nord, de Schefferville et de l'Île d'Anticosti aux diverses finales sous-régionales et régionales sportives et de loisirs.

**Sports admissibles**

• Sports éligibles pour les finales régionales Côte-Nord menant aux Jeux du Québec selon le calendrier bi-annuel établi par l'URLS

• Sports éligibles aux finales régionales du Sport Étudiant Côte-Nord

- Athlétisme
- Badminton
- Basket-ball
- Cross country
- Volley-ball
- Gymnastique

L'association régionale du Sport Étudiant devra autoriser les équipes (basket-ball) et (volley-ball) qui voudront participer à la finale régionale et qui ne font pas partie du réseau régional de compétition durant l'année.

• Les autres finales régionales

- Hockey sur glace
- Baseball

La liste des sports admissibles pourra être bonifiée par le comité de suivi.

**Organismes admissibles**

Sont admissibles les organismes desservant les territoires visés par l'entente soit :

- Tout organisme régional incorporé à but non lucratif ayant une mission visant la pratique d'un sport ou d'un loisir;
- Les municipalités;
- Les conseils de bande d'une communauté autochtone;
- Les institutions du réseau de l'enseignement.

**Dépenses admissibles**

Dépenses admissibles

Les frais de transport relatifs à l'absence de lien routier soit le :

- Transport aérien ou maritime pour la Basse-Côte-nord et l'Île d'Anticosti ;
- Transport aérien ou ferroviaire pour Schefferville.

**Modalités d'attribution de l'aide financière**

- La contribution du fonds sera sous forme d'aide financière non remboursable;
- L'aide accordée par le fonds pourra atteindre un maximum de 90 % du coût total du transport;
- Le bénéficiaire ne pourra cumuler l'aide consentie dans le cadre de ce fonds et le programme de Réduction du transport aérien (RTA) du ministère des Transports.

**Modalités de versement de l'aide financière**

- Les demandes d'aide devront être acheminées à l'URLS à l'aide du formulaire approprié (disponible sur le site internet de l'URLS)
- Une fois la décision rendue, l'URLS informera l'organisme par lettre. À la suite du dépôt des pièces justificatives, l'URLS disposera de 45 jours pour émettre le paiement.

Prenez note que le comité de suivi se réserve le droit de modifier les normes et critères de sélection du programme en tout temps.

Pour obtenir des informations supplémentaires, vous pouvez communiquer avec l'Unité régionale loisir et de sport (URLS) de la Côte-Nord

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de la Côte-Nord**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES AINÉS, madame Marguerite Blais, pour et au**  
**nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, madame**  
**Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA COTE-NORD, personne morale**  
**instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c.**  
**M-22.1), ayant son siège au 235, boulevard La Salle, bureau 500, Baie-Comeau,**  
**Québec, G4Z 2Z4, représentée par le président, monsieur Georges-Henri Gagné,**  
**dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'administration (N° CA-**  
**T20071213-06) dont copie est jointe à la présente,**

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**LA TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES AINÉS DE LA COTE-NORD,**  
**personne morale légalement constituée ayant son siège social au 45, 11<sup>e</sup> Rue,**  
**Forestville (Québec) G0T 1E0, ici représentée par madame Micheline Anctil,**  
**présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution de son conseil d'administration;**

ci-après désignée la « **TRCA** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT À L'ENTENTE :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA COTE-NORD, Monsieur**  
**Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec;**

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus (CRÉ);

**ATTENDU QUE** la CRÉ est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le MAMR, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le MAMR a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la Côte-Nord;

**ATTENDU QUE** le plan de développement de la Côte-Nord souhaite offrir à la population nord-côtière un environnement de vie propice à l'épanouissement personnel et professionnel, notamment par la reconnaissance et la valorisation de l'apport des aînés au développement de la région pour ainsi mieux profiter de leur expérience et de leur savoir-faire;

**ATTENDU QUE** la CRÉ de la Côte-Nord désire instaurer des mesures visant, par des actions structurantes, l'amélioration des conditions de vie des aînés de la Côte-Nord.

## 1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de la Côte-Nord par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Les objectifs généraux visés par l'entente spécifique sont de :**

- 2.1.1 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités, MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 2.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer les conditions de vie des aînés;
- 2.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.

### **2.2 Les objectifs spécifiques visés par l'entente spécifique sont de :**

- 2.2.1 assurer la concertation locale et régionale par la mise en place de tables sous-régionales (par territoire de MRC);
- 2.2.2 connaître davantage les conditions de vie des aînés de la Côte-Nord par territoire de MRC par la réalisation d'un forum régional sur les conditions de vie des aînés de la Côte-Nord, de concert avec la *Stratégie d'action en faveur des aînés*;
- 2.2.3 établir, en vertu des résultats du forum, les actions à privilégier dans le cadre de la présente entente, et ce, avec l'accord des parties à l'entente par la mise en place, l'amélioration, l'adaptation d'actions structurantes, de services et/ou d'infrastructures répondant aux besoins des aînés de la Côte-Nord;
- 2.2.4 élaborer et mettre en œuvre le plan d'action stratégique de l'entente pour les années subséquentes (ans 2, 3, 4, et 5) jusqu'à la fin de l'entente.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **Engagements généraux**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les parties s'engagent à :

- créer un comité de suivi qui sera composé d'un représentant de chaque partie (**MFA, MAMR, CRÉ, TRCA**). Le comité de suivi pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente;
- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- contribuer à la rédaction des documents suivants, soit :
  - le rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - le rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats.

Le comité de suivi veille à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assure le suivi financier et administratif en faisant à la CRÉ les recommandations appropriées.

#### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

##### **4.1 Le MFA s'engage à :**

- 4.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 4.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle;
- 4.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

##### **4.2 Le MAMR s'engage à :**

- 4.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 4.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 4.2.4 coordonner les actions interministérielles.

##### **4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 réserver, à même le Fonds de développement régional, un montant annuel de 40 000 \$ pour une période de 5 ans aux fins de la réalisation de la présente entente;
- 4.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 4.3.3 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt:
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;
- 4.3.4 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution de la **CRÉ** à leur réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - l'entente doit permettre à la **CRÉ** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;



- l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage la Table régionale de concertation des aînés et de développer avec elle des collaborations resserrées.

Lorsque la **CRÉ** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA** dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La **CRÉ** demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la **CRÉ** et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du **MFA**, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même les fonds provenant du **MFA** devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la **CRÉ**;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

#### 4.4 La **TRCA** s'engage à :

- 4.4.1 contribuer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 4.4.2 participer aux travaux du comité de suivi de l'entente;
- 4.4.3 verser annuellement à la **CRÉ**, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme maximale de 5 000 \$ pour une période maximale de 5 ans.

### **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	Contribution					
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	595 000 \$
<b>CRÉ</b>	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	200 000 \$
<b>TABLE</b>	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	25 000 \$
<b>TOTAL</b>	164 000 \$	164 000 \$	164 000 \$	164 000 \$	164 000 \$	820 000 \$

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique sur le territoire de la CRÉ de la Côte-Nord.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉ doit rembourser au MFA tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de l'entente spécifique sera réalisé lors des rencontres périodiques du comité de suivi. Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, livrées en mains propres ou par huissier.

**Pour la ministre responsable des Aînés**

Monsieur Eric Hufty  
Directeur  
Direction territoriale de l'Est  
Ministère de la Famille et des Aînés  
750, boul. Charest Est, bur. 510  
Québec (Québec) G1K 3J7

**Pour la ministre des Affaires municipales et des Régions**

Monsieur Jacques Tremblay  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
625, boulevard Lafleche, bureau RC-708  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5  
Télécopieur : (418) 295-4955

**Pour la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord**

Monsieur Patrick Hamelin  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord  
235, boulevard La Salle, bureau 500  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4  
Télécopieur : (418) 296-5707

**Pour la Table régionale de concertation des aînés de la Côte-Nord**

Madame Micheline Anctil  
Présidente  
Table régionale de concertation des aînés de la Côte-Nord  
45, 11<sup>e</sup> Rue  
Forestville (Québec) G0T 1E0  
Télécopieur : (418) 587-2865

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des PARTIES doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les PARTIES déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

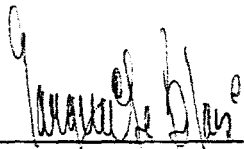
Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

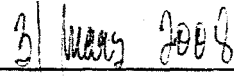
#### **17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :



Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés

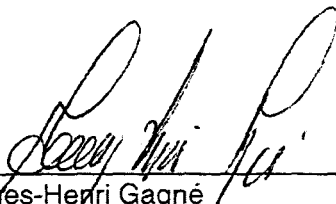


Date

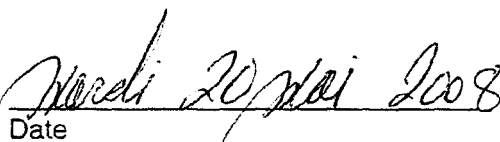
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-31  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la Côte-Nord  
2007-2012

  
\_\_\_\_\_  
Georges-Henri Gagné  
Président

La Conférence régionale des élus de la Côte-Nord

  
\_\_\_\_\_  
Date

*ENTENTE SPÉCIFIQUE - Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la Côte-Nord  
2007-2012*

*Micheline Anctil*

Micheline Anctil

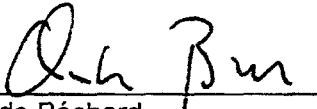
Présidente

La Table régionale de concertation des aînés de  
la Côte-Nord

*2008-05-19*

Date



  
\_\_\_\_\_  
Claude Béchar  
Ministre responsable de la région  
de la Côte-Nord

22.04.2008  
Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Côte-Nord

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE,**  
M. Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,**  
M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS** de la Côte-Nord, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 235, boulevard La Salle, bureau 500, à Baie-Comeau, représentée par le président, M. Georges-Henri Gagné, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration portant le numéro CA-T20080521-01 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRE »

ci-après désignés « les PARTIES »

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE, tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE, le 12 octobre 2005, le gouvernement adoptait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE, le 17 mai 2006, le gouvernement adoptait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

ATTENDU QUE, le 5 mars 2008, le gouvernement adoptait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en oeuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) indique que le MAMR a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant, notamment, la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales, dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les CRE peuvent, à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21.12 de cette loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2) permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'elle estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

## **1. INTERPRÉTATION**

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'entente, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une CRE pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région de la Côte-Nord en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'entente vise à donner à la CRE, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les objectifs suivants :

- 2.1 Permettre à la CRRNT d'assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de leur mandat pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser le PRDIRT d'ici le 31 décembre 2010, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser les activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser, d'ici le 31 mars 2013, tout autre mandat convenu avec le MRNF ou les communautés autochtones.
- 2.5 Consulter et concerter les intervenants locaux et régionaux dans la réalisation des mandats convenus dans le cadre de la présente entente.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

**Le MRNF s'engage à :**

- 3.1.1 Attribuer à la CRE, **pour chaque année d'application** du PROGRAMME, un montant maximal de sept cent mille dollars (700 000,00 \$) selon les modalités suivantes :

**Pour la première année d'application du PROGRAMME :**

- 50 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la **signature** de l'entente;

- le montant total des coûts prévus au **plan d'action**, jusqu'à concurrence de 35 % du montant maximal annuel, à la suite de son dépôt par la CRE et de son approbation par le MRNF selon une date mutuellement convenue entre les parties, soit le 30 juin de chaque année;
- 15 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRE du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport le justifient, selon une date mutuellement convenue entre les parties, soit le 28 février de chaque année.

Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :

- 50 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRE du **rapport d'activité final** de l'année précédente et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport le justifient;
  - le montant total des coûts prévus au **plan d'action**, jusqu'à concurrence de 35 % du montant maximal annuel, à la suite de son dépôt par la CRE et de son approbation par le MRNF selon une date mutuellement convenue entre les parties, soit le 30 juin de chaque année, si les conclusions du rapport d'activité final et du plan d'action le justifient et si la CRE a dépensé tous les montants alloués au cours de l'année précédente d'application du PROGRAMME;
  - le résiduel du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRE du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport le justifient, selon une date mutuellement convenue entre les parties, soit le 28 février de chaque année.
- 3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant maximal annuel prévu à l'année suivante de l'entente.
- 3.1.3 Déposer à la CRE les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT.
- 3.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du MRNF à titre d'interlocuteurs auprès de la CRE pour soutenir la mise oeuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.
- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en oeuvre du PRDIRT.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour favoriser l'échange d'information et la réalisation de la mise en oeuvre du PRDIRT.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRE qui précisera notamment les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.

3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.

3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

## **3.2 ENGAGEMENTS DE LA CRE**

### **La CRE s'engage à :**

3.2.1 Convenir annuellement avec le directeur général de la Côte-Nord du MRNF d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente entente et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.

3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2013.

3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT d'ici le 31 décembre 2010.

3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.

3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.

3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.

3.2.7 Réaliser tout autre mandat ou responsabilité convenu et confié par le MRNF ou les communautés autochtones d'ici le 31 mars 2013.

3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.

3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.

3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et ratifier, avec celles qui le souhaiteront, des ententes déterminant leur collaboration et les modalités pour favoriser leur participation, incluant une aide financière puisée à même le budget de la présente entente.

3.2.11 Faire état, dans le plan d'action annuel, des mesures et des actions prévues dans le cadre de la présente entente par la CRE et sa CRRNT, pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.

- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante puisée à même le budget de la présente entente, lorsque requis.
- 3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel, incluant la description des activités réalisées par la CRE et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières, et le montant prévu pour l'année suivante.
- 3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

**Le MAMR s'engage à :**

- 3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.
- 3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.
- 3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.
- 3.3.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

### **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente s'applique au territoire de la région de la Côte-Nord.

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRE devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRE. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRE. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRE s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.



## 11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable de la région Côte-Nord :

Monsieur Normand Laprise  
Directeur général de la Côte-Nord  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
625, boulevard Laflèche, bureau RC-702  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

Pour la ministre des Affaires municipales et des Régions :

Monsieur Jacques Tremblay  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
625, boulevard Laflèche, bureau RC-708  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

Pour la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord :

Monsieur Patrick Hamelin  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord  
Édifice Le Cartier  
235, boulevard La Salle, bureau 500  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## 12. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du MAMR ou du MRNF, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants, soit M. Jacques Tremblay du MAMR ou Normand Laprise du MRNF peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

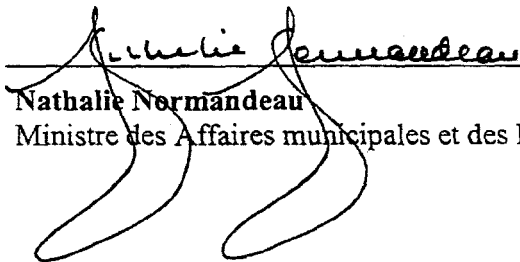
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

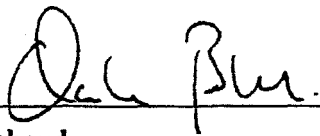
**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Côte-Nord

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-11-05  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Côte-Nord

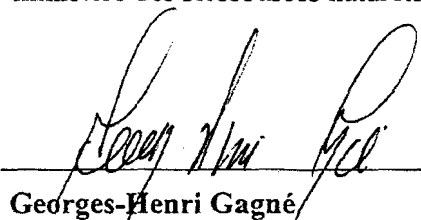


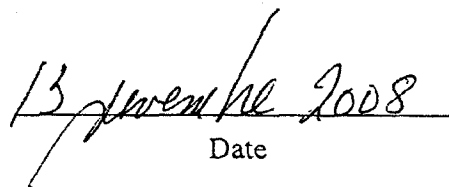
**Claude Bécharde**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

17.12.2008

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Côte-Nord

  
\_\_\_\_\_  
Georges-Henri Gagné  
Président  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord

  
\_\_\_\_\_  
Date



EXTRAIT NO CA-T20080521-01

COMPTE-RENDU DE LA VINGT-HUITIÈME SÉANCE DE TRAVAIL DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CÔTE-NORD QUI S'EST  
TENUE PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE LE 21 MAI 2008

OBJET : *Commission régionale sur les ressources naturelles  
et le territoire*

**PRÉSENCES :**

**Élus municipaux**

Pierre Cormier  
Jean-Marie Delaunay  
Ivo Di Piazza  
Georges-Henri Gagné  
Randy Jones  
Ghislain Lévesque  
Laurence Méthot  
Lise Pelletier  
Gaston Tremblay

**Autochtones**

**Députés**

Marjolain Dufour  
Lorraine Richard

**Société civile**

Berchmans Boudreau  
Ginette Côté  
Jacques Gagnon  
Alain Jalbert  
Marie-Ève Vaillancourt

---

**Point 3 à l'ordre du jour**

**3. Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire**

**3.1 Entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée**

*Il est proposé par madame Laurence Méthot, appuyée par monsieur Jacques Gagnon, de mandater le président de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, monsieur Georges-Henri Gagné, pour conclure et signer avec le ministère des Ressources naturelles et de la Faune et le ministère des Affaires municipales et des Régions une entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée.*

*Cette proposition est adoptée à l'unanimité.*

Extrait certifié conforme le  
TREIZE AOÛT DEUX MILLE HUIT

par Patrick Hamelin  
Directeur général

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
VISANT L'ATTEINTE DE L'ÉGALITÉ ET L'AMÉLIORATION  
DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES  
DANS LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA  
CONDITION FÉMININE, Madame Christine St-Pierre, pour et au nom du  
gouvernement du Québec;**

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, Madame  
Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec;**

ci-après désignée le « **MAMR** »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CÔTE-NORD, personne  
morale instituée en vertu de l'article 21.5 de la Loi sur le ministère des Affaires  
municipales et des Régions (L.R.Q., cM-22.1) ayant son siège social au 235,  
boulevard La Salle, bureau 500, Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4 représentée par  
Monsieur Georges-Henri Gagné, président, dûment autorisé en vertu d'une  
résolution du conseil d'administration (CA-T 20071213-07) dont copie est jointe à la  
présente;**

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

ci-après désignées les « **PARTIES** »,

**ET**

**INTERVENANT À LA PRÉSENTE :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD, Monsieur  
Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec;**

Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la **CRÉ** et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le **MAMR**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait » et un plan d'action triennal 2007-2010;

**ATTENDU QUE** l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus »;

**ATTENDU QUE** le conseil d'administration de la **CRÉ** souhaite la mise en œuvre d'initiatives visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des Nord-Côtières.

## 1. DÉFINITIONS

*Fonds Égalité 2008* : Somme des contributions du **MCCCCF** et de la **CRÉ** prévues dans la présente entente et visant la réalisation d'initiatives locales et régionales afin d'améliorer les conditions de vie des femmes.

*Actions structurantes* : Actions dont les impacts locaux et/ou régionaux s'inscrivent dans un contexte de priorité régionale en vertu de la Politique gouvernementale « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait ».

## 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité sur le territoire de la Côte-Nord. Les parties conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.



Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des femmes dans la région de la Côte-Nord

### 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- Favoriser la réalisation d'initiatives ou d'actions structurantes locales et/ou régionales;
- Accroître le maillage entre les différents intervenants du milieu;
- Reconnaître et comprendre davantage les enjeux et les problématiques vécues dans les différents secteurs de MRC.

### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les parties s'engagent à :

- Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- Prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- Déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente qui apporte l'expertise nécessaire à l'évaluation des projets.

### 5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

#### Engagement du MCCCCF

##### 5.1 Le MCCCCF s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 153 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 51 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 51 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 51 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières tel qu'énoncé au point 10 de la présente entente.

#### Engagements de la CRÉ

##### 5.2 La **CRÉ** s'engage à :

- réserver, à même le Fonds de développement régional, un montant annuel de 51 000 \$ pour une période de 3 ans afin de soutenir les projets visés par la présente entente;

## Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des femmes dans la région de la Côte-Nord

- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- recevoir les projets provenant des organismes et transmettre l'ensemble des projets au comité de suivi pour admissibilité, analyse et recommandation;
- prendre connaissance des recommandations du comité de suivi et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi par le comité de suivi;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- assumer la coordination du comité de suivi.

### Engagements du MAMR

#### 5.3 Le MAMR s'engage à :

- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

## 6. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

## 7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Total
MCCCF	51 000 \$	51 000 \$	51 000 \$	153 000 \$
CRÉ	51 000 \$	51 000 \$	51 000 \$	153 000 \$
Total	102 000 \$	102 000 \$	102 000 \$	306 000 \$

Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des femmes dans la région de la Côte-Nord

## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de cette entente est la région administrative de la Côte-Nord.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010 ou à l'expiration des sommes où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour la réalisation de l'entente, les parties conviennent de créer un comité de suivi qui sera composé d'un représentant de chaque partie signataire qui pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente. À cet effet, le Conseil du statut de la femme sera associé aux travaux du comité de suivi à titre de ressource en lien avec son expertise et ses connaissances des besoins des femmes de la région.

Le comité de suivi

10.1 Les responsabilités du comité sont les suivantes :

- veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- faire l'analyse des projets reçus dans le cadre de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets à la CRÉ;
- rédiger et approuver annuellement un plan d'action et déterminer les priorités d'intervention;
- définir et approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs dans les 60 jours suivant sa première rencontre;
- produire annuellement un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente.

Le comité de suivi sera constitué dans les 30 jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les parties.

Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

## 11. RÉSILIATION

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## 12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## 13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Pour le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :**

Monsieur Luc Bourassa  
Directeur de la Côte-Nord  
Ministère de la Culture, des Communications et  
de la Condition féminine  
625, boulevard Laflèche, bureau 1.806  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5  
Télécopieur : 418 295-4070

Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

**Pour le ministère des Affaires municipales et des Régions :**

Monsieur Jacques Tremblay  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
625, boulevard Laflèche, bureau RC-708  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5  
Télécopieur : 418 295-4955

**Pour la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord :**

Monsieur Patrick Hamelin  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord  
235, boulevard La Salle, bureau 500  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 2Z4  
Télécopieur : 418 296-5707

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire  
l'objet d'un avis aux autres parties.

**15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés,  
vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable  
de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. ANNEXES**

La présente entente, y compris les annexes et tout autre document dont il y est  
fait mention, ainsi que toute modification écrite de ces documents, constituent  
l'entente complète entre les parties et lient celles-ci. En cas de conflit entre  
une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

Annexe A : Plan d'action

Annexe B : Fonds visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions  
de vie des nord-côtières (Fonds – Égalité 2008) - Modalités

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de ces annexes et  
documents et les acceptent.

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute  
entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

**17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

17.1 Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants (*tel  
qu'énuméré à l'article 14*) peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ**  
et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son  
financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

## Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des femmes dans la région de la Côte-Nord

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

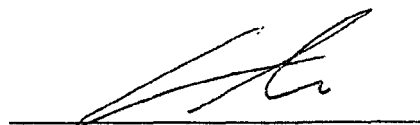
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### 18. SIGNATURES

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

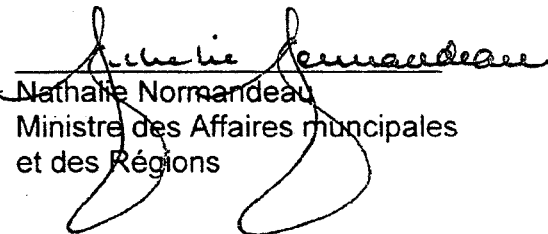


Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture, des Communications  
et de la Condition féminine

22/05/08

Date

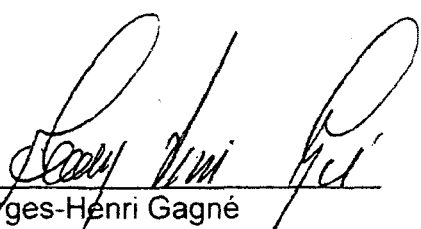
Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

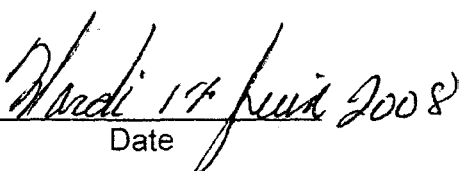
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-05-13.  
Date




Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

  
Georges-Henri Gagné  
Président de la Conférence régionale  
des élus de la Côte-Nord

  
Date

Entente spécifique visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie  
des femmes dans la région de la Côte-Nord

  
\_\_\_\_\_  
Claude Béchar  
Ministre responsable de la région  
de la Côte-Nord

29.05.2008  
Date

## ANNEXE A – PLAN D'ACTION

### Orientations

Objectif 1	Mise en œuvre du fonds	Indicateur de performance	Au minimum 10 dossiers déposés couvrant 4 des 6 MRC
Objectif 2 et 3	À déterminer	Indicateur de performance	À déterminer

n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés
				Année de l'entente	Montant affecté	
1	Mise en œuvre du Fonds Égalité	Appel de projets	Projets conformes à la Politique	2007-2008	102 000 \$	Signataires et autres partenaires, tel que prévu à l'article 10 de la convention.
2	Fonds et/ou actions structurantes	À déterminer selon les résultats du fonds (an 1)	À déterminer	2008-2009	102 000 \$	À déterminer
3	Fonds et/ou actions structurantes	À déterminer selon les résultats du fonds (an 1)	À déterminer	2009-2010	102 000 \$	À déterminer

### Échéancier

Année 1	Activité	Échéance
1 <sup>er</sup> appel de projets – Fonds Égalité	Diffusion des information relative à l'entente et des modalités du 1 <sup>er</sup> appel de projets	Avril à septembre 2008
	Date de tombée – 1 <sup>er</sup> appel de projets	Septembre 2008
	Analyse des projets – Recommandation – Décision	Octobre 2008
Analyse des résultats	Évaluation des résultats présumés	Automne 2008

- Si le comité de suivi estime que le Fonds permet l'atteinte des résultats, la même mécanique se répète avec des appels de projets en mai 2009 et en mai 2010.
- Si le comité de suivi estime que le Fonds ne permet pas l'atteinte des résultats, ou si des actions structurantes sont proposées par l'un ou l'autre des partenaires et entérinées par l'ensemble des signataires, le Fonds pourra, en tout ou en partie, être transformé en support à ces actions structurantes.



## ANNEXE B

### FONDS VISANT L'ATTEINTE DE L'ÉGALITÉ ET L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES NORD-CÔTIÈRES (FONDS- Égalité 2008)

#### Le fonds

Le Fonds ÉGALITÉ est une nouvelle mesure mise en place dans le cadre de l'entente spécifique 2007-2010 entre le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord.

Ce fonds se veut un levier vers la réalisation d'initiatives locales et régionales visant l'atteinte de l'égalité et l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Cette mesure démontre l'importance qu'accorde la Côte-Nord à l'amélioration des conditions de vie des Nord-Côtières et sa volonté de s'inscrire comme une région leader dans ce domaine.

#### Initiatives admissibles

Les actions soumises devront répondre à l'une des trois orientations sélectionnées dans le cadre de la Politique gouvernementale « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait », soit par priorité :

1. Pour le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie
  - a. Prévenir et contrer la violence conjugale et les agressions sexuelles;
  - b. Prévenir et contrer l'exploitation sexuelle.
2. Vers l'égalité économique entre les femmes et les hommes
  - a. Diversification des choix de formation;
  - b. Intégration et maintien en emploi;
  - c. Sécurité économique des femmes.
3. Vers une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles
  - a. Promotion de l'égalité dans la gouvernance locale;
  - b. Représentativité dans les lieux de pouvoir.

Les initiatives admissibles :

- Projets de sensibilisation et d'éducation (incluant la formation);
- Réalisation d'études et de mises au point de projets.

#### Organismes admissibles

- Tout organisme incorporé à but non lucratif (incluant les coopératives) ayant une mission visant l'amélioration des conditions de vie des femmes (entité légalement constituée depuis plus de 12 mois);
- Toute municipalité régionale de comté, les municipalités ainsi que les organismes municipaux et inter-municipaux relevant d'elles;
- Tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services communautaires féminins;
- Institutions du réseau de l'enseignement.

#### Critères de sélection

Dans son analyse, le comité de suivi de l'entente tiendra notamment compte des éléments suivants :

- Impacts/effets du projet sur l'une des problématiques mentionnées ci-dessus en matière de condition féminine;
- Les efforts de partenariat du promoteur auprès d'organismes (locaux ou régionaux);
- Rayonnement du projet sur le développement local et/ou régional;
- Le maillage financier incluant la mise de fonds du promoteur ainsi que la participation du milieu;
- Qualification du promoteur en rapport au projet;
- Potentiel de création ou de maintien d'emplois.

#### Dépenses admissibles et aide accordée

##### Dépenses admissibles

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation de l'initiative, dont :

- Honoraires professionnels;
- Tout matériel inhérent à la réalisation du projet;
- Frais de déplacements.

Exception faite des dépenses suivantes :

- Celles pour lesquelles l'organisme a déjà pris des engagements contractuels avant la date officielle du dépôt du projet;
- Celles réalisées avant la date du dépôt du projet;
- Immobilisations;
- Frais de fonctionnement d'un organisme.

##### Financement

- La contribution du fonds aux initiatives sera sous forme d'aide financière non remboursable;
- L'aide financière non remboursable pourra être répartie sur plus d'une année, jusqu'à un maximum de deux ans;
- Afin de permettre l'accès au financement de projets structurants, la contribution maximale est de 15 000 \$ par projet. Toutefois, de façon exceptionnelle, pour des projets touchant plus d'une MRC (incluant la Basse-Côte-Nord), l'aide consentie pourrait être bonifiée de 5 000 \$ par territoire impliqué;
- L'aide accordée par le fonds ne pourra excéder 75 % du coût total du projet;
- Le cumul des aides gouvernementales ne pourra excéder 80 % des coûts totaux admissibles du projet;
- La mise de fonds du promoteur doit être d'un minimum de 20 %.

#### Date limite de dépôt

La date limite pour la réception des initiatives, incluant les documents à annexer (par courrier seulement) à la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, est fixée au **15 septembre 2008**. Toute demande incomplète ne pourra être évaluée.

Prenez note que la CRE se réserve le droit d'annuler tout appel de projets ou de modifier les normes et critères de sélection du programme en tout temps.

**Pour obtenir des informations supplémentaires, vous pouvez communiquer avec la  
Conférence régionale des élus (CRE) de la Côte-Nord**

Vous devez transmettre votre projet et les documents afférents à :  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord  
625, boul. Laflèche, bureau 204  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minière dans la région de la Côte-Nord

## ENTRE

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD**, monsieur Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MRNF** »

ET

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION**, monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

ET

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CÔTE-NORD**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 235, boul. La Salle, bureau 500, Baie-Comeau (Québec) G4Z 1S7, représentée par le président, monsieur Georges-Henri Gagné, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ET

**LA CORPORATION DE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT MINÉRAL DE LA CÔTE-NORD**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 456, avenue Arnaud, bureau 220, Sept-Iles (Québec) G4R 3B1, représentée par monsieur Bernard Gauthier, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné la « **CPDM** »

ET

**HYDRO-QUÉBEC**, société légalement constituée en vertu de la loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5), ayant son siège au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H2Z 1A4, agissant et représentée par monsieur Clovis Gagnon, directeur régional et directeur-production,

ci-après désignée « **Hydro-Québec** »

ET

**INTERVENANT AUX PRÉSENTES**

**LE COMITÉ RÉGIONAL ACCORD CÔTE-NORD**, représenté par la présidente, madame Line Bérubé,

ci-après désigné « **Comité régional ACCORD** »

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE le secteur minier constitue l'un des principaux piliers de l'activité économique de la Côte-Nord;

ATTENDU QUE le contexte de la Côte-Nord nécessite une approche particulière dans l'acquisition de nouvelles connaissances géologiques, laquelle se prête au développement d'une expertise dans le domaine de l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire;

ATTENDU QUE l'amélioration des connaissances géoscientifiques de la région est nécessaire pour favoriser l'expansion et la diversification de l'exploitation minière dans la région;

ATTENDU QUE pour favoriser le développement de l'industrie minière sur la Côte-Nord, il y a lieu de promouvoir les activités d'exploration minière en région;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, dans le cadre du projet ACCORD, a signé avec le comité régional ACCORD et les partenaires régionaux, en juin 2007, une entente de mise en œuvre pour la stratégie et le plan de développement du créneau d'excellence *Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques*;

ATTENDU QUE le comité régional ACCORD a notamment pour mandats : de mobiliser et de consulter les acteurs de la région sur l'identification des créneaux d'excellence pour la région, de favoriser la mise en œuvre des stratégies de développement de ces créneaux et d'en assurer le suivi;

ATTENDU QUE le comité du créneau *Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques* a pour responsabilité d'élaborer et de voir à la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action de développement du créneau;

ATTENDU QUE Géologie Québec est une division administrative du MRNF ayant pour mandat général d'inventorier le potentiel minéral du Québec et à cet effet, d'acquérir, de traiter et de diffuser des connaissances géoscientifiques nécessaires à l'établissement et à la promotion du potentiel minéral du Québec.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de favoriser le développement économique de la région de la Côte-Nord dans le secteur minier ainsi que le créneau d'excellence *Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques* par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine également le rôle et les responsabilités des parties et de l'intervenant à l'entente.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

En complémentarité avec le mandat de base de Géologie Québec, la présente entente vise :

- à développer dans la région une expertise technique et humaine en matière d'étude géochimique de l'environnement minier secondaire et plus particulièrement dans l'analyse des sédiments de lacs et de ruisseaux;
- acquérir rapidement de nouvelles données géochimiques sur de vastes superficies;
- favoriser le développement de l'exploration minière par l'identification et la promotion de nouvelles cibles d'exploration minérale pour la région;
- augmenter les investissements privés en exploration minérale sur la Côte-Nord.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les parties et l'intervenant s'engagent à favoriser l'atteinte des objectifs de la présente entente.

Les parties et l'intervenant s'engagent à mettre en place un comité de suivi de la présente entente composé de représentants de la direction générale régionale du MRNF, de Géologie Québec, du MDEIE, du MAMR, d'Emploi-Québec, de la CRÉ, de la CPDM et du comité régional ACCORD.

Dans les 90 jours de la signature de la présente entente, le comité de suivi verra à établir un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte des objectifs de l'entente.

### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

#### **4.1 ENGAGEMENTS DU MRNF**

##### **4.1.1 Engagements du MRNF (Géologie Québec)**

Le MRNF s'engage à :

- affecter, pendant trois ans, une somme annuelle de 250 000 \$ à compter de l'année financière 2008-2009 à un projet d'acquisition de nouvelles données géochimiques de l'environnement secondaire (sédiments de lacs, de ruisseaux, de sols) dans la région de la Côte-Nord. Ce projet devra s'inscrire en supplément de la programmation déjà planifiée par Géologie Québec dans la région;
- fournir sans frais à l'équipe régionale de la CPDM l'ensemble des informations géochimiques de la Côte-Nord actuellement incorporées au système SIGÉOM;
- accorder annuellement à la CPDM un contrat d'une valeur maximale de 20 000 \$, pris à l'intérieur de l'enveloppe de 250 000 \$ allouée à cette entente, pour le traitement des nouvelles données issues des levés géochimiques de l'année en cours;
- optimiser ses travaux de cartographie minière sur la Côte-Nord à un niveau au moins équivalent à celui des années antérieures;
- établir une étroite collaboration entre son équipe de géologues et l'équipe régionale constituée en vertu de la présente entente;
- désigner un représentant au comité de suivi de l'entente.

##### **4.1.2 Autres engagements du MRNF**

Le MRNF (DGR Côte-Nord) s'engage à :

- consulter les intervenants régionaux dans l'établissement de ses priorités d'intervention sur le territoire en matière de connaissances géoscientifiques et les transmettre à Géologie Québec;
- favoriser l'atteinte des objectifs de la présente entente par la collaboration étroite du géologue résident pour la Côte-Nord ;
- informer les intervenants régionaux des travaux d'acquisition de connaissances géoscientifiques par le MRNF et des travaux d'exploration minière par les compagnies minières;
- désigner un représentant de la direction générale de la Côte-Nord au comité de suivi de l'entente.



#### **4.2 ENGAGEMENTS DU MDEIE**

Le MDEIE s'engage à :

- désigner un représentant au comité de suivi de l'entente;
- verser annuellement à la CPDM un montant de 250 000 \$ à compter de l'année financière 2008-2009, pour une période de trois ans, à même le Fonds de soutien au développement des créneaux d'excellence. Ce montant sera réparti selon les besoins propres à chacun des deux volets de l'entente spécifique, soit l'acquisition des connaissances géochimiques et le soutien aux activités de promotion et de développement minéral.

#### **Modalités de versement**

Les modalités de versement de l'aide financière seront convenues dans une convention d'aide financière entre le MDEIE et la CPDM dans le respect des engagements de la présente entente.

#### **4.3 ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC**

Emploi-Québec s'engage à :

- désigner un représentant au comité de suivi de l'entente;
- soutenir financièrement les formations spécifiques et le développement des compétences des membres de l'équipe régionale de la CPDM ainsi que celles des prospecteurs qui seront impliqués dans les travaux de terrains et les activités reliées à la mise en œuvre de l'entente, et ce, sous réserve des disponibilités financières ainsi que dans le respect des normes de ses programmes, mesures et services notamment avec les mesures de formation (MFOR) et la mesure Concertation pour l'emploi (CPE) en incluant le soutien du revenu aux individus lorsque requis;
- affecter une somme provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) de 20 000 \$ en 2008-2009 et de 50 000 \$ pour chacune des deux années subséquentes afin d'assurer la réalisation des activités de mise en œuvre et de formation préalablement autorisées par Emploi-Québec. Ces sommes seront versées aux mandataires des ententes dûment autorisés ainsi qu'aux individus ayant droit au soutien du revenu.

#### **4.4 ENGAGEMENTS DU MAMR**

Le MAMR s'engage à :

- désigner un représentant au comité de suivi de l'entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- participer aux travaux du comité de suivi prévu à l'article 3 et, au besoin, à tout comité découlant de la présente entente;
- donner l'opportunité aux ministères partenaires et à la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord de faire état de l'avancement de l'entente auprès de la Conférence administrative régionale.

#### **4.5 ENGAGEMENTS DE LA CRÉ**

La CRÉ Côte-Nord s'engage à :

- désigner un représentant au comité de suivi de l'entente;
- verser à la CPDM un montant global de 210 000 \$ à même le Fonds pour le développement régional pour une période de 3 ans.

Cette somme devra être affectée par la CPDM aux activités de développement et de promotion minérale de la Côte-Nord. À cet effet, la CPDM recommandera à la CRÉ pour son approbation les projets qu'elle entend réaliser.

#### **Modalités de versement**

Les modalités de versement de l'aide financière seront convenues dans une convention d'aide financière entre la CRÉ et la CPDM dans le respect des engagements de la présente entente.

#### **4.6 ENGAGEMENTS DE LA CPDM**

La CPDM s'engage à :

- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente et faire régulièrement rapport au comité de suivi de l'entente de l'utilisation de ces sommes;
- affecter les sommes reçues en fonction des attentes des partenaires à l'égard des deux volets inscrits à l'entente, soit l'acquisition de connaissances géochimiques ainsi que la promotion et développement minéral;
- recommander à la CRÉ les projets devant bénéficier des sommes provenant du FDR;
- préparer et faire approuver par le comité de suivi de l'entente un plan d'action annuel relatif à l'utilisation des sommes versées et correspondant aux objectifs de l'entente;
- déposer régulièrement au comité de suivi de l'entente des rapports d'avancement des projets et des actions reliées à ce plan d'action;
- déposer au comité de suivi un bilan annuel des réalisations;
- constituer une équipe régionale de base permettant d'œuvrer à l'atteinte des objectifs de l'entente;
- contribuer financièrement pour une somme globale de 135 555 \$ à la réalisation des objectifs de la présente entente.

#### **4.7 ENGAGEMENTS D'HYDRO-QUÉBEC**

Hydro-Québec s'engage à :

- verser à la CPDM, à compter de l'année financière 2008-2009, un montant global de 67 777 \$ pour une période de 3 ans.

#### **Modalités de versement**

Les modalités de versement de l'aide financière seront convenues dans une convention d'aide financière entre Hydro-Québec et la CPDM, dans le respect des engagements de la présente entente.

#### **4.8 ENGAGEMENTS DU COMITÉ RÉGIONAL ACCORD**

Le Comité régional ACCORD s'engage à :

- désigner un représentant au comité de suivi de l'entente;
- agir en tant qu'interface entre le comité de suivi et le comité de créneau *Ingénierie des procédés industriels miniers et métallurgiques*;
- déposer régulièrement au comité de créneau *Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques* un bilan des réalisations.

#### **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Les partenaires de l'entente conviennent de la répartition suivante :

M/O	Connaissances géochimiques	Promotion	Total pour 3 ans
MRNF Géologie Québec	750 000 \$		750 000 \$
MDEIE			750 000 \$
Emploi-Québec	120 000 \$		120 000 \$
CRÉ		210 000 \$	210 000 \$
Hydro-Québec			67 777 \$
CPDM			135 555 \$
<b>Total</b>			<b>2 033 332 \$</b>

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente porte sur le territoire de la région administrative de la Côte-Nord.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et l'intervenant et prend fin au plus tard le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, la CPDM doit rembourser aux partenaires de l'entente tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée, au prorata de leur participation financière.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le comité de suivi de l'entente doit vérifier chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire il établit, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait les recommandations appropriées aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'année, le comité de suivi fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CPDM s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties et l'intervenant. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les parties et l'intervenant conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable de la région de la Côte-Nord :

Monsieur Robert Marquis  
Directeur général  
Géologie Québec  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
400, boul. Lamaque, bureau 1.02  
Val-d'Or (Québec) J9P 3L4

Monsieur Normand Laprise  
Directeur général régional  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
625, boulevard Laflèche, bureau 702  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

Pour le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :

Monsieur Jacques Chiasson  
Directeur régional  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation  
625, boulevard Laflèche, bureau 711  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

Pour le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

Monsieur Réginald Caron  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
550, boulevard Blanche  
Baie-Comeau (Québec) G5C 2B3

Pour la ministre des Affaires municipales et des Régions :

Monsieur Jacques Tremblay  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
625, boulevard Laflèche, RC-708  
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5

Pour la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord :

Monsieur Patrick Hamelin  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord  
235, boulevard La Salle, bureau 500  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 1S7

Pour la Corporation de promotion du développement minéral de la Côte-Nord :

Monsieur Bernard Gauthier  
Président  
456, avenue Arnaud, bureau 220  
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1

Pour Hydro-Québec :

Monsieur Clovis Gagnon  
Directeur régional et directeur-Production  
Hydro-Québec  
135, boulevard Comeau  
Baie-Comeau (Québec) G4Z 3B1

Pour le Comité régional ACCORD :

Madame Line Bérubé  
Présidente  
Comité régional ACCORD  
400, chemin de la Pointe-Noire, C.P. 1650  
Sept-Îles (Québec) G4R 5M9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties ou de l'intervenant doit faire l'objet d'un avis aux autres parties et à l'intervenant.

#### **14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

#### **15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties et l'intervenant reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et de l'intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties et l'intervenant s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **16. SIGNATURES**

Les parties et l'intervenant reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI, ils ont signé :**

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord

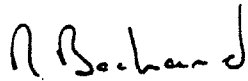


M. Claude Bécharde  
Ministre des Ressources naturelles  
et de la Faune, ministre responsable  
de la région de la Côte-Nord

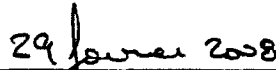
13.03.2008

Date

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord



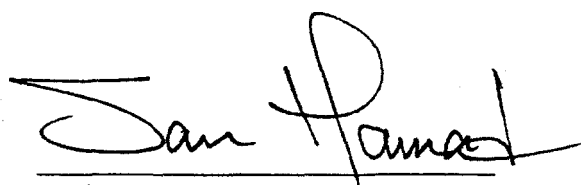
M. Raymond Bachand  
Ministre du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation

 29 janvier 2008

Date

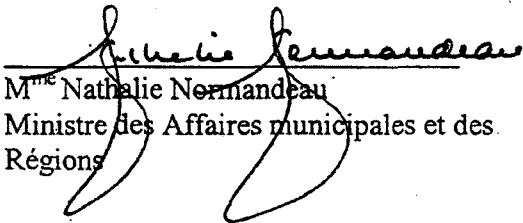


Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord

 14 Mars 2008  
M. Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la  
Solidarité sociale

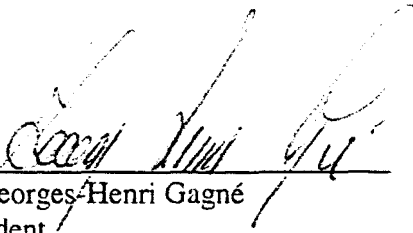
Date

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord

  
M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des  
Régions

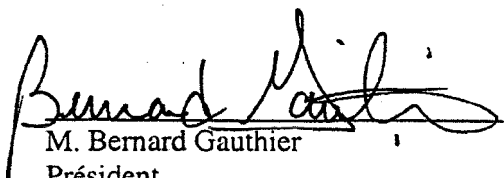
2008-02-13  
Date

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord

  
M. Georges-Henri Gagné  
Président  
CRÉ de la Côte-Nord

31 Mars 2008  
Date

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord



M. Bernard Gauthier

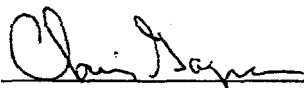
Président

Corporation de promotion du  
développement minéral de la Côte-Nord

2 Avril 2008

Date

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord

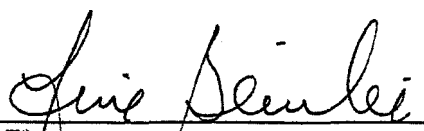



M. Clovis Gagnon  
Directeur régional  
Hydro-Québec

08/04/08

Date

Entente spécifique sur le développement d'une expertise régionale dans l'acquisition de connaissances géochimiques de l'environnement minier secondaire (sédiments de fonds de lacs, de ruisseaux et de sols) ainsi que sur la promotion et le développement de l'industrie minérale dans la région de la Côte-Nord

  
M<sup>me</sup> Line Bérubé  
Présidente  
Comité régional ACCORD

  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**sur L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**  
**dans la région du NORD-DU-QUÉBEC, secteur Jamésie**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »,

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »,

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »,

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège social au 110, boulevard Matagami, case postale 850, Matagami (Québec), J0Y 2A0, représentée par monsieur Gérald Lemoyne, président, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'administration (CRÉCA-08-02-20-05 du 25 février 2008), dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉBJ** »,

**ET**

**LE COMITÉ CONDITION FÉMININE BAIE-JAMES**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 573, 3<sup>e</sup> Rue, C.P. 15, Chibougamau (Québec), G8P 2K5, représenté par madame Ginette Laberge, présidente, dûment autorisée en vertu de la résolution du conseil d'administration (CACCFBJ-08-01-24-07), dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CCFBJ** »,

ci-après désignés les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec,

**ET**

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie

**LE CENTRE D'ENTREPRENEURSHIP NORDIQUE**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social au 179, 5<sup>e</sup> Avenue, Chibougamau (Québec), G8P 3A7, représenté par monsieur Gary James, président, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'administration (CEN004-08), dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « CEN »,

ET

**LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES**, personne morale légalement constituée en vertu du décret 1014-97, conformément à l'article 111 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.I-13.3), ayant son siège social au 596, 4<sup>e</sup> Rue, Chibougamau (Québec), G8P 1S3, représentée par madame Lyne Laporte-Joly, présidente, dûment autorisée en vertu des résolutions du conseil d'administration (CC1940-08 (participation de la Commission scolaire) et CC1939-08 (nomination d'une représentante)), dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CSBJ »

ET

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, organisme gouvernemental représenté par sa présidente, madame Christiane Pelchat,

ci-après désigné le « CSF »



## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la CRÉ et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** la CRÉ est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le MAMR, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le MAMR a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait et un plan d'action triennal 2007-2010 »;

**ATTENDU QUE** l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus »;

**ATTENDU QUE** le MCCCCF a notamment pour mission de favoriser la contribution sociale, civique, économique et professionnelle des femmes au développement du Québec ainsi que de promouvoir les droits des femmes et l'égalité effective entre les femmes et les hommes au Québec et à l'étranger;

**ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC** a pour mission de contribuer, de concert avec les partenaires du marché du travail, à développer l'emploi et la main-d'œuvre ainsi qu'à lutter contre le chômage dans une perspective de développement économique et social;

**ATTENDU QUE** le plan d'action régional d'EMPLOI-QUÉBEC Nord-du-Québec stipule, à l'axe d'intervention 3, qu'Emploi-Québec doit soutenir les personnes à risque de sous-emploi, notamment celles à risque d'exclusion et de pauvreté en offrant une gamme de services spécifiques afin de favoriser l'insertion en emploi des personnes vivant des problématiques particulières vis-à-vis du marché du travail, notamment les femmes, en s'inscrivant dans les stratégies déjà identifiées pour ces groupes défavorisés sur le plan de l'emploi;

**ATTENDU QUE** le CCFBJ a notamment comme mission de favoriser sur le territoire un développement socio-économique durable assurant l'égalité entre les femmes et les hommes et l'amélioration des conditions de vie des Jamésiennes;

**ATTENDU QUE** le CEN a notamment comme mission de stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat en harmonisant ses interventions avec les partenaires socio-économiques de la Jamésie;

**ATTENDU QUE** la CSBJ a pour mission d'assurer, dans le respect des rôles de chacun et en collaboration avec les divers partenaires du territoire de la Baie-James, des services éducatifs de qualité pour l'ensemble de la population jamésienne et d'agir en soutien aux établissements dans la réalisation de leur mission spécifique;

**ATTENDU QUE** le CSF a pour mission d'agir comme lieu d'observation des conditions de vie des femmes et qu'il réalise des études et des recherches qui mettent en lumière les inégalités vécues par ces dernières et font ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes;

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie

## **1. DÉFINITIONS**

Dans la présente entente spécifique, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et acronymes suivants se définissent comme suit :

**Égalité :** On entend par égalité l'égle visibilité, autonomie, responsabilité et participation des deux sexes dans toutes les sphères de la vie publique et privée.

**Comité de suivi :** Comité responsable d'assurer le suivi de l'entente spécifique.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire du Nord-du-Québec, secteur Jamésie. Les parties conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les parties s'entendent pour collaborer à une démarche qui vise l'intégration pleine et entière des femmes dans les sphères d'activité en vue d'améliorer leurs conditions de vie et ainsi atteindre l'égalité de fait entre les femmes et les hommes. Ils conviennent donc de travailler à :

- favoriser la prise en compte des intérêts et des réalités des femmes;
- accroître la représentativité des femmes dans les instances décisionnelles et les lieux de pouvoir;
- favoriser et valoriser l'entrepreneuriat au féminin;
- promouvoir et favoriser l'accès des femmes aux métiers non traditionnels.

## **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les parties s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de suivi et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente.

## **5. ENGAGEMENTS DU MCCCCF**

Le MCCCCF s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance et, sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 120 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée au Comité

condition féminine Baie-James de la façon suivante :

- un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, les sommes accordées par le MCCCCF seront versées au Comité condition féminine Baie-James dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

## **6. ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC**

**EMPLOI-QUÉBEC** s'engage à :

Dans le cadre du Fonds de développement du marché du travail, et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer, dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et de ses normes de gestion, à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 45 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée au Comité condition féminine Baie-James de la façon suivante :

- un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 15 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

## **7. ENGAGEMENTS DE LA CRÉBJ**

**La CRÉBJ** s'engage à :

Réserver, à même le Fonds de développement régional, un montant annuel de 40 000 \$ pour une période de trois ans afin de soutenir les projets visés par la présente entente, somme qui sera versée au Comité condition féminine Baie-James de la façon suivante :

- un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 40 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

## **8. ENGAGEMENTS DU MAMR**

**Le MAMR** s'engage à :

- Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- Être dépositaire de l'entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie.

#### **9. ENGAGEMENTS DU CCFBJ**

Le CCFBJ s'engage à :

- utiliser les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables à chacune de ces parties;
- assumer la coordination du comité de suivi;
- assumer la mise en œuvre du plan d'action;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- déposer chaque année aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente.

#### **10. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

#### **11. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Partenaires	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
MCCCF	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	45 000 \$
CRÉBJ	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
TOTAL	95 000 \$	95 000 \$	95 000 \$	285 000 \$

#### **12. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire visé par la présente entente est celui de la région administrative du Nord-du-Québec, secteur Jamésie et s'applique aux municipalités suivantes : Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Municipalité de Baie-James.

#### **13. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les parties pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

À l'expiration de la présente entente, le CCFBJ doit rembourser aux parties tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

#### **14. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour soutenir le CCFBJ dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les parties conviennent de créer un comité de suivi de l'entente. Ce comité qui sera composé des représentants de chaque partie pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente.

Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- approuver le plan d'action et déterminer les priorités d'intervention;
- approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs;
- contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- à la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.

Les parties conviennent de tenir, à tous les 6 mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Le comité de suivi sera constitué dans les 30 jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les parties.

#### **15. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le CCFBJ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

#### **16. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **17. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **18. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 15 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

- |                      |   |
|----------------------|---|
| Pour le MCCCCF :     | Madame Monik Duhaimé<br>Directrice régionale<br>Ministère de la Culture, des Communications<br>et de la Condition féminine<br>19, rue Perreault Ouest, bureau 450<br>Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6N5<br>Monik.Duhaimé@mcccf.gouv.qc.ca       |
| Pour EMPLOI-QUÉBEC : | Monsieur Ghislain Desjardins<br>Directeur régional Nord-du-Québec<br>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale<br>129, rue des Forces-Armées<br>Chibougamau (Québec) G8P 3A1<br>ghislain.desjardins@messf.gouv.qc.ca                |
| Pour le MAMR :       | Monsieur Richard Leclerc<br>Directeur régional<br>Direction régionale du Nord-du-Québec<br>Ministère des Affaires municipales et des Régions<br>511, route 167, C. P. 70<br>Chibougamau (Québec) G8P 2K5<br>richard.leclerc@mamr.gouv.qc.ca |
| Pour la CRÉBJ :      | Monsieur André Brunet<br>Directeur général<br>Conférence régionale des élus de la Baie-James<br>110, boulevard Matagami, C.P. 850<br>Matagami (Québec) J0Y 2A0<br>matagami@crebj.ca   |
| Pour le CCFBJ :      | Madame Ginette Laberge<br>Présidente<br>Comité condition féminine Baie-James<br>573, 3 <sup>e</sup> Rue, C.P. 15<br>Chibougamau (Québec) G8P 2K5<br>ccfbj@tlb.sympatico.ca  |

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### **19. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

### **20. ANNEXE**

L'annexe mentionnée à la présente entente en fait partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et l'accepte. En cas de conflit entre l'annexe et la présente entente, l'entente prévaudra.

Annexe A : Plan d'action triennal du CCFBJ 2007-2010

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

### **21. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentation publique des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **22. SIGNATURES**

Les parties et les intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, ils ont signé :

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie



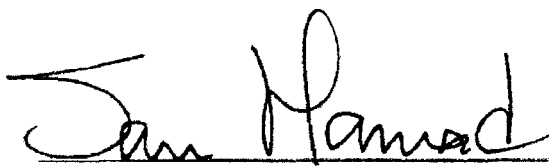
CHRISTINE ST-PIERRE  
Ministre de la Culture, des Communications et de  
la Condition féminine

31-03-08

Date



Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie



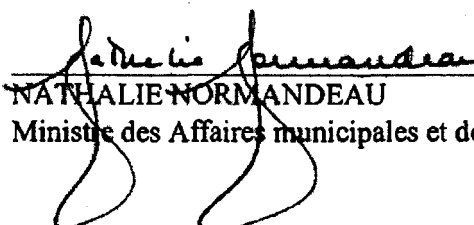
SAM HAMAD

Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

22/04/08

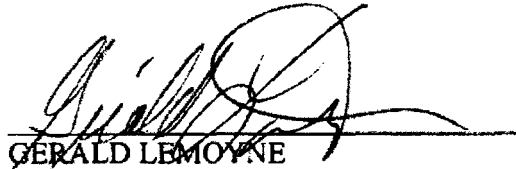
Date

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie

  
NATHALIE NORMANDEAU  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-31  
Date

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Jamésie



GERALD LEMOYNE

Président de la Conférence régionale des élus de la Baie-James

Date

16 mai 08

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie

  
GINETTE LABERGE

Présidente du Comité condition féminine Baie-  
James

6 mai 2008  
Date


Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie



BENOÎT PELLETIER  
Ministre responsable de la région  
du Nord-du-Québec

9 avril 2008  
Date

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie

  
\_\_\_\_\_  
GARY JAMES  
Président du Centre d'entrepreneurship nordique

  
\_\_\_\_\_  
Date

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie

Lyne Laporte Joly  
LYNE LAPORTE-JOLY  
Présidente de la Commission scolaire  
de la Baie-James

05-05-2008  
Date

Entente spécifique sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du  
Nord-du-Québec, secteur Jamésie

  
CHRISTIANE PELCHAT

Présidente du Conseil du statut de la femme



Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES  
DANS LA RÉGION NORD-DU-QUÉBEC, SECTEUR JAMÉSIE 2007-2010**

**ANNEXE A  
PLAN D'ACTION**

Orientation		Augmenter la participation des femmes aux instances décisionnelles	Indicateur de performance	Augmentation de 15 % du nombre de femmes impliquées dans les lieux de pouvoir		
	Objectifs	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés
				Année de l'entente	Montant affecté	
	Favoriser la prise en compte des intérêts et des réalités des femmes	Élaborer une politique régionale d'égalité et de parité à la CRÉBJ et à l'intention d'organismes régionaux et les assister dans la mise en place	Politique régionale Méthode d'implantation Désignation de responsables	1-2-3	25 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; MAMR; CSF
		Participer à l'élaboration du prochain plan quinquennal 2008-2013 de la CRÉBJ	Rencontres, Documentation – études, recommandations	1	10 000 \$	
		Participer aux travaux des tables sectorielles présentant des enjeux pour les femmes notamment, le comité aviseur en service de garde	Identification des enjeux, ressources consacrées, invitations obtenues, nombre de rencontres et de groupes rejoints, travaux réalisés	1-2-3	15 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; MAMR
		Gérer l'entente en condition féminine	Partenaires, réalisation de plans d'action, activités, reddition de compte	1-2-3	20 000 \$	
	Accroître la représentativité des femmes dans les instances décisionnelles et les lieux de pouvoir	Alimenter le site Web du Comité condition féminine Baie-James (CCFBJ) afin de permettre aux femmes d'y trouver des outils répondants à leurs besoins	Site, collaboration du milieu – par exemple inscriptions à un forum ou rubriques tenues, nombre de visites	1-2-3	30 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; MAMR
		Accompagner et soutenir les femmes impliquées en politique municipale ou dans les instances décisionnelles par le réseautage et la formation	Expériences réalisées, mode de réseautage et soutien obtenu, évaluation quantitative et qualitative, influence sur la présence des femmes dans les instances			CCFBJ; CRÉBJ; MAMR
		Collaborer à la réalisation d'un colloque sur l'implication des femmes dans divers lieux de pouvoir organisé par le CCFBJ et prévu pour l'automne 2008	Actes du colloque	1	50 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; MAMR; CSF
		Organiser des rencontres formatrices et des visites d'instances décisionnelles	Instances visitées et nombre de participantes	1-2-3		CCFBJ; CRÉBJ; MAMR
		Tenir à jour et analyser le portrait des femmes siégeant dans les instances décisionnelles	Portrait	1-2-3	5 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; MAMR; CSF

Orientation		Vers l'égalité économique entre les femmes et les hommes		Indicateur de performance		Avoir réalisé 10 activités et 5 outils de diffusion et d'animation	
n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés	
				Année de l'entente	Montant affecté		
	Favoriser et valoriser l'entrepreneuriat au féminin	Soutenir la création du fonds d'entrepreneurship féminin du Nord-du-Québec	Mise en place du fonds Identification des partenaires et proposition de modalités de fonctionnement	1	10 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; MAMR; CEN; CSF	
		Promouvoir l'entrepreneuriat féminin, particulièrement les secteurs d'activité offrant de bonnes perspectives de développement et d'emploi	Plan de communication et activités réalisées	1-2-3	10 000 \$		
		Collaborer à l'élaboration d'un guide d'intervention adapté aux besoins spécifiques des femmes entrepreneures et des promotrices de projet de la Jamésie	Document produit, activités de diffusion, clientèle rejointe	2-3	12 000 \$		
		Tenir des ateliers de formation auprès des femmes entrepreneures et des promotrices de projet	Nombre et importance des événements réalisés, nombre de participantes	2-3			
		Publiciser des modèles de réussite féminins en entrepreneuriat	Modèles identifiés, diffusion, public rejoint	1-2-3	8 000 \$		
	Promouvoir et favoriser l'accès des femmes aux métiers non traditionnels	Diffuser le document <i>L'accès des femmes aux emplois non traditionnels dans le Nord-du-Québec et en Jamésie</i>	Activités de diffusion, public rejoint	1-2	30 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; Emploi-Québec; MAMR, CSBJ; CSF	
		Créer des outils d'animation et d'intervention à l'intention des intervenants et intervenantes des domaines de l'emploi et de la formation scolaire	Le ou les outils	2-3			
		Élaborer et animer des formations pour les intervenants et intervenantes des domaines de l'emploi et de la formation scolaire	Contenu de formation Nombre de sessions Nombre de participantes et participants	2-3			

n°	Objet / action spécifique	Description / moyens	Résultats attendus / biens livrables	Coût		Partenaires concernés
				Années de l'entente	Montant affecté	
	Promouvoir et favoriser l'accès des femmes aux métiers non traditionnels	Participer au concours <i>Chapeau les filles!</i>	Participation, visibilité obtenue auprès des jeunes femmes et de la population	2-3	60 000 \$	CCFBJ; CRÉBJ; Emploi-Québec; MAMR; CSBJ; CEN; CSF
		Publiciser des modèles de réussites féminins	Identification de modèles Diffusion de l'information	3		
		Organiser une activité portant sur la diversification professionnelle des femmes de la région	Tenue de l'activité, public rejoint et couverture de presse			

# ENTENTE DE PARTENARIAT RÉGIONAL EN TOURISME

## ENTRE

Le ministre du Tourisme,

Monsieur Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « ministère du Tourisme »

## ET

La présidente de l'Association touristique de la Baie-James,

organisme privé sans but lucratif légalement constitué en vertu des dispositions de la partie III de la *Loi des compagnies du Québec*, représenté par madame Doris Thomassin, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « Tourisme Baie-James »

## ET

La ministre des Affaires municipales et des Régions,

Madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « ministère des Affaires municipales et des Régions »

## ET

La Conférence régionale des élus de la Baie-James,

personne morale instituée par la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), représentée par monsieur Gérald Lemoyne, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ de la Baie-James »

## ET

La Municipalité de Baie-James,

personne morale instituée par la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie-James* (L.R.Q., c. D-8.2), représentée par monsieur Gérald Lemoyne, maire, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « Municipalité de Baie-James »

ET

**La Société de développement de la Baie-James,**

personne morale de droit public dûment constituée en vertu de la partie 1 de la *Loi sur le développement et l'organisation municipale de la région de la Baie-James (L.R.Q., c. D-8.2)*, représentée par monsieur Raymond Thibault, président-directeur-général, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « Société de développement de la Baie-James »

## Préambule

Considérant que le ministère du Tourisme a pour mission de favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en s'appuyant sur la Politique touristique du Québec, résolument tournée vers le tourisme durable, qui a pour objectif principal de permettre au gouvernement et à l'industrie de mieux coordonner leurs efforts et de consolider la concertation entre les partenaires;

Considérant que le gouvernement du Québec a, dans le cadre du Discours sur le Budget 2007-2008, annoncé le déploiement de la *Stratégie pour le développement de toutes les régions* et que le ministère du Tourisme souhaite y contribuer en favorisant la consolidation et le développement de l'offre touristique régionale;

Considérant que Tourisme Baie-James est reconnue par le ministère du Tourisme comme son partenaire privilégié quant à l'établissement des priorités, des orientations et des politiques de développement et de promotion touristiques de la région;

Considérant que le gouvernement du Québec permet de mettre en place une taxe sur l'hébergement devant servir à renforcer et à soutenir la promotion et le développement touristique des régions et que Tourisme Baie-James peut utiliser une partie des revenus de celle-ci comme levier au développement de l'offre touristique;

Considérant que le ministère du Tourisme et que Tourisme Baie-James souhaitent conclure une entente de partenariat afin de favoriser la synergie des partenaires et de canaliser les investissements en tourisme en fonction des priorités régionales, et ce, en lien avec la Politique touristique du Québec;

Considérant que cette entente est établie en vertu de l'article 21.7 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* qui stipule que les conférences régionales des élus (CRÉ) peuvent conclure des ententes spécifiques avec les ministères ou organismes du gouvernement ou d'autres partenaires pour la mise en œuvre de priorités régionales, telles qu'inscrites dans la planification stratégique régionale;

Considérant que le Plan quinquennal de développement 2004-2009 de la CRÉ de la Baie-James identifie le développement de l'offre touristique comme un moyen de diversifier l'économie régionale;

Considérant l'objectif du Plan quinquennal de développement 2004-2009 de la CRÉ de la Baie-James d'organiser l'industrie touristique en développant et consolidant les infrastructures d'hébergement pour rehausser la qualité et la diversité de l'offre;

Considérant qu'en vertu de l'article 1.3 et du chapitre 5 de l'entente de partenariat financier avec Hydro-Québec, la Municipalité de Baie-James a créé un Fonds de développement régional;

Considérant que le Fonds de développement régional a pour objet unique de financer les projets admissibles au fonds de développement régional et que le développement touristique en fait partie;

Considérant que la Société de développement de la Baie-James a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques, du territoire de la Baie-James;

Considérant que l'objet et les objectifs visés par l'Entente de partenariat régional en tourisme sont en lien avec la mission de la Société de développement de la Baie-James;

Considérant que, par le biais de cette Entente, les partenaires ont pour volonté de tenir compte de la dynamique et des besoins de l'ensemble de la région touristique de la Baie-James, de se concerter et d'assurer une cohésion dans les interventions régionales pour le développement et la structuration d'une offre touristique complémentaire, attractive et de qualité.

## EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

### 1. OBJET

La présente Entente a pour objet d'associer les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux à la réalisation de priorités régionales de développement de l'offre touristique en vue de maximiser l'apport de l'industrie touristique à l'économie de la région touristique de la Baie-James. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des parties et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique dans la région touristique de la Baie-James.

### 2. OBJECTIFS VISÉS

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région, en fonction des priorités de la planification régionale de Tourisme Baie-James.

Les projets soutenus posséderont un caractère structurant contribuant à bonifier, diversifier ou renouveler l'offre touristique régionale. Ils comporteront l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- élargir l'offre et développer la complémentarité des produits et des services touristiques en vue d'une meilleure offre;
- mettre en valeur des aspects distinctifs de la région;
- renforcer la compétitivité et le pouvoir attractif des produits touristiques en émergence et de la destination;
- stimuler l'achalandage touristique dans la région par l'augmentation du nombre de touristes en provenance de la région du Québec et de l'extérieur du Québec;
- susciter la rétention des visiteurs dans la région touristique de la Baie-James et augmenter les nuitées;
- Atténuer les écarts de la saisonnalité;
- engendrer des impacts économiques significatifs pour le maintien et la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- favoriser la mise en valeur du patrimoine naturel et bâti de la région touristique de la Baie-James;
- favoriser les projets soumis par les entreprises souscrivant à la Démarche Qualité Tourisme et promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

### 3. RÉSULTATS ATTENDUS

Au terme de l'Entente, en 2012, l'évaluation de l'atteinte des objectifs poursuivis portera notamment sur les aspects suivants :

- un investissement des partenaires de la présente Entente de 1,94 M\$ en développement de l'offre touristique d'ici 2012, pour un effet de levier de plus de 10 M\$;
- augmentation du nombre de visiteurs recensés dans la région de 3 % par année (de 56 121 visiteurs en 2008 à 63 165 visiteurs en 2012);
- augmentation du nombre de nuitées dans la région de 3 % par année.

### 4. PRINCIPES

Les partenaires conviennent des principes suivants :

- l'attribution de l'aide financière se fait au mérite des projets, aucune enveloppe n'est réservée par territoire géographique constituant la région touristique;
- les projets acceptés doivent être conformes aux normes des programmes qui les financent;
- les projets retenus sont conformes aux objectifs des plans stratégiques de Tourisme Baie-James, de la CRÉ de la Baie-James et de la Politique touristique du Québec;
- une priorité est accordée aux projets qui sont identifiés dans le créneau d'excellence en tourisme (ACCORD), lorsque ce dernier sera mis en œuvre;
- améliorer la prestation des services en favorisant les entreprises qui prennent des mesures pour protéger les milieux naturels et les paysages à haut potentiel de développement touristique et ayant de bonnes pratiques durables en tourisme.

## 5. ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

### 5.1 ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX

Aux fins de la présente Entente, les partenaires s'engagent conjointement à :

- mettre en place un comité de gestion, composé d'un représentant de chacun des bailleurs de fonds, du ministère des Affaires municipales et des Régions et présidé par Tourisme Baie-James;
- respecter le code d'éthique des membres du comité de gestion;
- confier à Tourisme Baie-James la coordination de l'analyse touristique et à la CRÉ de la Baie-James la coordination de l'analyse financière des projets afin de soumettre au comité de gestion des recommandations concertées;
- émettre des recommandations au ministre ou aux autres partenaires financiers, le cas échéant;
- produire annuellement un rapport détaillant l'affectation des fonds de l'ensemble des partenaires financiers signataires de l'Entente et faisant état de l'avancement des résultats attendus.

### 5.2 ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DU TOURISME

Aux fins de la présente Entente, le ministère du Tourisme s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien de projets, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- Soutenir Tourisme Baie-James dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- procéder à l'analyse de conformité des projets recommandés par le comité de gestion au ministre;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels le ministère du Tourisme participe financièrement.

### 5.3 ENGAGEMENTS DE TOURISME BAIE-JAMES

Aux fins de la présente Entente, Tourisme Baie-James s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets, sous réserve de la disponibilité des revenus de la perception de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- recevoir et procéder à l'analyse des demandes et émettre au comité de gestion des avis écrits sur les projets soumis;
- déléguer un représentant pour présider le comité de gestion et y participer;
- assurer l'administration, le secrétariat et le soutien professionnel du comité de gestion;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels Tourisme Baie-James participe.



#### **5.4 ENGAGEMENTS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

Aux fins de la présente Entente, le ministère des Affaires municipales et des Régions s'engage à :

- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement régional;
- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- informer la Conférence administrative régionale du suivi de l'Entente;
- contribuer à la réalisation de l'objet de l'Entente dans le respect de ses mandats et politiques.

#### **5.5 ENGAGEMENTS DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS**

Aux fins de la présente Entente, la CRÉ de la Baie-James s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- mettre à profit l'expertise existante à la CRÉ de la Baie-James pour soutenir Tourisme Baie-James dans l'analyse des dossiers;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels la CRÉ de la Baie-James participe financièrement.

#### **5.6 ENGAGEMENTS DE LA MUNICIPALITÉ DE BAIE-JAMES**

Aux fins de la présente Entente, la Municipalité de Baie-James s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- mettre à profit l'expertise existante à la Municipalité de Baie-James pour soutenir Tourisme Baie-James dans l'analyse des dossiers;
- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels la Municipalité de Baie-James participe.

#### **5.7 ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES**

Aux fins de la présente Entente, la Société de développement de la Baie-James s'engage à :

- participer financièrement à l'Entente et au soutien des projets;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7;
- déléguer un représentant pour participer aux travaux du comité de gestion;
- mettre à profit l'expertise existante à la Société de développement de la Baie-James pour soutenir Tourisme Baie-James dans l'analyse des dossiers;
- procéder au suivi des déboursés relativement aux projets pour lesquels la Société de développement de la Baie-James participe financièrement.

### **6. MODALITÉS DE VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS**

#### **6.1 PLAN DE FINANCEMENT**

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

<b>Partenaires financiers</b>	<b>2008-2009</b>	<b>2009-2010</b>	<b>2010-2011</b>	<b>2011-2012</b>	<b>Total</b>
Ministère du Tourisme	65 000 \$	65 000 \$	65 000 \$	65 000 \$	260 000 \$
Tourisme Baie-James	65 000 \$	65 000 \$	65 000 \$	65 000 \$	260 000 \$
SDBJ	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	100 000 \$
CRÉ DE LA BAIE-JAMES	130 000 \$	130 000 \$	130 000 \$	130 000 \$	520 000 \$
MBJ	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$	800 000 \$
Grand total	485 000\$	485 000\$	485 000\$	485 000\$	1 940 000 \$

*Note : Les sommes inutilisées pourront être transférées pour l'année suivante, dans le respect des normes en vigueur dans chacun des organismes partenaires.*

## **6.2 VERSEMENT DES CONTRIBUTIONS**

Le versement des contributions s'effectue selon les modalités suivantes :

### **6.2.1. MINISTÈRE DU TOURISME**

À la suite de la recommandation des projets par le comité de gestion et de l'approbation de ceux-ci par le ministre du Tourisme, le ministère du Tourisme s'engage à verser sa contribution directement aux promoteurs des projets pour lesquels il est sollicité, selon le plan de financement établi.

### **6.2.2. TOURISME BAIE-JAMES**

À la suite de la recommandation des projets par le comité de gestion, Tourisme Baie-James s'engage à verser sa contribution selon le plan de financement établi.

### **6.2.3. CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES**

À la suite de la recommandation des projets par le comité de gestion, la CRÉ de la Baie-James s'engage à verser sa contribution selon le plan de financement établi.

### **6.2.4. MUNICIPALITÉ DE BAIE-JAMES**

À la suite de la recommandation des projets par le comité de gestion, la Municipalité de Baie-James s'engage à verser sa contribution selon le plan de financement établi.

### **6.2.5. SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES**

À la suite de la recommandation des projets par le comité de gestion, la Société de développement de la Baie-James s'engage à verser sa contribution selon le plan de financement établi.

## **7. GESTION DE L'ENTENTE**

L'Entente de partenariat est gérée par le comité de gestion composé des bailleurs de fonds et du ministère des Affaires municipales et des Régions, afin d'assurer la convergence et la cohérence des interventions dans le traitement des projets soumis pour la région.

## **7.1 COMITÉ DE GESTION**

### **7.1.1. Responsabilité du comité de gestion**

Le comité de gestion aura comme mandat :

- d'élaborer le cadre de gestion et les règles d'attribution, conformément aux éléments énoncés à l'annexe 1 de la présente;
- de procéder à l'étude des projets déposés, proposer un plan de financement des projets et faire des recommandations appropriées aux partenaires financiers selon le plan de financement établi;
- d'informer les promoteurs des projets qui auront été refusés, après avoir reçu l'aval des instances décisionnelles des bailleurs de fonds;
- de déposer une fois l'an, aux partenaires, un rapport des travaux incluant s'il y a lieu des recommandations quant aux modifications du cadre de gestion et des règles d'attribution des projets.

### **7.1.2. Composition du comité de gestion**

Le comité de gestion, présidé par Tourisme Baie-James, est composé d'un représentant de chacun des bailleurs de fonds de l'Entente ainsi que du ministère des Affaires municipales et des Régions et pourra s'adjoindre des personnes ressources.

## **8. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le contrôleur des finances qui, à cette fin, a tous les pouvoirs prévus par la *Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., c.c.-37)* et plus particulièrement, le pouvoir de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge pertinents pour cette vérification.

## **9. CESSION**

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des signataires de l'Entente.

## **10. MODALITÉ D'APPLICATION DE L'ENTENTE DE PARTENARIAT**

### **10.1 PORTÉE DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent que la présente Entente, qui a valeur d'obligation morale, est l'expression de leur volonté commune de contribuer à la réalisation des objectifs d'intervention liés au tourisme dans la région touristique de la Baie-James.

### **10.2 ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent que la présente Entente fera l'objet d'une évaluation sur une base annuelle et d'une évaluation finale afin de vérifier l'atteinte des objectifs identifiés.

### **10.3 MODIFICATION DE L'ENTENTE**

Les parties conviennent que cette Entente sera, le cas échéant, harmonisée de façon à tenir compte de toutes les nouvelles mesures et politiques que le gouvernement du Québec pourrait décréter pour l'ensemble des activités gouvernementales.

Pour toute modification de l'Entente, le consentement unanime des parties est nécessaire. À cet effet, un projet de modifications proposé par une des parties doit être soumis, par écrit, aux autres parties. Ces dernières disposent d'un délai de 30 jours pour transmettre leur réponse par écrit.

#### **10.4 RÉSILIATION DE L'ENTENTE**

Les bailleurs de fonds se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente Entente, si de façon générale, l'une d'entre elles fait défaut de remplir quelque obligation que ce soit.

#### **10.5 DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente Entente prend effet à la date de signature des parties et aura une durée de 4 ans. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées à l'égard des projets retenus. Par ailleurs, elle pourra faire l'objet d'une prolongation advenant une confirmation écrite en ce sens de tous les signataires.

### **11. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

11.1 Les parties reconnaissent que les ministres signataires et/ou les représentants qu'ils désigneront peuvent annoncer, conjointement avec les partenaires de l'Entente, les détails importants de l'Entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'Entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'Entente.

11.2 La présente Entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les parties signataires, à moins d'avis contraire.

11.3 Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

11.4 Les parties acceptent que des représentants de parties participent à toute cérémonie officielle concernant l'Entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les signataires doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **12. LOIS APPLICABLES**

La présente Entente de même que les droits et obligations des parties qui en découlent sont régis et interprétés selon le droit applicable au Québec et en cas de contestation s'y rapportant, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

### **13. RÉSERVE**

La participation financière du ministère du Tourisme à cette Entente est conditionnelle au vote des crédits appropriés par l'Assemblée nationale.

#### 14. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES

L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente Entente sera intégrée ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente, sans préjudice aux modalités de mise en œuvre.

#### 15. COMMUNICATIONS

Pour le ministère du Tourisme :

Madame Geneviève Moisan, directrice  
900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 400  
Québec (Québec) G1R 2B5  
Téléphone : 418 643-2713  
Courriel : [moisan.genevieve@tourisme.gouv.qc.ca](mailto:moisan.genevieve@tourisme.gouv.qc.ca)

Pour Tourisme Baie-James :

Monsieur Jean Chartier, directeur général  
1252, Route 167 Sud, C.P. 134  
Chibougamau (Québec) G8P 2K6  
Téléphone : 1 888 748 8140 #222  
Courriel : [jchartier@tourismebaiejames.com](mailto:jchartier@tourismebaiejames.com)

Pour le ministère des Affaires municipales et des Régions :

Monsieur Richard Leclerc, directeur régional  
511, Route 167, C.P. 70  
Chibougamau (Québec) G8P 2K5  
Téléphone : 418 748-7737  
Courriel : [richard.leclerc@mamr.gouv.qc.ca](mailto:richard.leclerc@mamr.gouv.qc.ca)

Pour la Conférence régionale des élus de la Baie-James :

Monsieur André Brunet, directeur général  
110, boulevard Matagami, C.P. 850  
Matagami (Québec) J0Y 2A0  
Téléphone : 819 739-4111 #232  
Courriel : [directiongenerale@crebj.ca](mailto:directiongenerale@crebj.ca)

Pour la Municipalité de Baie-James :

Monsieur Benoît Ross, directeur général  
110, boulevard Matagami, C.P. 500  
Matagami (Québec) J0Y 2A0  
Téléphone : 819 739-2030 #235  
Courriel : [bross@baie-james.net](mailto:bross@baie-james.net)

Pour la Société de développement de la Baie-James :

Monsieur Raymond Thibault, président-directeur-général  
462, 3<sup>ème</sup> Rue, bureau 10  
Chibougamau (Québec) G8P 1N7  
Téléphone : 418 748-7777  
Courriel : [chi@sdbj.gouv.qc.ca](mailto:chi@sdbj.gouv.qc.ca)

## 16. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses du présent protocole d'Entente, y compris les annexes le cas échéant.

EN FOI DE QUOI, elles ont signé comme suit :

LE MINISTÈRE DU TOURISME

Par :

RB. L. J.  
Monsieur Raymond Bachand  
Ministre du Tourisme

4 septembre 2008  
Date

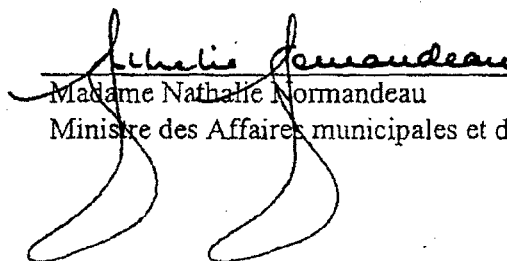
TOURISME BAIE-JAMES

Par : Doris Thomassin  
Madame Doris Thomassin  
Présidente

24-09-08  
Date

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

Par :

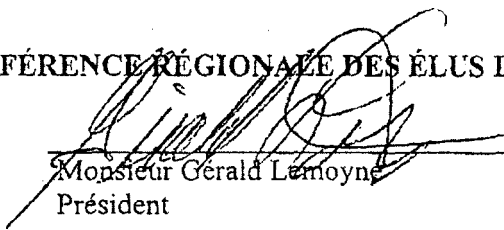
  
Madame Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-08-12  
Date



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES

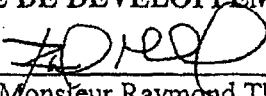
Par :

  
Monsieur Gérald Lemoyne  
Président

26 septembre 2008  
Date

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE-JAMES**

Par :

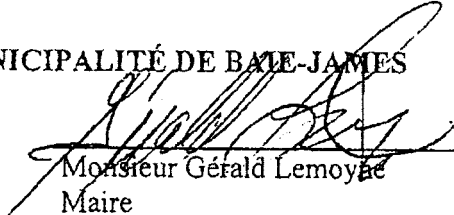
  
Monsieur Raymond Thibault  
Président-directeur général

Date

19 Sept 2008

MUNICIPALITÉ DE BAIE-JAMES

Par :

  
Monsieur Gérald Lemoyne  
Maire

26 septembre 2008  
Date

# Annexe 1

## Développement de l'offre Cadre de base pour l'analyse des projets

### *Organismes admissibles*

- Les entreprises privées, les organismes légalement constitués à but lucratif (OBL) ou non lucratif (OBNL) ainsi que les entreprises publiques telles les corporations municipales;
- Les entreprises ou organismes doivent avoir leur siège social ou leurs unités d'hébergement dans la région Baie-James.

### *Nature de l'aide financière*

- Contribution financière non remboursable pouvant atteindre 40 % des coûts du projet, jusqu'à un maximum de 250 000 \$. Ce maximum est de 50 000 \$ pour les études;
- Pour les projets où le ministère du Tourisme participe financièrement, le cumul maximal de l'aide gouvernementale du Québec pour une entreprise à but lucratif est de 40 % et celui pour un organisme public ou à but non lucratif est de 80 %.

### *Conditions de recevabilité des projets*

- Plan d'affaires complet et étayé;
- Projet doit se réaliser sur le territoire de l'ATR Baie-James;
- Coût minimal par projet : 50 000 \$. Ce coût minimal est de 20 000 \$ pour les études;
- Mise de fonds du promoteur : 20 % du coût du projet;
- Aucun engagement contractuel avant le dépôt de la demande d'aide.

### *Orientations générales pour l'évaluation des projets*

- Assurer le développement, la consolidation et le renouvellement de l'offre touristique en soutenant des projets conformes aux objectifs de la *Politique touristique du Québec* et qui s'intègrent à l'expérience touristique « le Québec Grande nature »;
- Privilégier les produits touristiques en émergence pour la région que sont l'écotourisme et tourisme d'aventure ainsi que le tourisme culturel, de même que la qualité de l'hébergement;
- Accorder une priorité aux projets identifiés dans les stratégies et plans d'actions du créneau d'excellence en tourisme (ACCORD), lorsque ce dernier sera mis en œuvre;
- Accorder une priorité aux projets qui souscrivent à de bonnes pratiques durables en tourisme;
- Accorder une priorité aux projets souscrivant à la Démarche Qualité Tourisme et favoriser les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'activités respectif.

### *Orientations spécifiques pour l'analyse des projets*

- Accorder une priorité aux projets d'immobilisation visant à hausser le niveau de qualité du secteur de l'hébergement, allonger la période de fréquentation ou offrir de nouveaux services adaptés aux clientèles;
- Accorder une priorité aux projets qui mettent en valeur les aspects distinctifs de la région;
- Favoriser les projets ayant pour but l'augmentation de l'achalandage touristique ou l'amélioration des produits et services générateurs de revenus ou ayant des retombées significatives pour la région.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Baie-James

**LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE,**  
madame Julie Boulet, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MRNF** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,**  
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES,** personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 110, boulevard Matagami, case postale 850, Matagami (Québec) J0Y 2A0, représentée par le président, monsieur Gerald Lemoyne, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration CRECA-08-06-20-05 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC,**  
monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE**, tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

**ATTENDU QUE**, le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du « Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier »;

**ATTENDU QUE**, le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du « Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire » (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

**ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel prend fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en oeuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;**

**ATTENDU QUE**, le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du « Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée », ci-appelé le PROGRAMME;

**ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du « Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire » (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en oeuvre de ce PRDIRT;**

**ATTENDU QUE** l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU QUE**, les CRÉ peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE**, en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

**ATTENDU QUE** le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

**ATTENDU QUE** le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

**ATTENDU QUE** le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

**ATTENDU QUE** l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

**ATTENDU QUE** le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

## **1. INTERPRÉTATION**

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'entente, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une **CRÉ** pour réaliser principalement un **PRDIRT** et autre mandat confié par le **MRNF**;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt, mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**. Elle a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la mise en œuvre du **PROGRAMME** pour la réalisation des activités, de projets et d'initiatives visant à favoriser le développement économique de la région du Nord-du-Québec, secteur Baie-James en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables ainsi que des ententes présentes sur le territoire.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'Entente vise à donner à la **CRÉ**, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les ressources financières et les pouvoirs requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la **CRRNT** requis à la réalisation de leur mandat pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la **CRÉ**, le **MRNF** et le **MAMR** et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la **CRRNT** de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le **MRNF**, le **PRDIRT**, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la **CRRNT** de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au **PRDIRT**, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la **CRRNT** de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le **MRNF**, la **CRÉ** ou les communautés autochtones et préalablement convenu entre le **MRNF** et la **CRÉ** d'ici le 31 mars 2013.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **3.1 Le MRNF s'engage à :**

- 3.1.1 Attribuer à la **CRÉ**, pour la première année d'application du **PROGRAMME**, un montant de sept cent cinquante mille dollars (750 000 \$) selon les modalités suivantes :
- 50 % du montant dans les 30 jours suivant la signature de l'Entente;
  - 30 % lors du dépôt du plan d'action annuel;
  - 10 % du montant à la suite du dépôt du rapport d'activité intérimaire, prévu le 28 février;
  - 10 % du montant à la suite du dépôt du rapport d'activité final prévu au plus tard le 30 juin.
- 3.1.2 Attribuer, pour les années subséquentes, les montants précisés en avril de chaque année. Ces montants seront versés à la **CRÉ** selon les modalités suivantes :
- 70 % du montant à la suite de l'approbation, par le **MRNF**, d'un plan d'action annuel;
  - 20 % du montant à la suite du dépôt par la **CRÉ**, au plus tard le 28 février de chaque année, d'un rapport intérimaire d'activité;
  - 10 % du montant à la suite du dépôt par la **CRÉ**, au plus tard le 30 juin de chaque année, d'un rapport final d'activité.
- 3.1.3 Déposer à la **CRÉ** les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du **PRDIRT**;
- 3.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du **MRNF** à titre d'interlocuteurs auprès de la **CRÉ** pour soutenir la mise oeuvre du **PROGRAMME** selon des modalités convenues regionalement.
- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du **PRDIRT** et le fonctionnement de la **CRRNT**.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le **PRDIRT** et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en oeuvre du **PRDIRT**.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des **CRRNT** ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en oeuvre des **PRDIRT**.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la **CRÉ** qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le **PROGRAMME** auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du **PROGRAMME** dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au «Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones».
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.



3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

**3.2 La CRÉ s'engage à :**

3.2.1 Convenir annuellement avec le directeur général régional du **MRNF** de la région du Nord-du-Québec, d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente entente et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.

3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la **CRÉ**, le **MRNF** et le **MAMR** et se terminant le 31 mars 2013.

3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le **MRNF**, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.

3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le **MRNF** pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.

3.2.5 Déposer pour avis, au **MRNF**, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.

3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.

3.2.7 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le **MRNF**, la **CRÉ** ou les communautés autochtones et préalablement convenu entre le **MRNF** et la **CRÉ** d'ici le 31 mars 2013.

3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.

3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le **MRNF**.

3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la **CRÉ**, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même leur budget, lorsque requise.

3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.

3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même leur budget, lorsque requis.

3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du **MRNF** selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition

de comptes comprendra notamment un rapport intérimaire d'activité déposé au plus tard le 28 février de chaque année, ainsi qu'un rapport final d'activité déposé au plus tard le 30 juin de chaque année et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la **CRÉ** et la **CRRNT** et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.

3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.

### **3.3 Le MAMR s'engage à :**

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

## **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application couvre le territoire de la Municipalité de Baie-James ainsi que celui des villes de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.

## **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** devra rembourser au **MRNF** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente, les **PARTIES** conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la **CRÉ**. Ce comité sera formé d'un représentant du **MRNF**, du **MAMR** et de la **CRÉ**. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux **PARTIES** pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **8. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

<b>MAMR</b>  <i>M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau</i>	<i>M. Richard Leclerc</i> <i>Directeur régional</i>	<i>Direction régionale du</i> <i>Nord-du-Québec</i> <i>511, route 167, C. P. 70</i> <i>Chibougamau (Québec) G8P 2K5</i>
<b>MRNF</b>  <i>M<sup>me</sup> Julie Boulet</i>	<i>M. Guy Hétu</i> <i>Directeur général régional</i>	<i>Direction régionale du</i> <i>Nord-du-Québec</i> <i>1121, boulevard Industriel,</i> <i>Lebel-sur-Quévillon (Québec)</i> <i>J0Y 1X0</i>
<b>CRÉ</b>  <i>M. Gérald Lemoyne, président</i>	<i>M. André Brunet</i> <i>Directeur général</i>	<i>110, boul. Matagami</i> <i>C. P. 850</i> <i>Matagami</i> <i>(Québec) J0Y 2A0</i>
<b>MINISTRE RESPONSABLE</b> <b>DE LA RÉGION DU NORD-</b> <b>DU-QUÉBEC</b>  <i>M. Benoît Pelletier</i>	<i>M. Benoît Pelletier</i>	<i>85, rue Bellehumeur</i> <i>Bureau 210</i> <i>Gatineau (Québec) J8T 8B7</i>

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Baie-James et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des **PARTIES** et de l'intervenant;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **14. SIGNATURES**

Les **PARTIES** et l'intervenant reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

Entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Baie-James

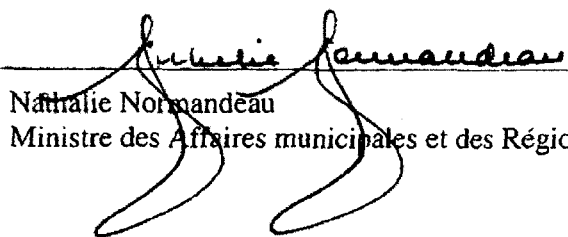
Julie Boulet

Julie Boulet  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

08-11-07

Date

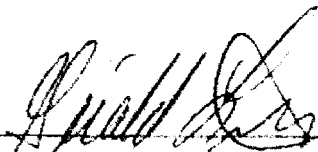
Entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Baie-James

  
Nathalie Normandéau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-08-11

Date

Entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Baie-James



Gerald Lemoyne


Président

Conférence régionale des élus de la Baie-James

21 mai 08

Date

Entente spécifique de mise en œuvre de la gestion intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Baie-James



Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région  
du Nord-du-Québec

11 novembre 2008  
Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS, madame Marguerite Blais, pour et au**  
nom du gouvernement du Québec,  
ci-après désignée le «**MFA**»

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, madame**  
Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,  
ci-après désignée le «**MAMR**»

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA BAIE-JAMES, personne morale**  
instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q.,  
c. M-22.1), ayant son siège au 110, boulevard Matagami, C. P. 850, Matagami  
(Québec) J0Y 2A0, représentée par le président, monsieur Gérald Lemoyne, dûment  
autorisé en vertu de la résolution du conseil d'administration n° CRÉCA-08-02-20-09  
dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la «**CRÉ**»

ci-après désignées les «**PARTIES**»

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, monsieur**  
Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que la ministre de la Famille et des Aînés pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits.

**ATTENDU QUE** l'un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus (CRÉ).

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la CRÉ.

**ATTENDU QUE** la CRÉ désire travailler en concertation avec les intervenants du milieu afin de répondre aux besoins des aînés.

**ATTENDU QUE** la CRÉ a mis sur pied un comité consultatif afin de définir les objectifs spécifiques de l'entente.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures aux besoins des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Les objectifs généraux visés par l'entente sont de :**

- 2.1.1 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux, régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 2.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 2.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.

### **2.2 Les objectifs spécifiques de l'entente sont :**

- 2.2.1 identifier les besoins en matière d'habitation pour les personnes âgées dans chaque municipalité et appuyer des initiatives visant à répondre à ces besoins;
- 2.2.2 favoriser la mise en place d'actions visant à offrir un milieu de vie de qualité et à briser l'isolement des personnes âgées;
- 2.2.3 identifier les besoins des proches aidants avec les partenaires et mettre en œuvre des pistes d'action en réponse à ces besoins;
- 2.2.4 identifier les pistes d'action afin d'améliorer l'accessibilité aux soins et services de santé en concertation avec les partenaires responsables et la région;
- 2.2.5 simplifier l'accès à l'information relativement aux programmes et services destinés aux aînés.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité régional de suivi de l'entente. Il sera composé de représentants de la **CRÉ**, du **MFA** (Direction territoriale) et du **MAMR** (Direction régionale).

### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

#### **4.1 Le MFA s'engage à :**

- 4.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 4.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les **PARTIES** et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 4.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

#### **4.2 Le MAMR s'engage à :**

- 4.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 4.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 4.2.4 coordonner les actions interministérielles.

#### **4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 réserver annuellement, pour une période maximale de cinq ans, un montant de 50 000 \$ à même le Fonds de développement régional (FDR) aux fins de réaliser les objectifs de la présente entente;
- 4.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 4.3.3 mettre en place un comité de travail auquel la Table régionale de concertation des aînés du Nord-du-Québec sera invitée à participer;
- 4.3.4 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt:
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées  
dans la région du Nord-du-Québec 2007-2012

**4.3.4 respecter les conditions suivantes à l'effet que :**

- l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution de la **CRÉ** à leur réalisation;
- les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
- l'entente spécifique doit permettre à la **CRÉ** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
- l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage les Tables régionales de concertation des aînés et de développer avec elles des collaborations resserrées.

Lorsque la **CRÉ** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA** dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La **CRÉ** demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la **CRÉ** et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du **MFA**, et le cas échéant des autres **PARTIES**, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du **MFA** devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la **CRÉ**;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

**5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	Contribution				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
MFA	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$
CRÉBJ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
TOTAL	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente couvre le territoire de la région administrative du Nord-du-Québec, secteur Jamésie, soit celui situé entre le 49<sup>e</sup> et le 55<sup>e</sup> parallèle et correspondant au territoire des villes de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami, de même que celui de la municipalité de Baie-James.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de l'entente spécifique sera réalisé par des rencontres périodiques du comité régional de suivi.

Le comité régional de suivi doit :

- s'assurer de la mise en œuvre, du suivi financier et administratif de l'entente;
- établir un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier si les objectifs ont été atteints;
- faire la recommandation appropriée aux **PARTIES**;
- recommander à la **CRÉ** l'adoption d'un plan d'action annuel ou pluriannuel qui inclut les priorités d'action;
- faire un bilan global à la fin de l'entente quant à l'atteinte des objectifs de l'entente;
- faire les recommandations appropriées à la **CRÉ** concernant les affectations de sommes provenant du FDR et du **MFA**.

Le comité doit vérifier chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints via le cadre d'évaluation qui a été établi.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Ministre des Affaires municipales et des Régions  M <sup>me</sup> Nathalie Normandeau	M. Richard Leclerc Directeur régional	Direction régionale du Nord-du-Québec 511, route 167, C. P. 70 Chibougamau (Québec) G8P 2K5
Ministre responsable des Aînés  M <sup>me</sup> Marguerite Blais	M. Michel Monette Directeur	Direction territoriale Nord- Ouest 1760 A, boul. Le Corbusier Laval (Québec) H7S 2K1
Conférence régionale des élus de la Baie-James  M. Gérald Lemoyne, président	M. André Brunet Directeur général	110, boul. Matagami C. P. 850 Matagami (Québec) J0Y 2A0

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **15. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

## **16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et de l'intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

#### ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées  
dans la région du Nord-du-Québec 2007-2012

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.


#### **17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

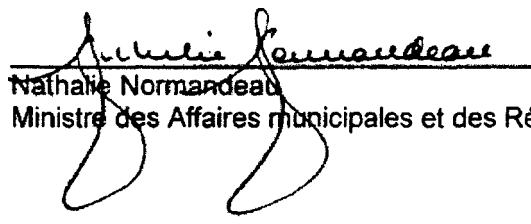
ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées  
dans la région du Nord-du-Québec 2007-2012

  
\_\_\_\_\_  
Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés  
\_\_\_\_\_  
Date



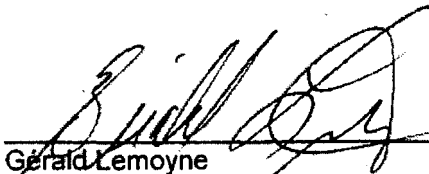
ENTENTE SPÉCIFIQUE  
Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées  
dans la région du Nord-du-Québec 2007-2012

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-31  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées  
dans la région du Nord-du-Québec 2007-2012

  
Gérald Lemoyne

Président

Conférence régionale des élus de la Baie-James

16 mai 08  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées  
dans la région du Nord-du-Québec 2007-2012



Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région du Nord-du-  
Québec

1<sup>er</sup> mai 2008  
Date

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012**

### ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS**, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK**, dûment constituée en vertu de l'article 239 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1) (*Loi Kativik*), ayant ses bureaux au 860, rue Kaivivvik Circle, Kuujuaq, Québec, JOM 1CO, agissant à titre de Conférence régionale des élus (CRÉ) Kativik, en vertu du paragraphe 21.5 (3) de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1) et représentée par la présidente, madame Maggie Emudluk et par la secrétaire, madame Ina Gordon, dûment autorisées en vertu de la résolution no. 2008-100, en date du 20 mars 2008, du comité administratif, et dont copie est jointe en annexe à la présente,

ci-après désignée l'« **ARK** »

ci-après désignées conjointement les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie  
des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012

### PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la *Stratégie d'action en faveur des aînés* présentée dans le cadre du *Budget 2007-2008* par le ministre des Finances du Québec prévoit que le MFA pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées et que, pour le réaliser, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) qui permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec chaque CRÉ du Québec;

**ATTENDU QU'**en vertu du paragraphe 21.5 (3) de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1) l'ARK agit à titre de CRÉ sur le territoire du Nord-du-Québec, secteur Kativik;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.6 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1) l'ARK est, à titre de CRÉ, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre l'ARK et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** le MAMR, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** les personnes âgées du Nunavik ont été consultées en juin 2005 par le Groupe de travail sur la participation des aînés au développement du Québec « *Bâtir un Québec pour toutes les générations* » ci-après désigné « **Groupe de travail** »;

**ATTENDU QUE** l'ARK a présenté au **Groupe de Travail** et, subséquemment, au gouvernement du Québec les conclusions de l'étude réalisée en 2005 par l'Université Laval concernant les conditions de vie des personnes âgées du Nunavik;

**ATTENDU QUE** le **Groupe de travail** a fait des recommandations spécifiques aux personnes âgées du Nunavik;

**ATTENDU QU'**une consultation publique tenue à Kangiqsujuaq le 27 septembre 2007 a permis de déterminer les nombreux besoins des personnes âgées du Nunavik, entre autres choses, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède en termes d'adaptation des services et infrastructures régionales, et de mieux comprendre la situation précaire dans laquelle vivent les personnes âgées du Nunavik;

**ATTENDU QUE** la présente entente permet de répondre partiellement aux besoins déterminés lors de la consultation publique tenue à Kangiqsujuaq en 2007;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** conviennent de continuer à travailler avec le Comité des Aînés du Nunavik à la réalisation d'initiatives susceptibles d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées du Nunavik afin de leur permettre d'avoir des conditions de vie comparables aux personnes âgées des autres régions du Québec.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik 2007-2012

#### 1. DÉFINITIONS

**Aîné** : toute personne âgée de 60 ans ou plus;

**Année financière de l'ARK** : période débutant le 1<sup>er</sup> janvier d'une année pour se terminer le 31 décembre de la même année;

**Comité des Aînés du Nunavik** : comité composé de sept membres, soit de deux représentants de la Baie d'Hudson, de deux représentants du détroit d'Hudson, de deux représentants de la Baie d'Ungava ainsi que de la présidente de l'ARK. Ce comité a pour mandat de faire valoir les préoccupations des aînés du Nunavik et de suggérer des solutions qui répondent aux besoins exprimés par les aînés.

**Secteur Kativik** : territoire tel que défini au paragraphe v) de l'article 2 de la *Loi Kativik*.

#### 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

#### 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

##### **3.1 Les objectifs généraux visés par l'entente :**

- 3.1.1 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités et MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 3.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 3.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale;
- 3.1.4 favoriser la concertation locale et régionale par le développement de partenariats.

##### **3.2 La présente entente a les objectifs spécifiques suivants :**

- 3.2.1 identifier et mettre en place des mesures qui permettent d'offrir aux personnes âgées du secteur Kativik des conditions de vie comparables à celles des personnes âgées des autres régions du Québec;
- 3.2.2 soutenir la conception et le développement de projets qui visent l'adaptation des services et infrastructures régionales aux besoins des aînés;
- 3.2.3 appuyer des initiatives qui favorisent la contribution des personnes âgées à leur communauté.

#### 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

##### **Engagements généraux**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik 2007-2012

- participer aux rencontres du comité de suivi ou à toutes autres activités reliées à la présente entente.

#### Comité de suivi

Pour soutenir l'ARK et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs de la présente entente, les **PARTIES** conviennent de créer un comité de suivi. Ce comité sera composé de 3 membres, soit d'un représentant du **MFA**, d'un représentant du **MAMR** et d'un représentant de l'**ARK**. Ce comité de suivi sera formé dans les 30 jours suivant la signature de la présente entente par toutes les **PARTIES**.

Le comité de suivi aura les responsabilités suivantes :

- veiller à la mise en œuvre de la présente entente conformément aux normes et programmes applicables et en assurer le suivi financier et administratif;
- le cas échéant, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- vérifier chaque année si les objectifs prévus à la présente entente ont été atteints;
- préparer et approuver le plan d'action de même que préparer et adopter, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs;
- faire les recommandations appropriées aux **PARTIES** pour l'année qui suit.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre ses membres.

Ce comité de suivi s'engage à déposer auprès des **PARTIES**, au plus tard le 31 mars 2013, un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente.

## 5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

### 5.1 Le MFA s'engage à :

- 5.1.1 verser annuellement à l'ARK un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 5.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les **PARTIES** et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, l'ARK recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, l'ARK recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 5.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

### 5.2 Le MAMR s'engage à :

- 5.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 5.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 5.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 5.2.4 coordonner les actions interministérielles.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik 2007-2012

#### 5.3 L'ARK s'engage à :

- 5.3.1 réserver aux fins de réalisation de la présente entente une contribution financière de 60 000 \$ pour l'année 2007-2008 et de 50 000 \$ pour chacune des quatre autres années de l'entente, ces sommes provenant du Fonds de développement régional (FDR);
- 5.3.2 assurer la coordination du comité de suivi;
- 5.3.3 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 5.3.4 produire annuellement aux membres du comité de suivi, au plus tard le 31 mars, un rapport d'activités;
- 5.3.5 déposer auprès du MFA et du MAMR, au plus tard le 30 avril de chaque année financière de l'ARK, le rapport financier annuel vérifié de l'ARK décrivant l'utilisation conforme des sommes d'argent reçues dans le cadre de la présente entente;
- 5.3.6 analyser les projets à réaliser de concert avec le Comité des Aînés du Nunavik;
- 5.3.7 décider de l'utilisation des fonds provenant de l'ARK et du MFA pour la réalisation des projets devant être subventionnés;
- 5.3.8 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt:
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;
- 5.3.9 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution de l'ARK à sa réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - l'entente spécifique doit permettre à l'ARK d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;

Lorsque l'ARK finance des projets à même des fonds provenant du MFA dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente.

Les ententes qui seront conclues entre l'ARK et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du MFA, et le cas échéant des autres **PARTIES**, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du MFA devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par l'ARK;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;



## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik 2007-2012

- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

## **6. MODALITÉS PARTICULIÈRES**

- 6.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).
- 6.2 Tout engagement financier de l'ARK est assujéti à la programmation annuelle approuvée par son comité administratif.
- 6.3 Les sommes non utilisées au cours d'une année financière seront reportées à l'année financière suivante et devront être engagées avant le 31 mars 2012.

## **7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	Contributions				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$
<b>ARK</b>	60 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$
<b>TOTAL</b>	179 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$

## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique au territoire de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013 ou lorsque toutes les obligations des parties auront été acquittées.

À l'expiration de la présente entente, l'ARK doit rembourser au MFA tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi des ententes spécifiques sera réalisé par des rencontres périodiques du comité régional de suivi.

Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

### Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik 2007-2012

motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, l'ARK s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## 12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## 13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

	Représentant	Adresse
<b>MFA</b> Pour Mme Marguerite Blais	M. Michel Hamelin Sous-ministre adjoint aux aînés	500 Grande Allée Est 1 <sup>er</sup> étage Québec (Québec) G1R 2J7
<b>MAMR</b> Pour Mme Nathalie Normandeau	M. Richard Leclerc Directeur régional	511, route 167, C. P. 70 Chibougamau (Québec) G8P 2K5
<b>ARK</b> M <sup>me</sup> Maggie Emudluk et M <sup>me</sup> Ina Gordon	M. Jobie Tukkiapik Directeur général	Administration régionale Kativik C. P. 9 Kuujuaq (Québec) J0M 1C0

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie  
des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012**

### **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

### **16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec l'ARK, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenant lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'intervenant doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement, pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **17. INTERPRÉTATION**

La présente entente a été rédigée en versions française et anglaise. En cas de difficulté d'interprétation entre les deux versions, la version française prévaudra.

### **18. SIGNATURES**

Les **PARTIES** et l'intervenant reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie  
des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012

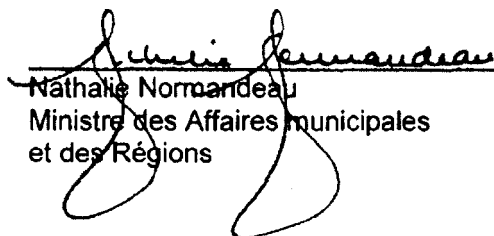


Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés

  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie  
des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012

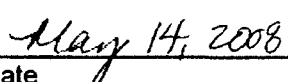
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

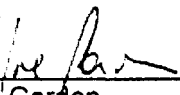
2008-03-31  
Date

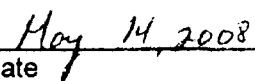
ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie  
des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012

  
Maggie Emudluk  
Présidente de l'Administration régionale Kativik

  
Date

  
Ina Gordon  
Secrétaire de l'Administration régionale Kativik

  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie  
des personnes âgées dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik  
2007-2012



Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région du Nord-du-  
Québec

1<sup>er</sup> mai 2008  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
en matière d'égalité entre les femmes et les hommes  
dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK** dûment constituée en vertu de l'article 239 de la *Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik* (L.R.Q., c. V-6.1) (*Loi Kativik*), ayant ses bureaux au 860 Kaivivvik Circle, Kuujjuaq, Québec, JOM 1CO, agissant à titre de Conférence régionale des élus (CRÉ) Kativik, en vertu du paragraphe 21.5 (3) de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1) et représentée par la présidente, madame Maggie Emudluk, et par la secrétaire, madame Ina Gordon, dûment autorisées en vertu de la résolution n° 2008-099, en date du 19 mars 2008, du comité administratif,

ci-après désignée l'« **ARK** »

ET

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK**, représenté par la présidente, madame Maggie Emudluk, dûment autorisée en vertu de la résolution n°2007-08 no.7, en date du 20 mars 2008, du conseil d'administration,

ci-après désigné le « **CLDK** »

ET

**L'ASSOCIATION DES FEMMES INUIT DU NUNAVIK SATURVIIT**, personne morale dûment constituée en vertu de la *Loi sur les compagnies*, Partie III (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au casier postal 383, Kuujjuaraapik (Québec) JOM 1G0, représentée par la présidente, madame Lizzie Tukai-Masti, dûment autorisée en vertu de la résolution n° 2008-01 du conseil d'administration,

ci-après désignée la « **SATURVIIT** »

ci-après désignés conjointement les « **PARTIES** »

ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ET

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, organisme gouvernemental représenté par la présidente, madame Christiane Pelchat,

ci-après désigné le « **CSF** »

ci-après désignés conjointement les « **INTERVENANTS** »



## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QU'**en vertu du paragraphe 21.5 (3) de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1), l'ARK agit à titre de CRÉ sur le territoire de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik;

**ATTENDU QU'** en vertu de l'article 21.6 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (L.R.Q., c. M-22.1) l'ARK est, à titre de CRÉ, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre l'ARK et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** le CLDK fait la promotion des intérêts économiques de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik et assure la liaison entre les gouvernements du Québec et du Canada et le milieu des affaires de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik;

**ATTENDU QUE** le MAMR, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le MAMR a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les CRÉ et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté, le 17 décembre 2006, la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* et un *Plan d'action triennal 2007-2010*;

**ATTENDU QUE** la mesure 62 du plan d'action prévoit « ... *favoriser des projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus* »;

**ATTENDU QUE** SATURVIIT a comme mission de susciter pour la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik un développement socioéconomique qui favorise l'égalité entre les hommes et les femmes et vise à améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants inuits du Nunavik;

**ATTENDU QUE** le CSF a pour mission d'agir comme lieu d'observation des conditions de vie des femmes et qu'il réalise des études et des recherches qui mettent en lumière les inégalités vécues par ces dernières et font ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes.

## **1. DÉFINITIONS**

**Année financière :** Période commençant le 1<sup>er</sup> avril d'une année pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

**Année financière de l'ARK :** Période commençant le 1<sup>er</sup> janvier d'une année pour se terminer le 31 décembre de la même année.

**Comité de suivi :** Comité responsable d'assurer le suivi de la présente entente.

**Secteur Kativik :** Territoire tel que défini au paragraphe 2 v) de la *Loi Kativik*.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets régionaux et d'initiatives visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que de mettre en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées sur le territoire de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik. Les parties conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

La présente entente a les objectifs suivants :

- **Faire ressortir les problématiques du milieu et concerter les actions en matière de condition féminine :** cibler, consolider et concerter les mécanismes et les acteurs régionaux capables de structurer les actions visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.
- **Créer des partenariats :** favoriser la création de partenariats en matière de condition féminine avec les divers ministères et organismes présents dans la région, ainsi qu'avec des groupes communautaires et toutes autres organisations sujettes à s'impliquer.
- **Promouvoir la participation des femmes aux instances décisionnelles :** favoriser une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles en lien avec l'orientation 6 du *Plan d'action 2007-2010* de la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* et facilite l'implication politique pour les femmes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik particulièrement aux niveaux municipal et régional.

Ces actions permettront notamment de veiller à l'application de la politique *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* au niveau régional ainsi que de favoriser un suivi des dossiers de condition féminine dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik. Elles pourront être appuyées, si nécessaire, par une ou plusieurs études.

## **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les parties s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- mettre en place un comité de suivi de la présente entente en vertu de l'article 10 de celle-ci;
- participer aux rencontres du comité de suivi ou à toutes autres activités reliées à la présente entente.

## **5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

Le MCCCCF s'engage à :

- verser un montant de 138 000 \$ à l'ARK réparti pour une période de 3 ans et à effectuer les versements comme suit :
  - 68 000 \$ pour l'année financière 2007-2008
  - 35 000 \$ pour l'année financière 2008-2009
  - 35 000 \$ pour l'année financière 2009-2010

Pour l'année financière 2007-2008 : l'ARK recevra un versement de 100 % du montant prévu à la signature de la présente entente par toutes les parties et intervenants.

Pour les années financières 2008-2009 et 2009-2010 : les sommes seront versées à la suite du dépôt et de l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

**Le MAMR s'engage à :**

- favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de la présente entente;
- assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière de condition féminine;
- être dépositaire de la présente entente;
- coordonner les actions interministérielles nécessaires à la mise en œuvre de la présente entente.

**L'ARK s'engage à :**

- affecter aux fins de la présente entente un montant de 70 000 \$ pour l'année financière 2008-2009 et un montant de 70 000 \$ pour l'année financière 2009-2010;
- assurer la coordination du comité de suivi;
- administrer les sommes d'argent versées ou affectées aux fins de la présente entente dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- produire annuellement aux membres du comité de suivi, au plus tard le 31 mars, un rapport bilan;
- déposer auprès du MCCCCF et du MAMR, au plus tard le 30 avril de chaque année financière de l'ARK, le rapport financier annuel vérifié de l'ARK décrivant l'utilisation conforme des sommes d'argent reçues dans le cadre de la présente entente;
- travailler en étroite collaboration avec SATURVIIT, à l'atteinte des objectifs de la présente entente.

**Le CLDK s'engage à :**

- affecter aux fins de la présente entente un montant de 113 649 \$ dans les 30 jours suivant la signature de celle-ci.

**SATURVIIT s'engage à :**

- préparer et déposer au comité de suivi un plan d'action triennal dans les 90 jours qui suivent la signature de la présente entente. Ce plan d'action comprendra les objectifs, les moyens pour y parvenir ainsi que les résultats attendus et le nom des partenaires impliqués;
- déposer auprès de l'ARK, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à la présente entente;
- s'associer l'expertise de professionnels en fonction des ressources financières disponibles;
- participer aux rencontres du comité de suivi;
- travailler en étroite collaboration avec l'ARK, à l'atteinte des objectifs de la présente entente.

## **6. MODALITÉS PARTICULIÈRES**

- 6.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).
- 6.2 Tout engagement financier de l'ARK est assujéti à la programmation annuelle approuvée par son comité administratif.
- 6.3 Tout engagement financier du CLDK est assujéti à la programmation annuelle approuvée par son conseil d'administration.
- 6.4 Le comité administratif de l'ARK décidera en consultation avec le comité d'administration de SATURVIIT, au début de chaque exercice financier de l'ARK, des projets à réaliser et

de l'utilisation des fonds pour les années financières 2008-2009, 2009-2010.

6.5 Les sommes non utilisées au cours d'une année financière seront reportées à l'année financière suivante et seront engagées avant le 31 mars 2010.

## **7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Parties	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
MCCCF	68 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	138 000 \$
ARK	-	70 000 \$	70 000 \$	140 000 \$
CLDK	113 649 \$	-	-	113 649 \$
TOTAL	181 649 \$	105 000 \$	105 000 \$	391 649 \$

## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente s'applique sur le territoire de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010 ou lorsque toutes les obligations des parties auront été acquittées. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de l'entente, les parties pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

### **Comité de suivi**

Pour soutenir l'ARK et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs de la présente entente, les parties conviennent de créer un comité de suivi de celle-ci. Ce comité sera composé de quatre (4) membres soit d'un représentant du MCCCF, d'un représentant du MAMR, d'un représentant de l'ARK et du CLDK et d'un représentant de SATURVIIT.

Ce comité de suivi veillera à la mise en œuvre de la présente entente conformément aux normes et programmes applicables et en assurera le suivi financier et administratif. Il pourra faire appel à d'autres organismes ou ressources jugées utiles à la réalisation des objectifs de la présente entente.

Ce comité de suivi sera formé dans les 30 jours suivant la signature de la présente entente par toutes les parties et intervenants.

Ce comité de suivi vérifiera chaque année si les objectifs prévus à la présente entente et au plan triennal de SATURVIIT ont été atteints. Pour ce faire, il devra approuver le plan d'action et préparer et adopter, dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation comprenant les indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fera la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre ses membres.

Ce comité de suivi s'engage à déposer auprès des parties, après la fin de l'entente, un bilan global écrit quant à l'atteinte des objectifs de la présente entente.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie cette dernière.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit aux autres parties, énonçant le motif de résiliation. La partie en défaut aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi la présente entente sera résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, l'ARK, s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne pourra changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

<i>Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</i>  <i>Pour M<sup>me</sup> Christine St-Pierre</i>	<i>M<sup>me</sup> Monik Duhaime</i> <i>Directrice régionale</i>	<i>Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec</i> <i>19, rue Perreault Ouest, bureau 450</i> <i>Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6N5</i>
<i>Ministère des Affaires municipales et des Régions</i>  <i>Pour M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau</i>	<i>M. Richard Leclerc</i> <i>Directeur régional</i>	<i>Direction régionale du Nord-du-Québec</i> <i>511, route 167, C. P. 70</i> <i>Chibougamau (Québec) G8P 2K5</i>
<i>Administration régionale Kativik</i>  <i>Pour M<sup>me</sup> Maggie Emudluk et M<sup>me</sup> Ina Gordon</i>	<i>M. Jobie Tukkiapik</i> <i>Directeur général</i>	<i>Administration régionale Kativik</i> <i>C. P. 9</i> <i>Kuujuaq (Québec) J0M 1C0</i>
<i>Centre local de développement Kativik</i>  <i>Pour M<sup>me</sup> Maggie Emudluk</i>	<i>M. Adel Yassa</i> <i>Directeur</i>	<i>Centre local de développement Kativik</i> <i>C. P. 9</i> <i>Kuujuaq (Québec) J0M 1C0</i>
<i>L'Association des femmes Inuit du Nunavik Saturviit</i>	<i>M<sup>me</sup> Lizzie Tukai-Masti</i> <i>Présidente</i>	<i>C. P. 383</i> <i>Kuujuaaraapik (Québec) J0M 1G0</i>

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres.

## **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec l'ARK et avec les intervenants, les détails importants de la présente entente et de son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de la présente entente et son territoire d'application;
- le budget total de la présente entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire une annonce officielle concernant la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à la présente entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de celle-ci. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.


## **17. INTERPRÉTATION**

La présente entente a été rédigée en version française et anglaise. En cas de difficulté d'interprétation entre les deux versions, la version française prévaudra.

## **18. SIGNATURES**

Les parties et intervenants reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties et les intervenants ont signé :

  
Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture, des Communications et de  
la Condition féminine

Date 2008-31-03

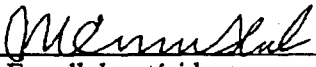


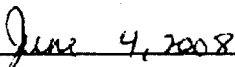
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions


2008-03-31

Date

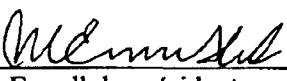


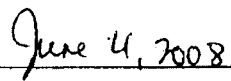
  
Maggie Emudluk, présidente  
Administration régionale Kativik

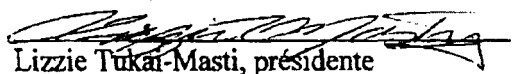
  
Date

  
Ina Gordon, secrétaire  
Administration régionale Kativik

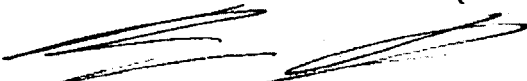
*Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik*

  
Maggie Emudluk, présidente  
Centre local de développement Kativik

  
Date

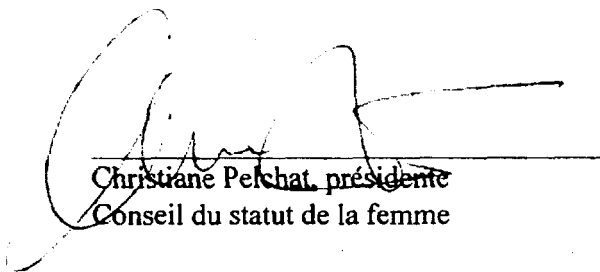
  
Lizzie Tukai-Masti, présidente  
Association des femmes inuit du Nunavik  
Saturviit

June 2, 2008.  
Date



Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région du  
Nord-du-Québec

9 avril 2008  
Date



Christiane Pelchat, présidente  
Conseil du statut de la femme

7 avril 2008

Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains  
de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MCCCF** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMROT** »

ET

**L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK**, dûment constituée en vertu de l'article 239 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., c. V-6.1) (Loi Kativik), ayant ses bureaux au 860, Kaivivvik Circle, Kuujjuaq (Québec) JOM 1CO, agissant à titre de Conférence régionale des élus (**CRÉ**), en vertu du paragraphe 21.5 (3) de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) et représentée par la présidente, madame Maggie Emudluk, et par la secrétaire, madame Ina Gordon, dûment autorisées en vertu de la résolution n° 2008-516 en date du 28 novembre 2008 du comité administratif;

ci-après désignée l'« **ARK** »

ET

**LE CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC**, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 79, boulevard René-Lévesque Est, 3<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5N5 représenté par le président-directeur général, monsieur Yvan Gauthier, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration du 6 juin 2007, n° CE0708A006, dont copie est jointe à la présente;

ci-après désigné le « **CALQ** »

ET

**L'INSTITUT CULTUREL AVATAQ**, personne morale légalement constituée ayant son siège social au 215, Redfern, bureau 400, Westmount (Québec) H3Z 3L5 et représentée par le président, monsieur Charlie Arngak, dûment autorisé en vertu de la résolution n° 2007-2008-15 en date du 14 mars 2008 du conseil d'administration,

ci-après désigné « **AVATAQ** »

ci-après désignés conjointement les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES:

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Pierre Corbeil, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QU'**en vertu du paragraphe 21.5 (3) de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), l'**ARK** agit à titre de **CRÉ** pour sa communauté;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.6 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), l'**ARK** est, à titre de **CRÉ**, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) a institué le Fonds de développement régional, que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques et que la **CRÉ** peut déléguer la gestion d'une partie de ce fonds au comité exécutif, à un membre de ce comité ou au directeur général;

**ATTENDU QUE** le cadre normatif du Fonds de développement régional a été modifié le 31 août 2004 par le C.T. n° 201475 et permet à la **CRÉ** de soutenir financièrement les artistes professionnels ou les regroupements d'artistes professionnels dans le cadre des ententes spécifiques conclues avec le **CALQ**;

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre l'**ARK** et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMROT** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les **CRÉ** et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le **CALQ** a, tel que défini dans sa loi constitutive (L.R.Q., 1992, c. C-57.02), pour objet de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans les domaines des arts et des lettres et d'en soutenir le rayonnement et qu'il est habilité à signer des ententes avec divers partenaires de manière à optimiser leurs interventions respectives partout sur le territoire comme le prévoit son mandat;

**ATTENDU QU'AVATAQ** est un organisme sans but lucratif chargé de protéger et de promouvoir la langue et la culture des Inuits du Nunavik et qu'il est l'instance de concertation des milieux artistiques et culturels du Nunavik bénéficiant d'un appui financier du **MCCCF**;

**ATTENDU QU'AVATAQ** est signataire d'un accord de coopération avec le **CALQ**, reconnu tel que spécifié dans la *Politique culturelle du Québec*, l'interlocuteur privilégié dans la définition des priorités culturelles, notamment dans le domaine des arts et des lettres à l'intérieur de la stratégie de développement régional. À ce titre, il est appelé à donner des avis au **MCCCF** sur les objets faisant partie de la planification régionale en matière culturelle;

**ATTENDU QUE** le soutien financier proposé par la présente Entente est complémentaire et qu'il ne vient pas se substituer aux programmes du **CALQ**;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** s'entendent sur l'importance de soutenir et de renforcer la pratique et la diffusion artistique au Nunavik.

## 1. DÉFINITIONS

**Année financière :** Période commençant le 1<sup>er</sup> avril d'une année pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

**Artistes et écrivains professionnels :** La Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (L.R.Q., c. S-32.01) désigne par artiste professionnel : toute personne qui se déclare artiste professionnel, crée des œuvres pour son propre compte, dont les œuvres sont exposées, produites, publiées, représentées en public ou mises en marché par un diffuseur, et qui a reçu de ses pairs des témoignages de reconnaissance comme professionnel, par une mention d'honneur, une récompense, un prix, une bourse, une nomination à un jury, la sélection à un salon ou tout autre moyen de même nature. Aussi, l'artiste qui est membre à titre professionnel d'une association reconnue ou faisant partie d'un regroupement reconnu en application de ladite Loi est présumé artiste professionnel.

La Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (L.R.Q., c. S 32.1) désigne par artiste professionnel : « toute personne physique qui pratique un art à son propre compte et qui offre ses services, moyennant rémunération, à titre de créateur ou d'interprète », notamment dans les domaines sous la responsabilité du Conseil des arts et des lettres du Québec.

Il doit être un artiste inuit, bénéficiaire de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ou issu du Nunavik, dans les deux cas, il doit résider habituellement au Québec et y avoir résidé au cours des douze (12) derniers mois.

**Artistes et écrivains professionnels de la jeune relève :** Un artiste et un écrivain professionnel de la jeune relève doivent répondre à la définition précédente et être âgés de 35 ans ou moins.

**Collectif d'artistes ou d'écrivains :** Un collectif désigne un groupe d'artistes, quel qu'en soit le nombre. La majorité doit être composée d'artistes professionnels et doit répondre aux définitions précédentes.

**Comité de sélection :** Comité créé selon les modalités de l'article 22 (3<sup>e</sup>) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02) en vue d'évaluer les dossiers soumis dans le cadre de la présente Entente et de faire des recommandations aux **PARTIES**.

**Comité de suivi :** Comité responsable d'assurer le suivi de la présente Entente.

**Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres :** Compte spécifique en fidéicommiss, géré par AVATAQ, dans lequel sont versées les contributions de l'ARK et du CALQ.

**Organismes professionnels :** L'organisme doit être une personne morale légalement constituée sans but lucratif, ayant son siège social dans la région et dont la majorité des administrateurs sont des Inuits, bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois ou issus du Nunavik et résidant habituellement au Québec ou des résidents permanents qui résident habituellement au Québec.

Les organismes professionnels des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts de la scène, des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, font appel à des artistes professionnels, des concepteurs ou des intervenants de ces milieux reconnus comme tels, et leur administration est assurée par un personnel qualifié et expérimenté.

**Partenaires :** Organismes associés à des activités et à des projets favorisant la réalisation des objectifs de la présente Entente.

**Secteur Kativik :** Territoire tel que défini au paragraphe 2 v) de la Loi Kativik.



## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente Entente vise à identifier les engagements de chacune des **PARTIES**, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables, pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs liés à chacun des trois volets suivants :

- Volet I : Soutien aux artistes et écrivains professionnels.
- Volet II : Accueil d'artistes et d'écrivains professionnels entre le **CALQ** et **AVATAQ**.
- Volet III : Promotion et diffusion de la présente Entente.

Les **PARTIES** conviennent, notamment, de mettre en commun des ressources techniques et financières afin de constituer le Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres pour soutenir la pratique artistique et sa diffusion au Nunavik. Elles conviennent également d'assurer la promotion et la diffusion de la présente Entente auprès des clientèles concernées.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **3.1 La présente entente vise l'atteinte des objectifs généraux suivants :**

- favoriser l'essor des arts et des lettres au Nunavik;
- accroître les sources de revenus pour les artistes et les écrivains professionnels du Nunavik;
- encourager le développement de la carrière de l'artiste professionnel et l'émergence d'une relève artistique au Nunavik;
- contribuer au ressourcement des artistes et des écrivains professionnels issus du Nunavik en réciprocité avec des artistes et des écrivains issus des autres régions du Québec;
- favoriser la mise en place de partenariats susceptibles d'améliorer le développement de marchés et de publics pour les artistes et les écrivains professionnels.

### **3.2 La présente entente vise l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :**

#### **3.2.1 Volet I : Soutien aux artistes et écrivains professionnels**

Mettre en œuvre un programme annuel d'aide financière aux artistes et aux écrivains professionnels dont les objectifs spécifiques sont les suivants :

- soutenir des projets artistiques et des initiatives de partenariat impliquant la collaboration d'artistes, d'écrivains et d'intervenants du milieu afin de renforcer les liens de solidarité au sein de la collectivité;
- soutenir des projets de parrainage ou de mentorat entre des artistes et des écrivains professionnels reconnus et des artistes et des écrivains de la relève;
- soutenir des programmes de travail ou des projets artistiques qui sont assortis d'une action structurante visant la reconnaissance de l'artiste ou de l'écrivain notamment dans sa collectivité.

### 3.2.2 Volet II : Résidence de création

À compter de 2008-2009, élaborer les grandes lignes d'un programme annuel d'accueil d'artistes et d'écrivains québécois au studio atelier localisé à Inukjuak, dont les modalités seront précisées ultérieurement entre les **PARTIES**, permettant aux candidats sélectionnés d'y réaliser des résidences de création et de ressourcement dont les objectifs spécifiques seront les suivants :

- soutenir et stimuler les créateurs en mettant à leur disposition un environnement et des moyens appropriés à la réalisation et à la diffusion de leurs œuvres;
- favoriser le ressourcement des artistes et des écrivains en leur donnant accès à un milieu culturel nouveau et stimulant;
- permettre l'échange de points de vue artistiques et contribuer à l'établissement de liens durables entre les créateurs des autres régions du Québec et les artistes et écrivains du Nunavik.

### 3.2.3 Volet III : Promotion et diffusion de l'entente

- assurer la promotion et la diffusion des objectifs spécifiques tels que précisés à l'article 3.2.1 et 3.2.2 de la présente Entente auprès des clientèles visées du Nunavik;
- assurer un rôle conseil notamment auprès des artistes et des écrivains de la relève dans la réalisation d'activités de professionnalisation;
- assurer la gestion des demandes.

## 4. ENGAGEMENT DES PARTIES

**Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les PARTIES s'engagent à :**

- participer à la réalisation des objectifs de la présente Entente;
- mettre en place un comité de suivi en vertu de l'article 10 de celle-ci;
- participer aux rencontres du comité de suivi et collaborer, au besoin, à toute autre activité reliée à la présente Entente.

### 4.1 L'ARK s'engage à :

4.1.1 réserver, sous réserve des crédits disponibles au Fonds de développement régional, une somme de 110 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

<u>Volet I</u>	<u>Volet II</u>	<u>Exercice financier</u>
30 000 \$		2008-2009
30 000 \$	10 000 \$	2009-2010
30 000 \$	10 000 \$	2010-2011

4.1.2 verser à **AVATAQ**, qui verse à son tour au Fond du Nunavik pour les arts et les lettres, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de la présente Entente, les engagements annuels de 30 000 \$, en 2008-2009 et de 40 000 \$ en 2009-2010 et 2010-2011 pour la mise en œuvre des volets I et II;

4.1.3 autoriser les projets recommandés par le comité de sélection;

4.1.4 mettre à la disposition du comité de suivi et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres au Nunavik;

4.1.5 déléguer un représentant au comité de suivi de la présente Entente;

4.1.6 participer à l'évaluation annuelle de la présente Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

#### **4.2 LE CALQ s'engage à :**

4.2.1 réserver, sous réserve de la disponibilité des crédits, une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

<u>Volet I</u>	<u>Volet II</u>	<u>Volet III</u>	<u>Exercice financier</u>
30 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	2008-2009
30 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	2009-2010
30 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	2010-2011

4.2.2 verser à **AVATAQ**, qui verse à son tour au Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de la présente Entente, les engagements annuels de 40 000 \$ pour la mise en œuvre des volets I et II;

4.2.3 verser à **AVATAQ**, qui verse à son tour au Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres une somme de 30 000 \$ sur trois ans, affectée au volet III à raison de 10 000 \$ par exercice financier. Pour l'année financière 2008-2009, les montants seront déposés au moment de la signature de la présente Entente et pour les années 2009-2010 et 2010-2011 les sommes seront versées au début de l'exercice;

4.2.4 autoriser les projets recommandés par le comité de sélection en s'assurant que les obligations du Fonds de développement régional (FDR) sont respectées dans le versement de l'aide octroyée aux volets I et II de la présente Entente;

4.2.5 mettre à la disposition du comité de suivi et du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres à Montréal;

4.2.6 déléguer un représentant au comité de suivi de la présente Entente;

4.2.7 participer à l'évaluation annuelle de la présente Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

#### **4.3 AVATAQ s'engage à :**

4.3.1 assurer la mise en place et le fonctionnement des services de promotion et de diffusion de la présente Entente (art. 3.2.3) pour les années financières 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 sur la base des sommes identifiées par le **CALQ** (art. 4.2.3) et par **AVATAQ**, (art. 5, Tableau 1);

4.3.2 ouvrir un compte spécifique en fidéicomis sous le nom de « Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres » et recueillir les contributions des autres partenaires. Les sommes versées dans ce compte sont réservées exclusivement à soutenir des projets sélectionnés dans le cadre du programme assorti à la présente Entente. Le « Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres » est géré conformément aux règles et aux procédures administratives du **CALQ** tout en tenant compte des modalités de gestion du FDR de la **CRÉ**;

4.3.3 procéder au traitement des demandes soumises aux volets I et II et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;

- 4.3.4 organiser la tenue des rencontres des comités en vertu de la politique de remboursement d'honoraires des membres de comités de sélection du **CALQ**, telle que présentée à l'annexe I;
- 4.3.5 soumettre à l'**ARK** et au **CALQ** les projets recommandés par le comité de sélection;
- 4.3.6 produire les lettres d'annonce qui seront cosignées par l'**ARK**, **AVATAQ** et le **CALQ**, émettre les chèques aux bénéficiaires et effectuer le suivi des projets sélectionnés aux volets I et II;
- 4.3.7 tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables aux volets I et II de la présente Entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- 4.3.8 fournir aux **PARTIES**, au terme de chaque inscription, une reddition de comptes sur les sommes gérées dans le cadre de la présente Entente;
- 4.3.9 affecter les ressources financières décrites à l'article 4.2.3, ainsi que des ressources humaines et des services techniques, pour la réalisation des objectifs du volet III et faire rapport des activités réalisées au terme de chaque exercice financier;
- 4.3.10 déposer au **CALQ** un plan d'action assurant l'atteinte des objectifs du volet III en lien avec l'article 3.2.3;
- 4.3.11 soumettre, au besoin, des candidatures pour le comité de sélection;
- 4.3.12 déléguer un représentant au comité de suivi de la présente Entente;
- 4.3.13 participer à l'évaluation annuelle de la présente Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

#### **4.4 LE MCCCCF s'engage à :**

- 4.4.1 assurer le suivi de la présente Entente;
- 4.4.2 déléguer un représentant au comité de suivi de la présente Entente;
- 4.4.3 participer à l'évaluation annuelle de la présente Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

#### **4.5 LE MAMROT s'engage à :**

- 4.5.1 assurer le suivi de la présente Entente;
- 4.5.2 assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de la présente Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 4.5.3 être dépositaire de la présente Entente;
- 4.5.4 déléguer un représentant au comité de suivi de la présente Entente;
- 4.5.5 participer à l'évaluation annuelle de la présente Entente et à celle préalable au renouvellement de celle-ci.

## 5. MODALITÉS DES VERSEMENTS EFFECTUÉS EN VERTU DE LA PRÉSENTE ENTENTE

Le tableau 1 présente le plan de versements des sommes versées par chacune des PARTIES :

Tableau 1 : Plan de versements				
Volets I, II et III				
	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
CALQ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
ARK	30 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	110 000 \$
AVATAQ	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
Total	105 000 \$	115 000 \$	115 000 \$	335 000 \$

Le tableau 2 présente le plan de versements en fonction de la mise en œuvre des volets I, II et III :

Tableau 2 Plan de versements pour la mise en œuvre des volets I, II et III			
2008-2009	CALQ	ARK	Total
Volet I : Soutien aux artistes et écrivains professionnels	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$
Volet II : Résidence de création	10 000 \$	0 \$	10 000 \$
Volet III : Promotion et diffusion de l'entente	10 000 \$	0 \$	10 000 \$
Total en 2008-2009	50 000 \$	30 000 \$	80 000 \$
2009-2010	CALQ	ARK	Total
Volet I : Soutien aux artistes et écrivains professionnels	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$
Volet II : Résidence de création	10 000 \$	10 000 \$	20 000 \$
Volet III : Promotion et diffusion de l'entente	10 000 \$	0 \$	10 000 \$
Total en 2009-2010	50 000 \$	40 000 \$	90 000 \$
2010-2011	CALQ	ARK	Total
Volet I : Soutien aux artistes et écrivains professionnels	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$
Volet II : Résidence de création	10 000 \$	10 000 \$	20 000 \$
Volet III : Promotion et diffusion de l'entente	10 000 \$	0 \$	10 000 \$
Total en 2010-2011	50 000 \$	40 000 \$	90 000 \$
Grand total	150 000 \$	110 000 \$	260 000 \$

## **6. MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE L'AIDE FINANCIÈRE**

### **6.1 Processus :**

- 6.1.1 les projets présentés dans le cadre des volets I et II sont déposés à **AVATAQ** qui en accuse réception, en valide l'admissibilité et effectue le traitement approprié en vue de l'évaluation par un comité de sélection;
- 6.1.2 les projets des volets I et II sont soumis à un processus de sélection comprenant, notamment, le recours à un comité de sélection au sens prévu par l'article 22 (3) de la Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec (L.R.Q., c. C-57.02.). Le comité de sélection informe les **PARTIES** de l'ensemble des projets présentés, y compris ceux jugés non admissibles;
- 6.1.3 les recommandations du comité de sélection sont présentées à **AVATAQ** qui les soumet au **CALQ** et à l'**ARK** afin qu'ils procèdent à l'approbation des projets retenus.

### **6.2 Conditions :**

- 6.2.1 seuls les artistes et écrivains professionnels, collectifs d'artistes et d'écrivains incluant la jeune relève et les organismes répondant aux définitions libellées à l'article 1 de la présente Entente sont admissibles;
- 6.2.2 le montant maximal accordé à un projet individuel du volet I est de 10 000 \$ et à un projet collectif du volet I est de 15 000 \$ par inscription. Pour tous les projets du volet I, le montant accordé ne pourra représenter plus de 95 % du coût total du projet;
- 6.2.3 pour le volet II, le montant maximal accordé à un projet est de 10 000 \$. Ce montant, avec celui des autres aides financières gouvernementales, ne pourra représenter plus de 100 % du coût total du projet.

### **6.3 Modalités d'attribution des subventions :**

- 6.3.1 l'aide financière est accordée pour des projets sélectionnés en vertu des objectifs, processus et modalités prévus dans la présente Entente. Les projets doivent répondre à plus d'un objectif général de la présente Entente et ils doivent répondre aux objectifs spécifiques du volet dans lequel ils s'inscrivent;
- 6.3.2 pour le volet III, le **CALQ** versera à **AVATAQ** les engagements prévus à l'article 4.2.3 lors du dépôt du plan d'action de ce dernier concernant ce volet. Pour les années subséquentes, le **CALQ** versera à **AVATAQ**, lors du dépôt du rapport d'activités faisant état des réalisations du plan d'action.

### **6.4 Comité de sélection :**

- 6.4.1 la nomination des membres d'un comité de sélection est assurée par le **CALQ**, sous réserve des conditions prévues à la Loi et des modalités de la présente Entente. Ainsi, les membres du comité de sélection doivent majoritairement provenir du milieu des arts ou des lettres. Ils ne peuvent être membres du conseil d'administration du **CALQ**, ni du personnel du **CALQ**, de l'**ARK**, d'**AVATAQ** ou de la fonction publique du Québec;
- 6.4.2 ce comité de sélection est composé d'au moins trois (3) membres dont les 2/3 sont des artistes professionnels reconnus par leurs pairs et ayant une bonne connaissance des milieux artistiques de la région du Nunavik;
- 6.4.3 un représentant d'**AVATAQ** agit à titre de secrétaire du comité de sélection, sans en être membre, ni y avoir droit de vote.

## 6.5 Règles d'éthique et de déontologie :

- 6.5.1 les membres du comité de sélection sont soumis aux règles et modalités prévues à la *Politique concernant les comités de sélection et les comités consultatifs* du CALQ, telle que présentée à l'annexe I.

## 7. MODALITÉS PARTICULIÈRES

- 7.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
- 7.2 Tous les engagements financiers de l'ARK sont assujettis aux règles de gestion du FDR et à la programmation annuelle approuvée par son comité administratif.
- 7.3 Les sommes non utilisées au cours d'une année financière seront reportées à l'année financière suivante et devront être engagées avant le 31 mars 2011.

## 8. TERRITOIRE D'APPLICATION DE L'ENTENTE

La présente Entente s'applique sur le territoire de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

## 9. DURÉE DE L'ENTENTE

Nonobstant sa date de signature, la présente Entente entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2008 pour une période de trois ans. Elle couvre les années financières 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. La présente Entente se termine le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente Entente, AVATAQ doit rembourser aux **PARTIES**, au prorata de leur apport financier, tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 10. SUIVI ET ÉVALUATION

### Comité de suivi

Pour supporter AVATAQ et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs de la présente Entente, les **PARTIES** conviennent de créer un comité de suivi de celle-ci. Ce comité de suivi sera composé de trois membres, soit d'un représentant du CALQ, d'un représentant d'AVATAQ et d'un représentant de l'ARK. Un représentant du MCCCCF et un représentant du MAMROT siégeront à ce comité de suivi à titre d'observateurs.

Ce comité de suivi veillera à la mise en œuvre de la présente Entente conformément aux normes et programmes applicables et en assurera le suivi financier et administratif. Il pourra faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de la présente Entente.

Ce comité de suivi sera formé dans les 30 jours suivant la signature de la présente Entente par toutes les **PARTIES**.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre ses membres.

11. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente Entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie cette dernière.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit aux autres **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie en défaut aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi la présente Entente sera résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, **AVATAQ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés au Fonds du Nunavik pour les arts et les lettres, mais non encore engagé. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins du calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente Entente.

12. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente Entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

13. MODIFICATION

Toute modification au contenu de cette Entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette Entente ne peut changer la nature de la présente Entente et elle en fera partie intégrante.

14. ADHÉSION D'UN NOUVEAU PARTENAIRE

Les **PARTIES** acceptent que les contributions provenant de nouveaux partenaires, y compris des organismes publics et privés, soient ajoutées au budget de la présente Entente. Ces contributions devront être aux fins de la réalisation des objectifs décrits et seront inscrites dans une entente écrite modifiant la présente Entente.

Les **PARTIES** conviennent, à l'avance, que tout nouveau partenaire qui accepte de verser une contribution dans le cadre de la présente Entente, bénéficie de la visibilité accordée aux partenaires à la condition qu'il accepte de se conformer à l'ensemble des clauses inscrites à cette Entente telle que modifiée.

15. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente Entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Ministre de la Culture et des Communications et de la Condition féminine :	M <sup>me</sup> Monik Duhaime Directrice régionale	Direction de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec 19, rue Perreault Ouest, bureau 450 Rouyn-Noranda (Québec) J9X 6N5
Pour M <sup>me</sup> Christine St-Pierre		



Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire	M. Richard Leclerc Directeur régional	Direction régionale du Nord-du-Québec 511, route 167, C. P. 70 Chibougamau (Québec) G8P 2K5
Pour M <sup>me</sup> Nathalie Normandeau		

Conseil des arts et lettres du Québec	M. Yvan Gauthier Président-directeur général	79, boulevard René-Lévesque Est, 3 <sup>e</sup> étage Québec (Québec) G1R 5N5

Administration régionale Kativik	M. Jobie Tukkiapik Directeur général	Administration régionale Kativik C. P. 9 Kuujjuaq (Québec) J0M 1C0
Pour M <sup>me</sup> Maggie Emudluk et M <sup>me</sup> Ina Gordon		

Institut culturel AVATAQ	M <sup>me</sup> Suzanne Beaubien	215, Redfern, bureau 400 Westmount (Québec) H3Z 3L5
Pour Charlie Arngak		

Ministre responsable de la région du Nord-du-Québec	M. Pierre Corbeil	Secrétariat aux affaires autochtones 905, avenue Honoré-Mercier, 1 <sup>er</sup> étage Québec (Québec) G1R 5M6
Pour M. Pierre Corbeil		

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## 16. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente Entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 17. ANNEXES

Les annexes I et II mentionnées à la présente Entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente Entente, la présente Entente prévaudra.

## 18. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec les **PARTIES** signataires les détails importants de la présente Entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de la présente Entente et son territoire d'application;
- le budget total de la présente Entente.

La présente Entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES** et l'intervenant signataires, à moins d'avis contraire.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire une annonce officielle concernant la présente Entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES**, lors de toute activité de communication relative à la présente Entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants participent à toute cérémonie officielle concernant la présente Entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de celle-ci. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

L'aide financière octroyée en vertu de la présente Entente sera soulignée en conformité aux normes de communication, de visibilité et d'utilisation du logo du **CALQ**, de l'**ARK** et d'**AVATAQ** dans tous les documents promotionnels et d'information relatifs aux projets soutenus dans le cadre de la présente Entente.

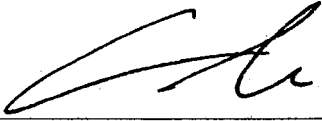
## **20. INTERPRÉTATION**

La présente Entente a été rédigée en versions française et anglaise. En cas de difficulté d'interprétation entre les deux versions, la version française prévaudra.

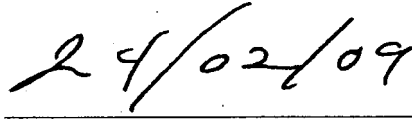
## **21. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente Entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

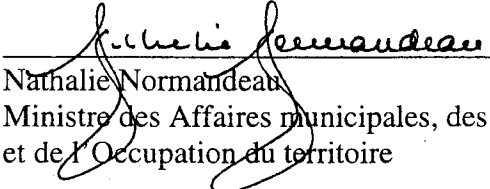


Christine St-Pierre  
Ministre de la Culture, des Communications et de  
la Condition féminine



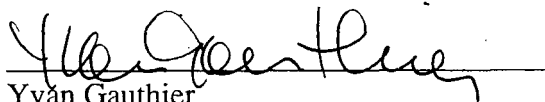
Date

*Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik*

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales, des Régions  
et de l'Occupation du territoire

2009-02-04  
Date

Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik



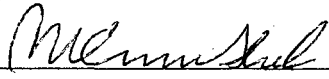
Yvan Gauthier

Président-directeur général du Conseil des arts et  
des lettres du Québec

24. 3. 2009

Date

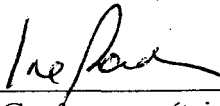
Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik



Maggie Emudluk, présidente  
Administration régionale Kativik

March 25, 2009

Date

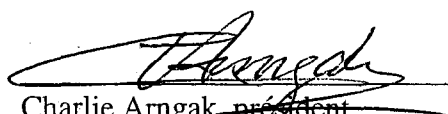


Ina Gordon, secrétaire  
Administration régionale Kativik

March 25, 2009

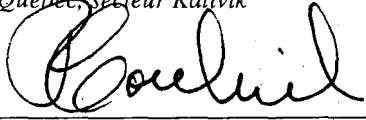
Date

Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik

  
Charlie Arngak, président  
Institut culturel AVATAQ

Mars 25 2009  
Date

Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de pratique des artistes et des écrivains de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik



Pierre Corbeil  
Ministre responsable de la région du  
Nord-du-Québec

2009-02-17

Date



## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec  
par l'Administration régionale crie  
2007-2012**

### **ENTRE**

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS**, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**L'ADMINISTRATION RÉGIONALE CRIE**, personne morale de droit public instituée par la *Loi sur l'Administration régionale crie* (LRQ. c. A-6.1) ayant son siège à Mistissini, Québec et son bureau exécutif principal à Nemiscau, J0Y 3B0 représentée aux présentes par son président, M. Matthew Mukash, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration numéro 2008-11 en date du 27 février 2008, dont copie est jointe à la présente, agissant à titre de Conférence régionale des élus pour sa communauté,

ci-après désignée l'« **ARC** »

ci-après désignées conjointement les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC**, monsieur Benoît Pelletier, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

### PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la *Stratégie d'action en faveur des aînés* présentée dans le cadre du *Budget 2007-2008* par le ministre des Finances du Québec prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées et que, pour le réaliser, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2008-2013) qui permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec chaque CRÉ du Québec;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'article 21.5 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions* (LRQ c.M-22.1), l'Administration régionale crie est réputée agir à titre de CRÉ pour sa communauté;

**ATTENDU QUE** cette entente spécifique permettra l'implantation de projets sociaux et économiques à court et à moyen terme sur le territoire de l'Administration régionale crie.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### 1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec régie par l'Administration régionale crie par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

### 2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

**2.1. Les objectifs généraux visés par la présente entente sont les suivants :**

- 2.1.1. permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités, MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 2.1.2. contribuer à la conception et à la mise en œuvre de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 2.1.3. favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale;
- 2.1.4. contribuer au bien-être des aînés et encourager leur intégration sociale en leur donnant voix au chapitre par l'intermédiaire du Conseil régional des aînés d'Eeyou Istchee;
- 2.1.5. développer un plan d'action de cinq ans concernant les activités, événements et projets sur lesquels les personnes âgées concentreront leurs efforts.

**2.2. Les objectifs spécifiques visés par la présente entente sont les suivants :**

- 2.2.1. promouvoir la vision, le leadership et le mentorat des aînés dans la communauté crie;

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie 2007-2012

- 2.2.2. promouvoir les connaissances, la culture et les valeurs traditionnelles cries;
- 2.2.3. favoriser la contribution des aînés à l'apprentissage de la langue, de la culture et des traditions cries auprès des jeunes;
- 2.2.4. tenir des assemblées annuelles pour étudier les besoins et préoccupations exprimés par le Conseil régional des aînés aux chefs de file crie;
- 2.2.5. renforcer l'unité parmi les aînés crie d'Eeyou Istchee;
- 2.2.6. identifier les enjeux liés à la qualité de vie, à la santé et au bien-être social et culturel des personnes âgées cries;
- 2.2.7. reconnaître le rôle des aînés comme ressource créative et active au sein des communautés cries;
- 2.2.8. mettre en œuvre les projets décrits dans le plan d'action quinquennal.

### 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### 3.1. Engagements généraux

- 3.1.1. Dans le respect de leurs mandats et politiques respectifs, les PARTIES s'engagent à :
  - a) participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
  - b) participer aux rencontres du comité de suivi ou à toute autre activité reliée à la présente entente.

#### 3.2. Comité de suivi

- 3.2.1. Les PARTIES conviennent de créer un comité de suivi pour soutenir l'ARC et assurer la coopération dans la mise en œuvre des objectifs de la présente entente. Ce comité sera composé de 3 membres, soit d'un représentant du MFA, d'un représentant du MAMR et d'un représentant de l'ARC. Ce comité de suivi sera formé dans les 30 jours suivant la signature de la présente entente par toutes les PARTIES.
- 3.2.2. Le comité de suivi aura les responsabilités suivantes :
  - a) veiller à la mise en œuvre de la présente entente conformément aux normes et programmes applicables et en assurer le suivi financier et administratif;
  - b) le cas échéant, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de la présente entente;
  - c) vérifier chaque année si les objectifs prévus à la présente entente ont été atteints;
  - d) analyser les projets qui seront parachevés et faire les recommandations à l'ARC;
  - e) préparer et approuver un plan d'action dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente;
  - f) préparer et adopter dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente un cadre de travail pour l'évaluation qui comprendra des indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettant de vérifier si les objectifs ont été atteints;

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

- g) formuler les recommandations appropriées aux PARTIES pour l'année qui suit.
- 3.2.3. Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre ses membres.
- 3.2.4. Le comité de suivi s'engage à déposer auprès des PARTIES, au plus tard le 31 mars 2012, un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente.

### 4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

#### 4.1. Le MFA s'engage à :

- 4.1.1. verser annuellement à l'ARC un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ sur 5 ans;
- 4.1.2. respecter les modalités de versement suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les PARTIES et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, l'ARC recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, l'ARC recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 4.1.3. faire le suivi de la mise en œuvre des activités annuelles conformément à ce que prévoit le cadre de l'entente.

#### 4.2. Le MAMR s'engage à :

- 4.2.1. favoriser la collaboration et la concertation aux fins de la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2.2. assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 4.2.3. être dépositaire de l'entente;
- 4.2.4. coordonner les actions interministérielles.

#### 4.3. L'ARC s'engage à :

- 4.3.1. réserver aux fins de réalisation de la présente entente une contribution financière de 150 000 \$ pour chacune des cinq années de l'entente, ces sommes provenant du Fonds de développement régional (FDR) de l'ARC;
- 4.3.2. assurer la coordination du comité de suivi;
- 4.3.3. administrer les sommes d'argent de façon à atteindre les objectifs de l'entente, le tout conformément aux conditions applicables;
- 4.3.4. produire un rapport annuel d'activités aux membres du comité de suivi, au plus tard le 31 mars de chaque année;

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

- 4.3.5. déposer auprès du **MFA** et du **MAMR**, au plus tard le 31 mars de chaque année financière de l'**ARC**, le rapport financier annuel vérifié de l'**ARC** décrivant l'utilisation conforme de toutes les sommes d'argent reçues dans le cadre de la présente entente;
- 4.3.6. décider de l'utilisation des fonds provenant de l'**ARC** et du **MFA** pour la réalisation des projets devant être subventionnés;
- 4.3.7. rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt :
  - a) d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - b) d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation de la subvention accordée conformément à l'entente;
  - c) d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant la période de cinq années de l'entente et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - d) au cours de la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;
- 4.3.8. respecter les conditions suivantes :
  - a) les ententes spécifiques doivent définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution de l'**ARC** à leur réalisation;
  - b) les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - c) les ententes spécifiques doivent permettre à l'**ARC** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
- 4.3.9. Lorsque l'**ARC** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA** dans le cadre de la présente entente, l'**ARC** doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. L'**ARC** demeure responsable de l'atteinte des résultats visés par tous et chacun des projets.
- 4.3.10. Toutes les ententes conclues entre l'**ARC** et quelque organisme bénéficiaire doivent faire état de la contribution financière du **MFA** et de toute autre **PARTIE**, des conditions régissant l'octroi de l'aide financière, et des mécanismes périodiques de coordination et de suivi des activités qui devront être appliqués dans le cadre de ces ententes.
- 4.3.11. Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du **MFA** devront également respecter les paramètres suivants :
  - a) l'aide financière ne pourra servir à payer pour les ressources humaines ou d'autres dépenses déjà assumées par l'**ARC**;
  - b) le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
  - c) les dépenses d'immobilisation sont admissibles dans la mesure où elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
  - d) l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie 2007-2012

### 5. MODALITÉS PARTICULIÈRES

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

### 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Partenaires	Contributions					
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	Total
MFA	119,000 \$	119,000 \$	119,000 \$	119,000 \$	119,000 \$	595,000 \$
ARC	150,000 \$	150,000 \$	150,000 \$	150,000 \$	150,000 \$	750,000 \$
TOTAL	269,000 \$	269,000 \$	269,000 \$	269,000 \$	269,000 \$	1 345,000 \$

### 7. TERRITOIRE

Seuls les projets et les organisations situés sur le territoire de la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, (Eeyou Istchee), sont admissibles à l'octroi de soutien par l'intermédiaire du programme de services et d'infrastructures régionales.

### 8. DURÉE DE L'ENTENTE

- 8.1. La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013 ou lorsque toutes les obligations des parties auront été acquittées.
- 8.2. À l'expiration de la présente entente, l'ARC doit rembourser au MFA tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

### 9. SUIVI ET ÉVALUATION

- 9.1. Le suivi des ententes spécifiques sera réalisé lors de rencontres périodiques du comité régional de suivi.
- 9.2. Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi au préalable.

### 10. RÉSILIATION

- 10.1. Si l'une des **PARTIES** omet de remplir l'une ou l'autre des modalités, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.
- 10.2. Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour remédier à la situation, à défaut de quoi l'entente est résiliée sans qu'aucune atteinte soit portée aux droits de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.
- 10.3. Advenant la résiliation, l'ARC s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation toute somme qui a été reçue mais non encore dépensée. Tout solde de cette nature doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

10.4. Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non encore payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

### 11. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

### 12. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### 13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

13.1. Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par leur destinataire si elles sont envoyées au responsable à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

	Représentant	Adresse
<b>MFA</b> Pour M <sup>me</sup> Marguerite Blais	M. Michel Hamelin Sous-ministre adjoint aux aînés	500 Grande Allée Est 1 <sup>er</sup> étage Québec (Québec) G1R 2J7
<b>MAMR</b> Pour M <sup>me</sup> Nathalie Normandeau	M. Richard Leclerc Directeur régional	511, route 167, C. P. 70 Chibougamau (Québec) G8P 2K5
<b>ARC</b> M. Mathew Mukash	M. Eddie Diamond Directeur général	2 Lakeshore Road Nemiscau, (Québec) J0Y 3B0

13.2. Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

### 14. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale cri  
2007-2012

### 15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

15.1. Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec l'ARC, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- a) le nom des **PARTIES** et de l'intervenant;
- b) le montant des engagements financiers;
- c) l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- d) le budget total de l'entente.

15.2. Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

15.3. Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenant lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

15.4. Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'intervenant doivent être informés, par écrit, de la tenue d'un événement au moins dix jours ouvrables avant celle-ci, pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### 16. INTERPRÉTATION

La présente entente a été rédigée en versions française et anglaise. En cas de difficulté d'interprétation entre les deux versions, la version française prévaudra.

### 17. SIGNATURES

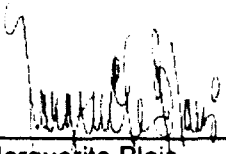
Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :



ENTENTE SPÉCIFIQUE

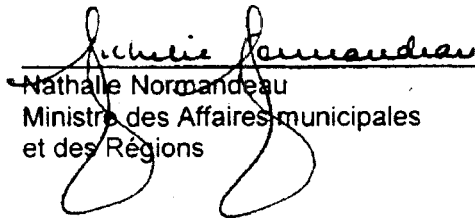
Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

  
\_\_\_\_\_  
Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés

  
\_\_\_\_\_  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

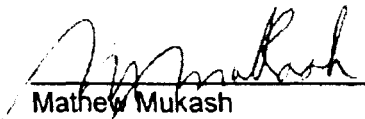
Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

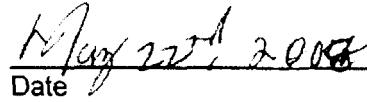
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-03-31  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

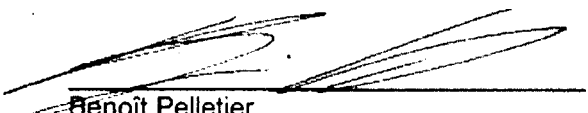
Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012

  
Mathew Mukash  
Président, Administration régionale crie

  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales visant l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées de la région du Nord-du-Québec par l'Administration régionale crie  
2007-2012



Benoît Pelletier  
Ministre responsable de la région du Nord-du-  
Québec

9 avril 2008  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION  
EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE  
2008-2011**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,**  
madame Yolande James, pour et au nom du gouvernement du Québec;

ci-après désignée la « **MICC** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE,**  
monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **Emploi-Québec** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS ET MINISTRE  
RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-  
MADELEINE,** madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du  
Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLU(E)S DE LA GASPÉSIE –  
ÎLES-DE-LA-MADELEINE,** personne morale instituée par la Loi sur le ministère des  
Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), dont le siège est situé au 153-2,  
rue de la Reine, Gaspé (Québec) G4X 1T5, représentée par monsieur Bertrand Berger,  
président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration  
(CRÉ-08-018, 15 février 2008) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA GASPÉSIE –  
ÎLES-DE-LA-MADELEINE,** personne morale instituée par la Loi sur l'administration  
publique (L.R.Q., A-6.01), ayant son siège au 144, boulevard Gaspé, Gaspé (Québec)  
G4X 1A9, représentée par monsieur Gilles Pelletier, président-directeur général, dûment  
autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CA-06-07/08-61,  
15 mars 2008) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée l'« **AGENCE** »

**ET**

**LE CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES,** personne morale légalement instituée par  
la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29), ayant  
son siège au 96, rue Jacques-Cartier, Gaspé (Québec) G4X 2S8, représentée par  
monsieur Claude Blais, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration (CA-08-18, 7 février 2008) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **CÉGEP** »

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS**, personne morale légalement instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. c.l-13.3) ayant son siège au 102, rue Jacques-Cartier, Gaspé (Québec) G4X 2S9, représentée aux fins des présentes par monsieur Jean Letarte, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CC-0803-099, 25 mars 2008) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **COMMISSION SCOLAIRE** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la CRÉ a conclu une entente avec le MAMR, qui assume, depuis le 18 février 2005, les responsabilités qui étaient dévolues au ministre du Développement économique et régional et de la Recherche en ce qui a trait au développement régional, tel que précisé au décret numéro 125-2005;

**ATTENDU QU'**en vertu de l'entente conclue avec le MAMR, la CRÉ peut, avec l'accord de la ministre, réaliser pour le compte d'un ministère ou organisme du gouvernement un mandat de concertation, de consultation, de coordination ou tout autre mandat;

**ATTENDU QUE** les élus municipaux connaissent bien la situation et les besoins de la région et qu'ils sont imputables devant la population;

**ATTENDU QUE** le gouvernement est disposé à remettre aux élus municipaux des leviers du développement régional dans le cadre d'une démarche de régionalisation et de décentralisation des responsabilités;

**ATTENDU QUE** la CRÉ a adopté à l'unanimité, le 6 octobre 2006, une résolution à l'effet de poursuivre des démarches en vue de la signature d'une entente spécifique en matière d'immigration régionale;

**ATTENDU QUE** la MICC, conformément à l'article 2 de la *Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2005, chapitre 24)* est chargée de l'immigration;

**ATTENDU QUE** la MICC est responsable de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;

**ATTENDU QUE** ce plan d'action a notamment pour objectif de favoriser la prise en compte de l'immigration comme enjeu de développement régional et de soutenir les milieux dans la réalisation de plans d'action régionaux adaptés aux spécificités du territoire;

**ATTENDU QUE** la situation démographique de même que le manque de main-d'œuvre qualifiée constituent deux grandes préoccupations qui amènent la région à considérer l'immigration comme une avenue stratégique dans la perspective d'une occupation dynamique du territoire;

**ATTENDU QUE** le principal défi à relever en matière d'immigration régionale est de préparer la population régionale à accueillir et à « accepter » la personne immigrante;

**ATTENDU QU'**il sera très important de soutenir et d'outiller les intervenants locaux et régionaux en matière de prospection, d'attraction, d'accueil et d'intégration des immigrants;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### 1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'attirer des personnes immigrantes et de favoriser leur établissement durable dans la région de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, par la mise en commun de ressources financières ou autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

### 2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** de l'entente conviennent de travailler en étroite collaboration à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'action visant l'atteinte des objectifs suivants :

- Doter la région d'un cadre d'intervention en immigration;
- Augmenter le nombre de personnes immigrantes qui s'établissent dans la région de la Gaspésie et des Îles, notamment en :
  - favorisant l'établissement d'étudiants internationaux présentement aux études en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine;
  - favorisant l'établissement de travailleurs qualifiés répondant aux besoins de main-d'œuvre de la région.
- Soutenir les partenaires locaux et régionaux dans leurs interventions de planification et de réalisation de projets ou d'activités liés au recrutement et à l'établissement des personnes immigrantes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine;
- Faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes et reconnaître leur apport économique et social au développement de la région dans l'optique d'une occupation dynamique du territoire.

### 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les **PARTIES** s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans le respect de leurs mandats spécifiques. Les **PARTIES** s'engagent également à prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente. Enfin, les **PARTIES** s'engagent à mettre en place et à participer à une Table régionale de concertation en immigration (TRCI) pour toute la durée de l'entente.

### 4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

#### 4.1 La MICC s'engage à :

- 4.1.1 mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe annuelle maximale de 65 000 \$, dont 50 000 \$ proviennent du Programme régional d'intégration (PRI) et 15 000 \$ du Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI), représentant un investissement maximal total de 195 000 \$ pour une période de trois ans;
- 4.1.2 verser sa contribution financière à la **CRÉ** selon les modalités financières prévues à la clause 6.2;
- 4.1.3 mettre à la disposition des partenaires l'information nécessaire à la mise en oeuvre du plan d'action régional et des plans d'action annuels en découlant;
- 4.1.4 désigner un représentant au comité de gestion tel que prévu à la clause 9.2 ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) tel que prévu à la clause 9.4.

#### 4.2 EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- 4.2.1 mettre à la disposition de la **CRÉ**, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect des mesures, programmes, politiques et normes de gestion d'Emploi-Québec, une enveloppe annuelle maximale de 35 000 \$ provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT), représentant un investissement maximal total de 105 000 \$ pour une période de trois ans pour soutenir la coordination des travaux;



- 4.2.2 verser sa contribution financière à la **CRÉ** qui agira comme gestionnaire désigné, selon les modalités financières prévues à la clause 6.3;
- 4.2.3 mobiliser les ressources oeuvrant à l'intérieur des services externes d'aide à l'emploi du territoire autour des enjeux régionaux en matière d'immigration;
- 4.2.4 favoriser la réalisation d'ententes de collaboration entre la Direction régionale, les centres locaux d'emploi (CLE) et les services externes d'aide à l'emploi dans le cadre de l'entente;
- 4.2.5 favoriser l'utilisation optimale des mesures et services d'**Emploi-Québec**, pour faciliter une insertion socioprofessionnelle harmonieuse des personnes immigrantes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine;
- 4.2.6 informer la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) sur la situation du marché du travail au Québec en général et, plus particulièrement, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine;
- 4.2.7 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 9.2 ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) définie à la clause 9.4.

#### 4.3 Le MAMR s'engage à :

- 4.3.1 assurer, par le biais de la Conférence administrative régionale (CAR), l'harmonisation des actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration afin de faciliter l'atteinte des objectifs de l'entente;
- 4.3.2 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 9.2 ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) définie à la clause 9.4.

#### 4.4 L'AGENCE s'engage à :

- 4.4.1 contribuer, à même ses budgets et à la demande de ses partenaires du réseau de la santé et des services sociaux, à des activités spécifiques liées aux caractéristiques psychosociales des personnes immigrantes dans le but de favoriser leur intégration à la communauté de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, et ce, pour un montant maximal annuel représentant 40 000 \$ et totalisant un investissement total de 120 000 \$ pour la durée de l'entente;
- 4.4.2 adapter, lorsque requis, les services du réseau régional de la santé et des services sociaux à la clientèle immigrante;
- 4.4.3 informer et sensibiliser tous les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine dans le but de favoriser et de supporter l'intégration et l'établissement des personnes immigrantes;
- 4.4.4 positionner le réseau de la santé et des services sociaux à titre d'employeur potentiel pour les immigrants ciblés de façon prioritaire par cette entente;
- 4.4.5 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 9.2 ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) définie à la clause 9.4.

**4.5. Le CÉGEP s'engage à :**

- 4.5.1 affecter, aux fins de la présente entente, à même ses budgets, des ressources représentant un montant maximal annuel de 50 000 \$ et totalisant un investissement maximal de 150 000 \$ pour la durée de l'entente;
- 4.5.2 mettre en place des mesures d'accueil et d'accompagnement dédiées aux étudiants internationaux;
- 4.5.3 assurer l'encadrement des étudiants internationaux au cours de leurs études au Cégep et, pendant cette période, les services qui favoriseront leur établissement dans la région;
- 4.5.4 favoriser l'établissement et l'intégration socioprofessionnelle des étudiants internationaux dans la région;
- 4.5.5 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 9.2 ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) définie à la clause 9.4.

**4.6 La COMMISSION SCOLAIRE s'engage à :**

- 4.6.1 affecter, aux fins de la présente entente, et ce, à même ses budgets, des ressources représentant un montant maximal annuel de 50 000 \$ et totalisant un investissement maximal de 150 000 \$ pour la durée de l'entente;
- 4.6.2 mettre en place des services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement et d'encadrement dédiés aux élèves immigrants et leur offrir des services de formation, telle la francisation, afin de favoriser leur établissement et leur intégration dans la région;
- 4.6.3 informer et sensibiliser les partenaires du réseau de l'éducation de la région de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine dans le but de favoriser et de supporter l'intégration et l'établissement des personnes immigrantes;
- 4.6.4 désigner un représentant au comité de gestion de la présente entente tel que défini à la clause 9.2, ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) définie à la clause 9.4.

**4.7 La CRÉ s'engage à :**

- 4.7.1 contribuer à la mise en œuvre de l'entente, pour un montant maximal annuel de 50 000 \$ provenant du Fonds de développement régional (FDR), représentant un investissement maximal de 150 000 \$ pour la durée de l'entente;
- 4.7.2 administrer les sommes versées par les **PARTIES** et retourner à ces dernières toute somme non engagée à l'échéance de la présente entente;
- 4.7.3 assurer l'encadrement et la gestion du contrat de la ressource humaine affectée à la mise en œuvre de l'entente ainsi que l'encadrement et la gestion du soutien administratif affectée à la mise en œuvre de l'entente;
- 4.7.4 tenir les livres et registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- 4.7.5 fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que les parties jugent utile d'obtenir dans le cadre de la présente entente;

- 4.7.6 mettre en place, animer et soutenir une Table régionale de concertation en immigration (TRCI) qui aura pour mandat de conseiller le comité de gestion dans la mise en œuvre de l'entente;
- 4.7.7 agir à titre de gestionnaire de l'entente; pour ce faire, elle s'engage plus précisément à :
  - 4.7.7.1 mettre en place, animer, et présider les travaux du comité de gestion de la présente entente;
  - 4.7.7.2 produire les documents suivants : le plan d'action triennal, le cadre d'évaluation des projets et activités, les états de situation à mi-année, les rapports annuels et le rapport final. Les trois derniers types de rapport devront comprendre un bilan des activités et un état de l'utilisation des sommes allouées par les parties de la présente entente.
- 4.7.8 après avoir pris connaissance des recommandations du comité de gestion, prendre les décisions sur les projets et les activités à réaliser pour rencontrer les objectifs de la présente entente et y affecter les sommes afférentes, notamment celles du FDR;
- 4.7.9 inclure l'immigration dans son plan quinquennal de développement 2008-2013 et ses stratégies de développement;
- 4.7.10 désigner un représentant au comité de gestion défini à la clause 9.2 ainsi qu'à la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) définie à la clause 9.4.

## 5. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## 6. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DES PARTIES

### 6.1 Tableaux synthèse des contributions Contributions financières sous la responsabilité de la CRÉ

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
<b>MICC</b>	65 000 \$	65 000 \$	65 000 \$	195 000 \$
<b>EMPLOI-QUÉBEC</b>	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	105 000 \$
<b>CRÉ</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>Sous-total</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>150 000 \$</b>	<b>450 000 \$</b>

### Contributions financières sous la responsabilité de d'autres parties

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
<b>Agence</b>	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
<b>Cégep</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>Commission scolaire</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>Sous-total</b>	<b>140 000 \$</b>	<b>140 000 \$</b>	<b>140 000 \$</b>	<b>420 000 \$</b>

<b>TOTAL</b>	<b>290 000 \$</b>	<b>290 000 \$</b>	<b>290 000 \$</b>	<b>870 000 \$</b>
--------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

## 6.2 Conditions de versement du MICC

La **MICC** s'engage à verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle de 65 000 \$ selon les modalités suivantes :

**Pour la première année de l'entente :**

- 6.2.1 Un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle accordée dans les trente jours suivant la signature de l'entente;
- 6.2.2 Un deuxième versement, représentant le solde de la contribution annuelle, dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 9.6.

**Pour la deuxième année de l'entente :**

- 6.2.3 Un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation du rapport annuel de l'année précédente prévu à la clause 9.7;
- 6.2.4 Un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 9.6.

**Pour la troisième année de l'entente :**

- 6.2.5 Un premier versement annuel de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation du rapport annuel de l'année précédente prévu à la clause 9.7;
- 6.2.6 Un deuxième versement de 35 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt et l'acceptation de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 9.6;
- 6.2.7 Un troisième versement de 15 % de la contribution annuelle à la suite du dépôt et de l'acceptation du rapport final de l'entente prévu à la clause 9.8.

## 6.3 Conditions de versement d'Emploi-Québec

**Emploi-Québec** s'engage à verser à la **CRÉ** sa contribution financière selon les modalités qui seront convenues à l'entente de subvention signée entre les deux parties.

## 6.4 Frais de gestion

Pour assurer l'administration de la présente entente, tel que décrit à la clause 4.7.2, la rémunération de la **CRÉ** est établie à 3 % des fonds qu'elle administre.

## 7. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de la présente entente est celui de la région administrative de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine.

## 8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les **PARTIES** et prendra fin le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser à la **MICC** et à **Emploi-Québec** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## 9. SUIVI ET ÉVALUATION

Un comité de gestion sera créé pour assurer la cohérence et la convergence des interventions découlant de l'entente. Par ailleurs, une Table régionale de concertation en immigration (TRCI) sera formée pour conseiller le comité de gestion dans la mise en œuvre de l'entente.

### 9.1 Responsabilités du comité de gestion

- 9.1.1 Superviser la mise en œuvre de l'entente;
- 9.1.2 Adopter le plan d'action triennal et le réviser annuellement;
- 9.1.3 Adopter le cadre d'évaluation des activités et des projets de l'entente;
- 9.1.4 Analyser, en conformité avec les **cadres normatifs liés aux sommes d'argent consenties par les PARTIES**, notamment le Programme régional d'intégration (PRI) et le Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) de la MICC, le Fonds du développement du marché du travail (FDMT) d'Emploi-Québec et le Fonds de développement régional (FDR) de la CRÉ, la pertinence et l'admissibilité des projets déposés et formuler des recommandations à la CRÉ pour leur financement dans le but de contribuer aux objectifs de l'entente.

### 9.2 Composition du comité de gestion

Le comité de gestion sera composé d'un(e) représentant(e) de chacune des **PARTIES** contribuant financièrement à la présente entente et de d'autres partenaires concernés par l'immigration, tels que mentionnés aux clauses 4.1.4, 4.2.7, 4.3.2, 4.4.5, 4.5.5, 4.6.4 et 4.7.9.

### 9.3 Responsabilités de la Table régionale de concertation en immigration (TRCI)

- 9.3.1 Favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des divers partenaires qui contribuent à l'attraction, l'établissement et l'intégration des personnes immigrantes dans la région et effectuer des recommandations à cet effet;
- 9.3.2 Élaborer le plan d'action triennal, le réviser annuellement et le soumettre au comité de gestion pour adoption;
- 9.3.3 Concevoir le cadre d'évaluation des activités de l'entente;
- 9.3.4 Procéder à l'analyse des activités selon les orientations et les exigences du comité de gestion et transmettre à celui-ci les recommandations appropriées;
- 9.3.5 S'adjoindre, au besoin, des représentants des autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan d'action triennal et annuels adoptés par le comité de gestion;
- 9.3.6 Constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à l'entente.

### 9.4 Composition de la Table régionale de concertation en immigration (TRCI)

La Table régionale de concertation en immigration (TRCI) sera composé d'un(e) représentant(e) de chacune des **PARTIES** contribuant financièrement à la présente entente et de d'autres partenaires concernés par l'immigration.

#### 9.5 Évaluation de l'entente

Les **PARTIES** conviennent que la présente entente fera l'objet d'une évaluation sur une base annuelle ainsi que d'une évaluation finale. Elles s'engagent, par conséquent, à se doter d'un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour procéder à l'examen des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux.

#### 9.6 État de situation à mi-année

L'état de situation à mi-année devra faire état de l'avancement des travaux du comité de gestion, des activités et projets issus de l'entente et de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de l'entente.

#### 9.7 Rapport annuel

Le rapport annuel devra faire le bilan des travaux du comité de gestion, des activités et projets issus de l'entente ainsi que de l'utilisation des sommes allouées. Il devra être produit vers le mois de juin de chaque année, et sera l'occasion, pour les **PARTIES**, de proposer les ajustements et modifications nécessaires pour assurer l'atteinte des objectifs fixés et de tenir compte de l'évolution de la réalité régionale en ce qui a trait à l'immigration.

#### 9.8 Rapport final

Le rapport final tracera le bilan complet des trois années de l'entente. Il devra porter sur les réalisations et sur l'utilisation des sommes allouées et être produit vers le mois de juin 2011.

#### 9.9 Plan d'action triennal

Le plan d'action triennal sera élaboré conjointement par les **PARTIES** et rédigé dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente, et devra tenir compte du :

- Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* élaborés par la **MICC**;
- Plan quinquennal de développement 2008-2013 de la **CRÉ**;
- Plan d'action régional en matière de main-d'œuvre et d'emploi d'**Emploi-Québec**;
- Il sera révisé annuellement et ajusté en fonction des résultats et de l'atteinte des objectifs prévus à l'entente, en collaboration avec la Table régionale de concertation en immigration (TRCI).

#### 9.10 Cadre d'évaluation des projets et activités de l'entente

Le cadre d'évaluation, élaboré par la Table régionale de concertation en immigration (TRCI) et approuvé par le Comité de gestion, sur une base annuelle, devra permettre d'estimer la pertinence des mesures définies dans le plan d'action annuel en fonction des résultats attendus et des clientèles visées.

### 10. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser, à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## 11. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

## 12. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de la clause 10 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour la **MICC** :

Madame Louise Boucher  
Directrice régionale  
Immigration-Québec  
Direction régionale de la Capitale-Nationale et  
de l'Est-du-Québec  
Ministère de l'Immigration et des  
Communautés culturelles  
930, chemin Sainte-Foy, R.-C.  
Québec (Québec) G1S 2L4

Pour **Emploi-Québec** :

Monsieur Marc Groleau  
Directeur régional  
Emploi-Québec  
11, rue de la Cathédrale  
Gaspé (Québec) G4X 2W1

Pour le **MAMR** :

Monsieur Michel Gionest  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et  
des Régions  
Bureau 10-B  
500, avenue Daigault, C. P. 310  
Chandler (Québec) G0C 1K0

Pour l'Agence :

Monsieur Gilles Pelletier  
Président-directeur général  
Agence de la santé et des services sociaux  
de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine  
144, boulevard Gaspé  
Gaspé (Québec) G4X 1A9

Pour le Cégep :

Monsieur Roland Auger  
Directeur général  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
96, rue Jacques-Cartier  
Gaspé (Québec) G4X 2S8

Pour la Commission scolaire :

Monsieur Jean Letarte  
Directeur général  
Commission scolaire des Chic-Chocs  
102, rue Jacques-Cartier  
Gaspé (Québec) G4X 2S9

Pour la CRÉ :

Monsieur Gilbert Scantland  
Directeur général  
Conférence régionale des élu(e)s  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine  
153-2, rue de la Reine  
Gaspé (Québec) G4X 1T5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

#### 14. CESSION

Les droits et obligations contenues aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

#### 15. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

#### 16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des **PARTIES**;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Lors de toute activité de communication relative à l'entente, les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, des documents promotionnels qui s'y rattachent.




Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente, y compris l'annexe A décrivant le *Programme régional d'intégration* (PRI) et le *Programme d'appui aux relations interculturelles* (PARI), et l'annexe B, intitulé *Protocole de visibilité et d'affaires publiques*.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011



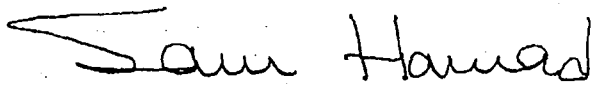
Yolande James

Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles

30/10/08

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011




Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

2008-11-03

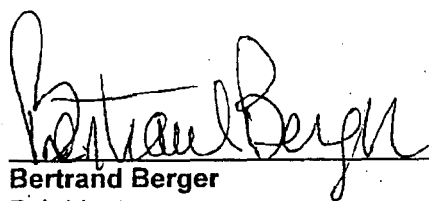
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011**

  
\_\_\_\_\_  
**Nathalie Normandeau**  
Ministre des Affaires municipales et des Régions et  
ministre responsable de la région de la  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

2008-10-30  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011



Bertrand Berger

Président

Conférence régionale des élu(e)s Gaspésie –  
Îles-de-la-Madeleine

01/12/2008  
Date

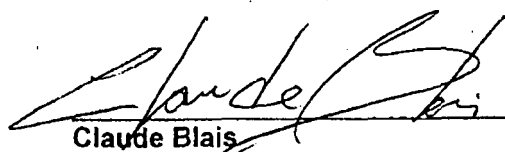
ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011



Gilles Pelletier  
Président-directeur général  
Agence de la santé et des services sociaux de la  
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

21 novembre 2008  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011



Claude Blais

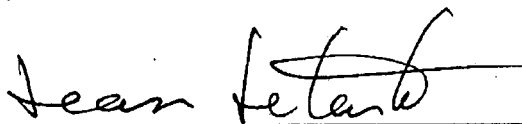
Président

Cégep de la Gaspésie et des Îles

2008/12/11

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE 2008-2011



Jean Letarte  
Directeur général  
Commission scolaire des Chic-Chocs

08-11-24

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des**  
**conditions de vie des personnes âgées dans la région de**  
**la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine**  
**2007-2012**

ENTRE

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS, madame Marguerite Blais, pour et au nom**  
**du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MFA** »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS ET MINISTRE**  
**RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, madame**  
**Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MAMR** »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine,**  
personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des  
Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 153-2, rue de la Reine, Gaspé (Québec),  
représentée par le président, Bertrand Berger, dûment autorisé en vertu de la résolution du  
conseil d'administration n° CRÉ-07-115 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée « la **CRÉ** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les CRÉ;

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la CRÉ;

**ATTENDU QU'**il est souhaitable, dans le cadre d'une démarche régionale, que la CRÉ de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine élabore un projet d'entente spécifique visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région portant, notamment, sur l'adaptation des services et des infrastructures;

**ATTENDU QUE** la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se dote d'une stratégie régionale contenant une vision, des enjeux et des objectifs opérationnels visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de son territoire;

**ATTENDU QUE** les instances régionales soutiennent la concertation et la cohésion des actions relatives à l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de son territoire;

**ATTENDU QUE** la CRÉ se dote d'un Fonds d'intervention régional pour les personnes âgées issu d'un partenariat financier afin de soutenir les actions et les initiatives en lien avec les éléments de la stratégie régionale visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de son territoire;

**ATTENDU QUE** l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine passe également par des services techniques conformes à la stratégie régionale;

**ATTENDU QUE** cette entente spécifique doit être l'occasion de mettre en place différents partenariats avec d'autres ministères, sociétés gouvernementales et organismes régionaux pour soutenir les initiatives locales et régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine;

**ATTENDU QUE** la CRÉ a adopté à l'unanimité, le 14 décembre 2007, une résolution (CRÉ-07-115) à l'effet d'entériner le projet d'entente spécifique visant l'amélioration des conditions de vie des aînés de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de le déposer pour négociations auprès des autres partenaires à l'entente;

**ATTENDU QUE** la CRÉ désire réserver des sommes provenant du FDR pour une période de 5 ans aux fins de cette entente;

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE QUI SUIT :**

### 1. DÉFINITION

#### **Fonds d'intervention régional pour les personnes âgées :**

Compte spécifique de la CRÉ dans lequel les sommes provenant de la CRÉ, puisées à même le FDR et du MFA, sont déposées aux fins de l'entente. Ce fonds est réservé afin de soutenir et encourager des initiatives locales et régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Ce Fonds est géré par la CRÉ.

## **2. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## **3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **3.1 Les objectifs généraux visés par l'entente :**

- 3.1.1 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités et MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 3.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 3.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.

### **3.2 Objectifs spécifiques de l'entente :**

- 3.2.1 élaborer et mettre en œuvre une stratégie régionale visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine;
- 3.2.2 créer un Fonds d'intervention régional pour les aîné(e)s afin de soutenir et encourager des initiatives locales et régionales visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine;
- 3.2.3 soutenir la concertation régionale afin d'assurer la cohésion des actions des organismes locaux et régionaux intervenant auprès des personnes âgées de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine;
- 3.2.4 assurer, dans le cadre d'un partenariat de différents organismes régionaux et gouvernementaux, une offre harmonisée de services techniques auprès des personnes âgées de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.

## **4. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **Engagements généraux**

Les **PARTIES** s'engagent à participer à la réalisation des objectifs identifiés dans le respect de leurs mandats spécifiques.

Les **PARTIES** s'engagent également à mettre en place un comité de suivi régional de l'entente. Il sera composé de représentant(e)s de la direction territoriale du **MFA**, de la direction régionale du **MAMR** et de la direction générale de la **CRÉ**.

Après entente entre les membres du comité, d'autres partenaires pourraient être associés au comité de suivi.

Le comité de suivi régional de l'entente aura pour mandats de :

- assurer la mise en œuvre et le suivi de la présente entente;
- faire annuellement le point sur la présente entente et proposer les ajustements requis, s'il y a lieu;
- proposer un cadre d'évaluation qui inclut les critères et les indicateurs de performance permettant de mesurer l'atteinte des objectifs de l'entente et permettant de garantir la bonne gestion des sommes d'argent versées dans l'entente;
- proposer les modalités de versement et d'utilisation des sommes du Fonds d'intervention régional pour les personnes âgées;
- recommander à la **CRÉ** les projets devant être subventionnés.

## **5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**5.1 Le MFA s'engage à :**

- 5.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 5.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 5.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

**5.2 Le MAMR s'engage à :**

- 5.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 5.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 5.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 5.2.4 coordonner les actions interministérielles.

**5.3 La CRÉ s'engage à :**

- 5.3.1 réserver annuellement une contribution financière de 119 000 \$ provenant du Fonds de développement régional (FDR) pour chaque année de l'entente;
- 5.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 5.3.3 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt :
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats;
- 5.3.4 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution des **CRÉ** à leur réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - l'entente spécifique doit permettre aux **CRÉ** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
  - l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage les Tables régionales de concertation des aînés et de développer avec elles des collaborations resserrées.

Lorsque la **CRÉ** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA**, dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La **CRÉ** demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la **CRÉ** et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du **MFA**, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du **MFA**

devront également respecter les paramètres suivants :

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la CRÉ;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

## **6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	CONTRIBUTION					
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
<b>MFA</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>595 000 \$</b>
<b>CRÉ</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>119 000 \$</b>	<b>595 000 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>238 000 \$</b>	<b>238 000 \$</b>	<b>238 000 \$</b>	<b>238 000 \$</b>	<b>238 000 \$</b>	<b>1 190 000 \$</b>

## **8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique au territoire de la CRÉ.

## **9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi des ententes spécifiques sera réalisé par des rencontres périodiques du comité régional de suivi.

Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de

la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

	Représentant(e)	Adresse
<b>MFA</b>	Éric Hufty Directeur Direction territoriale de l'Est	750, boul. Charest Est Bureau 510 Québec (Québec) G1K 3J7
<b>MAMR</b>	Michel Gionest Directeur régional	500, avenue Daigneault Bureau 10 B, C. P. 310 Chandler (Québec) G0C 1K0
<b>CRÉ</b>	Gilbert Scantland Directeur général	153-2, rue de la Reine Gaspé (Québec) G4X 1T5

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

## **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **16. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

#### **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES**;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

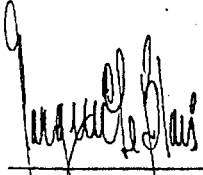
Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement, pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **18. SIGNATURES**

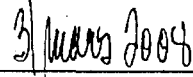
Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE – Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 2007-2012**



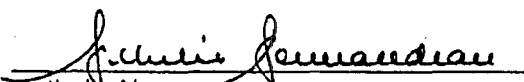
Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés



Date

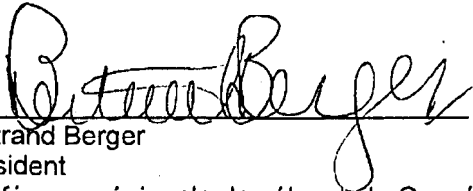


**ENTENTE SPÉCIFIQUE – Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 2007-2012**

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions et ministre responsable de la  
région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

2008-03-31  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE -- Adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la  
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine 2007-2012**



Bertrand Berger  
Président  
Conférence régionale des élus de la Gaspésie-  
Îles-de-la-Madeleine

21 avril 2008  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région  
de la Chaudière-Appalaches

ENTRE

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA  
FAUNE**, monsieur Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du  
Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES  
RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du  
gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA  
CHAUDIÈRE-APPALACHES**, personne morale instituée par la Loi sur  
le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1),  
ayant son siège au 25, boulevard Taché Ouest bureau 102, Montmagny  
(Québec) G5V 2Z9, représentée par le président, monsieur Réal  
Laverdière, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration en date du 3 juillet 2008 dont copie est jointe à la  
présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ci-après conjointement désignés les « parties »

ET INTERVENANT À LA PRÉSENTE :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA  
CHAUDIÈRE-APPALACHES**, monsieur Laurent Lessard, pour et au  
nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « Ministre responsable de la région »

**PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE, tel que le prévoit son projet gouvernemental  
d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser  
l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des  
communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE, le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE, le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre du précédent programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en oeuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

ATTENDU QUE, le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en oeuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le programme;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du programme, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en oeuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le Ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE, les Conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en oeuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les Conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

**Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :**

#### **1- INTERPRÉTATION**

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente entente fait partie intégrante de cette entente.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'entente, les termes suivants signifient :

CRRNT : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une Conférence régionale des élus pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

PRDIRT : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du programme, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région de la Chaudière-Appalaches en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'entente vise à donner à la CRÉ, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de leur mandat pour la période débutant à la signature d'une entente spécifique entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013, et qui aura été préalablement convenu entre le MRNF et la CRÉ.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 ENGAGEMENTS DU MRNF**

- 3.1.1 Attribuer à la CRÉ, pour la première année d'application du programme, un montant maximal de quatre cent mille dollars (400 000 \$) selon les modalités suivantes :

- 50 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la signature de l'entente;
- 35 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ et de l'acceptation par le MRNF du plan d'action annuel prévu à l'article 3.2.1; le montant cumulé des deux versements ne pourra excéder le montant total des coûts prévus au plan d'action approuvé par le MRNF;
- 15 % du montant maximal annuel ou le montant résiduel à verser par le MRNF afin de compléter le montant total des coûts prévus au plan d'action approuvé précédemment; ce dernier versement sera fait à la suite de l'acceptation par le MRNF du rapport préliminaire déposé par la CRÉ le 28 février 2009 et couvrant la première année d'activités jusqu'au 31 mars 2009, tel que prévu à l'article 3.2.13;

3.1.2 Attribuer à la CRÉ, pour les années subséquentes d'application du programme, un montant maximal annuel de quatre cent mille dollars (400 000 \$).

Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année, de même que toutes sommes versées mais non dépensées ou non engagées des années antérieures, pourront s'ajouter au montant maximal annuel de l'année suivante. L'attribution du montant maximal annuel ainsi déterminé sera fait selon les modalités suivantes :

À la seconde et à la quatrième année d'application :

- Le montant total des coûts prévus au plan d'action jusqu'à concurrence de 75 % du montant maximal annuel déterminé; ce versement sera fait à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action annuel déposé par la CRÉ selon les termes de l'article 3.2.1 et du rapport final déposé par la CRÉ relativement aux activités réalisées l'année précédente;
- 25 % du montant maximal annuel déterminé ou le montant résiduel à verser par le MRNF afin de compléter le montant total des coûts prévus au plan d'action approuvé précédemment; ce versement sera fait à la suite de l'acceptation par le MRNF du rapport préliminaire déposé par la CRÉ le 28 février et couvrant l'année en cours jusqu'au 31 mars suivant, tel que prévu à l'article 3.2.13.

À la troisième année d'application :

- Le montant total des coûts prévus au plan d'action jusqu'à concurrence de 75 % du montant maximal annuel déterminé; ce

versement sera fait à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action annuel déposé par la CRÉ selon les termes de l'article 3.2.1 et du rapport final déposé par la CRÉ relativement aux activités réalisées l'année précédente;

- 25 % du montant maximal annuel déterminé ou le montant résiduel à verser par le MRNF afin de compléter le montant total des coûts prévus au plan d'action approuvé précédemment; ce deuxième versement sera fait à la suite du dépôt et de l'approbation du PRDIRT réalisé par la CRÉ dans les délais prévus à l'article 2.2.2 du décret n°179-2008 (avant le 31 décembre 2010), et également de l'acceptation par le MRNF du rapport préliminaire déposé par la CRÉ le 28 février 2011 et couvrant la troisième année d'activités jusqu'au 31 mars de l'année en cours, tel que prévu à l'article 3.2.13.

À la dernière année d'application :

- 50 % du montant maximal annuel déterminé à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action annuel déposé par la CRÉ, du rapport final relatif aux activités réalisées l'année précédente et d'un bilan global incluant un bilan financier des activités réalisées au cours des quatre premières années. Ce dernier bilan est relié à l'engagement de la CRÉ à collaborer à l'évaluation du programme selon les termes de l'article 10.2 du décret n° 179-2008; il sera présenté dans la forme et la teneur à convenir entre les parties.
- 35 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt le 28 février 2013 et de l'acceptation d'un rapport préliminaire couvrant la dernière année d'activités jusqu'au 31 mars de l'année en cours; le montant cumulé des deux versements de l'année en cours ne pourra excéder le montant total des coûts prévus au plan d'action approuvé par le MRNF;
- 15 % du montant maximal annuel déterminé ou le montant résiduel à verser par le MRNF afin de compléter le montant total des coûts prévus au plan d'action approuvé précédemment; ce dernier versement sera fait à la suite du dépôt et de l'acceptation d'un rapport final d'activités, comportant un bilan financier, dans les 30 jours suivant la fin de l'entente.

3.1.3 Déposer à la CRÉ, dans les meilleurs délais, les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT;

3.1.4 Désigner la directrice générale régionale de la Capitale-Nationale – Chaudière-Appalaches à titre d'interlocutrice auprès de la CRÉ pour soutenir la mise en oeuvre du programme selon des modalités convenues régionalement.



- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le programme auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du programme dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de la présente entente.
- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

### 3.2 ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

#### La CRÉ s'engage à :

- 3.2.1 Convenir annuellement avec la directrice générale régionale de la Capitale-Nationale – Chaudière-Appalaches d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente entente et

décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.

- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature de l'entente spécifique entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, à même le budget de la présente entente, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013, et qui aura été préalablement convenu.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du programme.
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même le budget prévu à la présente entente, lorsque requise.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.

3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même le budget prévu à la présente entente, lorsque requis.

3.2.13 Rendre compte à la directrice générale régionale de la Capitale-Nationale – Chaudière-Appalaches selon les modalités convenues avec celle-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.

3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de la présente entente.

### **3.3 ENGAGEMENTS DU MAMR**

**Le MAMR s'engage à :**

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques.

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3.4 Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

### **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de la présente entente correspond au territoire administratif de la CRÉ de la Chaudière-Appalaches.

## **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

Malgré ce qui précède, la présente entente produit des effets depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2008, notamment en ce qui concerne les engagements de la CRÉ relatifs au financement de certaines activités, dont ceux visés aux articles 3.2.2, 3.2.3, et 3.2.5.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉ pourra conserver les sommes non utilisées (non dépensées ou non engagées) et les reporter à l'année suivante en vue de réaliser tout projet dans la continuité de ce programme et selon une entente à convenir avec le MRNF.

## **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de suivi et d'évaluation de la présente entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par le directeur général de la CRÉ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRÉ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'entente vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'entente, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

## **8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes

les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## 9. VÉRIFICATION

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## 10. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## 11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour le MRNF :

Madame Line Drouin, directrice générale régionale  
Direction générale Capitale-Nationale –  
Chaudière-Appalaches  
1685, boulevard Wilfrid-Hamel, bureau 1.14  
Québec (Québec) G1N 3Y7

Pour le MAMR :

Monsieur Jean Dionne, directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
1100, boulevard Frontenac Est, bureau 102  
Thetford Mines (Québec) G6G 6H1

Pour la CRÉ de la Chaudière-Appalaches :

Monsieur Laurent Lampron, directeur général  
Conférence régionale des élus de  
la Chaudière-Appalaches  
25, boulevard Taché Ouest, bureau 102  
Montmagny (Québec) G5V 2Z9

Pour le Ministre responsable de la région :

Monsieur Laurent Lessard, ministre responsable  
de la région de la Chaudière-Appalaches  
309, boulevard Frontenac Ouest  
Thetford Mines (Québec) G6G 6K2

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## 12. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants identifiés à l'article 11 peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'entente et le territoire d'application;
- Le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente,

aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

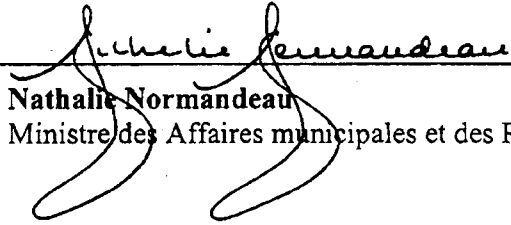
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Chaudière-Appalaches.

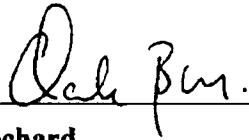
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-10-20

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Chaudière-Appalaches.

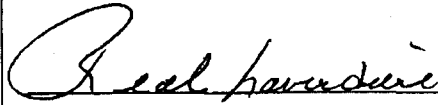


**Claude Bécharde**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

17.12.2018

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Chaudière-Appalaches.



**Réal Laverdière**  
Président  
Conférence régionale des élus de  
la Chaudière-Appalaches

24-10-2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Chaudière-Appalaches.



**Laurent Lessard**  
Ministre responsable de la région de la  
Chaudière-Appalaches

30/10/09

Date

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région de la Chaudière-Appalaches 2007-2012**

**ENTRE**

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS**, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MFA** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1), dont le siège est au 25, boulevard Taché Ouest, bureau 102, Montmagny (Québec) G5V 2Z9, représentée par le président, monsieur Réal Laverdière, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**LA TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège est au 10, rue Giguère, Lévis (Québec) G6V 1N6, représentée par le président, monsieur Maurice Boulet, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **TABLE** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec.

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par le ministre des Finances, prévoit que le **MFA** pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QUE** l'un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « **Services et infrastructures régionales** » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les Conférences régionales des élus;

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la **CRÉ**.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### 1. DÉFINITION

Carrefour d'information : l'implantation d'un carrefour d'information signifie que des ressources désignées dans un organisme communautaire, intervenants ou bénévoles, assistent individuellement la clientèle des personnes âgées pour les aider à obtenir, à leur demande, des renseignements sur les programmes, services et initiatives qui les concernent.

### 2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de la Chaudière-Appalaches par la mise en commun des ressources financières et techniques des **PARTIES** concernées dans le respect des mesures, des programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES**. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

### 3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

#### 3.1 Les objectifs généraux visés par l'entente :

- 3.1.1 favoriser le maintien à domicile des personnes âgées;
- 3.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 3.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale;
- 3.1.4 répertorier et faire connaître les services disponibles pour les aînés. S'il y a lieu, les faire adapter en fonction des besoins identifiés;
- 3.1.5 adapter les services et les infrastructures à leurs besoins.

#### 3.2 Les objectifs spécifiques de l'entente :

- 3.2.1 Mettre en place un carrefour d'information à l'intention des aînés
  - réaliser un portrait de situation sur les actions d'information touchant les aînés et une enquête sur leurs besoins en matière d'information;
  - mettre en place un carrefour régional d'information ainsi que des centres d'information, dans chacune des MRC, à partir des ressources du milieu et visant à renseigner et outiller les personnes âgées;
  - développer une stratégie de diffusion à l'échelle de la région afin d'informer les personnes âgées sur divers sujets les rejoignant.

### 3.2.2 Favoriser le développement du loisir actif

- dresser un état de situation quant à l'offre de services en loisir actif et culturel pour la clientèle « aînée »;
- soutenir l'offre de services existante en loisirs afin qu'ils soient mieux adaptés aux besoins variés des personnes âgées;
- sensibiliser et informer les personnes âgées de la région sur les loisirs culturels et les loisirs santé.

### 3.2.3 Favoriser le développement du bénévolat et valoriser la contribution des personnes âgées

- mettre en œuvre une campagne de promotion visant à encourager et favoriser le bénévolat chez les personnes âgées et faire connaître les impacts positifs de leur implication;
- valoriser la participation des personnes âgées en publicisant leurs réussites, en leur rendant hommage et en valorisant la portée de leur contribution;
- encourager les activités jumelant des jeunes et des personnes âgées;
- encourager les organismes qui accueillent des personnes âgées à les outiller et les informer afin de faciliter leur intégration dans leur collectivité.

## 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

### Engagements généraux

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de suivi de l'entente. Il sera composé d'un représentant de chacune des **PARTIES**.

Le comité de suivi aura les responsabilités suivantes :

- 4.1 veiller à la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2 participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 4.3 préparer et recommander aux **PARTIES** l'adoption des plans d'action annuels et les prévisions budgétaires qui y sont associées;
- 4.4 procéder annuellement à l'évaluation et à l'examen des résultats obtenus;
- 4.5 valider et recommander aux **PARTIES** l'adoption des rapports annuels et du rapport final portant sur la réalisation des activités, l'atteinte des résultats et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de l'entente;
- 4.6 prendre part aux activités du comité de suivi et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- 4.7 recommander à la **CRÉ** l'adoption de projets qui seront subventionnés;
- 4.8 faire des recommandations à la **CRÉ** sur l'affectation des sommes provenant du FDR et du **MFA**.

## 5. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

### 5.1 Le **MFA** s'engage à :

- 5.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;

5.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :

- a) à la signature du protocole d'entente par toutes les **PARTIES** et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
- b) sur présentation des rapports d'activité et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle;

5.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

5.2 Le **MAMR** s'engage à :

- 5.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 5.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 5.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 5.2.4 coordonner les actions interministérielles.

5.3 La **CRÉ** s'engage à :

- 5.3.1 réserver annuellement à même le Fonds de développement régional (FDR) 46 400 \$ pour chaque année de l'entente;
- 5.3.2 administrer les sommes d'argent aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 5.3.3 rendre compte au MFA par le dépôt:
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats.
- 5.3.4 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution des **CRÉ** à leur réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - l'entente spécifique doit permettre aux **CRÉ** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
  - l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage les Tables régionales de concertation des aînés et de développer avec elles des collaborations resserrées.

Lorsque la **CRÉ** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA** dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La **CRÉ** demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la **CRÉ** et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du **MFA**, et le cas échéant des autres **PARTIES**, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du **MFA** devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la **CRÉ**;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

**5.4 La TABLE s'engage à :**

- 5.4.1 contribuer au projet d'entente en réservant à cette fin un montant annuel de 9 000 \$ totalisant ainsi la somme de 45 000 \$ sur 5 ans;
- 5.4.2 à la demande de la **CRÉ** et aux conditions déterminées par celle-ci, réaliser des activités liées à la présente entente.

**6. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	Contributions				
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$
<b>CRÉ</b>	46 400 \$	46 400 \$	46 400 \$	46 400 \$	46 400 \$
<b>Table</b>	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$	9 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>174 400 \$</b>	<b>174 400 \$</b>	<b>174 400 \$</b>	<b>174 400 \$</b>	<b>174 400 \$</b>

**8. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique au territoire de la **CRÉ** de la Chaudière-Appalaches.

**9. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.



## **10. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de cette entente spécifique sera réalisé par des rencontres périodiques du comité de suivi.

Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

## **11. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation de cette entente, la **CRÉ** s'engage à rembourser aux **PARTIES** concernées par la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé aux **PARTIES** concernées dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation au prorata de leur contribution respective.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 11 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit. Elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

La ministre responsable des Aînés	<b>Ministère de la Famille et des Aînés</b> <b>Direction territoriale de l'Est</b> 750, boulevard Charest Est, bureau 510 Québec (Québec) G1K 3J7  À l'attention de M. Éric Hufty, directeur
La ministre des Affaires municipales et des Régions	<b>Ministère des Affaires municipales et des Régions</b> <b>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</b> 1100, boulevard Frontenac Est, bureau 102 Thetford Mines (Québec) G6G 6H1  À l'attention de M. Jean Dionne, directeur régional

La Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches	<b>Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches</b> 25, boulevard Taché Ouest, bureau 102 Montmagny (Québec) G5V 2Z9  À l'attention de M. Laurent Lampron, directeur général
La Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches	<b>Table de concertation des aînés de la Chaudière-Appalaches</b> 10, rue Giguère Lévis (Québec) G6V 1N6  À l'attention de M. Maurice Boulet, président

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

#### **15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

#### **16. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante. Les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

#### **17. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et de l'intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenant lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

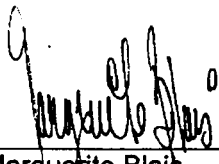
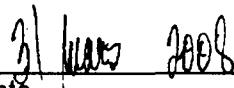
Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **18. SIGNATURES**

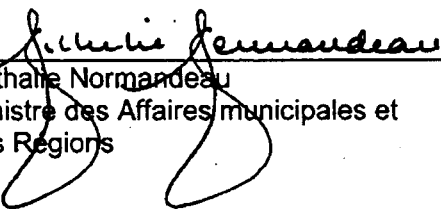
Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

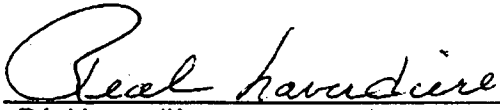
Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de  
vie des personnes âgées dans la région de la Chaudière-Appalaches 2007-2012

  
\_\_\_\_\_  
Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés  
\_\_\_\_\_  
Date

Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de  
vie des personnes âgées dans la région de la Chaudière-Appalaches 2007-2012

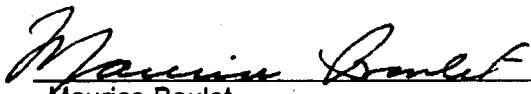
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et  
des Régions

2008-03-31  
Date



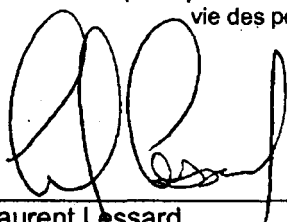
Réal Laverdière  
Président de la Conférence régionale des  
élus de la Chaudière-Appalaches

09/04/08  
Date

  
Maurice Boulet

Président de la Table de concertation des  
aînés de la Chaudière-Appalaches

09/04/08  
Date



Laurent Lessard  
Ministre responsable de la région de la  
Chaudière-Appalaches

09/04/08

Date



Conférence régionale des élus  
Chaudière-Appalaches

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2008-2009 EN SÉANCE PUBLIQUE DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES TENUE LE JEUDI 31 JANVIER 2008, À 14 H, AU MANOIR LAC-ETCHEMIN, À LAC-ETCHEMIN.

27. ENTENTE SPÉCIFIQUE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'ACTION EN FAVEUR DES AÎNÉS

CA-0708-05-138

ATTENDU l'adoption de la Stratégie d'action en faveur des aînés lors du Budget 2007-2008 du gouvernement du Québec;

ATTENDU que cette Stratégie est assujettie d'une enveloppe financière de 12,5 millions de dollars pour cinq ans;

ATTENDU que l'adoption de cette Stratégie, rend disponible par le ministère de la Famille et des Aînés (MFA), la somme de 119 000 \$ par année durant cinq ans pour la région de la Chaudière-Appalaches, totalisant ainsi une enveloppe de 595 000 \$;

ATTENDU que cette somme est destinée à la réalisation d'une entente spécifique avec les partenaires régionaux;

ATTENDU que le MFA interpelle la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches à titre d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire de la région administrative de la Chaudière-Appalaches pour assurer la mise en œuvre de cette entente;

ATTENDU l'intérêt des partenaires locaux et régionaux pour la mise en œuvre d'une entente spécifique dans le cadre de la Stratégie d'action en faveur des aînés;

SUR PROPOSITION DUMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU,

D'adopter l'Entente spécifique dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie d'action en faveur des aînés, jointe à la présente.

D'engager un montant de 232 000 \$, soit 46 400 \$ par année pendant cinq ans, puisé à même le Fonds de développement régional – Volct Ententes spécifiques.

QUE la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches agisse à titre de mandataire pour la gestion des contributions financières des partenaires de l'entente.

DE mandater Mme Geneviève Morneau, conseillère en développement régional, à siéger au comité de gestion de l'entente à titre de représentante de la CRÉ.

D'autoriser le président de la CRÉ à signer, au nom de l'organisme, ladite l'entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie conforme certifiée

À Montmagny, le 15 février 2008

Laurent Lampron, directeur général





Table de Concertation des Aînés  
DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

**Extrait du procès-verbal**

**Conseil d'administration de la Table de Concertation des Aînés de Chaudière-Appalaches**

**tenue le jeudi 24 janvier 2008**

à la Maison des Aînés de Lévis,

sous la présidence de monsieur Maurice Boulet.

RE : Signature de l'entente spécifique « Adaptation des services et infrastructures régionales dans la région de Chaudière-Appalaches » et investissement

***En fonction du projet d'entente spécifique « Adaptation des services et infrastructures régionales dans la région de Chaudière-Appalaches », préparé en collaboration avec la CRÉ de la Chaudière-Appalaches avec implications financières du MFA, de la CRÉ et de la Table, il est proposé par monsieur Pierrot Lagueux appuyé par madame Juliette Dupont et résolu à l'unanimité que la Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches accepte de verser annuellement à la CRÉ un montant annuel de 9 000\$ pour un total de 45 000 sur 5 ans et que le président Maurice Boulet soit autorisé à signer ladite entente.***

**CERTIFIÉ COPIE CONFORME**

**Maurice Grégoire, secrétaire**

**Thetford Mines, le 5 février 2008.**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES  
DANS LE RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »;

**ET**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE**, madame Christine Saint-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci après désignée le « **MCCCF** »;

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARTIÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci après désigné le « **MESS** »;

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1), dont le siège est au 25, boulevard Taché Ouest, bureau 102, Montmagny (Québec) G5V 2Z9, représentée par le président, monsieur Réal Laverdière, dûment autorisé en vertu de la résolution du conseil d'administration (CA-0708-05-137), dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »;

**ET**

**LE RÉSEAU DES GROUPES DE FEMMES CHAUDIÈRE-APPALACHES** personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social est au 625 D, route Lagueux, C.P 5026, Saint-Nicolas (Québec) G7A 1A7, représenté par madame Céline Montessinos, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **RÉSEAU** »;

**ET**

**LE FORUM JEUNESSE RÉGIONAL CHAUDIÈRE-APPALACHES** personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social est au 959, rue Commerciale, Saint-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 3G7, représenté par madame Sophie Chabot, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **FJRCA** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANTS À L'ENTENTE :**

**LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, organisme d'étude et de concertation, institué en vertu de la loi sur le Conseil du statut de la femme (L.R.Q., c-59) représenté par la présidente, madame Christiane Pelchat,

ci-après désigné le « **CSF** »;

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **Ministre responsable de la région** »;

ci-après désignés les « **INTERVENANTS** »

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** le gouvernement du Québec a adopté le 17 décembre 2006 la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* et un plan d'action triennal 2007-2010;

**ATTENDU QUE** l'une des mesures prévues dans ce plan d'action vise à « favoriser la réalisation de projets régionaux permettant d'atteindre l'égalité des sexes en région et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région, notamment par la conclusion d'ententes spécifiques à cet effet avec les conférences régionales des élus »;

**ATTENDU QUE** dans le cadre du Plan d'action 2007-2010 de cette Politique le **MCCCCF** procédera à la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus afin de favoriser l'atteinte de l'égalité des sexes dans les régions et d'associer les femmes et les hommes au développement de leur région;

**ATTENDU QUE** la négociation et la conclusion d'ententes spécifiques entre la **CRÉ** et les ministères sectoriels permettent la mise en œuvre de priorités de développement régional;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ** est, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement et qu'elle peut conclure avec les ministères et organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et responsabilités, notamment en matière de développement régional, social et culturel;

**ATTENDU QUE** le **MAMR**, en tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines;

**ATTENDU QUE** le **MAMR** a pour rôle de favoriser l'élaboration et la conclusion d'ententes, notamment entre les conférences régionales des élus et les ministères et organismes du gouvernement;

**ATTENDU QUE** le **MESS** a pour mission de contribuer au développement social et à la prospérité économique du Québec en favorisant la promotion de l'emploi, le développement de la main d'œuvre, l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, le soutien financier aux personnes démunies ainsi que la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale;

**ATTENDU QUE** le **RÉSEAU** est un organisme dont la mission première est de favoriser la réflexion, la concertation, la circulation de l'information entre les groupes membres sur les questions mettant en jeu les intérêts des femmes de la région ;

**ATTENDU QUE** le **RÉSEAU** est l'interlocuteur privilégié pour la coordination des interventions en matière de condition féminine pour la région de la Chaudière-Appalaches ;

**ATTENDU QUE** le **FJRCA** a pour mission de représenter les intérêts des jeunes de 12 à 35 ans et d'encourager leur participation citoyenne;

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action Jeunesse 2006-2009 du gouvernement du Québec vise, en outre, la présence des jeunes dans la société;

**ATTENDU QUE** le **FJRCA** soutient toutes initiatives visant l'insertion en emploi et la promotion de l'entrepreneuriat;

**ATTENDU QUE** le **CSF** a pour mission d'agir comme lieu d'observation des conditions de vie des femmes et qu'il réalise des études et des recherches qui mettent en lumière des inégalités vécues par ces dernières et font ressortir les enjeux importants qui interpellent notre société à l'égard de l'amélioration des conditions de vie et de travail des femmes:

**ATTENDU QUE** le CSF peut fournir de l'information au public sur toute question individuelle ou collective concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme;

**ATTENDU QUE** le CSF, dans son avis "Les conditions de vie des femmes et le développement local et régional en Chaudière-Appalaches" publié en 2000 et mis à jour en 2004, le CSF conclut à des disparités par rapport aux hommes, disparités souvent plus importantes en Chaudière-Appalaches que dans l'ensemble du Québec.

**PAR CONSÉQUENT, les PARTIES ET LES INTERVENANTS** conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les engagements des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** en vue de favoriser la mise en œuvre régionale de la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes par la mise en commun des ressources financières et techniques des parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités de chacun.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

### **2.1 Favoriser l'atteinte de l'égalité économique des femmes de la région :**

- 2.1.1 Valoriser auprès des femmes de la région les métiers qui permettent l'atteinte de leur autonomie économique et accroître le nombre de femmes oeuvrant dans les métiers d'avenir et les métiers traditionnellement masculins;
- 2.1.2 Développer des actions de promotion auprès des femmes sur les possibilités qu'offrent les métiers d'avenir et les métiers non traditionnels pour l'atteinte de leur autonomie économique;
- 2.1.3 Mettre en œuvre une campagne de promotion et des activités de sensibilisation dans les écoles secondaires de la région avec, en outre, des femmes qui oeuvrent dans un métier dit non traditionnel;
- 2.1.4 Réaliser une campagne de promotion avec des employeurs qui ont embauché des femmes oeuvrant dans des métiers d'avenir et des métiers non traditionnels;
- 2.1.5 Développer des activités permettant aux jeunes femmes oeuvrant dans un métier non traditionnel de se rencontrer et d'échanger sur des thèmes les rejoignant;
- 2.1.6 Tenir des statistiques sur le nombre de jeunes femmes inscrites dans une formation dite non traditionnelle et les diffuser auprès des employeurs de la région;
- 2.1.7 Réaliser une recherche-action auprès des femmes sans soutien public du revenu afin de connaître leurs besoins face à leur intégration au marché du travail;
- 2.1.8 Intervenir auprès des jeunes femmes de 30 ans et moins, plus particulièrement auprès des prestataires de l'aide de dernier recours, afin de les soutenir dans leur projet d'insertion en emploi et ce en valorisant les métiers d'avenir et/ou les métiers non traditionnels pour les femmes;
- 2.1.9 Développer un projet pilote pour les travailleuses à temps partiel qui désirent améliorer leur situation professionnelle en facilitant l'accès aux mesures et services d'Emploi-Québec et selon les besoins en facilitant la participation à la mesure de formation dans les métiers d'avenir et/ou non traditionnels pour les femmes;
- 2.1.10 Sensibiliser les employeurs et les cadres des entreprises de la région à l'embauche des femmes dans certains secteurs d'avenir;
- 2.1.11 Mettre en œuvre une campagne de sensibilisation sur l'apport économique des femmes de la Chaudière-Appalaches;
- 2.1.12 Mettre en place des activités de maillage entre les employeurs et les femmes diplômées ou en recherche d'emplois.

## **2.2 Promouvoir et favoriser le développement de l'entrepreneuriat féminin :**

- 2.2.1 Développer des outils permettant aux intervenants oeuvrant auprès des femmes entrepreneures de soutenir et de bonifier leurs interventions auprès de cette clientèle;
- 2.2.2 Mettre en place un réseau régional de femmes entrepreneures favorisant les partenariats d'affaires et d'entraide;
- 2.2.3 Organiser un colloque régional sur l'entrepreneuriat féminin;
- 2.2.4 Faire la promotion auprès des femmes des secteurs d'activité offrant de bonnes perspectives de développement.

## **2.3 Accroître le nombre de femmes siégeant au sein des instances décisionnelles en encourageant et en soutenant une plus grande participation des femmes dans les structures décisionnelles locales et régionales :**

- 2.3.1 Réaliser une campagne de promotion et de mobilisation auprès des organismes locaux et régionaux du territoire afin d'adopter une déclaration de principe visant à favoriser l'implication des femmes et l'atteinte de la parité au sein de leurs instances décisionnelles;
- 2.3.2 Élaborer et adopter à la CRÉ une politique d'égalité et de parité et la promouvoir auprès des différents partenaires régionaux et locaux ;
- 2.3.3 Développer chez les jeunes femmes de la région, par le biais de formation et d'action de sensibilisation, l'acquisition de compétences citoyennes favorisant leur implication future au sein des instances décisionnelles;
- 2.3.4 Organiser des activités de sensibilisation dans les Cégeps de la région permettant de sensibiliser la clientèle à l'importance de leur participation au sein des lieux de décision de la région;
- 2.3.5 Encourager les femmes, dont les jeunes femmes, à investir les instances décisionnelles autre que municipales par une campagne médiatique et des actions ciblées;
- 2.3.6 Développer des formations préparatoires pour les femmes désirant se présenter candidate à une élection scolaire, municipale, provinciale ou fédérale;
- 2.3.7 Accompagner et soutenir les femmes investies en politique municipale par le réseautage;
- 2.3.8 Établir une stratégie visant à améliorer la conciliation des différents rôles sociaux et en assurer la promotion et la diffusion sur l'ensemble du territoire.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les PARTIES s'engagent à :

- 3.1 Participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- 3.2 Prendre part aux activités du comité de suivi et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- 3.3 Déléguer un représentant au comité de suivi de l'entente ;
- 3.4 Mandater le RÉSEAU pour assurer la coordination générale de l'entente.

#### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

##### **Engagements du MCCCCF**

###### **4.1 Le MCCCCF s'engage à :**

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 123 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la CRÉ de la façon suivante :

- un montant de 41 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008; un montant de 41 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009 et un montant de 41 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010 totalisant ainsi une somme de 123 000 \$.

Pour la première année, les sommes accordées par le MCCCCF à la CRÉ seront versées dans les meilleurs délais suivants la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

##### **Engagements du MESS**

###### **4.2 Le MESS, par l'intermédiaire d'Emploi-Québec s'engage, dans le respect de sa mission, ses mandats, de ses mesures, programmes et normes de gestion à :**

- 4.2.1 Réserver, à même le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), un montant annuel de 25 000 \$ pour une période de trois ans, afin de soutenir les objectifs visés par la présente entente, totalisant ainsi une somme de 75 000 \$;
- 4.2.2 Informer des métiers d'avenir et/ou non traditionnels les femmes de la région en lien avec le marché du travail et des formations disponibles dans la région;
- 4.2.3 Collaborer, avec les partenaires de l'entente, aux activités de sensibilisation et de promotion des métiers d'avenir et/ou non traditionnels ainsi qu'aux activités de développement de l'entrepreneuriat auprès des femmes de la région;
- 4.2.4 Réaliser une recherche-action auprès des femmes sans soutien public du revenu afin de connaître leurs besoins face à leur intégration au marché du travail;
- 4.2.5 Intervenir auprès des jeunes femmes de 30 ans et moins, plus particulièrement auprès des prestataires de l'aide de dernier recours, afin de les soutenir dans leur projet d'insertion en emploi et ce en valorisant les métiers d'avenir et/ ou les métiers non traditionnels pour les femmes;
- 4.2.6 Développer un projet pilote pour les travailleuses à temps partiel involontaires qui désirent améliorer leur situation professionnelle en facilitant l'accès aux mesures et services d'Emploi-Québec et, selon les besoins, en facilitant la participation à la mesure de formation dans les métiers d'avenir et/ou non traditionnels pour les femmes.

##### **Engagements de la CRÉ**

###### **4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 Verser au RÉSEAU la contribution financière du MCCCCF et un montant annuel de 41 000 \$, pris à même le Fonds de développement régional, pour une période de trois ans afin de soutenir les objectifs visés par la présente entente, totalisant ainsi la somme de 123 000 \$;
- 4.3.2 Assurer la coordination du comité de suivi en collaboration avec le RÉSEAU;

##### **Engagements du Réseau**

###### **4.4 Le Réseau s'engage à :**

- 4.4.1 Assurer la coordination du comité de suivi en collaboration avec la CRÉ;

- 4.4.2 Utiliser les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de suivi et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables.
- 4.4.3 Tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de suivi;
- 4.4.4 Déposer annuellement, aux membres du comité de suivi, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- 4.4.5 À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de suivi, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;

#### **Engagements du FJRCA**

#### **4.5 Le FJRCA s'engage à :**

- 4.5.1 Verser au **RÉSEAU** un montant annuel de 15 000 \$ pour une période de trois ans, pris à même le Fonds régional d'investissement jeunesse, afin de soutenir les objectifs visés par la présente entente, totalisant ainsi une somme de 45 000 \$;

#### **Engagements du MAMR**

#### **4.6 Le MAMR s'engage à :**

- 4.6.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 4.6.2 Être dépositaire de l'entente spécifique.

### **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).

### **6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

	<b>2007-2008</b>	<b>2008-2009</b>	<b>2009-2010</b>	<b>Total</b>
<b>MCCCF</b>	41 000 \$	41 000 \$	41 000 \$	<b>123 000 \$</b>
<b>CRÉ</b>	41 000 \$	41 000 \$	41 000 \$	<b>123 000 \$</b>
<b>FJCA</b>	15 000 \$	15 000 \$	15 000 \$	<b>45 000 \$</b>
<b>Emploi-Québec</b>	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	<b>75 000 \$</b>
<b>Total</b>	<b>122 000 \$</b>	<b>122 000 \$</b>	<b>122 000 \$</b>	<b>366 000 \$</b>

### **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente couvre le territoire de la région administrative de la Chaudière-Appalaches.

### **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente, le **RÉSEAU** devra rembourser aux **PARTIES** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyé, au prorata de leur contribution respective, conformément à l'article 6 de la présente entente.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour supporter le **RÉSEAU** et la **CRÉ** dans la gestion de l'entente et afin d'assurer une concertation dans la mise en œuvre des objectifs, les parties conviennent de créer un comité de suivi de l'entente. Ce comité, qui sera composé d'un représentant de chaque **PARTIES** et d'une représentante du **CSF**, pourra, au besoin, faire appel à d'autres organismes ou ressources jugés utiles à la réalisation des objectifs de cette entente.

9.1 Les responsabilités du comité seront les suivantes :

- 9.1.1 Veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables, et en assurer le suivi financier et administratif;
- 9.1.2 Dans les 90 jours suivants la signature de l'entente, approuver le plan d'action et déterminer les priorités d'intervention.
- 9.1.3 Dans les 90 jours suivants la signature de l'entente, approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs;
- 9.1.4 Contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- 9.1.5 À la fin de l'entente, faire un bilan global quant à l'atteinte des objectifs.

Les **PARTIES** et la représentante du **CSF** conviennent de tenir, à tous les quatre mois, une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation.

Le comité de suivi sera constitué dans les 30 jours suivant la ratification des présentes.

Les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les **PARTIES** et la représentante du **CSF**.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le **RÉSEAU** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévaluée du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les activités visées par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (*Loi sur le ministère des Finances*, L.R.Q., c. M-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties.



Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### 13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instruction, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	<b>Ministère de la culture, des communications et de la Condition féminine</b> <b>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</b> 6210, rue St-Laurent Lévis (Québec) G6V 3P4 À l'attention de M. Richard Saint-Pierre, directeur régional
Le ministère des Affaires municipales et des Régions	<b>Ministère des Affaires municipales et des Régions</b> <b>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</b> 1100, boulevard Frontenac Est, bureau 102 Thetford Mines (Québec) G6G 6H1 À l'attention de M. Jean Dionne, directeur régional
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	<b>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</b> <b>Direction régionale Emploi-Québec</b> 5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 100 Lévis (Québec) G6V 9L3 À l'attention de Mme Thérèse Leclerc, directrice régionale
La Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches	<b>Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches</b> 25, boulevard Taché Ouest, bureau 102 Montmagny (Québec) G5V 2Z9 À l'attention de M. Laurent Lampron, directeur général
Le Réseau des groupes de femmes de la Chaudière-Appalaches	<b>Réseau des groupes de femmes de la Chaudière-Appalaches</b> 625 D, Route Lagueux C.P 5026 Saint-Nicolas (Québec) G7A 1A7 À l'attention de Mme Thérèse Larochelle, coordonnatrice
Le Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches	<b>Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches</b> 959, rue Commerciale Saint-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 3G7 À l'attention de M. Jean-François Cliche, directeur général
Le Conseil du statut de la femme	<b>Conseil du statut de la femme</b> 800, Place D'Youville, 3 <sup>ème</sup> étage, bureau 300 Québec (Québec) G1R 6E2 À l'attention de Mme Sandra Shee, responsable de la région de la Chaudière-Appalaches
Le ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches	<b>Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches</b> 309, boulevard Frontenac Ouest Thetford Mines (Québec) G6G 6K2 À l'attention de M. Laurent Lessard, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. ANNEXES**

La présente entente constitue la seule entente entre les parties et toute entente verbale non reproduite aux présentes est réputée nulle et sans effet.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

16.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec les **INTERVENANTS**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**17. SIGNATURES**

Les **Parties et les intervenants** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION  
FÉMININE



---

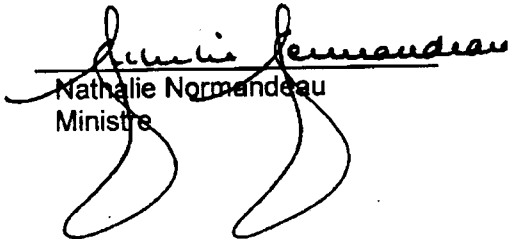
Christine St-Pierre  
Ministre

31-03-08

---

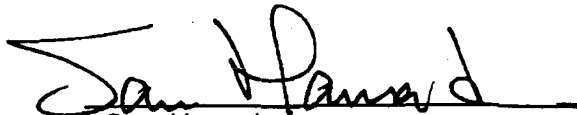
Date

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

  
Nathalie Normandeau  
Ministre

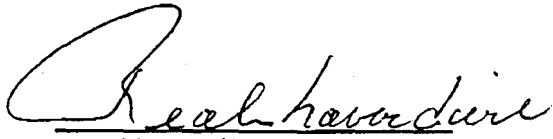
2008-03-31  
Date

MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

  
Sam Hamad  
Ministre

21 /04/08  
Date

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES



Réal Laverdière  
Président

\_\_\_\_\_  
Date

RÉSEAU DES GROUPES DE FEMMES DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

Céline Montessinos

Céline Montessinos  
Présidente

\_\_\_\_\_  
Date

FORUM JEUNESSE RÉGIONAL CHAUDIÈRE-APPALACHES

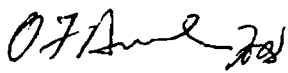
Sophie Chabot  
Sophie Chabot  
Présidente

\_\_\_\_\_  
Date

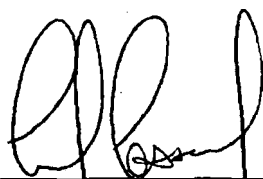


CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

  
Christiane Pelchat  
Présidente

  
Date

MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES



Laurent Lessard  
Ministre

09/04/08  
Date



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA CINQUIÈME RÉUNION DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION 2008-2009 EN SÉANCE PUBLIQUE DE LA CONFÉRENCE  
RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES TENUE LE JEUDI  
31 JANVIER 2008, À 14 H, AU MANOIR LAC-ETCHEMIN, À LAC-ETCHEMIN.

26. ENTENTE SPÉCIFIQUE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE POUR  
L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

CA-0708-05-137

ATTENDU l'adoption de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes  
le 17 décembre 2006;

ATTENDU que l'adoption de la Stratégie de la Politique gouvernementale rend disponible, par le  
ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), la somme de  
41 000 \$ par année durant 3 ans, totalisant 123 000 \$ pour la région de la Chaudière-Appalaches;

ATTENDU que cette somme est destinée à la réalisation d'une entente spécifique;

ATTENDU que la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes et le  
MCCCF interpelle la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches à titre  
d'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire de  
la région administrative de la Chaudière-Appalaches pour assurer la mise en œuvre de cette entente;

ATTENDU l'intérêt des partenaires locaux et régionaux pour la mise en œuvre d'une entente  
spécifique dans le cadre de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les  
hommes;

SUR PROPOSITION DUMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU,

D'adopter l'Entente spécifique dans le cadre de la Politique gouvernementale pour l'égalité  
entre les femmes et les hommes, jointe à la présente.

D'engager un montant de 123 000 \$, soit 41 000 \$ par année pendant trois ans, puisé à même le  
Fonds de développement régional – Volet Ententes spécifiques.

QUE la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches agisse à titre de mandataire  
pour la gestion des contributions financières des partenaires de l'entente.

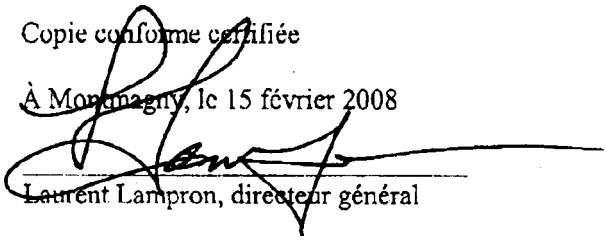
DE mandater Mme Geneviève Morneau, conseillère en développement régional, à siéger au  
comité de gestion de l'entente à titre de représentante de la CRÉ.

D'autoriser le président de la CRÉ à signer, au nom de l'organisme, ladite l'entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie conforme certifiée

À Montmagny, le 15 février 2008

  
Laurent Lampron, directeur général



Réseau des groupes de femmes  
*Chaudière-Appalaches*

RECU

-24.2.2008

G.R.E. Q.A.

Résolution intégrée

---

## EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Du Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches  
Tenue au siège social de l'organisme : 625 D, route Lagueux, Saint-Nicolas

Le 22<sup>e</sup> jour du mois de février 2008

Sur proposition dûment constituée, appuyée et adoptée, il est résolu unanimement

De déléguer Madame Céline Montésinos, présidente du Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches, pour signer *l'Entente spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la région de Chaudière-Appalaches* au nom du Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Thérèse Larochelle  
Secrétaire d'assemblée

Lieu et date



Saint-Jean Chrysostome, le mardi 29 janvier 2008

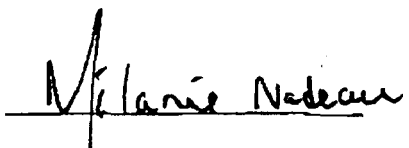
Numéro de résolution : 2008-01-29-007

**OBJET : RÉSOLUTION CONCERNANT L'ACCEPTATION DU PROJET «AJS-01-2008-110 Condition féminine»**

Étant donné :

IL EST PROPOSÉ par M. Frédéric Paré et appuyé par M. Frédéric Bonin que le projet soit accepté.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

  
Mme. Mélanie Nadeau  
Secrétaire-Trésorière du FJRCA

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES**  
**SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES DANS LES HLM DE LA RÉGION**  
**DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau,  
pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »;

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au  
nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MESS** »;

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**, personne morale  
instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1), dont  
le siège social est au 25, boulevard Taché Ouest, bureau 102, Montmagny (Québec) G5V 2Z9,  
représentée par le président, monsieur Réal Laverdière, dûment autorisé en vertu d'une résolution du  
conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »;

**ET**

**LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**, personne morale instituée par la Loi sur la Société  
d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8), ayant son siège au 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau,  
Québec (Québec) G1R 5E7, représentée par monsieur Robert Madore, président-directeur général,

ci-après désignée la « **SHQ** »;

**ET**

**L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES**,  
personne morale de droit public, instituée en vertu de l'article 339 de la Loi sur les services de santé  
et les services sociaux (L.R.Q., c. s-4.2), dont le siège social est au 363 route Cameron, Sainte-Marie,  
(Québec) G6E 3E2, représentée par monsieur Marc Tanguay, président-directeur général, dûment  
autorisé en vertu des règlements généraux de l'institution,

ci-après désignée l' « **Agence** »;

**ET**

**LE FORUM JEUNESSE RÉGIONAL CHAUDIÈRE-APPALACHES** personne morale légalement  
constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social  
est au 959, rue Commerciale, Saint-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 3G7, représenté par madame  
Sophie Chabot, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration,  
dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **FJRCA** »

**ET**

**LA TABLE DE CONCERTATION DES AÎNÉS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES**, personne morale  
légalement constituée en vertu de la partie III de la loi sur les (L.R.Q., c. C-38), dont le siège social  
est au 10, rue Giguère, Lévis (Québec) G6V 1N6, représentée par monsieur Maurice Boulet,  
président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe  
à la présente,

ci-après désignée la « **Table des aînés** »

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ET**

**LE CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE**, personne morale sans but lucratif instituée en vertu de l'article 540 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) représenté par monsieur Jacques Francoeur, président,

**ET**

**LE CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION DE THETORD**, personne morale sans but lucratif instituée en vertu de l'article 540 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) représenté par madame Aline Visser-Rahal, présidente,

**ET**

**LE CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS**, personne morale sans but lucratif instituée en vertu de l'article 540 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) représenté par madame Pascale Goudreau, présidente,

**ET**

**LE CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRAND LITTORAL**, personne morale sans but lucratif instituée en vertu de l'article 540 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) représenté par madame Julie-Suzanne Doyon, présidente,

**ET**

**LE CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET**, personne morale sans but lucratif instituée en vertu de l'article 540 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) représenté par madame Josée Caron, présidente,

ci-après appelés conjointement les « **CSSS** »;

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS**, personne morale instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), article 113, dont le siège social est au 1860, 1<sup>ère</sup> Rue, Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6, représentée par monsieur Léopold Castonguay, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil des commissaires, dont copie est jointe à la présente,

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD**, personne morale instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), article 113, dont le siège social est au 157, rue Saint-Louis, Montmagny (Québec) G5V 4N3, représentée par monsieur Alain Grenier, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil des commissaires, dont copie est jointe à la présente,

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN**, personne morale instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), article 113, dont le siège social est au 1925, 118<sup>e</sup> Rue, Saint-Georges (Québec) G5Y 7R7, représentée par monsieur Charles-Henri Lecours, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil des commissaires, dont copie est jointe à la présente,

**ET**

**LA COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES**, personne morale instituée par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c.1-13.3), article 113, dont le siège social est au 650, rue Lapierre, Thetford Mines (Québec) G6G 7P1, représentée par monsieur Denis Langlois, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil des commissaires, dont copie est jointe à la présente,

ci-après appelées conjointement les « **Commissions scolaires** »;

ci-après désignées les « **PARTIES** »;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES, monsieur**  
Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,



## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1, article 17.5.1) indique que le **MAMR** a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

**ATTENDU QUE** cette loi prévoit que la **CRÉ** est, pour le territoire ou la communauté qu'elle représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional et qu'à cet effet, le ministère conclut avec la **CRÉ** une entente déterminant les conditions que celle-ci s'engage à respecter, ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties;

**ATTENDU QU'**en vertu de cette même loi, la **CRÉ** peut conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en oeuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE** la **CRÉ**, par l'entremise de son Groupe-conseil sur le développement social et communautaire et de son plan d'action 2006-2009, a retenu comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les HLM de la région;

**ATTENDU QUE** le **MESS** a pour mission de contribuer au développement social et à la prospérité économique du Québec en favorisant le plein épanouissement des personnes par la promotion de l'emploi, le développement de la main-d'œuvre, l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, le soutien financier aux personnes démunies ainsi que par la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

**ATTENDU QUE** le **MESS** intervient, entre autres, auprès des familles, des jeunes et des personnes seules dont un grand nombre sont prestataires d'aide de dernier recours ou encore auprès des personnes à faible revenu;

**ATTENDU QUE** la présente entente s'inscrit entre autres dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (2004);

**ATTENDU QUE** dans le *Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social* (2005), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la SHQ préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion/prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles et que les parties en retireront des gains humains, sociaux et économiques;

**ATTENDU QUE** la **SHQ** a fait une tournée provinciale sur le *Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social* et qu'elle souhaite ainsi la mise en application du Cadre par le biais de projets-pilotes visant l'amélioration de la qualité des milieux de vie, le développement d'alternatives en soutien communautaire et de moyens de soutien destinés aux offices municipaux d'habitation;

**ATTENDU QUE** le colloque *Habitation sociale, santé et services sociaux Québec/Chaudière-Appalaches* tenu en mai 2006 a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces 2 réseaux (MSSS, SHQ) ainsi que le développement de partenariats qui permettrait de mieux servir les clientèles communes et ce, sans égard à la taille des organisations;

**ATTENDU QUE** l'**Agence** exerce un rôle de coordination de la mise en place des services de santé et services sociaux en matière de financement, d'allocations des ressources humaines et de services spécialisés (LSSS, article 340);

**ATTENDU QUE** l'**Agence** a pour objet de s'assurer d'une prestation sécuritaire de services de santé et de services sociaux aux usagers, de mettre en place les mesures visant la protection de la santé publique et la protection sociale des individus, des familles, des groupes, d'évaluer les résultats de la mise en oeuvre de son plan stratégique et d'assurer la reddition de comptes de sa gestion en fonction des cibles nationales et régionales et en vertu des standards d'accès, d'intégration, de qualité, d'efficacité et d'efficience reconnus;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ATTENDU QUE** l'Agence a également pour objet de soutenir les établissements dans l'organisation des services et d'intervenir auprès de ceux-ci pour favoriser la conclusion d'ententes de services visant à répondre aux besoins de la population;

**ATTENDU QUE** l'Agence, par sa Direction de santé publique et dans ses fonctions de promotion et prévention, vise l'amélioration des conditions de vie de sa population;

**ATTENDU QUE** les CSSS ont une responsabilité populationnelle et qu'ils doivent ainsi assurer la convergence des efforts pour maintenir et améliorer l'état de santé et de bien-être de la population, en rendant accessibles les services requis et en assurant la prise en charge et l'accompagnement des personnes dans le système de santé et de services sociaux;

**ATTENDU QUE** les CSSS ont pour rôle de mobiliser le personnel, les partenaires et les ressources de leur territoire autour des priorités définies dans les projets cliniques qui leur permettront d'assurer leur responsabilité envers la population locale;

**ATTENDU QUE** dans les CSSS, les projets cliniques en déficience physique comportent des adaptations faites dans le milieu de vie de l'usager, des liens de complémentarité entre les différents prestataires de services ainsi que des démarches auprès de la SHQ;

**ATTENDU QUE** dans les CSSS, les projets cliniques reliés à la déficience intellectuelle comportent le soutien résidentiel dans des formes variées d'hébergement, l'identification des besoins des usagers et des propriétaires des logements et la transformation des ressources par le biais de solutions novatrices;

**ATTENDU QUE** dans le *Plan d'action en santé mentale 2005-2010* du MSSS, il est prévu que les CSSS développent et poursuivent l'implantation d'un système de suivi intensif et de soutien d'intensité variable dans la communauté pour les personnes les plus vulnérables; il est prévu également qu'ils mettent en place des services de soutien aux personnes vivant dans un logement autonome;

**ATTENDU QUE** dans le *Plan d'action 2005-2010 sur les services aux aînés en perte d'autonomie : Un défi de solidarité* du MSSS, il est prévu que les CSSS agissent sur l'environnement par des formules résidentielles adaptées aux caractéristiques locales variées et aux clientèles spécifiques adaptées aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie. Le Plan d'action précise qu'il incombe au réseau de la Santé et des Services sociaux d'offrir des services qui relèvent de son champ aux personnes en perte d'autonomie;

**ATTENDU QUE** le FJRCA a pour mission, à l'instar de cette présente entente, l'amélioration de la qualité de vie des jeunes de 12 à 35 ans, la promotion des intérêts des jeunes et leur participation citoyenne;

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action Jeunesse 2006-2009 du gouvernement du Québec vise l'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes, leur réussite éducative, la présence des jeunes dans la société et l'amélioration du soutien offert aux jeunes;

**ATTENDU QUE** la *Table des aînés* est dédiée au maintien et à l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées et à leur implication dans le développement de la société;

**ATTENDU QUE** dans les Commissions scolaires, l'analyse et l'observation de situations de vie en HLM ont déjà mis en évidence des situations personnelles et familiales modifiables par le biais de différents types d'activités, dont de la formation axée sur l'intégration sociale, et que les commissions scolaires ont le mandat d'intervenir dans de tels programmes;

**ATTENDU QUE** d'après le portrait *«L'habitation à prix modique dans Chaudière-Appalaches»*, Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches, CSSS du Grand Littoral, 32 p., juin 2006, la majorité des HLM de la région sont localisés en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés est réduite les empêchant parfois de rester dans leur milieu de vie, que la rétention des résidents dans leur Municipalité Régionale de Comté (MRC) est un enjeu majeur;

**ATTENDU QUE** selon ce même portrait de *L'habitation à prix modique dans Chaudière-Appalaches*, la participation des locataires à la vie communautaire est pratiquement absente dans plusieurs HLM de la région, que l'intégration des clientèles vulnérables est faible et que les besoins de logement avec services sont de plus en plus importants;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ATTENDU QUE** l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles des personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, des familles, des jeunes, avec des besoins spécifiques, peut provoquer des difficultés causées par la cohabitation et par la diversité des groupes de clientèles, donc de nouveaux besoins à combler;

**ATTENDU QU'**il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle et d'intensifier également le support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles de HLM, particulièrement dans les zones rurales, préconisée entre autres par le Groupe-conseil développement social et communautaire et la Table des Aînés de Chaudière-Appalaches;

PAR CONSÉQUENT, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

## DÉFINITIONS

**Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social (MSSS, SHQ, 2005 (non publié) :**

**Le Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social** est un document sur l'intervention intersectorielle entre les réseaux de la santé et l'habitation qui vise à favoriser une action concertée des intervenants des réseaux de l'habitation et de la santé dans l'ensemble des régions du Québec afin de soutenir le soutien à domicile et l'intégration sociale de personnes ayant des besoins particuliers pour occuper un logement.

Le tableau qui suit indique la répartition des logements à loyer modique sur les territoires de CSSS.

**Nombre de logements en HLM selon la clientèle et nombre d'OMH par MRC**  
**En Chaudière-Appalaches 2006-2007**

<b>MRC</b>	<b>NOMBRE D'UNITÉS EN HLM ET D'OMH PAR MRC</b>				
	Logements pour famille	Logements pour les 18 à 49 ans	Logements pour les 50 ans et plus	Nombre total de logements en HLM	Total d'OMH
L'Amiante	83	35	160	278	7
Beauce-Sartigan	90	15	178	283	8
Robert-Cliche	80	24	60	164	6
Richmond	38	0	120	158	7
Nouvelle-Beauce	20	10	78	108	7
Lévis	576	115	687	1 378	1
Loburnière	50	20	149	219	12
Bellevue	28	2	205	235	13
L'Islet	38	0	72	110	6
Montmagny	62	0	101	163	3
<b>TOTAL</b>	<b>1 065</b>	<b>221</b>	<b>1 810</b>	<b>3 096</b>	<b>70</b>

Source : «Sondage effectué par l'OMH de Lévis auprès des OMH de la région Chaudière-Appalaches, mai 2007»

Il faut noter que 98 % des OMH sont situés dans des MRC rurales (un OMH à Lévis) incluant celles où il existe une petite ville; une masse critique de 61 % des HLM existants sont également situés en zone rurale.

## CLIENTÈLE VISÉE PAR L'ENTENTE :

Tous les résidents en HLM ainsi que ceux qui peuvent y avoir accès, soit les personnes à faible revenu, les prestataires d'aide de dernier recours, les aînés, les jeunes, les personnes seules, les familles (et familles monoparentales), et les personnes aux prises avec des déficiences, des problèmes d'isolement, de santé mentale ou d'exclusion.

## 1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1. Cette entente a pour objet l'amélioration de l'accessibilité en HLM en termes de diversité de clientèles, l'amélioration des services offerts et l'amélioration de la qualité de vie dans les HLM de toute la région de la Chaudière-Appalaches, par la mise en commun des ressources financières ou autre dans le respect des mesures, programmes et normes de

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

gestion applicables aux parties concernées. Cette entente détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus particulièrement, l'entente permettra de développer des interventions en action communautaire et en animation de milieu dans les secteurs ruraux et de consolider les milieux urbains.

L'entente vise également :

- la possibilité pour les personnes visées de demeurer plus longtemps en HLM;
- une réponse plus adéquate aux besoins des locataires (ex : alimentation, organisation d'activités physiques, gestion des médicaments; prévention des chutes, animation d'activités sociales, activités socioprofessionnelles, incluant les services bio-psycho-sociaux, etc.) et le soutien communautaire pour les différentes clientèles;
- le maillage plus étroit entre les OMH et les CSSS pour la distribution de services notamment avec les services de 1<sup>ère</sup> ligne;
- une meilleure intégration de la clientèle dans leur milieu de vie;
- la prévention des abus/violence/négligence et du suicide, entre autres, chez les aînés et les jeunes.

Les retombées potentielles du projet-pilote sont :

- une plus grande rétention des personnes visées dans leur MRC;
- un meilleur taux d'occupation des immeubles;
- l'accessibilité en HLM pour diverses clientèles dans un plan d'intégration;
- l'implication accrue du directeur d'OMH dans son milieu;
- une meilleure réputation de certains HLM;
- une dynamisation de la vie communautaire et une plus grande participation sociale et citoyenne;
- une diminution des hospitalisations, des tentatives de suicide et un désencombrement des urgences;
- une diminution des signalements à la police ou à la Direction de la Protection de la Jeunesse (DPJ) en provenance des HLM famille;
- une plus grande intégration des services pour cette clientèle;
- une plus grande efficience par des interventions regroupées dans un même endroit sécuritaire;
- la participation à des activités visant la lutte à la pauvreté ou à l'exclusion sociale et potentiellement un retour à de la formation ou à l'emploi.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

À l'instar du *Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social* qui favorise les ententes de services entre les acteurs locaux de l'habitation sociale et ceux de la santé et des services sociaux :

### **2.1 L'amélioration des services dans les HLM**

- soutenir les différents milieux afin d'améliorer l'accès aux différentes catégories d'âge aux logements sociaux;
- sensibiliser les différents milieux au respect des critères d'admissibilité et aux règles d'attribution des loyers modiques pour les diverses clientèles;
- répondre aux besoins des diverses clientèles dans les HLM, notamment dans les familles, en adaptant les interventions aux réalités locales;
- mettre en place des mesures de concertation entre les OMH, les CSSS et les différents partenaires des MRC afin de renforcer le soutien aux clientèles vulnérables.

### **2.2 L'intégration et la participation sociale des résidents dans les HLM**

- sensibiliser les différents milieux à l'importance et aux avantages de l'approche communautaire en logement social pour l'amélioration de la qualité de vie;
- promouvoir la participation des résidents à la gestion de leur milieu de vie et mettre en place des mesures facilitantes pour renforcer cette participation;
- donner la parole aux résidents en HLM leur permettant d'exprimer leurs besoins;
- offrir le support et l'accompagnement aux projets du milieu, à l'exercice de la pleine citoyenneté, au maintien dans la communauté, à l'entraide, au rapprochement interculturel et intergénérationnel;
- mettre en place, au besoin, des groupes de support en lien avec les besoins exprimés par les résidents;

- maintenir des actions durables dans chaque territoire de MRC afin d'améliorer la qualité de vie en HLM. Ce modèle comporte également un aspect accompagnement et soutien aux projets émanant des milieux en collaboration avec les directeurs d'OMH, les partenaires de la santé, les milieux communautaires et municipaux et les centres locaux d'emploi.

### 3. STRATÉGIES OU APPROCHES UTILISÉES DANS CE PROJET-PILOTE

- Cueillette de renseignements sur les besoins des locataires;
- mobilisation et sensibilisation pour l'amélioration de la qualité de vie en HLM;
- animation de milieu;
- réseautage entre les partenaires;
- intégration de services et optimisation des ressources;
- promotion des droits des locataires.

### 4. RESSOURCES LIÉES À L'ENTENTE

Un coordonnateur régional pilotera la mise en œuvre du plan d'action. Des intervenants locaux assureront le suivi et la liaison avec le coordonnateur régional afin de maximiser la mise en commun des ressources.

Le rôle du coordonnateur régional est :

- la sensibilisation à l'approche communautaire auprès des directeurs d'OMH et de leur conseil d'administration par le biais du *Cadre de référence sur le soutien communautaire en logement social*;
- le développement d'outils permettant de mobiliser les locataires et les directeurs d'OMH;
- la concertation entre les partenaires;
- la gestion du projet avec le comité de gestion;
- la supervision et le soutien des animateurs locaux.

Le rôle des intervenants en action communautaire des CSSS est :

- la mobilisation des locataires;
- le support et l'accompagnement aux projets locaux avec les résidents de HLM;
- le suivi avec le coordonnateur régional;
- l'animation des milieux;
- le lien avec les ressources dans les communautés;
- un agent multiplicateur;
- une réponse rapide aux besoins et une aide à la recherche de solutions.

### 5. ENGAGEMENTS DES PARTIES

#### 5.1 Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** s'engagent à :

- 5.1.1. Participer à la réalisation de l'objet et des objectifs de l'entente;
- 5.1.2. Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des instances régionales et locales; favoriser la concertation, les échanges et la collaboration entre eux et harmoniser leurs actions afin de faciliter l'atteinte des objectifs de l'entente et d'en optimiser les retombées;
- 5.1.3. Participer aux activités du comité de gestion mentionné à l'article 9 en y mandant une personne responsable de les représenter;
- 5.1.4. Fournir au comité de gestion tous documents et renseignements pertinents à la réalisation et la gestion de l'entente;
- 5.1.5. Communiquer à la coordination régionale les renseignements requis pour les rapports d'activités et les rapports financiers;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

- 5.1.6. Poursuivre les efforts pour maintenir les pratiques d'intervention et les services mis en place dans le cadre de l'entente, selon les planifications de services des parties et de l'intervenant, le contexte budgétaire et les résultats obtenus à la fin de la présente.

**5.2 Engagements spécifiques des parties**

**5.2.1 Engagements du MAMR**

Aux fins de la présente entente, le **MAMR** s'engage à :

- 5.2.1.1. Reconnaître cette entente comme un outil permettant de concrétiser les priorités régionales de développement identifiées dans le Plan stratégique régional 2002-2007 adopté par le CRCD de Chaudière-Appalaches le 6 juin 2002, reconduit à la **CRÉ** et actualisé le 7 octobre 2005;
- 5.2.1.2. Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;
- 5.2.1.3. Mandater un représentant au sein du comité de gestion ainsi qu'au sein des sous-comités liés à la réalisation des actions prévues à l'entente, le cas échéant;
- 5.2.1.4. Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion au sein de la Conférence administrative régionale (CAR);
- 5.2.1.5. Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

**5.2.2. Engagements de la SHQ**

Aux fins de la présente entente, la **SHQ** s'engage à :

- 5.2.2.1. Mandater un représentant au sein du comité de gestion;
- 5.2.2.2. Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès du Regroupement des OMH du Québec et de l'Association des directeurs d'OMH du Québec;
- 5.2.2.3. Soutenir le projet-pilote par la mise en commun des compétences pour une accessibilité plus adéquate aux clientèles démunies;
- 5.2.2.4. Soutenir financièrement la **CRÉ** dans la réalisation des activités liées à l'entente pour un montant de 50 000 \$ pour la première année. La **SHQ** pourra convenir des possibilités de financement pour la deuxième et la troisième année du projet;
- 5.2.2.5. Demander à l'Office municipal d'habitation de Lévis de :
  - Mettre à la disposition du coordonnateur un local à l'Office;
  - Mettre à la disposition du coordonnateur les ressources raisonnables et nécessaires dont l'Office dispose afin de l'accompagner dans la réalisation de ses mandats;
  - Faire profiter les parties de l'expertise de l'Office en matière de soutien communautaire en HLM.

**5.2.3. Engagements du MESS**

Aux fins de la présente entente, le **MESS** s'engage à :

- 5.2.3.1. Mandater un représentant au sein du comité de gestion;
- 5.2.3.2. Déterminer avec les partenaires le processus d'estimation des besoins de la clientèle ciblée par l'entente afin de planifier les interventions qui permettront d'atteindre des objectifs de mise en mouvement vers une plus grande participation sociale et citoyenne et ultimement une meilleure intégration socioprofessionnelle.

5.2.3.3. Faciliter une réponse rapide à la clientèle lors de référence au Centre local d'emploi de la région et référer à des activités ou projets déjà existants soit avec le Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS), et/ou les mesures et services du coffre à outils d'Emploi-Québec.

5.2.3.4. Soutenir financièrement, par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) dans le respect de sa mission, ses mandats, ses mesures, ses programmes et normes de gestion, l'estimation des besoins de la clientèle pour un montant total et maximal de 20 000 \$. Ce montant devrait être engagé au cours de l'année 2008-2009.

#### 5.2.4. Engagements de l'Agence

Aux fins de la présente entente, l'Agence s'engage à :

5.2.4.1. Mandater un représentant au sein du comité de gestion;

5.2.4.2. Élaborer un devis d'évaluation à l'aide d'indicateurs et en faire l'analyse;

5.2.4.3. Verser à la CRÉ un montant total et maximal de 105 000 \$ afin de soutenir financièrement la réalisation des activités permettant l'amélioration des services offerts dans les HLM de la région pour la durée de l'entente, visant ainsi l'atteinte des objectifs.

#### 5.2.5 Engagements de la CRÉ

Aux fins de la présente entente, la CRÉ s'engage à :

5.2.5.1 Mandater un représentant au sein du comité de gestion;

5.2.5.2 Mandater un représentant du Groupe-Conseil en développement social et communautaire de la CRÉ au sein du comité de gestion;

5.2.5.3 Favoriser la concertation régionale tout au long de l'entente, notamment en tenant informés les membres de ses différents groupes-conseils ainsi que les autres instances concernées;

5.2.5.4 Affecter un montant total et maximal de 255 000 \$, permettant l'amélioration des services offerts dans les HLM de la région pour la durée de l'entente, du Fonds de développement régional « FDR – Volet Ententes spécifiques » visant ainsi l'atteinte des objectifs;

5.2.5.5 Gérer les contributions financières des partenaires.

#### 5.2.6 Engagements des CSSS

Aux fins de la présente entente, les CSSS s'engagent à :

5.2.6.1 Mandater un représentant des CSSS au sein du comité de gestion;

5.2.6.2 Établir des liens de réciprocité avec les OMH;

5.2.6.3 Mandater un organisateur communautaire ou tout autre intervenant agissant à ce titre, comme animateur local dans chacun des points de service CSSS-CLSC, compte tenu qu'une partie du budget prévu à l'entente prévoit de doubler le nombre de journées en action communautaire de chacun des CSSS (voir annexe 1), pour faire le lien avec le coordonnateur régional du projet en vue de :

- Mobiliser les locataires autour de l'expression de leurs besoins et de leurs idées pour l'amélioration de la qualité de vie;
- Accompagner les projets collectifs mobilisateurs en faisant les liens avec les ressources du milieu (ex : représentant d'association de locataires);
- Favoriser une réponse rapide aux besoins et une aide à la recherche de solutions dans les cas de dépistage des situations problématiques;
- Informer et promouvoir les services et selon les besoins, faciliter la référence au CSSS-CLSC et l'intervention de celui-ci;

ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES  
DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

➤ Faire le suivi avec le coordonnateur régional.

5.2.6.4 Intervenir en concertation avec les parties et l'intervenant de l'entente et les autres partenaires afin de répondre plus adéquatement aux besoins de la clientèle visée en HLM, pour les services disponibles dans leurs établissements, à l'exception des situations pour lesquelles des considérations cliniques imposeraient de répondre prioritairement à d'autres clients;

5.2.6.5 Adapter les services de santé, services sociaux et services d'actions communautaires aux besoins des résidents en HLM en se donnant les moyens de répondre à ces besoins et assumer les engagements.

**5.2.7 Engagements des Commissions scolaires**

Aux fins de la présente entente, les **Commissions scolaires** s'engagent à :

5.2.7.1 Mandater un représentant au sein du comité de gestion;

5.2.7.2 Réaliser, dans le cadre de l'entente, une recension des actions réalisées par les commissions scolaires auprès des résidents en HLM, tant chez les jeunes du primaire et du secondaire que par l'éducation des adultes;

5.2.7.3 Soutenir financièrement, par le biais des programmes du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), les projets de formation qui seront recommandés au comité de gestion et de les réaliser, au besoin, en collaboration avec des partenaires locaux et régionaux.

**5.2.8 Engagements du FJRCA**

Aux fins de la présente entente, le **FJRCA** s'engage à :

5.2.8.1 Mandater un représentant au sein du comité de gestion;

5.2.8.2 Verser à la **CRÉ** un montant total et maximal de 75 000 \$ du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) permettant l'amélioration des services offerts dans les HLM de la région et ce pour la durée de l'entente, visant ainsi l'atteinte des objectifs.

**5.2.9 Engagements de la Table des aînés**

Aux fins de la présente entente, la **Table des aînés** s'engage à :

5.2.9.1 Mandater un représentant au sein du comité de gestion;

5.2.9.2 Verser à la **CRÉ** un montant total et maximal de 1 000 \$, permettant l'amélioration des services offerts dans les HLM de la région et ce, pour la durée de l'entente, à visant ainsi l'atteinte des objectifs.

**6. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**6.1 Modalités de versement**

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** s'engagent à verser les sommes réservées conformément aux normes de leurs programmes ainsi que dans le respect de leur politique.

Chaque versement d'aide financière provenant du gouvernement du Québec est conditionnel à l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits budgétaires nécessaires et à leur disponibilité.



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

## 6.2 Plan de financement

ORGANISMES	2007-2008	2008-2009-	2009-2010	MONTANTS TOTAUX SUR 3 ANS
CRÉ	85 000 \$	85 000 \$	85 000 \$	255 000 \$
Agence	35 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	105 000 \$
FJRCA	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	75 000 \$
SHQ	50 000 \$			50 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	20 000 \$	0 \$	20 000 \$
Table des aînés	350 \$	350 \$	300 \$	1 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>195 350 \$</b>	<b>165 350 \$</b>	<b>145 300 \$</b>	<b>506 000 \$</b>

## 7. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente entente couvre le territoire de la région administrative de la Chaudière-Appalaches.

## 8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de la dernière signature entre les **PARTIES** et se termine à la date du troisième anniversaire de celle-ci. Elle n'est pas sujette au renouvellement par reconduction tacite.

## 9. SUIVI ET ÉVALUATION

### 9.1 Responsabilités du comité de gestion de l'entente

- S'assurer du respect des clauses générales et spécifiques de l'entente;
- Réaliser un devis d'évaluation de l'entente en y incluant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui permettront d'évaluer annuellement la qualité des résultats entourant la réalisation de la présente entente; à titre d'exemples d'indicateurs utilisés :
  - Entente de participation avec les OMH identifiés et mesures de concertation convenues;
  - Augmentation du nombre de personnes ayant des problématiques particulières admises en HLM;
  - Nature et quantité des services offerts par les **CSSS** aux résidents;
  - Nombre et nature des démarches de sensibilisation réalisées;
  - Nombre et nature des démarches de mobilisation;
  - Nombre de locataires qui participent à la démarche de mobilisation;
  - Besoins identifiés par les locataires au niveau de la qualité de vie;
  - Mesures de la satisfaction avant et après la mise en œuvre du projet.
- S'assurer de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant d'atteindre les objectifs de l'entente;
- Assurer la vérification de la conformité administrative quant aux processus visant la mise en œuvre et le suivi de l'entente;
- Recommander aux **PARTIES** concernées dans l'entente de procéder aux versements prévus sur la base des rapports d'activité et des rapports financiers qui auront satisfait à ses attentes;
- Recevoir et approuver le rapport final d'activités et le devis d'évaluation élaboré;
- Formuler les recommandations appropriées à la bonne marche du projet à l'un ou l'autre des partenaires concernés.

Le comité de gestion sera composé de représentants identifiés dans la section des engagements spécifiques des parties.

## 10. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

Pour ce faire, la **PARTIE** qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La **PARTIE** défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la **PARTIE** qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, (indiquer ici le nom de la **PARTIE** qui détient les sommes versées) s'engage à rembourser à la **PARTIE** qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la **PARTIE** concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

#### **10.1 Cession**

Les droits et obligations contenus aux présentes ne peuvent être cédés, vendus ou transférés, en tout ou en partie, sans le consentement écrit des **PARTIES**.

#### **10.2 Annexes**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'annexe prévaudra.

### **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances L.R.Q., c. M-24.01)

### **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de l'entente et elle en fera partie intégrante.

### **13. AVIS ET COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES ET L'INTERVENANT**

Sous réserve de l'article 10, toutes les communications écrites entre les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** seront censées avoir été reçues par le destinataire si elles sont livrées en main propre ou envoyées par courrier recommandé comme suit :

Le ministère des Affaires municipales et des Régions	<b>Ministère des Affaires municipales et des Régions</b> <b>Direction régionale de la Chaudière-Appalaches</b> 1100, boulevard Frontenac Est, bureau 102 Thetford Mines (Québec) G6G 6H1 À l'attention de M. Jean Dionne, directeur régional
Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	<b>Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</b> <b>Direction régionale Emploi-Québec</b> 5130, boulevard de la Rive-Sud, bureau 100 Lévis (Québec) G6V 9L3 À l'attention de Mme Thérèse Leclerc, directrice régionale
Le ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches	<b>Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches</b> 309, boulevard Frontenac Ouest Thetford Mines (Québec) G6G 6K2 A l'attention de M. Laurent Lessard, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

La Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches	<b>Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches</b> 25, boulevard Taché Ouest, bureau 102 Montmagny (Québec) G5V 2Z9 À l'attention de M. Laurent Lampron, directeur général
La Société d'habitation du Québec	<b>Société d'habitation du Québec</b> 1054, rue Louis-Alexandre Taschereau, Aile Saint-Amable, 3e étage Québec (Québec) G1R 5E7 À l'attention de M. Robert Madore, président-directeur général
L'Agence de la Santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches	<b>Agence de la Santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches</b> 363, route Cameron Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2 À l'attention de M. Marc Tanguay, président-directeur général
Le Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches	<b>Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches</b> 959, rue Commerciale Saint-Jean-Chrysostome (Québec) G6Z 3G7 À l'attention de M. Jean-François Cliche, directeur général
La Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches	<b>Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches</b> 10, rue Giguère Lévis (Québec) G6V 1N6 À l'attention de M. Maurice Boulet, président
Le Centre de santé et de services sociaux de Beauce	<b>Centre de santé et de services sociaux de Beauce</b> 253, 108e Rue Beauceville (Québec) G5X 2Z3 À l'attention de M. Michel Bernard, directeur-adjoint
Le Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford	<b>Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford</b> 1717, rue Notre-Dame Est Thetford Mines (Québec) G6G 2V4 À l'attention de Mme. Hélène Duval, directrice générale
Le Centre de santé et de services sociaux des Etchemins	<b>Centre de santé et de services sociaux des Etchemins</b> 331, Place du Sanatorium Lac-Etchemin (Québec) G0R 1S0 À l'attention de Mme France Laplante Théberge, directrice générale
Le Centre de santé et de services sociaux du Grand Littoral	<b>Centre de santé et de services sociaux du Grand Littoral</b> 975, de la Concorde Saint-Romuald (Québec) G6W 8A7 À l'attention de M. Claude Soucy, directeur-adjoint
Le Centre de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet	<b>Centre de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet</b> 350, boulevard Taché Ouest Montmagny (Québec) G5V 3R8 À l'attention de Mme Marie-Claude Ouellet, directrice générale
La Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	<b>Commission scolaire de la Beauce-Etchemin</b> 1925, 118e rue Saint-Georges (Québec) G5Y 7R7 À l'attention de M. Camil Turmel, directeur général

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

La Commission scolaire de la Côte-du-Sud	<b>Commission scolaire de la Côte-du-Sud</b> 157, rue Saint-Louis Montmagny (Québec) G5V 4N3 À l'attention de M. Jocelyn Carrier, directeur général
La Commission scolaire des Appalaches	<b>Commission scolaire des Appalaches</b> 650, rue Lapierre Thetford Mines (Québec) G5V 4N3 À l'attention de M. Alain Chabot, directeur général
La Commission scolaire des Navigateurs	<b>Commission scolaire des Navigateurs</b> 1860, 1 <sup>ère</sup> Rue Saint-Romuald (Québec) G6W 5M6 À l'attention de M. Yves Saint-Maurice, directeur général

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** ou de l'**INTERVENANT** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES** ou à l'**INTERVENANT**.

#### **14. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

- 14.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ, les détails importants de l'entente et son financement.
- 14.2 La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES**, à moins d'avis contraire.
- 14.3 Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'**INTERVENANT** lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.
- 14.4 Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'**INTERVENANT** participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **15. OUVERTURE À D'AUTRES PARTENAIRES**


L'implication de nouveaux partenaires désireux de s'associer à la mise en œuvre de la présente entente sera intégrée à celle-ci ou rendue possible par l'ajout d'un avenant annexé à la présente sans préjudice à la réalisation des clauses de la présente entente, et ce, avec l'accord de toutes les **PARTIES** réunies au sein du comité de gestion.

#### **16. SIGNATURES**

Les **PARTIES** et l'**INTERVENANT** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

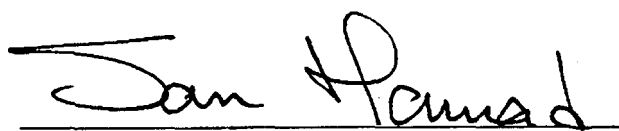
EN FOI DE QUOI, ils ont signé :

ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES  
DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des  
Régions

2008-03-31  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES  
DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

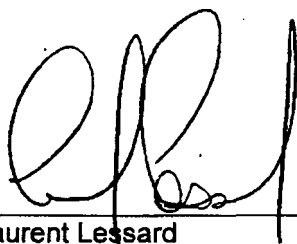


Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

22 Avril 08

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES  
DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES



Laurent Lessard  
Ministre responsable de la région de la  
Chaudière-Appalaches

09/04/28  
Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES  
DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

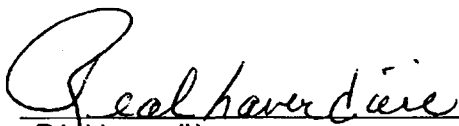


Robert Madore  
Président-directeur général de la Société  
d'habitation du Québec

20080403

Date



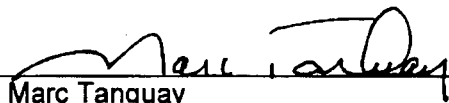


Réal Laverdière  
Président de la Conférence régionale des élus  
de la Chaudière-Appalaches

Date

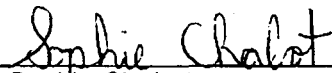
Robert Madore  
Président-directeur général de la Société  
d'habitation du Québec

Date



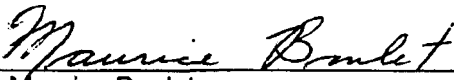
Marc Tanguay  
Président-directeur général de l'Agence de la  
santé et des services sociaux de Chaudière-  
Appalaches

Date



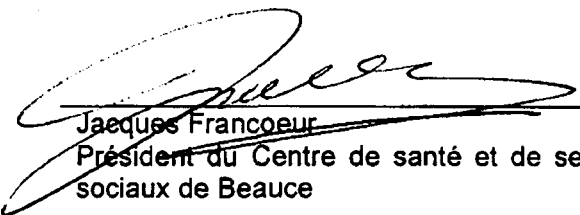
Sophie Chabot  
Présidente du Forum jeunesse régional  
Chaudière-Appalaches

Date



Maurice Boulet  
Président de la Table de concertation des  
aînés de la Chaudière-Appalaches

Date



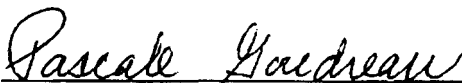
Jacques Francoeur  
Président du Centre de santé et de services  
sociaux de Beauce

Date



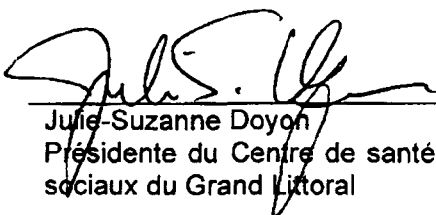
Aline Visser-Rahal  
Présidente du Centre de santé et de services  
sociaux de la région de Thetford

Date



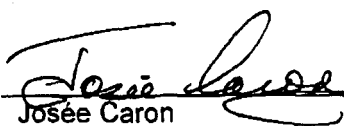
Pascale Goudreau  
Présidente du Centre de santé et de services  
sociaux des Etchemins

Date



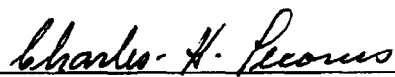
Julie-Suzanne Doyon  
Présidente du Centre de santé et de services  
sociaux du Grand Littoral

Date



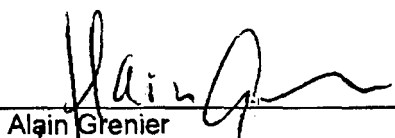
Josée Caron  
Présidente du Centre de santé et de services  
sociaux de Montmagny-L'Islet

Date



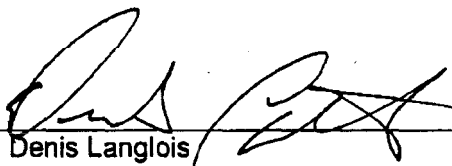
Charles-Henri Lecours  
Président de la Commission scolaire de la  
Beauce-Etchemin

Date



Alain Grenier  
Président de la Commission scolaire de la  
Côte-du-Sud

Date



Denis Langlois  
Président de la Commission scolaire des  
Appalaches

Date



Léopold Castonguay  
Président de la Commission scolaire des  
Navigateurs

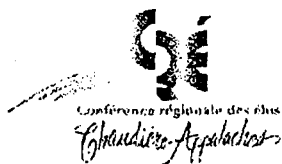
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES**  
**DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ANNEXE 1**

Contribution des **CSSS** et de l'entente pour les journées en organisation communautaire prévues au présent projet :

	<b>Contribution de l'établissement</b>	<b>Contribution de l'entente</b>	<b>TOTAL</b>
<b>CSSS Grand Littoral</b>	5 jours	5 jours	<b>10 jours</b>
<b>CSSS Beauce</b>	2 jours	2 jours	<b>4 jours</b>
<b>CSSS Montmagny-L'Islet</b>	2 jours	2 jours	<b>4 jours</b>
<b>CSSS Thetford</b>	1 jour et demi	1 jour et demi	<b>3 jours</b>
<b>CSSS Etchemins</b>	1 jour	1 jour	<b>2 jours</b>



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA QUATRIÈME RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2007-2008 EN SÉANCE PUBLIQUE DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES TENUE LE JEUDI 6 DÉCEMBRE 2007, À 14 H, À LA SALLE COMMUNAUTAIRE DE SAINT-PAMPHILE, À SAINT-PAMPHILE.

26. ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS DANS LES HABITATIONS À LOYER MODIQUE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

**CA-0708-04-106**

ATTENDU que le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d'action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;

ATTENDU que dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptés aux diverses clientèles;

ATTENDU que le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec - Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux desservir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;

ATTENDU que, selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;

ATTENDU que l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentue les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;

ATTENDU qu'il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle âgée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

ATTENDU que la CRÉ est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire de la région administrative de la Chaudière-Appalaches;

ATTENDU l'énoncé de l'axe 2 du Plan stratégique régional 2002-2007 (PSR), mis à jour en mars 2006, soit *Contribuer au développement de milieux de vie qui permettent l'épanouissement et la participation des individus et des familles qui y vivent*;

ATTENDU que la CRÉ dispose d'une enveloppe Fonds de développement régional, laquelle peut servir à financer notamment les ententes spécifiques;

SUR PROPOSITION DUMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU,

D'adopter le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, joint à la présente.

D'engager un montant de 255 000 \$ pendant trois ans, soit un montant annuel de 85 000 \$, puisé à même le Fonds de développement régional – Volet Ententes spécifiques.

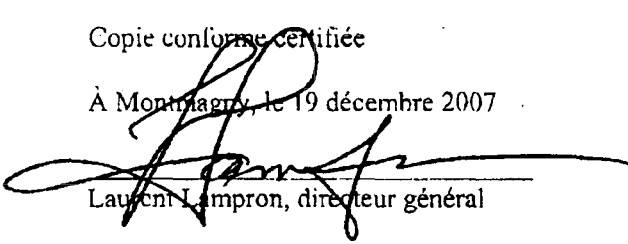
D'agir à titre de mandataire pour la gestion des contributions financières des partenaires de l'entente.

D'autoriser le président de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches, à signer au nom de l'organisme, ladite entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie conforme certifiée

À Montmagny, le 19 décembre 2007



Laurent Lampron, directeur général

Société  
d'habitation

Québec



Le président-directeur général

Québec, le 26 mars 2008

Monsieur Laurent Lampron  
Directeur général  
CRÉ Chaudière-Appalaches  
25, boulevard Taché Ouest, bureau 102  
Montmagny (Québec) G5V 2Z9

Monsieur le Directeur général,

C'est avec intérêt que j'ai pris connaissance de votre lettre du 5 novembre 2007 dans laquelle vous sollicitez la participation financière de la Société d'habitation du Québec (SHQ) pour la mise en œuvre de l'entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches.

J'ai le plaisir de vous confirmer la participation financière de la SHQ pour un montant de 50 000 \$ pour la première année de la mise en œuvre de l'entente. Au terme de la première année, nous pourrions examiner la possibilité d'un financement additionnel pour les deux autres années du projet.

Je vous remercie de l'intérêt que vous manifestez envers les résidents des HLM et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

**ROBERT MADORE**

c. c. Monsieur François Roberge, OMH Lévis

Aile Saint-Amable, 3<sup>e</sup> étage  
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau  
Québec (Québec) G1R 5E7  
Téléphone : 1 800 463-4315  
Télécopieur : 418 646-5560  
[www.habitation.gouv.qc.ca](http://www.habitation.gouv.qc.ca)

Le 13 mai 2008

Monsieur Réal Laverdière  
Président  
Conférence régionale des élus Chaudière-Appalaches  
25, boulevard Taché Ouest, bureau 102  
Montmagny (Québec) G5V 2Z9

Objet : Allocation budgétaire dans le cadre de l'Entente spécifique portant sur  
l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour  
différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches

Monsieur le Président,

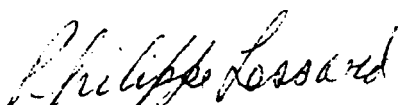
Dans une correspondance en date du 20 mars 2008, sous la signature de M. Marc Tanguay, L'Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches vous a confirmé une allocation budgétaire non récurrente de 35 000 \$ pour la première année d'opération de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches.

Par la présente, nous vous confirmons notre engagement à vous allouer ce montant pour chacune des deux autres années de l'entente, tel qu'il a été convenu.

Pour de plus amples informations, nous vous invitons à communiquer avec M<sup>me</sup> Louise Brunet, responsable du dossier, au 418 389-1544.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur de santé publique  
et de l'évaluation,

  
Philippe Lessard

PL/dm

363, route Cameron  
Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2  
Téléphone : 418 386-3363  
Télécopieur : 418 386-3361  
www.agencecsss12.gouv.qc.ca

Sainte-Marie  
Lévis  
Montmagny

REÇU  
27 mai 2008  
C.R.E. OA

Le 20 mars 2008

REQU

07 Av. 2008

Monsieur Réal Laverdière  
Président

C.R.É. CA  
Conférence régionale des élus Chaudière-Appalaches  
25, boulevard Taché Ouest, bureau 102  
Montmagny (Québec) G5V 2Z9

Objet: Allocation budgétaire dans le cadre de l'Entente spécifique portant sur  
l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour  
différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches

Monsieur le Président,

L'Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches a le plaisir de vous  
accorder une allocation budgétaire non récurrente de 35 000 \$, tel qu'il a été convenu dans  
l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, la qualité de vie et des  
services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-  
Appalaches.

Ce montant correspond au versement de l'exercice financier 2008-2009 pour la première  
année d'opération de l'entente. Les modalités entourant la reddition de comptes concernant  
cette allocation seront assurées par le suivi d'un comité de gestion de l'entente.

Pour de plus amples informations, nous vous invitons à communiquer avec  
M<sup>me</sup> Louise Brunet, responsable du dossier, au 418 389-1544.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le président-directeur général,

Marc Tanguay

MT/dm

363, route Cameron  
Sainte-Marie (Québec) G6E 3E2  
Téléphone : 418 386-3363  
Télécopieur : 418 386-3361  
www.agencecss12.gouv.qc.ca

Sainte-Marie  
Lévis  
Montmagny





Saint-Jean Chrysostome, le samedi 20 octobre 2007

Numéro de résolution : 2007-10-20-08

**OBJET : AJS-FRIJ-2007-02 Logement Social**

IL EST PROPOSÉ par M<sup>me</sup> Jessica Hélie et appuyé par M<sup>me</sup> Manon Jacques que la décision sur ce projet soit révisé et accepté pour un montant de 75 000.00 \$ sur trois ans.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ**

*Sophie Chabot*  
**Sophie Chabot**  
**Présidente FJRCA**



Table de Concertation des Aînés  
DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL**

Conseil d'administration de la Table de Concertation des Aînés de Chaudière-Appalaches  
tenue le jeudi 27 mars 2008  
à la Maison des Aînés de Lévis,  
sous la présidence de monsieur Jean-Guy Martin et formant quorum.

RE : **Participation à L'Entente spécifique sur le logement social**

***Il est proposé par Marguerite Bureau et appuyé par***

***Pierrot Lagueux et résolu à l'unanimité de que :***

- ***Maurice Boulet, président de la Table soit autorisé à signer l'entente spécifique sur le logement social;***
- ***le président de la Table soit délégué pour fins de représentation au sein du Comité de gestion de cette entente;***
- ***la Table de concertation des aînés verse en fonction des modalités administratives pré-établies un montant de 1 000\$.***

**CERTIFIÉ COPIE CONFORME**

\_\_\_\_\_ *Maurice Grégoire* \_\_\_\_\_

**Maurice Grégoire, secrétaire  
Lévis, le 27 mars 2008.**

**Table de concertation des aînés de Chaudière-Appalaches,  
10, rue Giguère, Lévis, (Québec) G6V 1N6**

REQU  
15 MAI 2008  
C.R.É. CA

Le 21 avril 2008

**Centre administratif  
Hôpital**

☒ 1515, 17<sup>e</sup> Rue  
Saint-Georges  
(Québec) G5Y 4T8  
Téléphone : 228-2031  
Télécopieur : 227-3825

**CLSC**

☐ 253, route 108  
Beauceville  
(Québec) G5X 2Z3  
Téléphone : 774-5722  
Télécopieur : 774-4452

☐ 763, 14<sup>e</sup> Avenue  
La Guadeloupe  
(Québec) G0M 1G0  
Téléphone : 459-3441  
Télécopieur : 459-3289

☐ 159, 7<sup>e</sup> Rue Sud  
Saint-Gédéon  
(Québec) G0M 1T0  
Téléphone : 582-3355  
Télécopieur : 382-3067

☐ 12523, 25<sup>e</sup> Avenue  
Saint-Georges  
(Québec) G5Y 5N6  
Téléphone : 228-2244  
Télécopieur : 226-4738

☐ 1125, avenue du Palais  
Saint-Joseph  
(Québec) G0S 2V0  
Téléphone : 397-5722  
Télécopieur : 397-5427

**Centres d'hébergement**

☐ 253, route 108  
Beauceville  
(Québec) G5X 2Z3  
Téléphone : 774-3304  
Télécopieur : 774-5517

☐ 437, 15<sup>e</sup> Rue  
La Guadeloupe  
(Québec) G0M 1G0  
Téléphone : 459-3476  
Télécopieur : 459-6428

☐ 403, 18<sup>e</sup> Rue  
Saint-Georges  
(Québec) G5Y 4T2  
Téléphone : 228-2081  
Télécopieur : 228-5019

☐ 11515, 8<sup>e</sup> Avenue  
Saint-Georges  
(Québec) G5Y 1J5  
Téléphone : 228-2021  
Télécopieur : 228-1355

☐ 755, rue Sainte-Christine  
Saint-Joseph  
(Québec) G0S 2V0  
Téléphone : 397-6817  
Télécopieur : 397-6642

**Centrale régionale Info-Santé  
Chaudière-Appalaches**

☐ 1125, avenue du Palais  
Saint-Joseph  
(Québec) G0S 2V0  
Téléphone : 397-4600  
Télécopieur : 397-1627

Monsieur Michel Bernard  
Directeur général adjoint  
Centre de santé et de services sociaux de Beauce

**OBJET : AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE ENTENTE SPÉCIFIQUE**

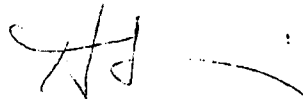
Monsieur,

Vous trouverez ci-joint un extrait de la 39<sup>e</sup> séance ordinaire et publique du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux de Beauce, tenue le 15 avril 2008, en regard de l'adoption d'une autorisation de signature d'une entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches.

Je vous demande de bien vouloir faire le suivi auprès des instances concernées.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

La secrétaire du conseil d'administration,



Huguctte Giroux, directrice générale

HG/lr

p. j. (1)

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la 39<sup>e</sup> séance ordinaire et publique du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux de Beauce, tenue le mardi 15 avril 2008, à compter de 19 h 30, aux « Salles N<sup>os</sup> 1-2-3 », situées au Centre d'hébergement de Beauceville, à Beauceville.

**RÉSOLUTION 2008-04-15.9.5**

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE ENTENTE SPÉCIFIQUE  
PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA  
QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES  
CLIENTÈLES DANS LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-  
APPALACHES :**

Madame Huguette Giroux, directrice générale, informe les membres qu'une entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches est à signer.

**CONSIDÉRANT** que cette entente a pour objet l'amélioration de l'accessibilité en HLM en termes de diversités de clientèles, l'amélioration des services offerts et l'amélioration de la qualité de vie dans les HLM de toute la région de la Chaudière-Appalaches par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées;

**CONSIDÉRANT** que cette entente détermine le rôle et les responsabilités des parties;

**CONSIDÉRANT** que cette entente permettra de développer des interventions en action communautaire et en animation de milieu dans les secteurs ruraux et de consolider les milieux urbains;

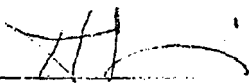
Sur **PROPOSITION** dûment formulée par madame Jacynthe Poulin et appuyée par madame Renée Berberi, il est résolu :

**D'ACCEPTER** l'entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches entre les différentes instances et le Centre de santé et de services sociaux de Beauce;

**D'AUTORISER** le président du conseil d'administration, soit monsieur Jacques Francoeur, de signer pour et au nom du Centre de santé et de services sociaux de Beauce, ladite entente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Je soussignée, Huguette Giroux, directrice générale et secrétaire du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux de Beauce, certifie l'origine et la teneur de l'extrait transcrit ci-dessus.

  
Huguette Giroux, secrétaire du conseil d'administration

EXTRAIT du procès-verbal d'une réunion ordinaire des membres du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford, tenue mercredi, le 20 février 2008, 19 heures, à la cafétéria de l'hôpital du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford, 1717, rue Notre-Dame Est, Thetford Mines.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ, DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS DANS LES HABITATIONS À LOYER MODIQUE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
**Résolution CA2008-02-20.17**

- ATTENDU QUE** le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d'action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;
- ATTENDU QUE** dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;
- ATTENDU QUE** le CSSSRT a une responsabilité populationnelle et qu'il doit assurer la convergence des efforts pour maintenir et améliorer l'état de santé et de bien-être de la population, en rendant accessibles les services requis et en assurant la prise en charge et l'accompagnement des personnes dans le système de santé et de services sociaux;
- ATTENDU QUE** le CSSSRT a pour rôle de mobiliser le personnel, les partenaires et les ressources de son territoire autour des priorités définies dans le projet clinique qui lui permettra d'assurer sa responsabilité envers la population locale;
- ATTENDU QUE** selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;
- ATTENDU QUE** l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;

◇ Centre administratif  
1717, rue Notre-Dame Est  
Thetford Mines (Québec) G6G 2V4  
Téléphone : (418) 338-7777  
Télécopieur : (418) 335-7616  
Courriel : csssrt@csss.gouv.qc.ca

◇ Hôpital  
1717, rue Notre-Dame Est  
Thetford Mines (Québec) G6G 2V4  
Téléphone : (418) 338-7777  
Télécopieur : (418) 335-7616

◇ CLSC  
17, rue Notre-Dame Ouest  
Thetford Mines (Québec) G6G 1J1  
Téléphone : (418) 338-3511  
Télécopieur : (418) 338-1668

◇ Centres d'hébergement  
56, 9e Rue Sud  
Thetford Mines (Québec) G6G 5H6  
Téléphone : (418) 338-2427  
Télécopieur : (418) 338-1600

**ATTENDU QU'**

il est nécessaire d'intensifier l'animation communautaire et le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

**SUR PROPOSITION D'UNEMENT APPUYÉE, IL EST RÉSOLU;**

**D'ADOPTER** le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, jointe à la présente.

**DE CONTRIBUER** à l'entente en y investissant 1,5 jour à même les ressources en organisation communautaire du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford.

**D'AUTORISER** la présidente du conseil d'administration, madame Aline Rahal-Visser, à signer, au nom de l'organisme, ladite l'entente.

**DE MANDATER** madame Nathalie Bishop, directrice des services à la communauté ou sa déléguée madame Marie Fillion, chef à l'administration de programmes, à représenter le Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford au comité de gestion de l'entente spécifique.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.**

Copie certifiée conforme.

*Aline Visser pour :*

Hélène Duval,  
Directeure générale  
2008-02-25

**RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS  
No 08-124**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR LE LOGEMENT SOCIAL**

- ATTENDU** que le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d'action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;
- ATTENDU** que dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;
- ATTENDU** que le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec - Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;
- ATTENDU** que, selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;
- ATTENDU** que l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;



**ATTENDU** qu'il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

sur proposition dûment formulée et appuyée, il est résolu:

- d'adopter le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, jointe à la présente;
- de contribuer à l'entente en y investissant une journée à même les ressources en organisation communautaire du CSSS des Etchemins, jumelée à la journée subventionnée dans le cadre de la dite entente;
- d'autoriser la présidente du conseil d'administration à signer, au nom de l'organisme, ladite l'entente.

**Adoptée à l'unanimité.**

Copie conforme d'une résolution adoptée par le Conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux des Etchemins, lors d'une réunion régulière tenue le 17 mars 2008 à 19 h au centre administratif à Lac-Etchemin.



---

France Laplante Thériault, secrétaire



Extrait du procès-verbal de la 31<sup>e</sup> séance du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux du Grand Littoral tenue le 12 février 2008 à l'Hôtel l'Oiselière situé au 165-A, Président-Kennedy à Lévis, salle Grand Chevalier

Résolution 2008-017

SUJET Entente spécifique portant sur le logement social

- ATTENDU Que le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d'action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;
- ATTENDU Que dans le *Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social*, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;
- ATTENDU Que le colloque *Habitation sociale, santé et services sociaux* Québec-Chaudière-Appalaches tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes et ce, sans égard à la taille des organisations;
- ATTENDU Que, selon le *Portrait de l'habitation à prix modique dans Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;
- ATTENDU Que l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;
- ATTENDU Qu'il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles de HLM.;

Sur proposition dûment formulée par M. Raymond Gouin et appuyée par Mme Suzanne Auger, il est résolu :

- D'adopter le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, jointe à la présente;
- De contribuer à l'entente en y investissant cinq jours à même les ressources en organisation communautaire du CSSS du Grand Littoral.
- D'autoriser la présidente du conseil d'administration à signer, au nom de l'organisme, ladite entente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Copie certifiée conforme, le 13 février 2008 à Saint-Romuald.



Michelle Collard, directrice générale  
et secrétaire au conseil d'administration

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la trente-deuxième (32<sup>e</sup>) réunion ordinaire du conseil d'administration du «Centre de santé et de services sociaux de Montmagny-L'Islet» qui a eu lieu mardi le 19 février 2008, à l'Hôpital situé au 350, Boul. Taché Ouest, à Montmagny

---

**RÉSOLUTION 2008-32-5.5**

**Relativement au projet d'entente spécifique en logement social**


---

- CONSIDÉRANT** que le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d'action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;
- CONSIDÉRANT** que dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;
- CONSIDÉRANT** que le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec - Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;
- CONSIDÉRANT** que, selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;
- CONSIDÉRANT** que l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;
- CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

*Il fut dûment proposé, appuyé et résolu à l'unanimité*

- D'adopter le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, jointe à la présente.
- De contribuer à l'entente en y investissant deux (2) jours à même les ressources en organisation communautaire du CSSS de Montmagny-L'Islet.
- D'autoriser la présidente à signer, au nom de l'organisme, ladite l'entente.
- De mandater madame Ginette Bernier (directrice des services dans la communauté) à représenter le CSSS de Montmagny-L'Islet au comité de gestion de l'entente spécifique

Signé le 20 février 2008

  
\_\_\_\_\_  
Marie-Claude Ouellet,  
Secrétaire du conseil d'administration



COMMISSION SCOLAIRE DES  
**NAVIGATEURS**

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire des Navigateurs tenue le mardi 26 février 2008, à 19 h 30, au centre administratif situé au 1860, 1<sup>re</sup> Rue, Saint-Romuald, sous la présidence de monsieur Léopold Castonguay

RÉSOLUTION N° : CC-07-08-083

**OBJET : Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches**

.....

**ATTENDU** que le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu, dans son plan d'action 2006-2009, comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;

**ATTENDU** que dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconise une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;

**ATTENDU** que le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec - Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;

**ATTENDU** que, selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;

**ATTENDU** que l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;

**ATTENDU** qu'il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

**IL EST PROPOSÉ PAR** madame Claudette Gosselin Fecteau et résolu :

D'adopter le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, jointe à la présente;



COMMISSION SCOLAIRE DES  
**NAVIGATEURS**

D'autoriser le président à signer, au nom de l'organisme, ladite l'entente;

DE mandater madame France Boulianne à représenter les commissions scolaires de la région de la Chaudière-Appalaches au comité de gestion de l'entente spécifique.

ADOPTÉE à l'unanimité

**VRAIE COPIE CONFORME ET AUTHENTIQUE**  
Saint-Romuald, le 27 février 2008

Louise Croteau  
Secrétaire générale



Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud, tenue le mercredi 27 février 2008 de 19 h 30 à 22 h 06, au siège social de la commission scolaire, et à laquelle les commissaires présents forment quorum.

**RÉSOLUTION CC-08-02-27-09**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE PORTANT SUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ,  
DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES SERVICES OFFERTS POUR DIFFÉRENTES CLIENTÈLES DANS  
LES HLM DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES**

**ATTENDU QUE** le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d'action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;

**ATTENDU QUE** dans le cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;

**ATTENDU QUE** le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec – Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;

**ATTENDU QUE** selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;

**ATTENDU QUE** l'intégration des nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;

**ATTENDU QU'** il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle âgée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

En conséquence, **IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le commissaire Bernard Therrien et **RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :**

**QUE** la Commission scolaire de la Côte-du-Sud adopte le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région Chaudière-Appalaches, autorise le président à signer, au nom de la Commission scolaire, ladite entente et mandate madame France Boulianne à représenter les commissions scolaires de la région de la Chaudière-Appalaches au comité de gestion de l'entente spécifique.

Adopté.-

**VRAIE COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINALE**  
À Montmagny, ce 28<sup>e</sup> jour de février 2008.

Le secrétaire général,

André Chamard



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ETCHEMIN TENUE LÉGALEMENT MARDI LE 26 FÉVRIER 2008 À 18 H.**

**CE-11-02-08      ENTENTE – logement modique (HLM) – amélioration de l’accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts pour différentes clientèles dans les HLM de la région de la Chaudière-Appalaches**

**Attendu que** le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu dans son plan d’action 2006-2009 comme priorité la mise en place de mesures visant l’amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;

**Attendu que** dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d’habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d’intervention adaptée aux diverses clientèles;

**Attendu que** le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec - Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l’importance d’un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;

**Attendu que,** selon le *Portrait de l’habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidants dans leur MRC en est affectée;

**Attendu que** dans les commissions scolaires, l’analyse et l’observation de situations de vie en HLM ont déjà mis en évidence des situations personnelles et familiales modifiables par le biais de différents types d’activités, dont de la formation axée sur l’intégration sociale, et que les commissions scolaires ont le mandat d’intervenir dans de tels programmes;



**Attendu que** l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;

**Attendu qu'il** est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

**Il est proposé** par monsieur le commissaire Marc-Ange Doyon:

**Que** le contenu de l'Entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches, jointe à la présente, soit adopté;

**Que** monsieur Charles-Henri Lecours soit autorisé à signer, au nom de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemin, ladite entente.

**Que** madame France Boulianne soit mandatée à représenter les commissions scolaires de la région de la Chaudière-Appalaches au comité de gestion de l'entente spécifique.

**Adopté à l'unanimité**

Copie certifiée conforme  
Ce 3<sup>e</sup> jour du mois de mars deux mille huit



Francis Isabel, directeur  
Secrétariat général et services corporatifs



Commission scolaire  
des Appalaches

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Extrait de résolution de la séance régulière du Conseil des commissaires tenue le 26 février 2008.

### Entente régionale spécifique en logement social

CONSIDÉRANT que le Groupe-conseil Développement social et communautaire de la Conférence régionale des élus de la Chaudière-Appalaches a retenu, dans son plan d'action 2006-2009, comme priorité la mise en place de mesures visant l'amélioration de la qualité de vie dans les habitations à loyer modique (HLM) de la région;

CONSIDÉRANT que dans le Cadre national de gestion sur le soutien communautaire au logement social, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Société d'habitation du Québec (SHQ) préconisent une meilleure complémentarité entre les services de santé et les services de soutien au logement dans une perspective de promotion-prévention et d'intervention adaptée aux diverses clientèles;

CONSIDÉRANT que le colloque Habitation sociale, santé et services sociaux Québec - Chaudière-Appalaches, tenu en mai 2006, a réitéré l'importance d'un maillage étroit entre ces deux réseaux ainsi que le développement de partenariat qui permettrait de mieux servir les clientèles communes, et ce, sans égard à la taille des organisations;

CONSIDÉRANT que, selon le *Portrait de l'habitation à prix modique en Chaudière-Appalaches*, un nombre important de HLM de la région est localisé en zone rurale, que la capacité de ces milieux à se doter de services adaptés aux clientèles est difficile et que la rétention des résidents dans leur MRC en est affectée;

CONSIDÉRANT que l'intégration de nouvelles clientèles en HLM telles que les personnes ayant un handicap ou un problème de santé mentale, les familles ou encore les jeunes accentuent les difficultés de cohabitation et sont des problématiques vécues dans les HLM de la région;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'intensifier le support au maintien à domicile, notamment en ce qui a trait à l'alourdissement de la clientèle aînée et au support à l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble des clientèles des HLM, particulièrement dans les zones rurales;

*Un partenaire à la réussite!*

CC-0708-072 Il est proposé la commissaire MME LISA FORTIER :

D'adopter le contenu de l'entente spécifique portant sur l'amélioration de l'accessibilité, de la qualité de vie et des services offerts dans les habitations à loyer modique de la région de la Chaudière-Appalaches.

D'autoriser le président, monsieur Denis Langlois, à signer ladite entente, au nom de la Commission scolaire des Appalaches.

De mandater madame France Boulianne, directrice des Services de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes à la Commission scolaire des Navigateurs, à représenter les Commissions scolaires de la région de la Chaudière-Appalaches au sein du comité de gestion de l'entente spécifique.

***Adopté à l'unanimité***

Authentifiée «COPIE CONFORME»  
le 1<sup>er</sup> jour d'avril 2008.

  
Marc Soutie  
Secrétaire général

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale dans la région de Lanaudière

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,**  
M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION,**  
M. Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

**ET**

**LE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION,** M. Raymond Bachand, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MDEIE** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS(ES) DE LANAUDIÈRE,** personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c.M-22.1.), ayant son siège au 3, rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec) J6E 2K3, représentée ici par le président, M. Richard Marcotte, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, (CRÉ-CA-08-31-09, le 15 mai 2008) dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ASSOMPTION,** représentée ici par M<sup>me</sup> Chantal Deschamps, préfète de la Municipalité régionale de comté de l'Assomption, sise au 330A, rue Dorval, L'Assomption (Québec) J5W 3A1, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil (08-03-058, le 25 mars 2008) dont copie est jointe au dossier,

ci-après appelée la « **MRC** »

**ET**

**LE CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC L'ASSOMPTION,** représenté ici par M. Jeannot Lemay, président du conseil d'administration, sis au 435, rue Notre-Dame, Repentigny (Québec) J6A 2T3, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (08-CA-65, le 3 juin 2008), dont copie est jointe au dossier;

ci-après appelé le « **CLD** »

**ET**

**LA VILLE DE L'ASSOMPTION,** représentée ici par M. Pierre Gour, maire de la Ville de l'Assomption, sise au 399 rue Dorval, L'Assomption (Québec) J5W 1A1, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil (2008-03-0187, le 11 mars 2008) dont copie est jointe au dossier;

ci-après appelée la « **VILLE** »

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*

ET

**LE CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE**, organisme légalement constitué en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, dont le siège social est situé au 781, rue Notre-Dame, Repentigny (Québec) J5Y 1B4, représenté par sa présidente M<sup>me</sup> Lorraine Dépelteau, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CARL-080211-14, le 11 février 2008) dont copie est jointe au dossier,

ci-après appelé le « **CÉGEP** »

ET

**LE CARREFOUR INDUSTRIEL ET EXPÉRIMENTAL DE LANAUDIÈRE**, corporation légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, dont le siège social est situé au 801, route 344, C.P. 3158, L'Assomption (Québec) J5W 4M9, représenté par le président du conseil d'administration, M. Jean-Louis Legault, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (08-02-360, le 29 février 2008) dont copie est jointe au dossier,

ci-après appelé le « **CIEL** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE**, M. David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec,

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions prévoit que la CRÉ est l'interlocuteur privilégié du gouvernement du Québec en matière de développement régional et que sa mission s'inscrit dans le développement de la région Lanaudière sur les plans économique, culturel et social;

**ATTENDU QUE** le Fonds de développement régional (FDR) est institué en vertu de l'article 21.18 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions et que ce fonds peut être affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques;

**ATTENDU QUE** la CRÉ peut conclure avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

**ATTENDU QUE** la présente entente spécifique s'inscrit dans les priorités du Plan quinquennal de développement régional 2007-2012 où il y est plus spécifiquement identifié à titre de grands et sous-objectifs de :

### **Favoriser la compétitivité économique régionale**

- En misant sur le développement des créneaux porteurs et en émergence dans la région
- En travaillant au développement des industries de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformations et d'industries à valeur ajoutée

### **Favoriser le développement d'une culture d'innovation**

- En développant des pôles de recherche régionaux
- En favorisant l'implantation de centres de recherche et développement dans la région
- En créant davantage de liens avec les institutions universitaires, collégiales et de recherche
- En accroissant les activités de transfert technologique

### **Préserver et mettre en valeur la qualité de l'environnement**

- En développant de nouvelles expertises en matière environnementale

**ATTENDU QUE** la reconnaissance par le gouvernement du Québec dans le cadre du projet ACCORD d'un créneau émergent dans le secteur de la « Valorisation des plantes et biologie végétale » et que le CIEL constitue la pierre d'assise de ce créneau;

**ATTENDU QUE** la présence du CIEL dans la région peut être un moteur de développement économique pour la région en permettant, entre autres, d'attirer et de stimuler la création d'entreprises de haut savoir;

**ATTENDU QUE** le CIEL est le seul centre de recherche reconnu dans la région et que les retombées de ses activités peuvent permettre à Lanaudière d'améliorer de façon significative sa performance régionale en matière d'innovation;

**ATTENDU QUE** le maintien du CIEL permet la mise en commun d'activités de recherche, de transfert technologique et de formation permettant d'accentuer la synergie des institutions du territoire oeuvrant dans des secteurs connexes et ainsi soutenir plus efficacement le développement du secteur agricole et la valorisation de la biomasse végétale;

**ATTENDU QUE** le CIEL est le partenaire régional du CÉGEP pour obtenir un centre collégial de transfert technologique dans le secteur de l'horticulture et qu'il peut contribuer au développement des compétences transmises par le CÉGEP dans les programmes de formation liés au secteur de la biologie végétale;

**ATTENDU QUE** la présente entente spécifique vise l'adaptation de l'action gouvernementale en matière de développement des activités de recherche et ses retombées sur le milieu, par le biais de mécanismes de concertation déterminant les priorités d'intervention;

**ATTENDU QUE** la pérennité de cet organisme doit être assurée pour les prochaines années afin de permettre la mise en place de projets structurants pour l'économie de la région: créneau d'excellence, pôle industriel en biologie végétale dans la MRC, Centre collégial de transfert technologique dans le secteur de l'horticulture, etc.;

**ATTENDU QUE** les parties s'entendent pour conclure une entente spécifique de trois ans pour le financement du CIEL;

**EN CONSÉQUENCE**, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de préciser les engagements et les responsabilités des **PARTIES** en vue de favoriser le développement des activités du CIEL à titre de noyau d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Objectif général visé**

Assurer la poursuite des activités du seul centre de recherche expérimentale et appliquée de la région et dédié au secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale en contribuant financièrement aux coûts d'opération du CIEL;

### **2.2 Les sous-objectifs visés**

- 2.2.1 Permettre le développement d'activités de formation, de recherche et de transfert technologique, en lien avec les priorités horticoles de la région et du Québec et en partenariat avec le CÉGEP;
- 2.2.2 permettre le développement d'activités d'essaimage et offrir des services d'accueil pour de nouvelles entreprises;
- 2.2.3 favoriser l'implantation et le développement d'entreprises de transformation à valeur ajoutée dans le secteur de la biologie végétale;
- 2.2.4 encourager le développement de produits innovateurs et à valeur ajoutée dans le secteur de la biologie végétale;
- 2.2.5 favoriser le développement d'une main-d'œuvre spécialisée dans le domaine de la biologie végétale et la création d'emplois de qualité;
- 2.2.6 favoriser le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la biologie végétale et accroître la synergie des institutions du territoire offrant des activités connexes;
- 2.2.7 contribuer, selon son champ d'expertise et en synergie avec les institutions du territoire offrant des activités connexes, au développement du secteur agroalimentaire dans Lanaudière et du créneau d'excellence associé en transformation agroalimentaire.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **3.1 Engagements communs des PARTIES**

Les **PARTIES** aux présentes s'engagent à :

- 3.1.1 participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 3.1.2 participer à la mise en place et aux activités d'un comité de gestion;
- 3.1.3 verser les sommes prévues selon les modalités indiquées à l'article 3.

### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

#### **4.1 Engagements du CIEL**

Le **CIEL** s'engage à :

- 4.1.1 contribuer à mettre en oeuvre les objectifs de l'entente et réaliser plus spécifiquement les activités prévues au plan de développement et au plan d'action triennal convenus avec les partenaires de l'entente;
- 4.1.2 lorsque non protégés par des ententes de confidentialité ou d'exclusivité, partager les résultats de ses recherches avec les principaux partenaires régionaux intéressés au secteur de la biologie végétale, et ce dans le respect des droits d'auteurs ou toutes autres formes de propriété intellectuelle en application;
- 4.1.3 utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et aviser les partenaires de l'entente d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme;
- 4.1.4 gérer les aides financières mises à sa disposition dans le cadre de l'entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables à son fonctionnement et à ses activités de recherche;
- 4.1.5 remettre annuellement au comité de gestion un rapport d'activités comprenant un bilan faisant état des actions menées pour la mise en oeuvre de l'entente, ses états financiers faisant rapport de l'utilisation des aides financières reçues, son plan d'action annuel pour l'année suivante et son budget prévisionnel;
- 4.1.6 réaliser son mandat en conformité avec les lois et les règlements en application au Québec.

#### **4.2 Engagements du MAMR**

Le **MAMR** s'engage à :

- 4.2.1 collaborer à la mise en place des interventions interministérielles pour faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 4.2.2 informer la Conférence administrative régionale (CAR) du suivi de l'entente et lui déposer le bilan annuel produit par le **CIEL**.

#### **4.3 Engagements du MDEIE**

Le **MDEIE** s'engage à :

- 4.3.1 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant total de 120 000 \$ réparti de la façon suivante : 80 000 \$ pour l'année 2008, 20 000 \$ pour l'année 2009, 20 000 \$ pour l'année 2010;
- 4.3.2 travailler à la reconnaissance de **CIEL** comme centre de recherche spécialisée de calibre national et international.



#### **4.4 Engagements du MAPAQ**

Le MAPAQ s'engage à :

- 4.4.1 assurer un travail de collaboration et d'échanges entre le CIEL et le service agronomique régional du MAPAQ afin d'identifier les problématiques agricoles auxquelles l'expertise de recherche de CIEL pourrait être utile;
- 4.4.2 assurer un partenariat plus étroit entre la direction de l'innovation scientifique et technologique du MAPAQ avec le CIEL de manière à reconnaître et mettre en valeur l'expertise développée par le CIEL dans le domaine de la phytoprotection;
- 4.4.3 poursuivre sa participation aux travaux du comité scientifique du CIEL;
- 4.4.4 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant total de 135 000 \$ réparti de la façon suivante : 50 000 \$ pour l'année 2008, 50 000 \$ pour l'année 2009, 35 000 \$ pour l'année 2010.

#### **4.5 Engagements de la MRC de l'Assomption**

La MRC s'engage à :

- 4.5.1 poursuivre le développement stratégique dans la MRC d'un pôle industriel dans le secteur de la biologie végétale et assurer sa reconnaissance auprès de la Communauté métropolitaine de Montréal;
- 4.5.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 150 000 \$ réparti de la façon suivante: 50 000 \$ pour l'année 2008, 50 000 \$ pour l'année 2009, 50 000 \$ pour l'année 2010.

#### **4.6 Engagements du CLD de la MRC de l'Assomption**

Le CLD s'engage à :

- 4.6.1 reconduire, parmi les axes prioritaires de développement, le créneau de la biologie végétale au sein de la planification stratégique en matière de développement économique du territoire de la MRC 2008-2010;
- 4.6.2 soutenir le CIEL, par le biais de ressources professionnelles, dans le développement de son projet d'accueil d'entreprises en incubation;
- 4.6.3 assumer le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de développement industriel dans le secteur de la biologie végétale pour la MRC.

#### **4.7 Engagements de la VILLE de l'Assomption**

La VILLE s'engage à :

- 4.7.1 soutenir le CIEL dans le développement de son projet d'accueil d'entreprises en incubation;
- 4.7.2 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 150 000 \$ réparti de la façon suivante: 50 000 \$ pour l'année 2008, 50 000 \$ pour l'année 2009, 50 000 \$ pour l'année 2010.

#### **4.8 Engagements du Cégep régional de Lanaudière**

Le CÉGEP s'engage à :

- 4.8.1 travailler à la mise en place d'un Centre collégial de transfert technologique dans le secteur de l'horticulture;

4.8.2 assurer avec le CIEL un travail de partenariat afin que soient optimisées les ressources humaines des deux institutions et que soient maximisées pour la région les retombées en ce qui a trait à la formation, à la recherche et aux activités de transfert technologique;

4.8.3 participer financièrement à la réalisation de l'entente pour un montant de 30 000 \$ réparti de la façon suivante : 10 000 \$ pour l'année 2008, 10 000 \$ pour l'année 2009, 10 000 \$ pour l'année 2010.

#### **4.9 Engagements de la CRÉ**

La CRÉ s'engage à :

4.9.1 sous réserve des disponibilités budgétaires, affecter à la mise en œuvre de l'entente, dans le cadre du FDR, un montant de 225 000 \$ réparti de la façon suivante: 75 000 \$ pour l'année 2008, 75 000 \$ pour l'année 2009 et 75 000 \$ pour l'année 2010;

4.9.2 assurer le suivi administratif de l'entente;

4.9.3 coordonner les activités du comité de gestion.

#### **5. MODALITÉS PARTICULIÈRES**

##### **Modalités de versement des contributions financières**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

##### **Modalités générales**

Pour la première année de financement, les aides financières annuelles prévues seront versées en totalité au CIEL à la suite de la signature de l'entente.

Pour chacune des deux autres années, la totalité des aides financières annuelles sera versée au CIEL, à la suite de la présentation de son rapport annuel et à la réalisation de ses engagements prévus à l'article 4.1.

#### **6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	2008	2009	2010	Total
<b>MDEIE</b>	80 000 \$	20 000 \$	20 000 \$	120 000 \$
<b>MAPAQ</b>	50 000 \$	50 000 \$	35 000 \$	135 000 \$
<b>CRÉ</b>	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
<b>MRC</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>VILLE</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>CÉGEP</b>	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
<b>Total</b>	315 000 \$	255 000 \$	240 000 \$	810 000 \$

#### **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente est applicable sur le territoire de Lanaudière.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** (les dépenses admissibles étant rétroactives à l'année financière de l'organisme, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2008) et prend fin le 31 décembre 2010. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

La **CRÉ** s'engage à mettre en place un comité de gestion de l'entente, lequel sera responsable des orientations et de l'évaluation des activités de l'entente.

### **9.1 Composition et responsabilités du comité de gestion de l'entente**

Le comité de gestion sera composé d'un représentant ou d'une représentante de chacun des ministères et organismes signataires de l'entente.

Le comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

Le mandat du comité de gestion consistera à :

- superviser la mise en oeuvre de l'entente en lien avec ses objectifs;
- se réunir annuellement afin de recevoir le rapport d'activités de l'organisme, ses états financiers et son plan d'action pour l'année suivante,
- évaluer les résultats obtenus en fonction des objectifs de l'entente et formuler des recommandations;
- déposer un bilan final portant sur la réalisation des activités et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente.

## **10. RÉSILIATION DE L'ENTENTE**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES**, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, le **CIEL** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **11. CAUTION ET RESPONSABILITÉS**

La présente entente n'implique aucun cautionnement des partenaires à l'égard du **CIEL**, de ses biens et ses services.

Le **CIEL** s'engage, d'une part, à assumer seul toute responsabilité légale à l'égard de tiers et à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de l'objet de la présente entente et, d'autre part, à tenir indemnes les partenaires de la présente entente, advenant toute réclamation pouvant en découler et s'assurer qu'il en soit de même pour tout contrat octroyé aux fins de réalisation de l'objet de la présente convention.

## **12. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01)).

## **13. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES** (addenda). Cette entente ne peut changer la nature de l'entente et elle en fera partie intégrante.

## **14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

### **Pour le MDEIE :**

Monsieur Daniel Boutin  
Directeur régional  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3300  
Joliette (Québec) J6E 4J4

### **Pour le MAMR :**

Monsieur Jean Ouellet  
Directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3200  
Joliette (Québec) J6E 4J4

### **Pour le MAPAQ :**

Monsieur Marcel Tremblay  
Directeur régional  
867, boulevard l'Ange-Gardien  
L'Assomption (Québec) J5W 4M9

### **Pour la MRC :**

Madame Chantal Deschamps  
Préfète de la MRC de L'Assomption  
330A, rue Dorval  
L'Assomption (Québec) J5W 3A1

### **Pour le CLD de la MRC de L'Assomption :**

Monsieur Joffrey Bouchard  
Directeur général  
435, rue Notre-Dame  
Repentigny (Québec) J6A 2T3

### **Pour la VILLE :**

Monsieur Pierre Gour  
Maire  
399, rue Dorval  
L'Assomption (Québec) J5W 3A1

**Pour le CÉGEP :**

Monsieur Bernard Lachance  
Directeur général  
781, rue Notre-Dame  
Repentigny (Québec) J5Y 1B4

**Pour la CRÉ :**

Monsieur Marc Valade  
Directeur général  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3

**Pour le CIEL:**

Monsieur Jean-Louis Legault  
Président  
801, route 344, C.P. 3158  
L'Assomption (Québec) J5W 4M9

**15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

16.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'entente.

16.2 La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES** signataires, à moins d'avis contraire.

16.3 Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des parties lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

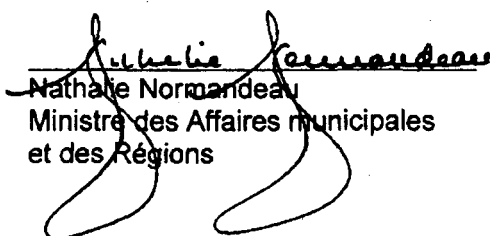
16.4 Les **PARTIES** acceptent que des représentants de parties participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les signataires doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

**17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

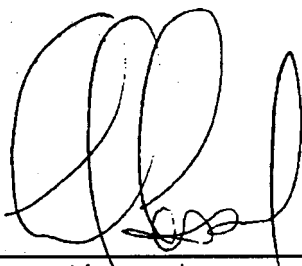
EN FOI DE QUOI, les **PARTIES** ont signé :

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*

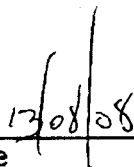
  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008/07/25  
Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*



Laurent Lessard  
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries  
et de l'Alimentation



Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*

R.B.L.J.

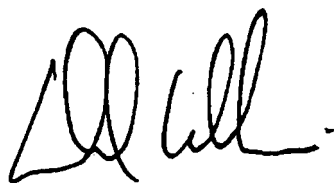
Raymond Bachand  
Ministre du Développement économique,  
de l'Innovation et de l'Exportation

13 avril 2008

Date



*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*



David Whissell  
Ministre responsable de la région de  
Lanaudière

21 Août 2008

Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*



Richard Marcotte  
Président de la Conférence régionale  
des élus (es) de Lanaudière

16/10/2008  
Date

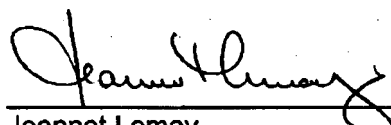
*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*

  
Chantal Deschamps  
Préfète de la MRC de L'Assomption

le 28 oct '08.  
Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*

**CLD DE LA MRC DE L'ASSOMPTION :**

  
Jeannot Lemay  
Président

3 novembre 2008  
Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*



Pierre Gour  
Maire de la Ville de L'Assomption

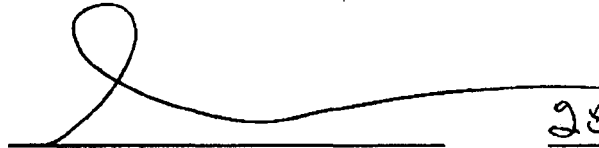
\_\_\_\_\_  
Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*

*Lorraine Dépelteau*  
Lorraine Dépelteau  
Présidente du Cégep régional de  
Lanaudière

*16 octobre 2008*  
Date

*Entente spécifique sur le financement du Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière et le développement d'un créneau d'excellence dans le secteur de la valorisation des plantes et de la biologie végétale*



Jean-Louis Legault  
Président du Carrefour industriel et  
expérimental de Lanaudière

28 OCTOBRE 2008  
Date

## **ADDENDA**

### **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de régionalisation sur le développement bioalimentaire  
dans la région de Lanaudière

#### **ENTRE**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION**, M. Laurent Lessard, agissant pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, M<sup>me</sup> Nathalie Normandeau, agissant aux présentes pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS LANAUDIÈRE**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1) ayant son siège au 3, rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec) J6E 2K3, représentée par le président, M. Richard Marcotte, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CRÉ-CA-07-26-09 le 18 octobre 2007), dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**LA FÉDÉRATION DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE LANAUDIÈRE**, corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., c. S-40) sise au 110, rue Beaudry Nord, Joliette (Québec) J6E 6A5, représentée ici par sa présidente, M<sup>me</sup> Annette Coutu, dûment autorisée par résolution du conseil d'administration, dont copie conforme est annexée à cette convention,

ci-après désignée la « **FUPAL** »

**ET**

**LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT BIOALIMENTAIRE DE LANAUDIÈRE**, corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c-38, partie III), sise au 110, rue Beaudry Nord, Joliette (Québec) J6E 6A5, représenté ici par son vice-président, M. Claude Lacasse, dûment autorisé par résolution du conseil d'administration, dont copie conforme est annexée à cette convention,

ci-après désigné le « **CDBL** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »



ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE,**  
M. David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec,

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** les parties ont déjà signé une première entente spécifique de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière en 2005 et que les parties s'entendent pour prolonger l'entente pour une période supplémentaire de deux ans sous les mêmes conditions et engagements financiers;

**ATTENDU QU'**une planification stratégique du secteur bioalimentaire a été réalisée par le CDBL et que cette planification est valide jusqu'en 2010;

**ATTENDU QUE** le CDBL a présenté d'excellents résultats au cours des dernières années;

**ATTENDU** les progrès réalisés et l'apport de plus en plus senti du CDBL au développement des entreprises du secteur bioalimentaire;

**ATTENDU QUE** le CDBL s'investit également dans la mise en place du créneau ACCORD en transformation agroalimentaire;

**ATTENDU QUE** les orientations de l'entente actuelle demeurent les mêmes.

**EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **1. OBJET DE L'ADDENDA**

Le présent addenda a pour objet de prolonger l'entente spécifique en développement bioalimentaire pour une période de deux ans. Il détermine le rôle et les responsabilités des parties signataires dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties.

### **2. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Sous réserve des montants supplémentaires prévus à l'article 3 du présent addenda, les autres conditions prévues à l'entente 2005-2008 (1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2008) demeurent inchangées.

### **3. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

- 3.1** Le MAPAQ s'engage pour un montant supplémentaire de 150 000 \$ réparti à raison de 75 000 \$ par année pour les années financières 2008-2009 et 2009-2010.
- 3.2** La FUPAL s'engage pour un montant supplémentaire de 40 000 \$ réparti à raison de 20 000 \$ par année pour les années financières 2008-2009 et 2009-2010.
- 3.3** La CRÉ s'engage pour un montant supplémentaire de 180 000 \$ réparti à raison de 90 000 \$ par année pour les années financières 2008-2009 et 2009-2010.

#### **4. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	2008-2009	2009-2010	Total
MAPAQ	75 000 \$	75 000 \$	150 000 \$
CRÉ	90 000 \$	90 000 \$	180 000 \$
FUPAL	20 000 \$	20 000 \$	40 000 \$
<b>Total</b>	<b>185 000 \$</b>	<b>185 000 \$</b>	<b>370 000 \$</b>

#### **5. MODALITÉS GÉNÉRALES**

Les parties s'engagent à maintenir les mêmes modalités de paiement prévues à l'article 4.3 de l'entente spécifique de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière, pour chacune des deux années supplémentaires, soit 2008-2009 et 2009-2010.

#### **6. COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Aux fins du présent addenda, les parties conviennent que les communications écrites entre elles seront acheminées de la façon suivante :

***Pour le ministère des Affaires municipales et des Régions :***

*Monsieur Jean Ouellet  
Directeur régional  
Direction régionale de Lanaudière  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3200  
Joliette (Québec) J6E 4J4*

***Pour le MAPAQ :***

*Monsieur Marcel Tremblay  
Directeur régional  
867, boulevard l'Ange-Gardien  
L'Assomption (Québec) J5W 4M9*

***Pour la FUPAL :***

*Madame Annette Coutu  
Présidente  
110, rue Beaudry Nord  
Joliette (Québec) J6E 6A5*

***Pour la CRÉ :***

*Monsieur Marc Valade  
Directeur général  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3*

***Pour le CDBL :***

*Monsieur Claude Lacasse  
1<sup>er</sup> vice-président  
110, rue Beaudry Nord  
Joliette (Québec) J6E 6A5*

## **7. DURÉE DE L'ENTENTE**

Ajout d'une période de deux ans à la durée de l'entente spécifique initiale couvrant les années financières 2008-2009 et 2009-2010.

Le présent addenda entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010.

À l'expiration de la présente entente, le mandataire doit rembourser à la CRÉ tout montant non utilisé pour la réalisation des activités de l'entente. De même, la CRÉ doit rembourser aux partenaires concernés tout montant non utilisé dans le cadre de la présente entente.

## **8. SIGNATURES**

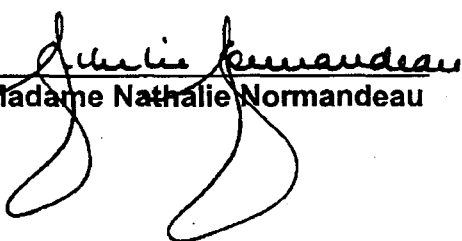
Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ADDENDA**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de régionalisation sur le développement bioalimentaire  
dans la région de Lanaudière

La ministre des Affaires municipales et des Régions :

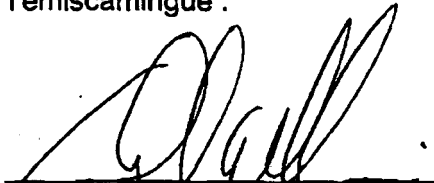
  
Madame Nathalie Normandeau

2008-03-20  
Date

## ADDENDA

### ENTENTE SPÉCIFIQUE de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière

Le ministre du Travail et ministre responsable de la région des  
Laurentides, de la région de Lanaudière et de la région de l'Abitibi-  
Témiscamingue :

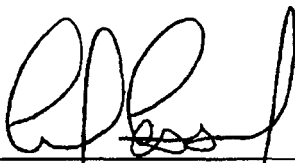
  
Monsieur David Whissell

25 MARS 2008  
Date

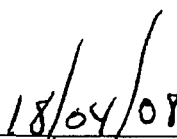
## ADDENDA

### ENTENTE SPÉCIFIQUE de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :



Monsieur Laurent Lessard



Date

## ADDENDA

### ENTENTE SPÉCIFIQUE de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière

La présidente de la Fédération de l'Union des producteurs agricoles  
(FUPA) de Lanaudière :

Annette Coutu  
Madame Annette Coutu

8 mai 2008  
Date

## ADDENDA

### ENTENTE SPÉCIFIQUE de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière

Le président de la Conférence régionale des élus Lanaudière :

  
Monsieur Richard Marcotte

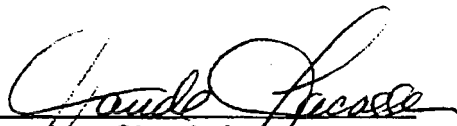
9/05/08  
Date



## ADDENDA

### ENTENTE SPÉCIFIQUE de régionalisation sur le développement bioalimentaire dans la région de Lanaudière

Le vice-président du Conseil de développement bioalimentaire de  
Lanaudière (CDBL) :

  
Monsieur Claude Lacasse

8 MAI 2008  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
en condition féminine  
dans la région Lanaudière**

**LA MINISTRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE, madame Christine St-Pierre, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MCCCF** »

**ET**

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT ET MINISTRE DE LA FAMILLE, madame Michelle Courchesne, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MELS** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION, monsieur Laurent Lessard, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné le « **MAPAQ** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS(ES) LANAUDIÈRE, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), dont le siège social est situé au 3, rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec) J6E 2K3, représentée par le président, monsieur Richard Marcotte, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,**

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

**ET**

**LA TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LANAUDIÈRE, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 144, rue Saint-Joseph, local 214, Joliette (Québec) J6E 5C4, représentée par madame Lucie Clément, coprésidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil d'administration, dont copie est jointe à la présente,**

ci-après désignée la « **TCGFL** »,

ci-après désignées « **les PARTIES** ».

*Entente spécifique en condition féminine dans la région Lanaudière*

Intervenants aux présentes :

**LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME**, madame Christiane Pelchat, pour et au nom du Conseil du statut de la femme;

ci-après désignée le « **CSF** »

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE**, monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec;

## **PRÉAMBULE**

Considérant le dépôt en novembre 2005 du Plan d'action régional visant la signature d'une entente spécifique en Condition féminine identifiant :

- 1) que les femmes sont peu présentes dans près de la moitié des emplois présentant de bonnes perspectives d'avenir;

Pour un total de 33 secteurs d'activités économiques, on retrouve 18 % des femmes dans 20 secteurs traditionnellement masculins (transport, meubles, produits métalliques, etc.) et 82 % des femmes dans 13 secteurs traditionnellement féminins (commerce de détail, enseignement, santé et services sociaux, etc.).

- 2) qu'au cours des prochaines années près de 35 000 postes seront à pourvoir dans Lanaudière et que parmi ceux-ci près de 120 professions présenteront de bonnes perspectives d'avenir, dont 53 % dans des métiers non traditionnels;
- 3) que l'accès au financement, la lourdeur administrative (méconnaissance et complexité des mesures et des programmes) et la conciliation travail-famille constituent les principaux obstacles à l'épanouissement de l'entrepreneuriat féminin.

Considérant l'adoption en décembre 2006 de la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes identifiant que le partage du pouvoir entre les femmes et les hommes est une question de santé démocratique essentielle et que les transformations sociales nécessaires à l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes ne pourront s'opérer sans que les femmes ne participent aux changements souhaités;

Les parties conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente, visant l'égalité entre les femmes et les hommes, détermine le rôle et les responsabilités des parties en vue d'accroître l'autonomie économique des femmes et de favoriser leur implication dans le développement socioéconomique et politique de la région dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Accroître l'employabilité des femmes**

- 2.1.1 Favoriser la diversification des choix professionnels chez les femmes et les filles en lien avec les besoins spécifiques de la région.

### **2.2 Développer l'entrepreneuriat des femmes**

- 2.2.1 Créer des conditions favorables au démarrage, au développement et à la consolidation d'entreprises gérées par des femmes.

### **2.3 Augmenter le nombre de femmes au sein des instances décisionnelles**

- 2.3.1 Susciter l'implication et soutenir la représentation des femmes au sein des instances décisionnelles.
- 2.3.2 Inciter les instances décisionnelles à se doter d'un énoncé de principe d'égalité et de parité.

## **CHAMPS D'INTERVENTION ET PRIORITÉS D'ACTION**

### **Objectif 2.1 : Accroître l'employabilité des femmes**

#### **sous-objectif 2.1.1 :**

**Favoriser la diversification des choix professionnels chez les femmes et les filles en lien avec les besoins spécifiques de la région**

##### **Actions prioritaires**

- Sensibiliser les femmes et les filles à la diversité du marché du travail;
- Mener des campagnes de sensibilisation et de promotion sur les métiers traditionnellement masculins, scientifiques et techniques;
- Publiciser les métiers ayant de bonnes perspectives;
- Constituer et maintenir une banque de conférenciers et de conférencières provenant principalement des secteurs-clés de l'économie régionale;
- Promouvoir des formations sur mesure, notamment en relation avec les employeurs;
- Développer le concept de mentorat;
- Favoriser l'adéquation entre les aspirations des filles et les débouchés en emploi;
- Soutenir les organismes d'employabilité désirant expérimenter des formules novatrices de services aux femmes;
- Effectuer des campagnes de sensibilisation en vue de favoriser un changement de mentalité sur la question des femmes et de l'emploi.

### **Objectif 2.2 : Développer l'entrepreneuriat des femmes**

#### **sous-objectif 2.2.1 :**

**Créer des conditions favorables au démarrage, au développement et à la consolidation d'entreprises gérées par des femmes**

##### **Actions prioritaires**

- Faciliter toutes les démarches pour la création, le développement et la consolidation des entreprises;
- Améliorer l'accessibilité aux services de soutien pour les femmes entrepreneures;
- Faciliter l'accès aux différents financements, notamment à l'emprunt;
- Adopter une démarche proactive en matière d'utilisation des programmes et des mesures;
- Élargir le concept régional de mentorat en entrepreneuriat de façon à développer un volet sur mesure pour les agricultrices et les femmes oeuvrant dans le secteur émergent de la transformation;
- Documenter la problématique des agricultrices de façon à proposer des mesures adaptées;
- Transférer des expériences gagnantes et les adapter à la région de Lanaudière;
- Encourager et favoriser la relève dans les entreprises auprès des jeunes femmes;

### **Objectif 2.3 : Augmenter le nombre de femmes au sein des instances décisionnelles**

#### **sous-objectif 2.3.1 :**

**Susciter l'implication et soutenir la représentation des femmes au sein des instances décisionnelles**

##### **Actions prioritaires**

- Favoriser la participation citoyenne des femmes;
- Soutenir le réseautage de femmes impliquées dans les lieux de participation citoyenne et dans les instances décisionnelles;
- Sensibiliser les femmes et les filles à leur capacité d'exercer leur pouvoir au sein des instances décisionnelles.

**sous-objectif 2.3.2 :**

**Inciter les instances décisionnelles à se doter d'un énoncé de principe d'égalité et de parité**

Actions prioritaires

- Proposer des modèles d'énoncé de principe d'égalité et de parité correspondant à la réalité des structures et organismes de la région;
- Réaliser une campagne de sensibilisation visant l'adoption d'un énoncé auprès des instances décisionnelles;
- Mettre en valeur la contribution spécifique des femmes dans les instances décisionnelles.

**3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

- 3.1 Participer à la réalisation des objectifs de la présente entente.**
- 3.2 Participer aux activités du comité de gestion de l'entente.**
- 3.3 Collaborer, au besoin, à tout autre comité découlant de la présente entente.**
- 3.4 Assurer l'expertise et les compétences sectorielles nécessaires à la réalisation des projets émergeant de l'entente.**

**4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

**4.1 Engagements de la CRÉ Lanaudière**

- 4.1.1** Sous réserve de ses disponibilités budgétaires, affecter à la mise en œuvre de l'entente, dans le cadre du Fonds de développement régional, un montant de 249 000 \$, à raison d'une somme de 83 000 \$ par année, pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.
- 4.1.2** Coordonner le comité de gestion de l'entente.
- 4.1.3** La CRÉ doit rembourser aux partenaires concernés tout montant reçu et non utilisé dans le cadre de la présente entente.
- 4.1.4** Assurer le suivi administratif de l'entente spécifique en collaboration avec la TCGFL.
- 4.1.5** Utiliser l'aide financière octroyée aux seules fins prévues à l'entente et aviser les partenaires de l'entente d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme en lien avec ce mandat.
- 4.1.6** Gérer les aides financières mises à sa disposition dans le cadre de l'entente et tenir une comptabilité distincte et spécifique relative aux dépenses imputables à son fonctionnement et à ses activités.
- 4.1.7** À l'expiration de la présente entente, s'assurer que le mandataire rembourse à la CRÉ tout montant mis à sa disposition pour la réalisation des activités de l'entente et non utilisé à cet effet.

## **4.2 Engagements du MCCCCF**

4.2.1 Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 129 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la *Conférence régionale des élus(es) Lanaudière* de la façon suivante :

- un montant de 43 000 \$ au cours de l'année financière 2007-2008;
- un montant de 43 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- un montant de 43 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010.

Pour la première année, les sommes accordées par le MCCCCF seront versées à la *CRÉ* dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports et bilans requis de chacune des années financières.

## **4.3 Engagements d'Emploi-Québec**

4.3.1 Affecter à la réalisation des objectifs de l'entente, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de sa mission, de ses mandats, de ses mesures, programmes et normes de gestion une somme de 75 000 \$ provenant du Fonds de développement du marché du travail à raison de 5 000 \$ pour l'année 2007-2008 et de 35 000 \$ pour l'année, 2008-2009 et 35 000 \$ pour l'année 2009-2010.

## **4.4 Engagements du MELS**

4.4.1 Sous réserve de l'adoption des crédits par l'Assemblée nationale et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des établissements d'enseignement :

- réserver, dans le cadre de la mesure 30294 -*Autres allocations* -, une somme de 30 000 \$, à raison de 10 000 \$ par année pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, pour des projets en lien avec les objectifs de la présente entente qui pourront être présentés par des commissions scolaires ou des cégeps de la région de Lanaudière. Ces sommes seront versées aux établissements d'enseignement conformément et aux conditions prévues dans les règles budgétaires annuelles applicables.

## **4.5 Engagements du MAPAQ**

4.5.1 Affecter à la réalisation des objectifs de l'entente, sous réserve de ses disponibilités financières et dans le respect de sa mission, de ses mandats et de ses mesures, une somme de 15 000 \$ à raison de 5 000 \$ par année, pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, somme qui sera versée à la *Conférence régionale des élus(es) Lanaudière*.

#### **4.6 Engagements du MAMR**

- 4.6.1 Participer aux travaux du comité de gestion.
- 4.6.2 Contribuer à la mise en œuvre et au suivi de l'entente.
- 4.6.3 Informer la Conférence administrative régionale (CAR) de Lanaudière des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de l'entente.

#### **4.7 Engagements de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière**

À titre de mandataire de la CRÉ pour la mise en œuvre des objectifs de l'entente spécifique, la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière s'engage à :

- 4.7.1 Assurer, en collaboration avec les signataires, la coordination, la concertation et le suivi des actions émergeant de la présente entente.
- 4.7.2 Concerter, sensibiliser et mobiliser les forces vives du milieu et continuer à faire la promotion de l'égalité dans une approche multisectorielle et territoriale.
- 4.7.3 Assurer le leadership des activités.
- 4.7.4 Établir, en collaboration avec le comité de gestion de l'entente, les plans d'action annuels.
- 4.7.5 Déposer un plan d'action annuel détaillé incluant les indicateurs de mesure et les prévisions des coûts pour chaque activité, et ce, dans les trois mois suivant la signature de l'entente.
- 4.7.6 Produire un bilan d'activités annuel et en faire rapport aux signataires.
- 4.7.7 Identifier des outils d'évaluation pour qualifier et quantifier les résultats.
- 4.7.8 Mandater un représentant ou une représentante au sein du comité de gestion de l'entente.
- 4.7.9 Inviter un représentant ou une représentante de la CRÉ lors de la sélection de ressources humaines affectées aux activités prévues.

#### **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

#### **6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Partenaires financiers	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Entente
CRÉ	83 000 \$	83 000 \$	83 000 \$	249 000 \$
MCCCF	43 000 \$	43 000 \$	43 000 \$	129 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	5 000 \$	35 000 \$	35 000 \$	75 000 \$
MAPAQ	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
MELS	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
TOTAL	146 000 \$	176 000 \$	176 000 \$	498 000 \$



## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente entente est applicable sur le territoire de Lanaudière.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2010 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisées. Elle n'est pas sujette à reconduction tacite.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE**

La CRÉ Lanaudière s'engage à mettre en place un comité de gestion de l'entente, lequel sera responsable des orientations et de l'évaluation des activités de l'entente.

### **9.1 Composition et responsabilités du comité de gestion de l'entente**

Le comité de gestion sera composé d'un représentant ou d'une représentante de chacun des ministères et organismes partenaires de l'entente.

Le comité pourra, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

Le mandat du comité de gestion de l'entente consistera à :

- Superviser la mise en oeuvre de l'entente en lien avec ses objectifs;
- Dans les quatre-vingt-dix jours, adopter le plan d'action et déterminer les priorités d'intervention;
- Valider le plan de travail annuel de la TCGFL, mandataire de l'entente, visant à identifier les priorités d'intervention;
- Dans les quatre-vingt-dix jours, approuver un cadre d'évaluation de l'entente, des objectifs de l'entente, comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs;
- Procéder annuellement à l'examen des résultats obtenus en rapport avec les indicateurs approuvés;
- Recevoir et approuver le bilan annuel des activités de l'entente déposé par la TCGFL;
- Produire en collaboration avec la TCGFL un bilan triennal de l'entente;
- Déposer un rapport final portant sur la réalisation des activités et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de la résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour remédier à la situation, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ Lanaudière s'engage à rembourser, à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation, tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01)).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de l'entente et elle en fait partie intégrante.

## **13. COMMUNICATIONS**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

### **Pour la Conférence régionale des élus(es) Lanaudière :**

Monsieur Richard Marcotte  
Président  
CRÉ Lanaudière  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3

### **Pour le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :**

Monsieur Gilbert Lepage  
Directeur régional  
Direction de Laval, de Lanaudière et des Laurentides  
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine  
300, rue Sicard, bureau 200  
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5

### **Pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale :**

Monsieur Jacques Paré  
Directeur régional  
Direction régionale de Lanaudière  
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
40, rue Gauthier Sud, bureau 2000  
Joliette (Québec) J6E 4J4

### **Pour le ministère des Affaires municipales et des Régions :**

Monsieur Jean Ouellet  
Directeur régional  
Direction régionale de Lanaudière  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3200  
Joliette (Québec) J6E 4J4

**Pour le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :**

Monsieur Marcel Tremblay  
Directeur régional  
Direction régionale de Lanaudière  
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  
867, boul. l'Ange-Gardien, C. P. 3396  
L'Assomption (Québec) J5W 4M9

**Pour le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :**

Madame Lorraine Langlois  
Directrice régionale  
Direction régionale de Lanaudière  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
300, rue Sicard  
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 3X5

**Pour la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière :**

Madame Lucie Clément  
Coprésidente  
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière  
144, rue Saint-Joseph, bureau 214  
Joliette (Québec) J6E 5C4

**Pour le Conseil du statut de la femme :**

Madame Colette Marcotte  
Responsable régionale des régions Lanaudière et Mauricie  
Conseil du statut de la femme  
450, rue Saint-Louis, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.06  
Joliette (Québec) J6E 2Y8

Tout changement d'adresse ou de représentant ou représentante de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants ou représentantes peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus(es) Lanaudière et avec les intervenants, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

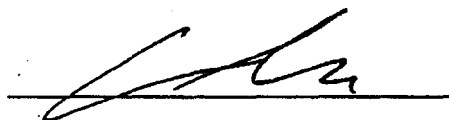
#### **16. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

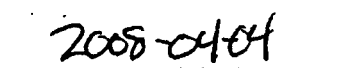
**EN FOI DE QUOI, les parties ont signé :**

*Entente spécifique en condition féminine dans la région Lanaudière*

La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine,



**Madame Christine St-Pierre**



**Date**

*Entente spécifique en condition féminine*

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,

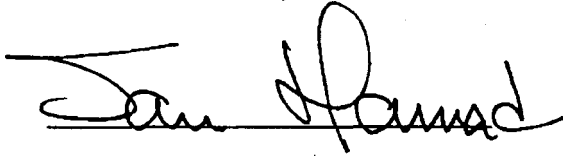


**Madame Michelle Courchesne**

le 31 mars 2008

**Date**

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale,



**Monsieur Sam Hamad**

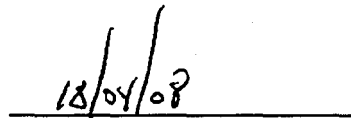
10/04/08

**Date**

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation,



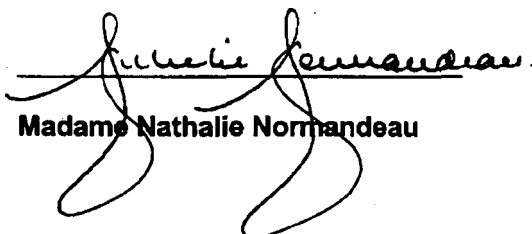
**Monsieur Laurent Lessard**



**Date**



La ministre des Affaires municipales et des Régions,

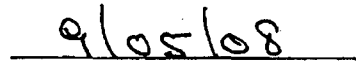
  
Madame Nathalie Normandeau

2008-03-31  
Date

Le président de la Conférence régionale des élus(es) Lanaudière,



**Monsieur Richard Marcotte**



**Date**

La coprésidente de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière,

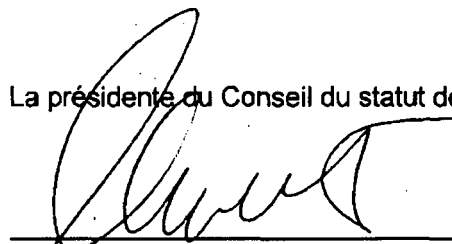
Lucie Clément

**Madame Lucie Clément**

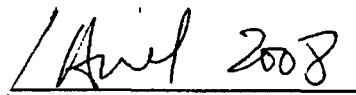
07-05-08

**Date**

La présidente du Conseil du statut de la femme;

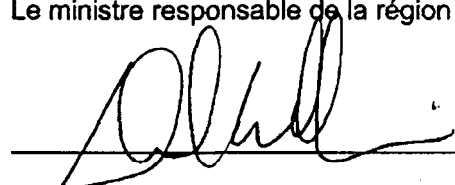


**Madame Christiane Pelchat**



**Date**

Le ministre responsable de la région Lanaudière,



**Monsieur David Whissell**

9 - AVRIL - 2008

**Date**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales**  
**pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées**  
**dans la région Lanaudière**  
**2007-2012**

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES ÂÎNÉS, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MFA** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (ES) LANAUDIÈRE, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), dont le siège social est situé au 3, rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec), représentée par le président, monsieur Richard Marcotte, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (CRE-CA-07-29-08) dont copie est jointe à la présente,**

ci-après désignée la « **CRÉ** »,

**ET**

**LA TABLE DES ÂÎNÉES ET ÂÎNÉS DE LANAUDIÈRE, personne morale dûment constituée selon la troisième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège social au 16, place Châteauguay, Repentigny (Québec), représentée par monsieur Michel Haguette, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration (TAL07-08/08-01-14-7) dont copie est jointe à la présente,**

ci-après désignée la « **TAL** »,

ci-après désignées les « **PARTIES** ».

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE, monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec;**

## **PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, présentée dans le cadre du Budget 2007-2008 par la ministre des Finances, prévoit que le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme « Services et infrastructures régionales » dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus;

**ATTENDU QUE** l'entente spécifique permettra l'adaptation des mesures et programmes en vue de réaliser ou de faire réaliser des projets de nature économique ou sociale, à court ou moyen terme, sur le territoire de la CRÉ;

**ATTENDU QUE** le premier objectif de l'axe 3 du Plan quinquennal de développement Lanaudière 2007-2012 vise à assurer un développement cohérent des infrastructures et des services, entre autres en développant l'accessibilité aux services sur l'ensemble du territoire lanaudois.

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de Lanaudière par la mise en commun de ressources financières ou autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

### **2.1 Les objectifs généraux visés par l'entente spécifique sont de :**

- 2.1.1 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités et MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 2.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 2.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.

### **2.2 Les objectifs spécifiques de l'entente :**

La présente entente vise les objectifs spécifiques suivants :

- 2.2.1 déterminer les mécanismes appropriés de mise en œuvre des actions ciblées en lien avec les partenaires potentiels;
- 2.2.2 susciter l'adhésion de partenaires supplémentaires souscrivant aux présents objectifs par voie d'addenda ou d'ententes particulières;
- 2.2.3 soutenir financièrement la réalisation de projets concrets d'adaptation des services et infrastructures aux besoins des personnes âgées;
- 2.2.4 offrir un meilleur soutien à la TAL comme condition de participation du secteur représentatif des personnes âgées de Lanaudière aux travaux visés par l'entente;
- 2.2.5 favoriser la tenue annuelle d'un forum régional portant sur les facteurs déterminants en vue de l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées.

### **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

#### **Engagements généraux**

Les parties conviennent de ce qui suit :

- 3.1 mettre en place un comité de suivi formé des partenaires de l'entente et d'autres partenaires publics ou parapublics (convenus entre les parties). Ce comité définira les cibles d'action prioritaires qui répondront aux enjeux identifiés dans la région et qui seront présentés dans le plan d'action annuel ou pluriannuel. Le comité de suivi s'engage à :
  - identifier des enjeux prioritaires concernant l'adaptation des services et des infrastructures pour les aînés de Lanaudière;
  - déposer un plan d'action annuel ou pluriannuel au comité de gestion;
  - recevoir les recommandations du comité de gestion;
  - identifier d'éventuels nouveaux collaborateurs à l'entente et les soumettre au comité de gestion;
  - favoriser l'atteinte des objectifs ciblés par l'entente.
- 3.2 mettre en place un comité de gestion de l'entente. Il sera composé d'un représentant ou d'une représentante de la CRÉ, du MFA, du MAMR, de la TAL et des partenaires qui s'adjoindront par addenda à l'entente. Le comité de gestion s'engage à :
  - évaluer annuellement l'avancement des objectifs et des réalisations;
  - recevoir et recommander le plan d'action déposé par le comité de suivi;
  - analyser et recommander à la CRÉ le financement des projets découlant du plan d'action;
  - faire le point sur les aspects techniques et opérationnels de l'entente;
  - déposer aux parties à l'entente un bilan annuel incluant une mise à jour des perspectives de progression;
  - approuver le rapport d'activités et le rapport financier.
- 3.3 favoriser l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 3.4 participer au comité de suivi prévu à l'article 3.1 de l'entente.

### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

4.1 Le MFA s'engage à :

- 4.1.1 Verser annuellement à la CRÉ un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « Services et infrastructures régionales » pour un total de 595 000 \$ pour 5 ans;
- 4.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la CRÉ recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la CRÉ recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 4.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.



**4.2 Le MAMR s'engage à :**

- 4.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés ;
- 4.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 4.2.4 coordonner les actions interministérielles.

**4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 réserver un montant de 50 000 \$ par année pour 5 ans à même le Fonds de développement régional, volet « ententes spécifiques ». Ce montant est réparti comme suit :
  - un montant de 25 000 \$ sera versé annuellement pour des projets permettant de réaliser les objectifs de l'entente;
  - un montant de 25 000 \$ est versé annuellement à la TAL pour soutenir ses dépenses de fonctionnement, et ce, pour chaque année de l'entente.
- 4.3.2 administrer les sommes aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 4.3.3 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt :
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les cinq années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans la première année de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats.
- 4.3.4 assurer la mise en œuvre de l'entente spécifique et dégager les sommes pour les ressources nécessaires à la réalisation de l'entente, entre autres, par l'embauche et l'encadrement d'une ressource en coordination;
- 4.3.5 favoriser la diffusion de l'information se rapportant à l'entente auprès des parties de l'entente;
- 4.3.6 assurer le suivi administratif des projets financés dans le cadre de l'entente spécifique;
- 4.3.7 coordonner les activités du comité de suivi;
- 4.3.8 respecter les conditions suivantes selon lesquelles :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution de la CRÉ à leur réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;
  - l'entente spécifique doit permettre à la CRÉ d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
  - l'entente spécifique doit être une occasion de soutenir davantage la table régionale de concertation des aînés et de développer avec elles des collaborations resserrées.

*Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région Lanaudière*

Lorsque la CRÉ finance des projets à même des fonds provenant du MFA dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La CRÉ demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la CRÉ et les organismes doivent notamment mentionner qu'une contribution financière du MFA, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, les conditions d'octroi de l'aide financière, et les mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du MFA devront également respecter les paramètres suivants :

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la CRÉ;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles dans la mesure où elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

**4.4 La TAL s'engage à :**

- 4.4.1 participer, en collaboration avec les parties et le comité de gestion de l'entente, à la concertation et au suivi des actions émergeant de la présente entente;
- 4.4.2 assurer une représentativité territoriale et intersectorielle au sein de la TAL afin de refléter adéquatement les enjeux des personnes âgées de la région;
- 4.4.3 participer à la production du bilan d'activités et financier annuel relatif aux activités réalisées dans le cadre de l'entente;
- 4.4.4 utiliser l'aide financière octroyée par la CRÉ pour son fonctionnement, lui en rendre compte et l'aviser d'une modification dans les sources de revenus de l'organisme.

**5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	119 000 \$	595 000 \$
<b>CRÉ</b>	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	250 000 \$
<b>Total</b>	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	169 000 \$	845 000 \$

## **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique sur le territoire de la CRÉ de Lanaudière.

## **8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, la CRÉ doit rembourser au MFA tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de l'entente spécifique sera réalisé par des rencontres périodiques du comité de gestion qui devra vérifier l'atteinte des résultats qui auront été établis dans le plan d'action annuel ou pluriannuel de la CRÉ.

## **10. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

## **11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

### **13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

#### **Ministre responsable des Aînés**

Monsieur Michel Monette  
Directeur  
Direction territoriale Nord-Ouest  
1760A, boulevard Le Corbusier  
Laval (Québec) H7S 2K1

#### **Pour le ministère des Affaires municipales et des Régions**

Monsieur Jean Ouellet  
Directeur  
Direction régionale de Lanaudière  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3200  
Joliette (Québec) J6E 4J4

#### **Pour la Conférence régionale des élus de Lanaudière**

Monsieur Richard Marcotte  
Président  
Conférence régionale des élus de Lanaudière  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3

#### **Pour la Table des aînées et aînés de Lanaudière**

Monsieur Michel Haguette  
Président  
Table des aînées et aînés de Lanaudière  
16, place Châteauguay  
Repentigny (Québec) J6A 3W9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### **14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du MFA et de la CRÉ qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

### **15. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaut.

## **16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec la TAL, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et de l'intervenant lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties et l'intervenant doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement, pour que les dispositions nécessaires soient prises.

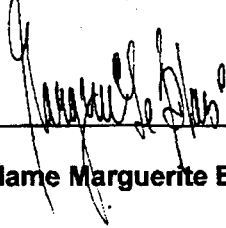
## **17. SIGNATURES**

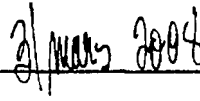
Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

*Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région Lanaudière*

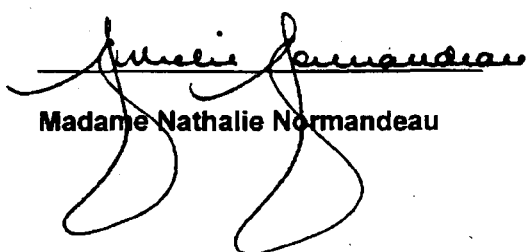
La ministre responsable des Aînés

  
\_\_\_\_\_  
**Madame Marguerite Blais**

  
\_\_\_\_\_  
**Date**

*Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région Lanaudière*

La ministre des Affaires municipales et des Régions,

  
Madame Nathalie Normandeau

2008-03-31  
Date

*Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région Lanaudière*

Le président de la Conférence régionale des élus(es) Lanaudière,



Monsieur Richard Marcotte

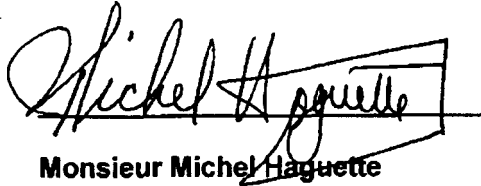
2 juin 2008

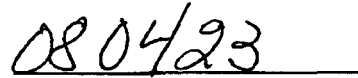
Date



*Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région Lanaudière*

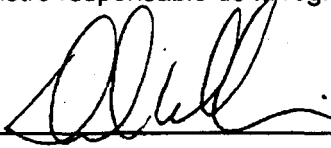
Le président de la Table des aînées et aînés de Lanaudière,

  
Monsieur Michel Haguette

  
Date

*Entente spécifique sur l'adaptation des services et infrastructures régionales pour  
l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées dans la région Lanaudière*

Le ministre responsable de la région de Lanaudière,



**Monsieur David Whissell**

9 AVRIL 2008

**Date**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE  
sur l'immigration  
dans la région de Lanaudière  
2008-2011**

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,**  
madame Yolande James, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MICC** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,**  
madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après appelée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LANAUDIÈRE** personne morale  
instituée en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions  
(L.R.Q., c. M-22.1), dont le siège est au 3, rue Papineau, bureau 107, Joliette (Québec),  
J6E 2K3, représentée par monsieur Richard Marcotte, président, dûment autorisé en  
vertu d'une résolution du conseil d'administration (CRÉ-CA-07-29-07) dont copie est  
jointe à la présente,

ci-après appelée la « **CRÉ** »

ci-après désignés les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE,**  
monsieur David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec,

L'ensemble des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** étant désigné ci-après les  
« **SIGNATAIRES** ».

Les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes, normes et règles de gestion applicables aux **PARTIES** concernées aux fins de favoriser l'immigration dans la région de Lanaudière. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les **PARTIES** s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs suivants :

- 2.1 promouvoir l'immigration comme une des stratégies de développement durable et la région de Lanaudière comme pôle d'attraction, entre autres, pour la formation et l'emploi;
- 2.2 faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes tout en leur permettant de contribuer au développement de la région de Lanaudière, notamment en répondant à certains besoins de main-d'œuvre des employeurs de la région et en contribuant à assurer une relève dans les secteurs névralgiques, dans les créneaux d'excellence et dans le milieu des affaires;
- 2.3 favoriser la rétention des personnes immigrantes en région en offrant une gamme de services intégrés, dans le respect des compétences et des mandats des **PARTIES**;
- 2.4 favoriser l'établissement de relations interculturelles harmonieuses au sein de la population, promouvoir l'apport de l'immigration auprès de la société d'accueil et des employeurs et responsabiliser les personnes immigrantes à s'impliquer dans leur processus d'intégration et de rétention.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les **PARTIES** s'engagent à :

- 3.1 mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'un représentant du **MICC**, d'un représentant de la **CRÉ**, et d'un représentant du **MAMR**;
- 3.2 confier au comité de gestion les mandats suivants :
  - 3.2.1 superviser la mise en œuvre de la présente entente et en coordonner les travaux, dont ceux des sous-comités;
  - 3.2.2 assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
  - 3.2.3 élaborer un plan de travail qui sera révisé annuellement tenant compte notamment :
    - 3.2.3.1 du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
    - 3.2.3.2 du Plan quinquennal de développement de Lanaudière 2007-2012;
    - 3.2.3.3 des plans d'action élaborés par les autres partenaires régionaux;
  - 3.2.4 mobiliser les **PARTIES** et les autres partenaires autour des enjeux de l'immigration pour la région.
  - 3.2.5 favoriser une meilleure articulation et adaptation des actions des **PARTIES** et des autres partenaires qui contribuent à l'attraction de l'immigration, à l'établissement et l'intégration de personnes immigrantes dans Lanaudière, au développement et au maintien de relations interculturelles harmonieuses et effectuer des recommandations à cet effet;

- 3.2.6 participer à l'identification de projets variés et complémentaires susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel de la présente entente;
- 3.2.7 analyser en conformité avec les cadres normatifs liés aux sommes d'argent consenties par les **PARTIES** notamment, le Programme régional d'intégration (PRI), le Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI), le Fonds de développement régional (FDR), la pertinence et l'admissibilité des projets déposés et identifier ceux qui sont susceptibles de contribuer aux objectifs de la présente entente et qui peuvent faire l'objet d'une recommandation à la **CRÉ** pour leur financement et réalisation;
- 3.2.8 déposer à la **CRÉ** un état de situation à la mi-année, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de l'entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 3.2.9 déposer à la **CRÉ** un rapport annuel vers le 30 avril de chaque année portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 3.2.10 déposer à la **CRÉ** un rapport final au plus tard le 30 juin 2011 portant sur la réalisation du plan de travail tel que défini à l'article 3.2.3 et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 3.2.11 s'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente;
- 3.2.12 s'adjoindre, au besoin, des représentants d'autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel de la présente entente;
- 3.2.13 constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

#### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

##### **4.1 Le MICC s'engage à :**

- 4.1.1 mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe maximale de trois cent mille dollars (300 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe de cent mille dollars (100 000 \$) par année conformément aux modalités d'application de la présente entente stipulées à l'article 6 et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent en annexe A;
- 4.1.2 verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

##### ***Pour la première année de la présente entente :***

- 4.1.2.1 un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;
- 4.1.2.2 un deuxième versement de 25 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation de la présente entente prévu à l'article 3.2.8.

##### ***Pour la deuxième année de la présente entente :***

- 4.1.2.3 un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les trente jours de l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la première année de l'entente prévue à l'article 3.2.9 et de la mise à jour du plan de travail prévue à l'article 3.2.3 de la présente entente;

- 4.1.2.4 un deuxième versement de 25 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation de la présente entente prévu à l'article 3.2.8.

**Pour la troisième année de la présente entente :**

- 4.1.2.5 un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les trente jours de l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la deuxième année de l'entente prévu à l'article 3.2.9 et de la mise à jour du plan de travail prévue à l'article 3.2.3 de la présente entente;

- 4.1.2.6 un deuxième versement de 15 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation de la présente entente prévu à l'article 3.2.8;

- 4.1.2.7 un troisième et dernier versement de 10 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt du rapport final de la présente entente prévu à l'article 3.2.10 de la présente entente.

- 4.1.3 participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

**4.2 Le MAMR s'engage à :**

- 4.2.1 informer la Conférence administrative régionale (CAR) du suivi de l'entente.
- 4.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière de régionalisation de l'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants afin de faciliter l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- 4.2.3 participer, au besoin, aux travaux de sous-comités pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente.

**4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 Réserver un montant de 225 000 \$ provenant du FDR pour les fins de la présente entente selon ce qui suit :
  - un montant de 50 000 \$ sera réservé pour la première année de l'entente;
  - un montant de 75 000 \$ pour la deuxième année;
  - un montant de 100 000 \$ pour la dernière année de l'entente.
- 4.3.2 administrer les sommes versées par le **MICC**, conformément aux cadres normatifs du Programme régional d'intégration (PRI) et du Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) joints en annexe A de la présente entente, tels qu'ils se lisent au moment où ils s'appliquent, et retourner à ce dernier toute somme non engagée à l'échéance de la présente entente;
- 4.3.3 après avoir pris connaissance des recommandations du comité de gestion, prendre les décisions sur les projets et les activités à réaliser pour rencontrer les objectifs de la présente entente;
- 4.3.4 intégrer la dimension de l'immigration dans l'élaboration de son plan de développement quinquennal;
- 4.3.5 agir à titre de gestionnaire de la présente entente et, pour ce faire, coordonner et soutenir le comité de gestion établi conformément à l'article 3.1 de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux articles 3.2.8, 3.2.9 et 3.2.10 de la présente entente;

- 4.3.6 mettre à la disposition du comité de gestion de la présente entente toutes les analyses et les recherches disponibles à la **CRÉ** et nécessaires à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 4.3.7 déposer, à la satisfaction des **PARTIES**, un rapport final portant sur la réalisation de la présente entente et un rapport financier portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente;
- 4.3.8 conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets;
- 4.3.9 retourner au **MICC** et, le cas échéant, aux autres partenaires visés toute somme non utilisée à l'échéance finale prévue dans le cadre de la présente entente;
- 4.3.10 tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- 4.3.11 fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que le **MICC** ou le **MAMR** jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente.

## 5. MODALITÉS PARTICULIÈRES

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## 6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Partenaires	Année 1 2008-2009	Année 2 2009-2010	Année 3 2010-2011	Total
<b>MICC</b>	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
<b>CRÉ Lanaudière</b>	50 000 \$	75 000 \$	100 000 \$	225 000 \$
<b>Total</b>	150 000 \$	175 000 \$	200 000 \$	525 000 \$

## 7. TERRITOIRE D'APPLICATION

L'entente s'applique sur le territoire de la **CRÉ**.

## 8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au 1 avril 2008 et prend fin le 31 mars 2011. Elle n'est pas sujette à une reconduction tacite. Au cours de la dernière année de cette entente, les **PARTIES** pourront convenir, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

## 9. RÉSILIATION

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit de résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser au **MICC** tout solde sur les montants versés mais non encore dépensés. Ce solde devra être remboursé dans un délai de 30 jours suivant la date de la résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de la résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et activités visés par la présente entente.

## **10. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

## **11. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES** (addenda). Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.

## **12. VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES**

Les **SIGNATAIRES** de la présente entente conviennent de respecter le protocole de visibilité et d'affaires publiques prévu à l'annexe B.

## **13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 9 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigé en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

### **Pour le MICC**

Monsieur Serge Tétreault  
Directeur régional  
Immigration-Québec - Direction régionale de Laval, des Laurentides et de  
Lanaudière  
705, Chemin du Trait-Carré, RC  
Laval (Québec) H7N 1B3

### **Pour le MAMR**

Monsieur Jean Ouellet  
Directeur régional  
Direction régionale de Lanaudière  
40, rue Gauthier Sud, bureau 3200  
Joliette (Québec) J6E 4J4

### **Pour la CRÉ**

Monsieur Marc Valade  
Directeur général  
3, rue Papineau, bureau 107  
Joliette (Québec) J6E 2K3

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.



#### **14. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **SIGNATAIRES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'entente prévaudra.

#### **15. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

15.1 Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres signataires ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ**, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des organismes signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire couvert;
- le budget total de l'entente.

15.2 La présente entente est confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par les **PARTIES SIGNATAIRES**, à moins d'avis contraire.

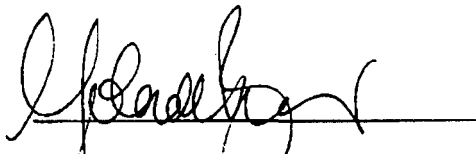
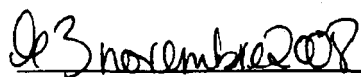
15.3 Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux bénéficiaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

15.4 Les **PARTIES** acceptent que des représentants de **PARTIES** participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **SIGNATAIRES** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

#### **16. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente, y compris les annexes, le cas échéant.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :

  
Madame Yolande James  
Ministre de l'Immigration et des  
Communautés culturelles

Date

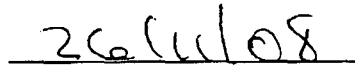
  
Madame Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-07-31

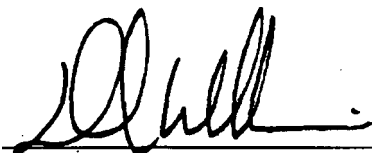
Date



Monsieur Richard Marcotte  
Président de la Conférence régionale  
des élus(es) de Lanaudière



Date



Monsieur David Whissell  
Ministre responsable de la région  
de Lanaudière

4-11-2008

Date

**ANNEXE A**

Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les signataires de la présente entente

<b><u>SIGNATAIRES</u></b>	<b>RESSOURCES ALLOUÉES</b>	<b>FONDS ET SOUTIEN</b>
<b>MICC</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Ressources financières et humaines</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Programme régional d'intégration (PRI)</li><li>▪ Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARI)</li></ul>
<b>CRÉ de Lanaudière</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Ressources financières et humaines</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Politique de gestion du Fonds de développement régional</li><li>▪ Fonds de développement régional</li></ul>

## **ANNEXE A (SUITE)**

### **DESCRIPTIF DU PROGRAMME RÉGIONAL D'INTÉGRATION (PRI) ANNÉE FINANCIÈRE 2007-2008**

Le Programme régional d'intégration soutient les actions concertées des partenaires locaux et régionaux en vue d'accroître l'apport de l'immigration au développement démographique, social, culturel et économique du Québec.

#### **VOLET 1 : SOUTIEN DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF EN RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION**

##### **1.1 OBJECTIFS**

Ce volet sert à financer les projets visant l'ensemble des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage de l'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants;
- valoriser, auprès des populations des régions, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

La priorité est accordée à l'attraction et à l'établissement des immigrants admis dans le volet de l'immigration économique (les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires). Toutefois, les personnes de la catégorie du regroupement familial, les réfugiés sélectionnés à l'étranger, les réfugiés reconnus et les personnes autorisées à soumettre sur place une demande de résidence permanente ne sont pas exclus.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

##### **1.2 ADMISSIBILITÉ**

Pour être admissible au programme, un organisme doit répondre aux conditions suivantes :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activités;
- être immatriculé au Registraire des entreprises.

Les organismes admissibles sont prioritairement situés dans les régions en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Toutefois, des organismes peuvent être situés dans l'un de ces territoires, en autant que leur projet vise l'établissement en région et dans la Capitale-Nationale d'immigrants résidant actuellement dans les territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil. Dans ce cas, le projet doit nécessairement inclure une entente formelle de partenariat avec un ou plusieurs organismes en région ou dans la Capitale-Nationale.

### 1.3 PROJETS ADMISSIBLES

Est admissible au programme tout projet susceptible d'avoir un impact positif sur l'attraction, l'établissement, l'intégration et la rétention des immigrants dans la région.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- des activités de recherche;
- des dépenses d'immobilisation;
- des activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme du Ministère.

#### Conditions obligatoires

- Les projets présentés doivent répondre à des priorités et aux besoins exprimés par les régions.
- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

### 1.4 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- **pertinence** du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- **potentiel** du milieu où est développé le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- **faisabilité** du projet;
- **résultats** escomptés du projet;
- **contribution financière** de l'organisme et des partenaires au projet.

### 1.5 MODALITÉS FINANCIÈRES

- La contribution financière versée à l'organisme lui sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme ou d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme, ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

### 1.6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

#### 1.6.1 Présentation de la demande

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

#### 1.6.2 Critères d'évaluation des demandes

Les demandes seront évaluées en fonction de la capacité de l'organisme de respecter l'ensemble des conditions énumérées précédemment. Elles seront en outre examinées en fonction :

- des objectifs du programme, des priorités et du nombre d'immigrants prévu dans la collectivité;
- de la capacité de l'organisme d'offrir les services d'une façon efficace et de la mesure dans laquelle les personnes admissibles auront accès à ces services.



### **1.6.3 Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de 3 ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, l'organisme doit présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, l'organisme doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

## **VOLET 2 : SOUTIEN AUX ORGANISMES PUBLICS EN IMMIGRATION**

### **2.1 OBJECTIFS**

Ce volet sert à financer les projets visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage de l'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants (notamment dans les services municipaux), favoriser le rapprochement interculturel et soutenir les activités d'intégration en emploi;
- valoriser, auprès des populations, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans ou encore des ressortissants étrangers désireux d'effectuer des études postsecondaires, en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

### **2.2 ORGANISMES ADMISSIBLES**

- Une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC).
- Un organisme public rattaché au réseau de la santé ou de l'éducation ou un organisme paramunicipal.
- Une conférence régionale des élus (CRÉ).
- Un centre local de développement (CLD).

Cette liste est exhaustive.

### **2.3 PROJETS ADMISSIBLES**

Est admissible tout projet ayant un lien direct avec les objectifs du programme.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- les activités de recherche;
- les dépenses d'immobilisation;
- les activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme d'aide financière du Ministère.

### **Conditions obligatoires**

- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

### **2.4 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est développé le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière du promoteur et des partenaires au projet.

## **2.5 MODALITÉS FINANCIÈRES**

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme promoteur et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme et d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme promoteur et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme promoteur doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- L'organisme promoteur doit accepter de divulguer ses autres sources de financement.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

## **2.6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

### **2.6.1 Présentation de la demande**

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

### **2.6.2 Critères d'évaluation des demandes**

Les demandes seront évaluées en fonction de la capacité de l'organisme de respecter l'ensemble des conditions énumérées précédemment. Elles seront en outre examinées en fonction :

- des objectifs du programme, des priorités et du nombre d'immigrants prévu dans la collectivité;
- de la capacité de l'organisme d'offrir les services d'une façon efficace et de la mesure dans laquelle les personnes admissibles auront accès à ces services.

### **2.6.3 Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de 3 ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, les promoteurs doivent présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, le promoteur doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

## **ANNEXE A (SUITE)**

### **DESCRIPTIF DU PROGRAMME D'APPUI AUX RELATIONS CIVIQUES ET INTERCULTURELLES (PARI) ANNÉE FINANCIÈRE 2007-2008**

Le Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARI) est un programme d'aide financière à l'intention des organismes qui réalisent des projets visant le développement ainsi que le maintien de relations harmonieuses et constructives entre les groupes et personnes de toutes origines qui forment le Québec d'aujourd'hui.

#### **1.1 OBJECTIFS ET PRIORITÉS**

Les objectifs spécifiques auxquels les projets doivent répondre sont :

- développer chez les personnes immigrantes et les membres des communautés culturelles la connaissance et la compréhension de la société québécoise : son histoire, ses valeurs et ses institutions démocratiques;
- développer chez les Québécoises et Québécois la connaissance et la compréhension de la réalité pluraliste de leur société ainsi que de la contribution des communautés culturelles au développement social, économique et culturel du Québec;
- prévenir et combattre les préjugés, la discrimination, l'intolérance, le racisme et l'exclusion basés sur la couleur, l'origine ethnique ou nationale, l'appartenance culturelle ou religieuse des personnes;
- prévenir les tensions intercommunautaires, et en faciliter la résolution le cas échéant, en soutenant le rapprochement interculturel.

Des priorités d'attribution, liées à la conjoncture, peuvent être établies par le Ministère pour chaque exercice financier.

#### **2 ORGANISMES ADMISSIBLES AU PROGRAMME**

Les organismes qui veulent soumettre des projets doivent répondre aux critères d'admissibilité suivants :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle, en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activités;
- être immatriculé au Registraire des entreprises.

#### **3 ORGANISMES NON ADMISSIBLES**

Les organismes suivants ne sont pas admissibles à ce programme :

- les conseils municipaux;
- les agences de développement des réseaux de services de santé et de services sociaux et les établissements, tels qu'ils sont définis dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);
- les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés et publics;
- les associations et partis politiques;
- les organismes qui sont en dette envers le Ministère dans le cadre de ses programmes et qui n'ont pas conclu d'entente de remboursement avec lui ou ne respectent pas une telle entente.

#### **4 ENTENTES PARTICULIÈRES**

Dans le cadre d'ententes de régionalisation entre le Ministère et des conférences régionales des élus (CRÉ) ou des municipalités, ces dernières peuvent se voir attribuer une enveloppe spécifique leur permettant de financer des projets présentés par des organismes répondant aux objectifs et aux critères d'admissibilité du programme.

#### **5 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets présentés par un organisme admissible sont évalués sur la base des critères suivants :

- pertinence : la pertinence du projet est évaluée au regard des objectifs du programme, ainsi que des priorités annuelles d'attribution, s'il y a lieu;
- qualité : la qualité du projet est évaluée au regard des besoins du milieu et de la clientèle à laquelle il s'adresse ainsi que de la nature des activités prévues;
- portée : la portée du projet s'apprécie au regard de sa capacité à mobiliser un grand nombre de participants et de partenaires ou de multiplicateurs, son impact à moyen terme sur le milieu, son potentiel de développement dans le milieu et son potentiel de transférabilité à d'autres milieux;
- réalisme : le réalisme du projet s'apprécie au regard de la capacité de l'organisme à le concrétiser tel que conçu, capacité démontrée notamment par l'expérience et les compétences, les ressources humaines, matérielles et budgétaires disponibles, la capacité logistique, l'accès aux ressources et aux collaborations requises.

#### **6 ACTIVITÉS ADMISSIBLES**

Les activités admissibles à un soutien financier dans le cadre du programme répondent aux conditions suivantes :

- elles sont en lien direct et évident avec les objectifs spécifiques du programme, tels qu'énoncés à la section 1;
- elles se réaliseront après la signature d'une entente.

#### **7 ACTIVITÉS NON ADMISSIBLES**

Les activités suivantes ne sont pas admissibles à un soutien financier dans le cadre du programme :

- les activités liées au fonctionnement ou aux activités régulières des organismes;
- les activités admissibles dans le cadre des autres programmes d'aide financière du Ministère, ou qui relèvent de la mission ou des programmes d'autres ministères ou organismes;
- les études, recherches et publications;
- la production et la diffusion de médias écrits et électroniques;
- les activités visant l'apprentissage ou la pratique du français;
- les activités de nature principalement récréative;
- les activités axées sur la promotion d'us et coutumes, ou des valeurs d'une religion;
- la célébration des fêtes nationales et les commémorations;
- la commandite d'événements récurrents;
- les activités de coopération internationale ou se déroulant à l'extérieur du Québec;
- les activités ayant pour but de réaliser des profits.

#### **8 MODALITÉS FINANCIÈRES**

L'aide attribuée à un organisme est habituellement consentie pour une période maximale de douze mois.

Cependant, cette aide peut être consentie pour une durée supérieure, et pour un maximum de trois années, si l'organisme et le projet qu'il entend réaliser répondent aux conditions d'admissibilité du financement pluriannuel, telles qu'énoncées à la section 8.

Sous réserve des disponibilités financières, l'aide financière accordée n'est pas supérieure à 75 000 \$, par organisme, par année financière. L'aide attribuée fait l'objet d'un ou plusieurs versements, selon les modalités suivantes :

- aide inférieure ou égale à 10 000 \$ : un ou deux versements;
- aide supérieure à 10 000 \$ : deux versements par période maximale de 12 mois.

## **9 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT PLURIANNUEL**

L'organisme qui sollicite une aide financière pour la réalisation d'un projet pluriannuel doit répondre aux conditions additionnelles suivantes :

- avoir respecté toutes et chacune des obligations consenties dans la dernière entente signée dans le cadre du programme;
- déposer, sur le formulaire prescrit, une demande complète, accompagnée d'un calendrier de réalisation et d'un budget détaillé pour chacune des années de réalisation du projet.

- Sont exclus du financement pluriannuel :
- les projets comportant principalement des activités à caractère ponctuel, p. ex. : colloque, journée ou fin de semaine thématique et « événement » divers.
- les projets d'activités récurrentes sur deux ou trois ans, même si les thématiques abordées ou les clientèles rejointes changent d'une année à l'autre, p. ex. : atelier et café-rencontre.

## **10 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

L'organisme qui obtient une aide financière dans le cadre du programme doit réaliser le projet soumis selon les termes convenus dans une entente signée avec le représentant désigné soit par le Ministère, la conférence régionale des élus ou la municipalité. Une telle entente stipule notamment que :

- dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, l'organisme assure au Ministère une visibilité appropriée selon des modalités approuvées par le représentant du Ministère avant le versement de l'aide financière;
- au début du projet puis, s'il y a lieu, au début de chaque année de projet additionnelle, l'organisme communique au représentant désigné le calendrier et les coordonnées des activités prévues;
- l'organisme consent à la visite du projet par le représentant désigné; dans le cas où la contribution fait l'objet de deux versements, le second versement ne peut intervenir qu'après la présentation par l'organisme d'un Rapport d'étape sur le formulaire prévu à cette fin;
- à la fin de chaque année de projet, l'organisme présente un Rapport annuel et d'utilisation de l'aide financière sur le formulaire prescrit ainsi que toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses du projet.

Le représentant désigné peut, en tout temps, mettre fin à une entente annuelle ou pluriannuelle lorsqu'il estime que l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme, ou encore lorsque les résultats de son intervention sont jugés insatisfaisants. Le cas échéant, un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme.

## **11 PRÉSENTATION DES DEMANDES**

Les organismes désirant présenter une demande d'aide financière dans le cadre du programme doivent communiquer avec le service Immigration-Québec (SIQ) couvrant leur territoire.

## Annexe B

### *Protocole de visibilité et d'affaires publiques*

#### **Préambule :**

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de la présente entente signée entre le **MICC**, le **MAMR** et la **CRÉ**. Il a pour but d'établir les modalités de visibilité du **MICC**, du **MAMR** et de la **CRÉ** et de définir leurs obligations réciproques dans le cadre de la présente entente.

**Considérant que** le **MICC**, le **MAMR** et la **CRÉ** jugent pertinent de se concerter pour coordonner leurs actions de communication destinées à soutenir la mise en œuvre de leur entente de partenariat.

**Considérant que** le **MICC**, le **MAMR** et la **CRÉ** veulent s'assurer de la cohérence de leurs messages relatifs à leur entente de partenariat.

**Considérant que** la visibilité de la contribution des partenaires signataires ne se limite pas seulement à la publication de leur logo respectif.

**Considérant qu'il** est primordial d'assurer un grand rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par les partenaires pour donner suite à leur entente.

Le **MICC**, le **MAMR** et la **CRÉ** conviennent du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE MICC**

La **CRÉ** s'engage à :

- désigner, dès la signature de la présente entente de partenariat, un représentant pour élaborer, en étroite collaboration avec le représentant du **MICC**, une stratégie de communication générale autour de laquelle s'articuleront les actions de communication et de visibilité qui seront mises en œuvre dans le cadre de ladite entente de partenariat;
- soumettre au **MICC**, deux mois après la signature de la présente entente de partenariat, ladite stratégie de communication pour fins de commentaires et approbation;
- dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, placer la signature institutionnelle du **MICC** et mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le **MICC** à la **CRÉ**;
- faire approuver, par le représentant de la Direction des affaires publiques et des communications désigné par le **MICC**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du **MICC** dans le cadre de la présente entente;
- souligner la collaboration du **MICC** dans toutes les interventions et dans tous les projets que la **CRÉ** finance, sous formes de commandites ou de subventions, dans le cadre de la présente entente de partenariat;

- dans le cas où un événement public serait organisé dans le cadre de la présente entente :
  - offrir une tribune aux partenaires signataires de la présente entente ou leurs représentants lors d'événements annonçant les subventions découlant de la présente entente;
  - inviter un représentant du **MICC** et des autres partenaires signataires de la présente entente à toutes les activités publiques relatives à la présente entente et aux projets qui en découlent, mentionner leur contribution et les inviter à prononcer un discours;
  - installer un para-post, un panneau ou une bannière du ministère dans la salle où se tiendra l'événement public;
  - installer le drapeau du Québec derrière le lutrin installé dans la salle où se tiendra l'événement public;
- dans le cas où la **CRÉ** souhaite la présence du **MICC** ou de son représentant à une activité publique organisée dans le cadre de la présente entente, adresser l'invitation au moins 20 jours avant la tenue de ladite activité;
- consentir, par son acceptation de la présente entente, à ce que le **MICC** et, le cas échéant, les autres partenaires divulguent, s'ils le jugent à propos, les grandes lignes de l'aide financière par exemple, la nature et le montant de l'aide financière, le nom du bénéficiaire;
- à la fin de la présente entente, remettre un compte rendu de la visibilité accordée au **MICC** relativement à la présente entente, incluant au moins un exemplaire papier ou une version numérique des outils d'information et de promotion élaborés et diffusés dans le cadre de la présente entente.

#### **OBLIGATIONS DU MICC ENVERS LA CRÉ**

---

Le **MICC** s'engage à :

- mettre à la disposition de la **CRÉ** un représentant d'Immigration-Québec - Direction régionale de Laval, des Laurentides et de Lanaudière pour les fins de l'application du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques;
- fournir à la **CRÉ** tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, message de la ministre, para-post, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation de la présente entente;
- fournir à la **CRÉ** et à son graphiste toutes les explications relatives au *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE MAMR**

---

- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle la contribution financière du **MAMR**;
- faire approuver, par le représentant du **MAMR**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du **MAMR** dans le cadre de la présente entente.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MRNF)**, M. Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, Mme Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)** des Laurentides, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 161, rue de la Gare, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9, représentée par le président, M. Marc Gascon, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration portant le numéro CA-0612-15-187 du 21 décembre 2006 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES LAURENTIDES, DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE ET DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, monsieur David Whissell, ayant un établissement au 512, rue Principale, Lachute (Québec) J8H 1Y3.

ci-après désigné l'« INTERVENANT »

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en oeuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;



ATTENDU QUE le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en œuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q.c.M-22.1), conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

## **1- INTERPRÉTATION**

La présente ENTENTE constitue la seule ENTENTE intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente ENTENTE est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente ENTENTE fait partie intégrante de cette ENTENTE.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente ENTENTE serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente ENTENTE continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'ENTENTE, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une CRÉ pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région des Laurentides en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'ENTENTE vise à donner à la CRÉ, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de son mandat pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013 qui sera accompagné des ressources nécessaires.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 ENGAGEMENT DE LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

**Le MRNF s'engage à :**

3.1.1 Attribuer à la CRÉ, **pour chaque année d'application** du PROGRAMME, un montant maximal de cinq cent mille dollars (500 000 \$) selon les modalités suivantes :

**Pour la première année d'application du PROGRAMME :**

- 75 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la **signature** de l'ENTENTE, le dépôt du **plan d'action** et son approbation par le MRNF;
- le résiduel de 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février 2009 du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

**Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :**

- 75 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ :
    - du **rapport d'activité final** de l'année précédente et de son approbation par le MRNF si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal de l'année précédente, et
    - du **plan d'action** et de son approbation par le MRNF.
  - 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février de chaque année du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.
- 3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant maximal annuel de l'année suivante prévu à l'entente.
- 3.1.3 Déposer à la CRÉ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT.
- 3.1.4 Désigner le directeur général régional du MRNF à titre d'interlocuteur auprès de la CRÉ pour soutenir la mise oeuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.
- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en oeuvre du PRDIRT.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en oeuvre des PRDIRT.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.

- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

## **3.2 ENGAGEMENT DE LA CRÉ**

### **La CRÉ s'engage à :**

- 3.2.1 Convenir avec le directeur général régional du MRNF de la région des Laurentides d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente ENTENTE et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature de l'entente spécifique entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'ENTENTE particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, par les budgets complémentaires dédiés à cet effet, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même les budgets prévus à l'ENTENTE, lorsque requise.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même les budgets prévus à l'ENTENTE, lorsque requis.

3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.

3.2.14 Présider les travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.

### **3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

**Le MAMR s'engage à :**

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'ENTENTE dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'ENTENTE dans le respect de ses mandats et politiques.

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3.4 Assurer la promotion de l'ENTENTE et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

## **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

## **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente ENTENTE s'applique à la région des Laurentides.

## **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente ENTENTE, la CRÉ devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

## **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRÉ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRÉ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'ENTENTE vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'ENTENTE ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'ENTENTE, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'ENTENTE.

## **8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente ENTENTE, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente ENTENTE.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'ENTENTE est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ des Laurentides s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente ENTENTE.

## **9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette ENTENTE sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente ENTENTE, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente ENTENTE et elle en fait partie intégrante.

## **11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente ENTENTE, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou documents exigés en vertu de la présente ENTENTE) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

André B. Lemay, directeur général  
Direction générale de Laval-Lanaudière-Laurentides  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
545, boulevard Crémazie Est, 8<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Denise Lachance, directrice régionale  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
161, rue de la Gare, bureau 210  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Roger Hotte, directeur général  
Conférence régionale des élus des Laurentides  
161, rue de la Gare, bureau 205  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## **12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente ENTENTE ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus des Laurentides et avec les intervenants, les détails importants de l'ENTENTE et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'ENTENTE et le territoire d'application;
- Le budget total de l'ENTENTE.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente ENTENTE.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'ENTENTE, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

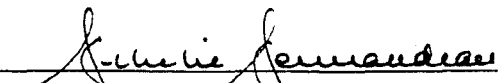
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'ENTENTE ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'ENTENTE. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'ENTENTE.

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides



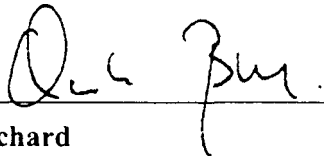
**Nathalie Normandeau**  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-11-05

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides



**Claude Bécharde**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

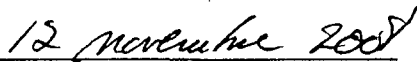
17.12.2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides



**Marc Gascon**  
Président  
Conférence régionale des élus des Laurentides



Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides



David Whissell  
Ministre responsable de la région des  
Laurentides

18 nov. 2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
sur l'immigration  
dans la région des Laurentides  
2008-2011

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,**  
madame Yolande James, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MICC** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE,** monsieur  
Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **EMPLOI-QUÉBEC** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS,** madame  
Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DES LAURENTIDES,** personne morale  
instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions, (L.R.Q., c. M-22.1),  
ayant son siège au 161, rue de la Gare, bureau 205, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9, représentée  
par le président, monsieur Marc Gascon, dûment autorisé en vertu de la résolution CA-0612-15-  
187 du 21 décembre 2006 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**LE FORUM JEUNESSE DES LAURENTIDES,** personne morale incorporée en vertu de la  
partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 161, rue de la Gare,  
bureau 205, Saint-Jérôme, (Québec), représenté par monsieur Francis Lamontagne, président,  
dûment autorisé en vertu de la résolution FJL.2008-02-26.629 du 26 février 2008 dont copie est  
jointe à la présente,

ci-après désigné le « **FORUM** »

ci-après désignés « les **PARTIES** »

**ET INTERVENANTS AUX PRÉSENTES :**

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DES  
LAURENTIDES,** institué en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité  
sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), ayant  
son siège au 55, rue Castonguay, 2<sup>e</sup> étage, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9, représenté par  
madame Monique Laurin, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du conseil  
d'administration,

ci-après désigné le « **CRPMT** »

**ET**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES LAURENTIDES**, monsieur  
David Whissell, pour et au nom du gouvernement du Québec,

L'ensemble des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** étant désignés ci-après les  
« **SIGNATAIRES** ».

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de contribuer au développement économique de la région des Laurentides par l'apport de l'immigration et de favoriser l'accueil et l'intégration économique, sociale, linguistique et culturelle des personnes immigrantes, par la mise en commun des ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les **PARTIES** s'entendent pour mettre en œuvre un plan de travail visant à réaliser les objectifs facilitant :

- l'attraction de personnes immigrantes, notamment de travailleurs qualifiés, sur l'ensemble du territoire de la région afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre des employeurs des Laurentides, notamment dans les secteurs névralgiques de l'économie de la région;
- l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des immigrants en région en offrant une gamme de services intégrés;
- la rétention des personnes immigrantes en emploi et dans la région.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les **PARTIES** s'engagent à :

- 3.1 mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé d'un représentant du **MICC**, d'**EMPLOI-QUÉBEC**, du **MAMR**, de la **CRÉ** et du **FORUM**. La coordination du comité est assurée par la **CRÉ**;
- 3.2 participer à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 3.3 confier au comité de gestion les mandats suivants :
  - 3.3.1 superviser la mise en œuvre de la présente entente;
  - 3.3.2 assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
  - 3.3.3 élaborer, dans un délai de 60 jours après la signature de la présente entente, un cadre d'évaluation de la présente entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs mis à jour annuellement;
  - 3.3.4 élaborer un plan de travail pour la durée de la présente entente en tenant compte des objectifs du Plan d'action régional du **MICC**, du Plan quinquennal de développement de la **CRÉ**, du Plan d'action régional d'**EMPLOI-QUÉBEC** et des Plans d'action annuels du **FORUM**. Ce plan de travail doit être révisé annuellement;
  - 3.3.5 analyser, en conformité avec les cadres normatifs liés aux sommes d'argent consenties par les **PARTIES** notamment le Programme régional d'intégration (PRI), le Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) et le Fonds de développement régional (FDR), la pertinence et l'admissibilité des projets déposés, et identifier ceux qui sont susceptibles de contribuer aux objectifs de la présente entente et qui peuvent faire l'objet d'une recommandation à la **CRÉ** pour leur financement et réalisation;

- 3.3.6 produire un état de situation à la mi-année de chaque année de la présente entente, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les initiatives issues de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 3.3.7 produire un rapport annuel pour chacune des deux premières années de la présente entente portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées;
- 3.3.8 produire un rapport final un mois suivant la date de fin de la présente entente portant sur un bilan des activités issues de la présente entente et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
- 3.3.9 s'assurer du respect des modalités et obligations telles que définies à la présente entente.

Le comité peut, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux. Les **PARTIES** conviennent de se réunir au moins deux fois par année.

#### 4. **ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

Le MICC s'engage à :

- contribuer, sous réserve de l'évaluation annuelle, à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** un montant global de 300 000 \$, soit une somme annuelle maximale de 100 000 \$ conformément aux modalités d'application présentées à la clause 6 et en respectant les cadres normatifs tels qu'ils apparaissent à l'Annexe A de la présente entente;
- verser à la **CRÉ** la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

***Pour la première année de la présente entente :***

- un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant la signature de la présente entente;
- un deuxième versement de 25 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 3.3.6 de la présente entente;

***Pour la deuxième année de la présente entente :***

- un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt et l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la première année et de la mise à jour du plan d'action prévus aux clauses 3.3.4 et 3.3.7 de la présente entente;
- un deuxième versement de 25 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 3.3.6 de la présente entente;

***Pour la troisième année de la présente entente :***

- un premier versement de 75 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt et l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la deuxième année et de la mise à jour du plan d'action prévus aux clauses 3.3.4 et 3.3.7 de la présente entente;

## Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011

- un deuxième versement de 15 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant le dépôt de l'état de situation à mi-année prévu à la clause 3.3.6 de la présente entente;
- un troisième et dernier versement de 10 % de la contribution annuelle dans les 30 jours suivant l'acceptation par le MICC du rapport final prévu à la clause 3.3.8 de la présente entente;
- fournir à la **CRÉ** et au graphiste qu'elle aura mandaté, toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

### EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- contribuer, sous réserve de l'évaluation annuelle, à la mise en œuvre de la présente entente jusqu'à concurrence d'une somme totale de 150 000 \$ sur trois ans :
  - a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
  - c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- effectuer les déboursés directement aux promoteurs des projets qui auront été retenus par le comité de gestion de la présente entente et selon le plan de financement établi.

### La **CRÉ** s'engage à :

- agir à titre de mandataire pour la réalisation de la présente entente;
- assurer le suivi de la présente entente;
- contribuer, sous réserve de l'évaluation annuelle, à la mise en œuvre de la présente entente jusqu'à concurrence d'une somme totale de 300 000 \$ sur trois ans :
  - a) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
  - b) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
  - c) un montant de 100 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;
- fournir, sur demande, tous les comptes, les dossiers ou les documents de toute nature relatifs à la présente entente à toute personne autorisée par l'une ou l'autre des parties de la présente entente afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en faire des copies;
- administrer les sommes versées, en respectant les cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les **PARTIES** notamment en ce qui concerne le Programme régional d'intégration (PRI), le Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) et le Fonds de développement régional (FDR), joints aux Annexes A et B de la présente entente tels qu'elles se lisent au moment où ils s'appliquent,
- retourner au **MICC** toute somme non engagée à l'échéance de la présente entente;
- après avoir pris connaissance des recommandations du comité de gestion, prendre les décisions sur les projets et les activités à réaliser pour rencontrer les objectifs de la présente entente et y affecter les sommes afférentes notamment celle du FDR;

### Le **FORUM** s'engage à :

- contribuer, sous réserve de l'évaluation annuelle, à la mise en œuvre de la présente entente jusqu'à concurrence d'une somme totale de 150 000 \$ sur trois ans;
- verser à la **CRÉ** sa contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :



- a) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2008-2009;
- b) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2009-2010;
- c) un montant de 50 000 \$ au cours de l'année financière 2010-2011;

Le MAMR s'engage à :

- favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de la présente entente;
- assurer l'harmonisation des actions gouvernementales;
- être dépositaire de la présente entente;
- coordonner les actions interministérielles.

**5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**6. MODALITÉS D'APPLICATION**

Les **PARTIES** conviennent que ce plan de financement ne pourra être modifié sans le consentement de toutes les **PARTIES**.

La présente entente n'exclut pas la possibilité pour l'ensemble des **PARTIES** de réaliser des projets autres que ceux financés à la présente entente.

La présente entente n'engage pas les **PARTIES** à verser un montant quelconque additionnel à leur contribution financière si celle-ci s'avérait insuffisante pour la réalisation complète de la présente entente.

**7. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Les **PARTIES** conviennent du plan de financement suivant :

Parties	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
MICC	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
CRÉ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
FORUM	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
<b>Total</b>	<b>300 000 \$</b>	<b>300 000 \$</b>	<b>300 000 \$</b>	<b>900 000 \$</b>

**8. NOUVEAUX PARTENAIRES**

Les **PARTIES** conviennent que, sur consentement unanime, de nouveaux signataires pourront s'ajouter à la présente entente au cours de la période 2008-2011.

9. **TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire d'application de la présente entente est celui de la région administrative des Laurentides comprenant les MRC Antoine-Labelle, Argenteuil, Deux-Montagnes, La Rivière-du-Nord, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, Mirabel et Thérèse-De Blainville.

10. **DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2011.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser aux parties concernées tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée. Au cours de la dernière année de la présente entente, les **PARTIES** conviendront, le cas échéant, des modalités d'une nouvelle entente.

11. **RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de résiliation écrit à toutes les parties énonçant les motifs de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées à la présente entente.

12. **VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

13. **MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

**14. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de la clause 11 de la présente entente et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**Monsieur Serge Tétreault**  
**Directeur régional**  
**Direction régionale de Laval, des Laurentides et de Lanaudière**  
**Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles**  
705, chemin du Trait-Carré – R.C.  
Laval (Québec) H7N 1B3

**Madame Louise Paradis**  
**Directrice régionale et**  
**Secrétaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail**  
**Direction régionale des Laurentides**  
**Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale**  
55, rue Castonguay, 2<sup>e</sup> étage  
Saint-Jérôme (Québec) J7Y 2H9

**Madame Denise Lachance**  
**Directrice régionale**  
**Direction régionale des Laurentides**  
**Ministère des Affaires municipales et des Régions**  
161, rue de la Gare, bureau 210  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

**Monsieur Roger Hotte**  
**Directeur général**  
**Conférence régionale des élus des Laurentides**  
161, rue de la Gare, bureau 205  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

**Madame Chantal Moutou**  
**Directrice**  
**Forum Jeunesse des Laurentides**  
161, rue de la Gare, bureau 205  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

**15. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les **PARTIES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**16. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, l'entente prévaut.

**17. VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES**

Les **PARTIES** s'entendent pour :

- désigner, dès la signature de la présente entente, une personne représentant chacune des parties pour élaborer une stratégie générale de communication et, s'il y a lieu, des actions de communication qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre de l'entente spécifique;
- soumettre au comité de gestion de l'entente, au plus tard deux mois après la signature de ladite entente, la stratégie générale de communication ainsi que les procédures d'approbation de contenu et de forme des outils de communication pour fins de commentaires et d'approbation;
- approuver le contenu et la forme de tous les outils de communication faisant mention de la collaboration des partenaires dans le cadre de cette entente;
- respecter le Programme d'identification visuelle (PIV) du gouvernement du Québec, et placer, selon les projets ou l'objet de communication, la ou les signatures institutionnelles du **MICC**, d'**EMPLOI-QUÉBEC**, du **MAMR** ainsi que celle de la **CRÉ** et du **FORUM**;
- mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite électronique, audiovisuelle ou publique la participation financière du **MICC**, de la **CRÉ**, d'**EMPLOI-QUÉBEC** et du **FORUM**;
- fournir à la **CRÉ** tous les éléments de communication (signature institutionnelle, message des ministres ou président d'organisme, para-post, bannière) nécessaires à la réalisation des activités de communication.

Dans le cas où un événement public serait organisé dans le cadre de la présente entente :

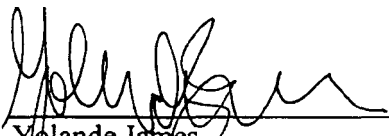
Les **PARTIES** s'entendent pour :

- inviter les partenaires signataires de la présente entente à toutes les activités publiques relatives à cette entente et aux projets qui en découlent, au moins 20 jours avant la date de l'événement;
- offrir une tribune aux partenaires signataires de l'entente lors d'événements annonçant les subventions découlant de la présente entente;
- inviter les partenaires signataires à installer un para-post, un panneau ou une bannière de leur organisation dans la salle où se tiendra l'événement public, tout en s'assurant du respect du PIV;
- installer le drapeau du Québec derrière le lutrin installé dans la salle où se tiendra l'événement public.

**18. SIGNATURES**

Les signataires reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, les signataires ont signé :



Yolande James  
Ministre de l'Immigration et des  
Communautés culturelles

30/10/08

Date

Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011

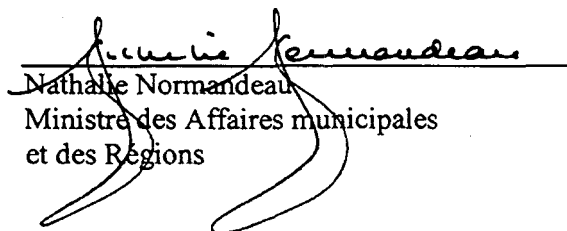


Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité  
sociale

2008-11-04

Date

Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales  
et des Régions

2008-10-30  
Date

Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011



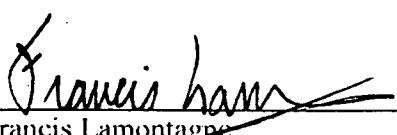
Marc Gascon  
Président  
Conférence régionale des élus des  
Laurentides

13 novembre 2008

Date



Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011

  
Francis Lamontagne  
Président  
Forum Jeunesse des Laurentides

19-11-2008  
Date

Entente spécifique sur l'immigration dans la région des Laurentides 2008-2011



pour

Monique Laurin  
Présidente  
Conseil régional des partenaires  
du marché du travail des Laurentides

17-11-2008

Date



David Whissell  
Ministre responsable de la région des  
Laurentides

4-11-2008

Date

## ANNEXE A

### **DESCRIPTIF DU PROGRAMME RÉGIONAL D'INTÉGRATION (PRI) ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009**

Le Programme régional d'intégration soutient les actions concertées des partenaires locaux et régionaux en vue d'accroître l'apport de l'immigration au développement démographique, social, culturel et économique du Québec.

#### **VOLET 2 : SOUTIEN AUX ORGANISMES PUBLICS EN IMMIGRATION**

##### **2.1 OBJECTIFS**

Ce volet sert à financer les projets visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des Conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage de l'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants notamment dans les services municipaux, favoriser le rapprochement interculturel et soutenir les activités d'intégration en emploi;
- valoriser, auprès des populations, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans ou encore des ressortissants étrangers désireux d'effectuer des études postsecondaires en dehors des territoires des Conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

##### **2.2 ORGANISMES ADMISSIBLES**

- Une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC).
- Un organisme public rattaché au réseau de la santé ou de l'éducation ou un organisme paramunicipal.
- Une conférence régionale des élus (CRÉ).
- Un centre local de développement (CLD).

Cette liste est exhaustive.

##### **2.3 PROJETS ADMISSIBLES**

Est admissible tout projet ayant un lien direct avec les objectifs du programme.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- les activités de recherche;
- les dépenses d'immobilisation;
- les activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme d'aide financière du Ministère.

## **Conditions obligatoires**

- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

## **2.4 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est développé le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière du promoteur et des partenaires au projet.

## **2.5 MODALITÉS FINANCIÈRES**

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme promoteur et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme et d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme promoteur et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme promoteur doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- L'organisme promoteur doit accepter de divulguer ses autres sources de financement.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

## **2.6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

### **2.6.1 Présentation de la demande**

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

### **2.6.2 Critères d'évaluation des demandes**

Les demandes seront évaluées en fonction de la capacité de l'organisme de respecter l'ensemble des conditions énumérées précédemment. Elles seront en outre examinées en fonction :

- des objectifs du programme, des priorités et du nombre d'immigrants prévu dans la collectivité;
- de la capacité de l'organisme d'offrir les services d'une façon efficace et de la mesure dans laquelle les personnes admissibles auront accès à ces services.

### **2.6.3 Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de trois ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, les promoteurs doivent présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, le promoteur doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.

## **DESCRIPTIF DU PROGRAMME D'APPUI AUX RELATIONS INTERCULTURELLES (PARI) ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009**

Le Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) est un programme d'aide financière à l'intention des organismes qui réalisent des projets visant le développement ainsi que le maintien de relations harmonieuses et constructives entre les groupes et personnes de toutes origines qui forment le Québec d'aujourd'hui.

### **1. OBJECTIFS ET PRIORITÉS**

Les objectifs spécifiques auxquels les projets doivent répondre sont :

- développer chez les personnes immigrantes et les membres des communautés culturelles la connaissance et la compréhension de la société québécoise : son histoire, ses valeurs et ses institutions démocratiques;
- développer chez les Québécoises et Québécois la connaissance et la compréhension de la réalité pluraliste de leur société ainsi que de la contribution des communautés culturelles au développement social, économique et culturel du Québec;
- prévenir et combattre les préjugés, la discrimination, l'intolérance, le racisme et l'exclusion basés sur la couleur, l'origine ethnique ou nationale, l'appartenance culturelle ou religieuse des personnes;
- prévenir les tensions intercommunautaires et en faciliter la résolution le cas échéant, en soutenant le rapprochement interculturel.

Des priorités d'attribution, liées à la conjoncture, peuvent être établies par le Ministère pour chaque exercice financier.

### **2. ORGANISMES ADMISSIBLES AU PROGRAMME**

Les organismes qui veulent soumettre des projets doivent répondre aux critères d'admissibilité suivants :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle, en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activité;
- être immatriculé au Registraire des entreprises.

### **3. ORGANISMES NON ADMISSIBLES**

Les organismes suivants ne sont pas admissibles à ce programme :

- les conseils municipaux;
- les agences de développement des réseaux de services de santé et de services sociaux et les établissements tels qu'ils sont définis dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);
- les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés et publics;
- les associations et partis politiques;
- les organismes qui sont en dette envers le Ministère dans le cadre de ses programmes et qui n'ont pas conclu d'entente de remboursement avec lui ou ne respectent pas une telle entente.

### **4. ENTENTES PARTICULIÈRES**

Dans le cadre d'ententes de régionalisation entre le Ministère et des conférences régionales des élus (CRÉ) ou des municipalités, ces dernières peuvent se voir attribuer une enveloppe spécifique leur permettant de financer des projets présentés par des organismes répondant aux objectifs et aux critères d'admissibilité du programme.

### **5. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets présentés par un organisme admissible sont évalués sur la base des critères suivants :

- pertinence : la pertinence du projet est évaluée au regard des objectifs du programme, ainsi que des priorités annuelles d'attribution, s'il y a lieu;
- qualité : la qualité du projet est évaluée au regard des besoins du milieu et de la clientèle à laquelle il s'adresse ainsi que de la nature des activités prévues;
- portée : la portée du projet s'apprécie au regard de sa capacité à mobiliser un grand nombre de participants et de partenaires ou de multiplicateurs, son impact à moyen terme sur le milieu, son potentiel de développement dans le milieu et son potentiel de transférabilité à d'autres milieux;
- réalisme : le réalisme du projet s'apprécie au regard de la capacité de l'organisme à le concrétiser tel que conçu, capacité démontrée notamment par l'expérience et les compétences, les ressources humaines, matérielles et budgétaires disponibles, la capacité logistique, l'accès aux ressources et aux collaborations requises.

### **6. ACTIVITÉS ADMISSIBLES**

Les activités admissibles à un soutien financier dans le cadre du programme répondent aux conditions suivantes :

- elles sont en lien direct et évident avec les objectifs spécifiques du programme, tels qu'énoncés à la section 1;
- elles se réaliseront après la signature d'une entente.

### **7. ACTIVITÉS NON ADMISSIBLES**

Les activités suivantes ne sont pas admissibles à un soutien financier dans le cadre du programme :

- les activités liées au fonctionnement ou aux activités régulières des organismes;
- les activités admissibles dans le cadre des autres programmes d'aide financière du Ministère, ou qui relèvent de la mission ou des programmes d'autres ministères ou organismes;
- les études, recherches et publications;
- la production et la diffusion de médias écrits et électroniques;
- les activités visant l'apprentissage ou la pratique du français;
- les activités de nature principalement récréative;
- les activités axées sur la promotion d'us et coutumes, ou des valeurs d'une religion;

- la célébration des fêtes nationales et les commémorations;
- la commandite d'événements récurrents;
- les activités de coopération internationale ou se déroulant à l'extérieur du Québec;
- les activités ayant pour but de réaliser des profits.

## 8. MODALITÉS FINANCIÈRES

L'aide attribuée à un organisme est habituellement consentie pour une période maximale de douze mois.

Cependant, cette aide peut être consentie pour une durée supérieure et pour un maximum de trois années si l'organisme et le projet qu'il entend réaliser répondent aux conditions d'admissibilité du financement pluriannuel telles qu'énoncées à la section 8.

Sous réserve des disponibilités financières, l'aide financière accordée n'est pas supérieure à 75 000 \$ par organisme, par année financière. L'aide attribuée fait l'objet d'un ou plusieurs versements, selon les modalités suivantes :

- aide inférieure ou égale à 10 000 \$ : un ou deux versements;
- aide supérieure à 10 000 \$ : deux versements par période maximale de douze mois.

## 9. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT PLURIANNUEL

L'organisme qui sollicite une aide financière pour la réalisation d'un projet pluriannuel doit répondre aux conditions additionnelles suivantes :

- avoir respecté toutes et chacune des obligations consenties dans la dernière entente signée dans le cadre du programme;
- déposer une demande complète accompagnée d'un calendrier de réalisation et d'un budget détaillé pour chacune des années de réalisation du projet selon le formulaire prescrit.

Sont exclus du financement pluriannuel :

- les projets comportant principalement des activités à caractère ponctuel, (colloque, journée ou fin de semaine thématique et événement divers...).
- les projets d'activités récurrentes sur deux ou trois ans, même si les thématiques abordées ou les clientèles rejointes changent d'une année à l'autre (atelier et café-rencontre...).

## 10. MODALITÉS ADMINISTRATIVES

L'organisme qui obtient une aide financière dans le cadre du programme doit réaliser le projet soumis selon les termes convenus dans une entente signée avec le représentant désigné soit par le Ministère, la conférence régionale des élus ou la municipalité. Une telle entente stipule notamment que :

- l'organisme assure au Ministère, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, une visibilité appropriée selon des modalités approuvées par le représentant du Ministère avant le versement de l'aide financière;
- l'organisme communique au représentant désigné le calendrier et les coordonnées des activités prévues au début du projet puis, s'il y a lieu, au début de chaque année de projet additionnelle;
- l'organisme consent à la visite du projet par le représentant désigné; dans le cas où la contribution fait l'objet de deux versements, le second versement ne peut intervenir qu'après la présentation par l'organisme d'un rapport d'étape sur le formulaire prévu à cette fin;
- l'organisme présente un rapport annuel et d'utilisation de l'aide financière sur le formulaire prescrit ainsi que toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses du projet à la fin de chaque année de projet.



Le représentant désigné peut, en tout temps, mettre fin à une entente annuelle ou pluriannuelle lorsqu'il estime que l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme, ou encore lorsque les résultats de son intervention sont jugés insatisfaisants. Le cas échéant, un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme.

**11. PRÉSENTATION DES DEMANDES**

Les organismes désirant présenter une demande d'aide financière dans le cadre du programme doivent communiquer avec le Service Immigration-Québec (SIQ) couvrant leur territoire.

## **ANNEXE B**

### **Fonds de développement régional**

#### **Cadre normatif**

---

##### **Rappel :**

L'article 21.18 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q. c. M-22.1) institue le Fonds de développement régional (FDR). Ce Fonds est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre une conférence régionale des élus (CRÉ), un ministère ou organisme du gouvernement et, le cas échéant, tout autre partenaire.

Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une CRÉ.

Le Discours sur le budget 2007-2008 accordait une hausse importante aux crédits du FDR et prévoyait un assouplissement aux règles de fonctionnement en permettant notamment de financer des projets impliquant des partenaires privés.

##### **Généralités :**

Le présent cadre normatif vise à permettre le financement à même le FDR des activités suivantes :

- le fonctionnement des CRÉ incluant les activités de concertation régionale;
- les ententes spécifiques;
- toute autre activité exercée par les CRÉ.

##### **Modalités de versement du FDR aux CRÉ :**

Le versement des sommes provenant du FDR par le gouvernement est effectué sous forme d'avance aux CRÉ. Le montant de ces avances et les modalités de versement de ces dernières sont établis dans une entente de gestion conclue entre, soit le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) ou le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale (BCN), selon la région concernée et chacune des CRÉ. Le montant total des versements aux CRÉ est constitué de la nouvelle enveloppe consentie annuellement et du solde non utilisé du FDR.

Des versements d'un montant maximum de 1 M\$ pourront se faire lorsque le solde de l'encaisse du FDR de la CRÉ atteindra moins de 500 000 \$. Toutefois, le montant total des versements d'une année pour une CRÉ ne pourra excéder le budget annuel consenti (incluant le solde des sommes non utilisées de l'année précédente).

Une entente de gestion a été signée avec chaque CRÉ. Elle précise notamment les obligations des parties, les modalités de versement des contributions financières et les mécanismes de reddition de comptes. Il est à noter que les obligations de la CRÉ comprennent également le dépôt du rapport annuel incluant des états financiers vérifiés.

##### **1. Le fonctionnement des CRÉ :**

###### **➤ Organismes admissibles**

Les CRÉ instituées en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions.

➤ Dépenses admissibles

- les traitements et les salaires des employés;
- les charges et avantages sociaux de l'employeur;
- les frais de déplacement et de représentation;
- les coûts d'acquisition de services donnés en sous-traitance;
- les coûts des fournitures de bureau, des services publics, de téléphonie, d'assurances;
- les coûts de location et d'entretien des équipements et des espaces de bureau;
- les coûts d'honoraires professionnels reliés directement aux activités de la CRÉ;
- les dépenses de publicité, de promotion, de publication, contrats à des agences, achat d'articles promotionnels et autres;
- frais d'inscription à des colloques, congrès, cours ou autres activités de formation;
- le financement des dépenses reliées à la réalisation d'études et de travaux de recherche;
- tous autres frais jugés admissibles par le conseil d'administration.

Il est entendu qu'aucune rémunération ne devra être versée aux administrateurs, sauf lorsqu'une entente signée entre le ministre et la CRÉ en convient autrement.

➤ Nature de la contribution

La contribution gouvernementale est versée sous forme de subvention. Le montant affecté annuellement aux dépenses de fonctionnement admissibles ne pourra excéder 60 % du montant de l'enveloppe attribuée à une CRÉ à même le FDR pour l'exercice financier 2008-2009.

**2. Les ententes spécifiques et autre activité exercée par une CRÉ**

➤ Organismes admissibles

- tout organisme légalement constitué et à but non lucratif;
- toute municipalité ou toute municipalité régionale de comté ainsi que les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant d'elles;
- tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs;
- les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif.

➤ Projets admissibles

Les autres activités doivent s'inscrire dans les priorités de développement concertées de la région et avoir un impact sur le développement de la région.

Les interventions prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues à la suite d'un processus de concertation ou de négociation des partenaires impliqués en conformité avec les politiques, stratégies et orientations gouvernementales en vue notamment de prévoir des mesures ayant pour but d'adapter l'action gouvernementale aux particularités de la région en matière de développement régional.

Pour les entreprises privées financées dans le cadre d'une entente spécifique, l'aide est accordée uniquement pour des activités ou projets visant à favoriser la diversification économique des régions dans la production de biens et services à valeurs ajoutées en vue d'améliorer à moyen terme leur économie et la création d'emplois. Le support accordé à même le FDR se limite généralement à des activités ou projets se situant en amont des projets d'investissement d'entreprises tels que les activités de recherche et de développement, la réalisation d'étude et la prospection. Les projets d'investissement d'entreprises peuvent également être appuyés, et ce, uniquement lorsque la politique d'investissement de la CRÉ le prévoit, que l'ensemble des aides des autres programmes gouvernementaux a été épuisé et que l'aide du FDR est essentielle pour la réalisation du projet.

➤ Montant et cumul de l'aide financière

Le montant de l'aide financière accordée aux projets admissibles est déterminé par la CRÉ. Toutefois, le cumul de l'aide gouvernementale, incluant les subventions, prêts, garanties de prêts et prises de participation, ne pourra excéder annuellement 80 % des coûts admissibles de l'ensemble des autres activités et des interventions prévues aux ententes spécifiques. Pour les entreprises privées, l'aide accordée du FDR, dans le cadre des activités ou projets se situant en amont des projets d'investissement, ne pourra excéder annuellement 50 % du coût des dépenses admissibles, le cumul des aides gouvernementales ne pourra excéder 80 % et une contribution d'au moins 20 % du coût des dépenses admissibles est exigée du promoteur ou de l'entreprise. Pour les projets d'investissement, le taux d'aide du FDR ne pourra excéder 20 % du coût du projet avec un cumul d'aide gouvernementale limité à un maximum de 50 %. Par ailleurs, lorsqu'une entente spécifique prévoit la constitution d'un fonds versé à la CRÉ ou à un autre organisme qui permettra de financer des activités ou projets se situant en amont des projets d'investissement ou pour financer des projets d'entreprises, les présentes normes s'appliquent à l'ensemble des sommes ainsi regroupées. Dans le calcul du cumul des aides gouvernementales, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable est considérée à 30 %.

➤ Dépenses admissibles

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une autre activité ou de la réalisation d'une entente spécifique à l'exception :

- des dépenses déjà réalisées et des dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle de dépôt du dossier à la CRÉ;
- des projets ou activités réalisés par des entreprises privées dans les secteurs du commerce de détail, du commerce de gros et de la restauration.

➤ Nature de l'aide financière

L'aide financière consentie sera versée sous forme de subvention.

➤ Versement de l'aide financière

Toutes les ententes spécifiques sont signées par la ministre du MAMR ou le ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale (BCN) selon la région concernée, par un (ou des) autre ministère ou organisme gouvernemental et par la CRÉ.

Les autres activités feront l'objet d'un protocole d'entente entre la CRÉ et le bénéficiaire.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MRNF)**, M. Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, Mme Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)** des Laurentides, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 161, rue de la Gare, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9, représentée par le président, M. Marc Gascon, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration portant le numéro CA-0612-15-187 du 21 décembre 2006 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ci-après désignés les « PARTIES »

ET

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES LAURENTIDES, DE LA RÉGION DE LANAUDIÈRE ET DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE**, monsieur David Whissell, ayant un établissement au 512, rue Principale, Lachute (Québec) J8H 1Y3.

ci-après désigné l'« INTERVENANT »

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

ATTENDU QUE le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en œuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q.c.M-22.1), conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts.

## **1- INTERPRÉTATION**

La présente ENTENTE constitue la seule ENTENTE intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente ENTENTE est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente ENTENTE fait partie intégrante de cette ENTENTE.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente ENTENTE serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente ENTENTE continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'ENTENTE, les termes suivants signifient :

CRRNT : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une CRÉ pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

PRDIRT : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région des Laurentides en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'ENTENTE vise à donner à la CRÉ, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de son mandat pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013 qui sera accompagné des ressources nécessaires.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

### **3.1 ENGAGEMENT DE LA MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE**

Le MRNF s'engage à :

3.1.1 Attribuer à la CRÉ, **pour chaque année d'application** du PROGRAMME, un montant maximal de cinq cent mille dollars (500 000 \$) selon les modalités suivantes :

**Pour la première année d'application du PROGRAMME :**

- 75 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la **signature** de l'ENTENTE, le dépôt du **plan d'action** et son approbation par le MRNF;
- le résiduel de 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février 2009 du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

**Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :**

- 75 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ :
  - du **rapport d'activité final** de l'année précédente et de son approbation par le MRNF si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal de l'année précédente, et
  - du **plan d'action** et de son approbation par le MRNF.
- 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février de chaque année du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant maximal annuel de l'année suivante prévu à l'entente.

3.1.3 Déposer à la CRÉ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT.

3.1.4 Désigner le directeur général régional du MRNF à titre d'interlocuteur auprès de la CRÉ pour soutenir la mise oeuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.

3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.

3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en oeuvre du PRDIRT.

3.1.7 Mettre sur pied le Forum des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en oeuvre des PRDIRT.

3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.

3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, des organismes intéressés et de la population.

3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.

3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones.

3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.



- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat des CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

### **3.2 ENGAGEMENT DE LA CRÉ**

#### **La CRÉ s'engage à :**

- 3.2.1 convenir avec le directeur général régional du MRNF de la région des Laurentides d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente ENTENTE et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature de l'entente spécifique entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'ENTENTE particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, par les budgets complémentaires dédiés à cet effet, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même les budgets prévus à l'ENTENTE, lorsque requise.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même les budgets prévus à l'ENTENTE, lorsque requis.

3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.

3.2.14 Présider les travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.

### **3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

**Le MAMR s'engage à :**

3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'ENTENTE dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'ENTENTE dans le respect de ses mandats et politiques.

3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation.

3.3.4 Assurer la promotion de l'ENTENTE et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

### **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

La présente ENTENTE s'applique à la région des Laurentides.

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente ENTENTE, la CRÉ devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

### **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRÉ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRÉ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'ENTENTE vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'ENTENTE ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'ENTENTE, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'ENTENTE.

## **8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente ENTENTE, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente ENTENTE.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'ENTENTE est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ des Laurentides s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente ENTENTE.

## **9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette ENTENTE sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

## **10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente ENTENTE, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente ENTENTE et elle en fait partie intégrante.

## **11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente ENTENTE, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou documents exigés en vertu de la présente ENTENTE) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

André B. Lemay, directeur général  
Direction générale de Laval-Lanaudière-Laurentides  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
545, boulevard Crémazie Est, 8<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Denise Lachance, directrice régionale  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
161, rue de la Gare, bureau 210  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Roger Hotte, directeur général  
Conférence régionale des élus des Laurentides  
161, rue de la Gare, bureau 205  
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 2B9

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

## **12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente ENTENTE ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## **13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus des Laurentides et avec les intervenants, les détails importants de l'ENTENTE et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'ENTENTE et le territoire d'application;
- Le budget total de l'ENTENTE.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente ENTENTE.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'ENTENTE, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

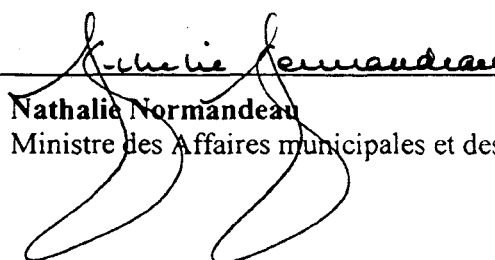
Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'ENTENTE ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'ENTENTE. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

## **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'ENTENTE.

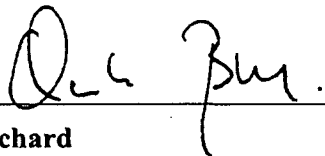
**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides

  
\_\_\_\_\_  
**Nathalie Normandeau**  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

\_\_\_\_\_  
2008-11-05  
Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides



**Claude Bécharde**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

17.12.2008

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides

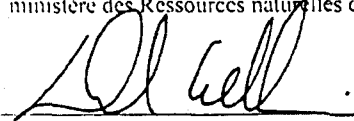


**Marc Gascon**  
Président  
Conférence régionale des élus des Laurentides

12 novembre 2008

Date

ENTENTE SPÉCIFIQUE de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région des Laurentides



David Whissell  
Ministre responsable de la région des  
Laurentides

18 nov. 2008

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est 2007-2009**

**ENTRE**

**LA MINISTRE RESPONSABLE DES AINÉS, madame Marguerite Blais, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MFA** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,**

ci-après désignée le « **MAMR** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS de la Montérégie Est, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 255, boulevard Laurier, bureau 200, à McMasterville, (Québec) représentée par le président, monsieur Arthur Fauteux, dûment autorisé en vertu de résolutions du conseil d'administration R-CA. 06/07-85, le 16 février 2007 et R-CA.07/08-38, le 20 septembre 2007 dont copies sont jointes à la présente,**

ci-après désignée la « **CRÉ** »

ci-après désignées les « **PARTIES** »

**ET INTERVENANT AUX PRÉSENTES :**

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE, monsieur Jean-Marc Fournier, pour et au nom du gouvernement du Québec.**

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

**PRÉAMBULE**

**ATTENDU QUE** la Stratégie d'action en faveur des aînés, adoptée dans le cadre du Budget 2007-2008 par la ministre des Finances, prévoit que le **MFA** pourra utiliser divers leviers d'action afin de mettre en œuvre des objectifs gouvernementaux qui y sont inscrits;

**ATTENDU QU'**un des objectifs de la stratégie consiste à adapter les services et les infrastructures régionales aux besoins des personnes âgées. Pour la réalisation de cet objectif, le programme «**Services et infrastructures régionales**» dispose d'une enveloppe budgétaire de 12,5 M\$ répartie sur 5 ans (2007-2012) et permettra la conclusion d'ententes spécifiques avec les conférences régionales des élus (CRÉ);

**ATTENDU QUE** l'article 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions, lequel prévoit que les Conférences régionales des élus établissent un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de tous les citoyens;

**ATTENDU QUE** l'adoption des stratégies issues du plan quinquennal de développement durable 2006-2011 de la **CRÉ Montérégie Est** visant notamment à répondre aux besoins et réalités spécifiques des personnes âgées, à savoir :

- reconnaître les aspirations des personnes âgées et valoriser les initiatives leur permettant d'occuper une place plus importante dans leur milieu ;
- accroître de façon substantielle la participation des personnes âgées dans tous les secteurs d'intervention du développement régional et local;

**ATTENDU QUE** le conseil d'administration de la **CRÉ Montérégie Est** a convenu d'assurer la mise en œuvre des différents moyens d'action issus de son plan quinquennal de développement durable dans le cadre de la signature de trois ententes spécifiques qui porteront sur le niveau de vie (économie), le mode de vie (social) ainsi que le milieu de vie (environnement), et que les moyens d'action relatifs au dossier Personnes âgées y seront traités d'une façon transversale ;

**ATTENDU QUE** la présente entente s'intègre dans le plan d'action de la **CRÉ** visant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées et que d'autres ententes pourront d'ici 31 mars 2009 compléter ces actions.

**EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :**

**1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet d'adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées de la région de la Montérégie Est par la mise en commun de ressources financières ou autres dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

**2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

**2.1 Les objectifs généraux visés par l'entente sont de :**

- 2.1.1 permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux (municipalités et MRC), régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes âgées à leur communauté;
- 2.1.2 contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des aînés;
- 2.1.3 favoriser la participation sociale des aînés au développement de leur communauté locale et régionale.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

**2.2 Les objectifs spécifiques de l'entente :**

Les objectifs poursuivis dans le cadre de la présente entente répondent aux diverses stratégies et moyens d'action issus du plan quinquennal de développement durable de la **CRÉ**, lequel est axé sur un concept intégrant les trois notions indissociables que sont l'économie (le niveau de vie), le social (le mode de vie) et l'environnement (le milieu de vie), ainsi qu'aux priorités ministérielles :

- 2.2.1 réaliser un inventaire des organismes et des services offerts à la population âgée;
- 2.2.2 tracer un portrait sociodémographique des aînés;
- 2.2.3 tenir des Forums territoriaux à l'échelle des neuf (9) MRC qui composent le territoire de la **CRÉ** afin d'identifier les grandes pistes d'action à mettre en place afin de trouver des solutions aux préoccupations énoncées ;
- 2.2.4 élaborer et assurer la mise en œuvre d'un plan d'action venant en appui aux priorités des aînés de la région ainsi qu'aux stratégies découlant du plan quinquennal de développement durable et aux priorités ministérielles;
- 2.2.5 mettre en place un comité Aînés et développement régional de la Montérégie Est rattaché à la **CRÉ** poursuivant la mission d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées par des interventions régionales adaptées à leurs réalités et besoins spécifiques.
- 2.2.6 doter le comité Aînés et développement régional d'une image de marque intégrée à celle de la **CRÉ** incluant des activités et des outils promotionnels.

**3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

**Engagements généraux**

Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de suivi régional de l'entente. Il sera composé de représentant(e)s de la **CRÉ**, du **MFA** (Direction territoriale) et du **MAMR** (Direction régionale).

Les responsabilités du comité de suivi seront les suivantes :

- 3.1 veiller à la mise en œuvre de l'entente conformément aux normes et programmes applicables et en assurer le suivi;
- 3.2 faire l'analyse, le cas échéant, des projets admissibles à recevoir une contribution financière en vertu de la présente entente et transmettre ses recommandations quant à la sélection des projets à la **CRÉ**;
- 3.3 déterminer les priorités d'intervention;
- 3.4 approuver un cadre d'évaluation de l'atteinte des objectifs de l'entente comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, et contribuer à procéder annuellement à l'évaluation des résultats obtenus en fonction des objectifs initiaux prévus à l'entente;
- 3.5 les parties conviennent de tenir régulièrement une rencontre assurant la mise en œuvre de l'entente, son suivi, son ajustement et son évaluation;
- 3.6 le comité de suivi sera constitué dans les 30 jours suivant la ratification des présentes;
- 3.7 les règles de fonctionnement du comité de suivi feront l'objet d'un accord entre les parties.

#### **4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES**

##### **4.1 Le MFA s'engage à :**

- 4.1.1 verser annuellement à la **CRÉ** un montant maximal de 119 000 \$ à même le programme « **Services et infrastructures régionales** » pour un total de 238 000 \$ pour 2 ans;
- 4.1.2 respecter les modalités de versement qui sont les suivantes :
  - a) à la signature du protocole d'entente par toutes les parties et à chaque date anniversaire de la signature de l'entente, la **CRÉ** recevra un premier versement correspondant à 75 % de la subvention annuelle;
  - b) sur présentation des rapports d'activités et financiers annuels démontrant l'engagement et le paiement des sommes accordées, la **CRÉ** recevra le second versement correspondant à 25 % de la subvention annuelle.
- 4.1.3 faire le suivi de la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de l'entente.

##### **4.2 Le MAMR s'engage à :**

- 4.2.1 favoriser la collaboration et la concertation pour la mise en œuvre de l'entente;
- 4.2.2 assurer l'harmonisation des actions gouvernementales en matière d'amélioration des conditions de vie des aînés;
- 4.2.3 être dépositaire de l'entente;
- 4.2.4 coordonner les actions interministérielles.

##### **4.3 La CRÉ s'engage à :**

- 4.3.1 réserver annuellement un montant de 55 000 \$ à même le Fonds de développement régional (FDR) pour une durée de deux ans pour réaliser le plan d'action présenté en annexe;
- 4.3.2 administrer les sommes d'argent versées par le **MFA** aux fins de la présente entente conformément aux conditions applicables;
- 4.3.3 rendre compte à la ministre responsable des Aînés par le dépôt:
  - d'un rapport annuel décrivant la réalisation des activités prévues à l'entente;
  - d'un rapport financier annuel décrivant l'utilisation conforme de la subvention accordée;
  - d'un rapport synthèse sur les activités réalisées durant les deux années de l'entente, et ce, dans les 90 jours suivant la fin de l'entente;
  - dans les trois premiers mois de la signature de l'entente, d'un plan d'action annuel ou pluriannuel accompagné d'indicateurs de résultats.
- 4.3.5 respecter les conditions suivantes à l'effet que :
  - l'entente spécifique doit définir des actions porteuses de résultats concrets auprès des personnes âgées de même que la contribution des CRÉ à leur réalisation;
  - les sommes investies devraient pouvoir servir de levier et ainsi accroître les partenariats locaux et régionaux;

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

- l'entente spécifique doit permettre à la **CRÉ** d'assumer une responsabilité d'encadrement et de suivi de la mise en œuvre de ces actions;
- la **CRÉ** s'engage à associer des partenaires aînés de son territoire dans la mise en œuvre de l'entente et à convenir avec l'ensemble des organisations représentant les aînés sur son territoire, en 2008-2009, d'une structure de représentation et de concertation pour la Montérégie Est.

Lorsque la **CRÉ** finance des projets à même des fonds provenant du **MFA** dans le cadre de la présente entente, elle doit s'assurer que les organismes qui en bénéficient respectent l'esprit, les orientations et les objectifs de cette entente. La **CRÉ** demeure imputable de l'atteinte des résultats visés par les projets devant être réalisés.

Les ententes qui seront conclues entre la **CRÉ** et les organismes doivent notamment faire état qu'une contribution financière du **MFA**, et le cas échéant des autres parties, a été consentie, des conditions d'octroi de l'aide financière, et des mécanismes de coordination et de suivi périodique des activités qui devront être réalisées dans le cadre de ces ententes.

Les dépenses admissibles à un projet soutenu à même des fonds provenant du **MFA** devront également respecter les paramètres suivants:

- l'aide financière ne pourra servir à payer les ressources humaines et les autres dépenses déjà assumées par la **CRÉ**;
- le niveau des dépenses pour des salaires admissibles devra correspondre à celui habituellement versé par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional;
- les dépenses d'immobilisation sont admissibles en autant qu'elles sont nécessaires à la réalisation du projet;
- l'aide financière accordée à un organisme ne peut servir au financement de sa dette, au remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir, ou pour des dépenses effectuées avant la signature de l'entente pour la réalisation d'un projet.

#### **5. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

#### **6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS**

Contribution		
	2007-2008	2008-2009
<b>MFA</b>	119 000 \$	119 000 \$
<b>CRÉ</b>	55 000 \$	55 000 \$
<b>TOTAL</b>	174 000 \$	174 000 \$

#### **7. TERRITOIRE D'APPLICATION**

L'entente s'applique sur le territoire de la **CRÉ** de la Montérégie Est.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

**8. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2010.

À l'expiration de la présente entente, la **CRÉ** doit rembourser au **MFA** tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

**9. SUIVI ET ÉVALUATION**

Le suivi de l'entente administrative sera réalisé par des rencontres périodiques du comité régional de suivi.

Le comité devra vérifier l'atteinte des résultats obtenus via le cadre d'évaluation de l'entente qui aura été établi.

**10. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les **PARTIES** énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'entente est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalue du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés, mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visés par la présente entente.

**11. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

**12. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

**13. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 10 et aux fins de la présente entente, les **PARTIES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le ou la destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par courriel, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

<b>MFA</b>	Marguerite Blais  Rose-Mary Thonney	Ministre responsable des Aînés  Directrice régionale Ministère de la Famille et des Aînés 201, Place Charles - Le Moyne, bur 6.02 Longueuil, (Québec) J4K 2T5
<b>MAMR</b>	Nathalie Normandeau  Robert Sabourin Directeur	Ministre des Affaires municipales et des Régions  109, rue Saint-Charles, bureau 1.01B Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 2C2 (450) 346-6619 (450) 346-5780 (Télécopieur)
<b>CRÉ</b>	Patrick Sabourin	Directeur général 255, boul. Laurier, bur. 200 McMasterville J3G 0B7 Téléphone : (450) 446-6491 (2405) Télécopieur : (45) 446-1942

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des **PARTIES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **PARTIES**.

**14. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de la **CRÉ** et du **MFA** qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

**15. ANNEXES**

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **PARTIES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

**16. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les **PARTIES** reconnaissent que les ministres peuvent annoncer, conjointement avec la **CRÉ** et avec l'intervenant, les détails importants de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des **PARTIES** et de l'intervenant;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **PARTIES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

Les **PARTIES** s'engagent à assurer la visibilité des **PARTIES** et de l'intervenant, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

Les **PARTIES** acceptent que leurs représentants et l'intervenant participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les **PARTIES** doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

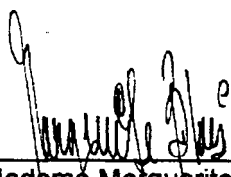
**17. SIGNATURES**

Les **PARTIES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'entente.

**EN FOI DE QUOI**, les **PARTIES** ont signé :



**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des**  
**personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est**  
**2007-2009**

  
\_\_\_\_\_  
Madame Marguerite Blais  
Ministre responsable des Aînés

  
\_\_\_\_\_  
DATE

ENTENTE SPÉCIFIQUE

Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est  
2007-2009

  
Madame Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008-03-31  
DATE

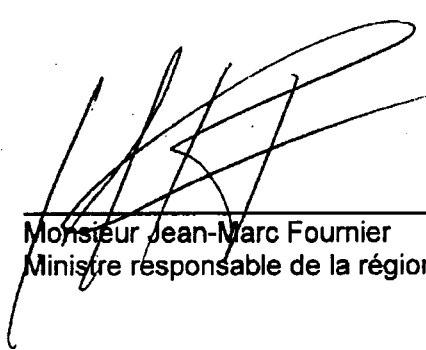
ENTENTE SPÉCIFIQUE  
Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est  
2007-2009

  
Monsieur Arthur Fauteux  
Président  
CRÉ Montérégie Est

16 mai 2008  
DATE

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

**Adaptation des services et infrastructures régionales pour l'amélioration des conditions de vie des  
personnes âgées sur le territoire de la Montérégie Est  
2007-2009**

  
\_\_\_\_\_  
Monsieur Jean-Marc Fournier  
Ministre responsable de la région de la Montérégie

23/04/08  
\_\_\_\_\_  
DATE

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

**LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE (MRNF)**, M. Claude Béchar, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné le « MRNF »

ET

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, Mme Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée le « MAMR »

ET

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS (CRÉ)** de Montérégie Est, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22.1), ayant son siège au 255, boulevard Laurier, bureau 200, McMasterville (Québec) J3G 0B7, représentée par le président, M. Arthur Fauteux, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil d'administration R-CA.06/07-34 du 20 octobre 2006 dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « CRÉ »

ci-après désignés « les PARTIES »

Intervenant aux présentes :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE**, M. Jean-Marc Fournier, ayant un établissement au 166, boulevard Industriel, bureau 110, Châteauguay (Québec) J6J4Z2.

## **PRÉAMBULE**

ATTENDU QUE tel que le prévoit son projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale, le gouvernement entend valoriser l'autonomie locale et régionale pour répondre à la volonté des communautés et des régions de prendre en main leur développement;

ATTENDU QUE le 12 octobre 2005, le gouvernement prenait le décret n° 929-2005 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier;

ATTENDU QUE le 17 mai 2006, le gouvernement prenait le décret n° 415-2006 concernant l'approbation du Programme relatif à l'implantation des commissions régionales sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT) ainsi qu'à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement intégré des ressources et du territoire en remplacement du décret n° 929-2005;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite aux réflexions tenues par le biais d'ententes convenues dans le cadre de ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 2008, afin de débiter la mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du MRNF;

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

ATTENDU QUE le 5 mars 2008, le gouvernement prenait le décret n° 179-2008 concernant l'approbation du Programme de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, ci-appelé le PROGRAMME;

ATTENDU QU'il y a lieu d'indiquer, dans le cadre du PROGRAMME, les grandes orientations pour amorcer cette approche, notamment au niveau du fonctionnement des CRRNT, de la préparation du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) réalisé par la CRRNT et de la mise en œuvre de ce PRDIRT;

ATTENDU QUE l'article 17.5.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions indique que le ministère a pour mission de soutenir le développement régional en favorisant notamment la coordination et la concertation des différents acteurs de ce développement dans une perspective de prise en charge de ce développement par les collectivités locales et régionales dans le cadre d'un partenariat entre elles et l'État;

ATTENDU QUE les conférences régionales des élus peuvent à cette fin, en vertu du quatrième alinéa de l'article 21.7 de cette loi, conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales;

ATTENDU QUE en vertu de l'article 21.12 de cette même loi, les conférences régionales des élus administrent les sommes qui leur sont confiées par le gouvernement dans le cadre d'une entente conclue pour l'exécution de tout projet de développement régional relevant de la compétence du ministre signataire de l'entente;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2), permet au ministre d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes pour la conservation, la mise en valeur, l'exploitation et la transformation au Québec des ressources hydrauliques, minérales, énergétiques et forestières sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE le paragraphe 3 de l'article 12.1 de cette loi permet au ministre d'assumer un rôle de concertation et de coordination en matière de gestion de la faune et de son habitat avec les partenaires des milieux intéressés;

ATTENDU QUE le paragraphe 6 de cet article permet au ministre de favoriser l'aménagement, la conservation et la mise en valeur des terres du domaine de l'État;

ATTENDU QUE l'article 17.13 de cette loi permet au ministre, avec l'approbation du gouvernement, d'élaborer des programmes propres à mettre en valeur les terres du domaine de l'État qui sont sous son autorité ou les ressources forestières du domaine de l'État afin de favoriser le développement régional ou de mettre en œuvre toute autre politique gouvernementale;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 17.14 de cette loi permet au ministre, aux fins de ces programmes, en plus d'exercer à l'égard d'une forêt du domaine de l'État visée par un programme tous les pouvoirs qui lui sont dévolus par la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), d'appliquer toute mesure qu'il estime nécessaire pour favoriser l'aménagement durable des forêts;

ATTENDU QUE les travaux de la commission relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre du PRDIRT peuvent concerner les terres de tenures privées, tant sur les aspects forestier, faunique, énergétique, minier ou récréotouristique.

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

## **1- INTERPRÉTATION**

La présente ENTENTE constitue la seule ENTENTE intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente ENTENTE est réputée nulle et sans effet. Le préambule mentionné à la présente ENTENTE fait partie intégrante de cette ENTENTE.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente ENTENTE serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire suite à une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente ENTENTE continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

Pour une compréhension globale des engagements respectifs de chacune des parties à l'ENTENTE, les termes suivants signifient :

**CRRNT** : Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire, comité créé par une CRÉ pour réaliser principalement un PRDIRT et autre mandat confié par le MRNF;

**PRDIRT** : Plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire de la région concernée, couvrant minimalement les domaines de la faune, du territoire et de la forêt mais pouvant aussi couvrir les domaines de l'énergie et des mines.

## **2- OBJET DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la mise en œuvre du PROGRAMME, pour la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique du territoire de la CRÉ Montérégie Est en matière de forêt, faune, territoire, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.

Plus spécifiquement, au cours des cinq prochaines années, l'ENTENTE vise à donner à la CRÉ, en collaboration avec les partenaires du milieu, dont les communautés autochtones, s'il y a lieu, les pouvoirs et les ressources financières requis pour concrétiser les activités suivantes :

- 2.1 Assurer le fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de son mandat pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 2.2 Permettre à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 2.3 Permettre à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 2.4 Permettre à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité, qui sera accompagné des ressources nécessaires, confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, s'il y a lieu, d'ici le 31 mars 2013.

**Le MRNF s'engage à :**

- 3.1.1 Attribuer à la CRÉ, pour chaque année d'application du PROGRAMME, un montant maximal de trois cent mille dollars (300 000 \$) selon les modalités suivantes :

**Pour la première année d'application du PROGRAMME :**

## ENTENTE SPÉCIFIQUE

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

- 75 % du montant maximal annuel dans les 30 jours suivant la **signature** de l'Entente, le dépôt du **plan d'action** et son approbation par le MRNF;
- le résiduel de 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février 2009 du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.

Pour les années subséquentes d'application du PROGRAMME :

- 75 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ :
    - du **rapport d'activité final** de l'année précédente et de son approbation par le MRNF si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal de l'année précédente, et
    - du **plan d'action** et de son approbation par le MRNF.
  - 25 % du montant maximal annuel à la suite du dépôt par la CRÉ au plus tard le 28 février de chaque année du **rapport d'activité préliminaire** et de son approbation par le MRNF, si les conclusions de ce rapport justifient les dépenses du montant maximal.
- 3.1.2 Malgré l'attribution d'un montant maximal annuel, tout montant résiduel n'ayant pas été attribué par le MRNF pour une année pourra s'ajouter au montant maximal annuel de l'année suivante prévu à l'entente.
- 3.1.3 Déposer à la CRÉ les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT.
- 3.1.4 Désigner les directeurs généraux régionaux du MRNF à titre d'interlocuteurs auprès de la CRÉ pour soutenir la mise en œuvre du PROGRAMME selon des modalités convenues régionalement.
- 3.1.5 Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT et le fonctionnement de la CRRNT.
- 3.1.6 Déposer un avis sur le PRDIRT et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.1.7 Mettre sur pied le Forum provincial des Commissions pour coordonner le déploiement des CRRNT ainsi que la réalisation de leurs activités dont la préparation et la mise en œuvre des PRDIRT.
- 3.1.8 Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRÉ qui précisera notamment des activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers. Convenir annuellement des éléments du plan d'action de la CRRNT relatif à l'ENTENTE.
- 3.1.9 Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des communautés autochtones, s'il y a lieu, des organismes intéressés et de la population.
- 3.1.10 Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion.
- 3.1.11 Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités prévues au Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones, s'il y a lieu.
- 3.1.12 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente.



## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

- 3.1.13 Mettre en place une approche de coopération en réseau de l'information géographique nécessaire à l'accomplissement du mandat de la CRRNT. Cette approche fera l'objet d'une entente particulière qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique.

### **3.2 ENGAGEMENT DE LA CRÉ**

**La CRÉ s'engage à :**

Prendre entente ou à obtenir l'accord des propriétaires privés concernés par l'application de la présente ENTENTE.

- 3.2.1 Convenir annuellement avec le directeur général régional du MRNF de la région de la Montérégie d'un plan d'action annuel établissant la répartition de l'aide financière dans les activités définies aux clauses 2.1, 2.2, 2.3 et 2.4 de la présente ENTENTE et décrivant les activités à réaliser dans l'année, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers.
- 3.2.2 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement du fonctionnement administratif de la CRRNT requis à la réalisation de ses mandats pour la période débutant à la signature de l'ENTENTE entre la CRÉ, le MRNF et le MAMR et se terminant le 31 mars 2013.
- 3.2.3 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser, en vertu des dispositions d'un cadre de référence produit par le MRNF, le PRDIRT, d'ici le 31 décembre 2010.
- 3.2.4 Respecter les modalités d'accès et d'utilisation de l'information géographique fournie par le MRNF pour l'accomplissement du mandat de la CRRNT, suivant l'entente particulière mentionnée à l'article 3.1.13.
- 3.2.5 Déposer pour avis, au MRNF, copie du PRDIRT et entreprendre les négociations devant mener, le cas échéant, à une entente de mise en œuvre du PRDIRT.
- 3.2.6 Assurer, à même le budget de la présente ENTENTE, le financement permettant à la CRRNT de réaliser des activités pour atteindre les objectifs inscrits au PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.7 Assurer, à même les budgets complémentaires dédiés à cet effet, le financement permettant à la CRRNT de réaliser tout autre mandat ou responsabilité confié par le MRNF, la CRÉ ou les communautés autochtones, s'il y a lieu, d'ici le 31 mars 2013.
- 3.2.8 S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées à la CRRNT et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME.
- 3.2.9 S'assurer, dans la préparation du PRDIRT par la CRRNT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF.
- 3.2.10 Susciter des partenariats avec les communautés autochtones et permettre à la CRRNT de travailler de concert avec les communautés autochtones qui auront convenu, avec la CRÉ, d'une entente de partenariat en leur accordant une aide financière puisée à même leur budget, lorsque requise, s'il y a lieu.
- 3.2.11 Faire état dans le plan d'action annuel des mesures et des actions prévues par la CRRNT pour prendre en considération les intérêts des communautés autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre des PRDIRT, s'il y a lieu.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

- 3.2.12 Mettre sur pied un ou des Forums régionaux pour associer à leurs travaux les principaux agents régionaux représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et accorder une aide financière suffisante, puisée à même le budget de l'ENTENTE, lorsque requis.
- 3.2.13 Rendre compte au directeur général régional du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux incluant ceux de la CRRNT. Cette reddition de comptes comprendra notamment un rapport annuel déposé au plus tard le 28 février de chaque année, et portant sur la concrétisation du plan d'action annuel incluant la description des activités réalisées par la CRÉ et la CRRNT et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières.
- 3.2.14 Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.

### **3.3 ENGAGEMENTS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**

Le MAMR s'engage à :

- 3.3.1 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'ENTENTE dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.
- 3.3.2 Contribuer à la réalisation de l'objet de l'ENTENTE dans le respect de ses mandats et politiques.
- 3.3.3 Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE.
- 3.3.4 Assurer la promotion de l'ENTENTE et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale (CAR).

### **4. MODALITÉ PARTICULIÈRE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

### **5. TERRITOIRE D'APPLICATION**

- L'ENTENTE s'applique sur le territoire de la CRÉ de la Montérégie Est comprenant les :
- MRC de Brome-Missisquoi
- MRC de la Haute-Yamaska
- MRC de la Vallée-du-Richelieu
- MRC de Lajemmerais
- MRC du Bas-Richelieu
- MRC du Haut-Richelieu
- MRC des Maskoutains
- MRC de Rouville
- MRC d'ACTION

### **6. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente ENTENTE entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

À l'expiration de la présente ENTENTE, la CRÉ devra rembourser au MRNF tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

### **7. SUIVI ET ÉVALUATION**

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de l'ENTENTE, les parties conviennent de constituer un comité de suivi et d'évaluation qui sera présidé par la CRÉ. Ce comité sera formé d'un représentant du MRNF, du MAMR, et de la CRÉ. Le comité pourra s'adjoindre les personnes-ressources nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Ces personnes-ressources n'auront pas le droit de vote.

Le comité de suivi de l'ENTENTE vérifie à chaque année si les objectifs prévus dans l'entente ont été atteints. Pour ce faire, il établit un cadre d'évaluation comprenant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs lui permettant de vérifier l'atteinte de ces objectifs. Il fait la recommandation appropriée aux parties pour l'année qui suit.

À la fin de l'ENTENTE, le comité fait un bilan global quant à l'atteinte des objectifs de l'entente.

### **8. RÉSILIATION**

Si l'une des parties est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente ENTENTE, les autres parties se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente ENTENTE.

Pour ce faire, la partie qui veut se prévaloir du droit à la résiliation doit transmettre par courrier recommandé un avis de résiliation écrit à toutes les parties, énonçant le motif de résiliation. La partie défaillante aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis, pour y remédier, à défaut de quoi l'ENTENTE est résiliée de plein droit à l'égard de la partie qui se prévaut de son droit à la résiliation.

Advenant la résiliation, la CRÉ Montérégie Est s'engage à rembourser à la partie qui s'est prévalu du droit à la résiliation tout solde sur les montants qu'elle a versés mais non encore dépensés. Ce solde doit être remboursé à la partie concernée dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente ENTENTE.

### **9. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de cette ENTENTE sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (Loi sur le ministère des Finances, L.R.Q., c. M-24.01).

### **10. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente ENTENTE, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux partenaires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la présente ENTENTE et elle en fait partie intégrante.

### **11. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de l'article 8 et aux fins de la présente ENTENTE, les parties conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandations ou documents exigés en vertu de la présente ENTENTE) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à

## **ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

André B. Lemay, directeur général par intérim  
Direction générale de l'Estrie-Montréal-Montérégie  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune  
545, boulevard Crémazie Est, 8<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2M 2V1

Robert Sabourin, directeur régional  
Ministère des Affaires municipales et des Régions  
109, rue Saint-Charles, bureau 1.01B  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 2C2

Patrick Sabourin, directeur général  
CRÉ Montérégie Est  
255, boulevard Laurier, bureau 200  
McMasterville (Québec) J3G 0B7

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

### **12. CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente ENTENTE ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable de toutes les parties, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

### **13. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Les parties reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est et avec les intervenants, les détails importants de l'ENTENTE et son financement, notamment :

- Le nom des parties et intervenants;
- Le montant des engagements financiers;
- L'objet de l'ENTENTE et le territoire d'application;
- Le budget total de l'ENTENTE.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente ENTENTE.

Les parties s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants, lors de toute activité de communication relative à l'ENTENTE, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'ENTENTE ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'ENTENTE. À cet égard, les parties et les intervenants doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

### **14. SIGNATURES**

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de l'ENTENTE.

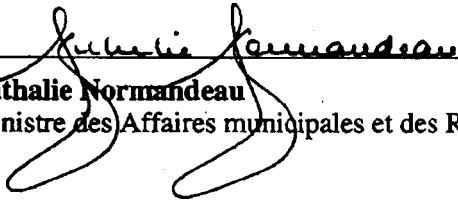
**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé :

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**

de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

  
**Nathalie Normandeau**  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

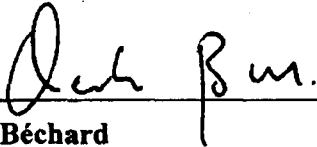
2008-12-11

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est



**Claude Bécharde**  
Ministre des Ressources naturelles et de la Faune

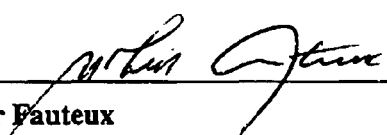
16-12-2008

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

  
\_\_\_\_\_  
**Arthur Fauteux**  
Président  
Conférence régionale des élus de la Montérégie  
Est

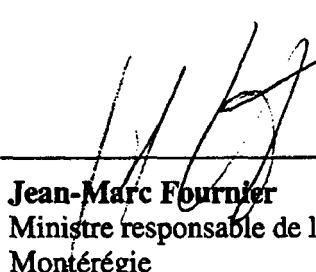
28-11-18

Date

**ENTENTE SPÉCIFIQUE**  
de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du ministère des  
Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est

---

**ENTENTE SPÉCIFIQUE** de mise en œuvre de l'approche intégrée et régionalisée du  
ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région de la Montérégie Est



---

**Jean-Marc Fournier**  
Ministre responsable de la région de la  
Montérégie

24-11-2008

Date



**ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION  
POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL  
2008-2011**

**ENTRE**

**LA MINISTRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES**, madame Yolande James, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée la « **MICC** »

**ET**

**LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS**, madame Nathalie Normandeau, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée la « **MAMR** »

**ET**

**LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**, monsieur Sam Hamad, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « **Emploi-Québec** »

**ET**

**LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT**, madame Michelle Courchesne, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désignée la « **MELS** »

**ET**

**LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL**, personne morale instituée par la Loi sur le ministère des Affaires municipales et des Régions (L.R.Q., c. M-22-1.), dont le siège est au 100, Place Charles-LeMoine, Longueuil (Québec) J4K 2T4, représentée par madame Nicole Lafontaine, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité exécutif (CE 2007-0321) et dont copie est jointe à la présente,

ci-après désignée la « **CRÉ** »

**ET**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LONGUEUIL**, personne morale incorporée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), ayant son siège au 204, boulevard de Montarville, bureau 120, Boucherville (Québec), J4B 6S2, représenté par monsieur Jacques Spencer, président-directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution du comité exécutif (CE 050504-04) et dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné « **DEL** ».

ci-après désignés « **les PARTIES** ».

Et intervenant à la présente entente :

**LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA MONTÉRÉGIE**, monsieur Jean-Marc Fournier, pour et au nom du gouvernement du Québec,

**LE FORUM JEUNESSE LONGUEUIL**, représenté par madame Catherine Pache-Hébert, présidente, dûment autorisée en vertu d'une résolution du comité exécutif de la CRÉ de Longueuil (CE 080227-036) et dont copie est jointe à la présente,

ci-après désigné le « **FJLONGUEUIL** »

**LE CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA MONTÉRÉGIE**, légalement constitué en vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), représenté aux fins de la présente entente par monsieur Jean-Claude Lecompte, président, dûment autorisé en vertu d'une résolution du conseil (07-CR-350) le 19 décembre 2007 et dont copie est jointe à la présente entente,

ci-après désigné le « **CRPMT** »

**ET**

**LES ORGANISMES MEMBRES DE LA TABLE D'ÉDUCATION INTERORDRES DE LA MONTÉRÉGIE** soit les commissions scolaires des Grandes-Seigneuries, des Hautes-Rivières, Marie-Victorin, New Frontiers, des Patriotes, Riverside, de Saint-Hyacinthe, de Sorel-Tracy, des Trois-Lacs, du Val-des-Cerfs, de la Vallée-des-Tisserands; les collèges Champlain, Édouard-Montpetit, de Granby-Haute-Yamaska, de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, de Sorel-Tracy, de Valleyfield; l'Institut de technologie agricole et les conférences régionales des élus de Longueuil, Montérégie Est, Vallée-du-Haut-Saint-Laurent ici représentés aux fins des présentes par monsieur Denis Roy et madame Diane Schetagne, co-présidents de la TABLE et dûment autorisés lors de la réunion du 5 octobre 2007 dont copie de l'extrait du compte-rendu de la réunion est jointe à la présente entente;

ci-après désignée « **les membres de la TABLE** »

L'ensemble des **PARTIES** et des **INTERVENANTS** étant désignés ci-après les « **SIGNATAIRES** ».

## PRÉAMBULE

**ATTENDU QUE** l'agglomération de Longueuil se situait, lors du recensement de 2001, au troisième rang en terme d'importance de sa population immigrée après Montréal et Laval. La population de l'agglomération de Longueuil était alors de 368 220 habitants, soit 5,2 % de la population québécoise et la population immigrée était de 44 135 habitants, soit 6,2 % de la population immigrée du Québec;

**ATTENDU QUE** la **MICC** est responsable de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs* visant à favoriser la prise en compte de l'immigration comme enjeu de développement par l'établissement de plans d'action régionaux adaptés aux spécificités régionales;

**ATTENDU QUE** le plan d'action régional de l'agglomération de Longueuil se veut une appropriation locale du Plan d'action gouvernemental, dont il reprend les axes et les grands objectifs, les traduisant en mesures concrètes impliquant les différents acteurs locaux concernés par l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes;

**ATTENDU QU'Emploi-Québec** est lié par l'entente interministérielle conclue au printemps 2004 entre la **MICC** et la **MESS** pour favoriser l'intégration au marché du travail des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles, ainsi que par l'entente complémentaire conclue à l'échelle régionale le 6 juillet 2006;

**ATTENDU QUE** le **CRPMT** a notamment pour rôle d'identifier des dossiers susceptibles de faire l'objet par **Emploi-Québec** d'ententes spécifiques régionales en matière de main-d'œuvre et d'emploi auprès des conférences régionales des élus et de promouvoir auprès de celles-ci la prise en compte des stratégies et objectifs en matière de main-d'œuvre et d'emploi qu'il a déterminés;

**ATTENDU QUE** la **MELS** est associée à la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs* et qu'elle s'est dotée d'une Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle ainsi que d'un plan d'action et que des mesures s'y rattachant ont été retenues dans son plan stratégique;

**ATTENDU QUE** les membres de la **TABLE** ont identifié comme un enjeu et une priorité, le développement du potentiel d'attraction et d'intégration du réseau d'éducation auprès de la clientèle immigrante et comme un défi à relever, l'intégration des immigrants en emploi et l'accélération du processus de reconnaissance des acquis et des compétences;

**ATTENDU QUE DEL** a pour mission d'accroître la richesse collective et de renforcer le rôle ainsi que l'importance économique de l'agglomération de Longueuil dans la grande région de Montréal par le maintien, le développement et l'attraction d'entreprises et par la création d'emplois de qualité;

**ATTENDU QUE** l'agglomération de Longueuil avait près de 12 000 postes à combler en 2005-2006 et que les difficultés de recrutement dans les entreprises étaient principalement dues au manque de candidats ayant l'expérience recherchée, aux conditions de travail difficiles ou non concurrentielles et au manque de candidats ayant les compétences spécifiques recherchées;

**ATTENDU QUE** le **FJLONGUEUIL** a comme priorité de diminuer l'exclusion sociale des jeunes de 12 à 35 ans, plus particulièrement ceux des communautés culturelles, et favoriser leur intégration;

**ATTENDU QUE** le Plan quinquennal de développement régional 2007-2012, adopté par la **CRÉ**, compte notamment parmi ses priorités, de favoriser l'implantation de mesures qui facilitent l'intégration des personnes immigrantes et issues des communautés culturelle ainsi que le développement de relations interculturelles harmonieuses;

**ATTENDU QUE** les participants au *Forum des générations* ont convenu d'accélérer la signature d'ententes de régionalisation en matière d'immigration;

**ATTENDU QUE** les **PARTIES** désirent consolider la collaboration déjà établie entre elles et souhaitent la poursuivre, tout en l'élargissant à de nouveaux partenaires, en vue de favoriser l'immigration et l'intégration des nouveaux arrivants sur le territoire de la **CRÉ**.

**EN CONSÉQUENCE**, les **PARTIES** conviennent de ce qui suit :

## **1. OBJET DE L'ENTENTE**

La présente entente a pour objet de définir les modalités de participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à favoriser l'intégration socioéconomique et professionnelle des personnes immigrantes, leur rétention sur le territoire de la **CRÉ** et le développement de relations interculturelles harmonieuses dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

## **2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE**

Les parties s'entendent pour mettre en œuvre des actions qui répondront aux objectifs suivants :

- 2.1 faciliter l'accès des entreprises au bassin de main-d'œuvre des travailleurs issus de l'immigration et des communautés culturelles;
- 2.2 soutenir les entreprises dans l'embauche et l'intégration de travailleurs issus de l'immigration et des communautés culturelles;
- 2.3 soutenir les mesures ciblant la reconnaissance des acquis et des compétences et l'offre de formation manquante afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle immigrante visée par une démarche d'intégration à l'emploi;
- 2.4 faire connaître davantage aux personnes immigrantes et issues des communautés culturelles les services offerts sur le territoire en matière d'intégration socioéconomique et professionnelle;
- 2.5 favoriser l'attraction et la rétention des étudiants internationaux et des travailleurs temporaires en tenant compte du contexte métropolitain;
- 2.6 favoriser la participation des personnes immigrantes en vue d'améliorer leur connaissance de la société québécoise et de contrer l'isolement;
- 2.7 favoriser le rapprochement interculturel des personnes immigrantes et issues des communautés culturelles;
- 2.8 encourager les femmes et les jeunes issus de l'immigration et des communautés culturelles à participer au fonctionnement des organismes du milieu, notamment au niveau des instances décisionnelles;
- 2.9 appuyer des stratégies de lutte à la discrimination et au racisme.

## **3. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

**LES PARTIES** s'engagent à :

- 3.1 mettre en place un comité de gestion de la présente entente composé respectivement d'un représentant de la **MICC**, de la **MAMR**, d'**Emploi-Québec**, de la **MELS**, du **FJLONGUEUIL**, de **DEL** et de la **CRÉ**. La coordination du comité est assurée par la **CRÉ**.

Le comité peut, au besoin, s'adjoindre toute autre personne jugée utile à la réalisation de ses travaux.

- 3.2 confier au comité de gestion les mandats suivants :
  - 3.2.1 superviser la mise en œuvre de la présente entente;
  - 3.2.2 assurer le suivi financier et administratif de la présente entente;
  - 3.2.3 élaborer, dans un délai de 60 jours après la signature de la présente entente, un plan de travail pour la durée de l'entente lequel doit être révisé annuellement, ainsi qu'un cadre d'évaluation de l'entente comprenant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs de mesure de l'atteinte des objectifs mis à jour annuellement;

- 3.2.4 mobiliser les signataires et d'autres partenaires éventuels autour des objectifs de la présente entente;
  - 3.2.5 permettre une meilleure articulation des différents services destinés aux personnes immigrantes et à celles issues de communautés culturelles et proposer des pistes d'amélioration à cet effet aux organisations visées qui sont déjà actives sur le territoire;
  - 3.2.6 analyser la pertinence des projets identifiés et, le cas échéant, recommander aux parties les sommes qu'elles jugent nécessaires au financement des projets et actions convenus;
  - 3.2.7 convenir des modalités relatives à la signature de protocoles pour le financement de projets ou activités;
  - 3.2.8 déposer aux signataires un état de situation à la mi-année de chaque année de la présente entente, lequel portera sur l'avancement des travaux du comité de gestion, les projets issus de la présente entente et l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
  - 3.2.9 déposer aux signataires, en fin d'année financière, un rapport annuel pour chacune des deux premières années de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
  - 3.2.10 déposer aux signataires un rapport final, un mois suivant la date de fin de la présente entente, portant sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente;
  - 3.2.11 s'assurer du respect des modalités et obligations prévues à la présente entente;
  - 3.2.12 s'adjoindre, au besoin, d'autres partenaires interpellés dans la mise en œuvre et la réalisation de certaines des actions prévues au plan de travail annuel;
  - 3.2.13 constituer, au besoin, des sous-comités de travail pour la réalisation d'objectifs particuliers liés à la présente entente et y participer le cas échéant.
- 3.3 participer à l'identification de projets ou faire émerger des projets susceptibles de contribuer aux objectifs de la présente entente et au plan de travail adopté.

#### **4. ENGAGEMENTS DE LA MICC**

La MICC s'engage à :

- 4.1 mettre à la disposition de la CRÉ une enveloppe maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$) sur trois ans, soit une enveloppe de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) par année conformément aux modalités d'application présentées à la clause 13 de la présente entente;
- 4.2 verser à la CRÉ la contribution financière annuelle selon les modalités suivantes :

*Pour la première année de la présente entente :*

- 4.2.1 un premier versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximum de 75 000 \$ dans les trente jours suivant la signature de la présente entente;
- 4.2.2 un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle, soit un montant maximum de 75 000 \$ dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 3.2.8 de la présente entente.

**Pour la deuxième année de la présente entente :**

- 4.2.3 un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours de l'acceptation par la **MICC** du rapport annuel de la première année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente;
- 4.2.4 un deuxième versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 3.2.8 de la présente entente.

**Pour la troisième année de la présente entente :**

- 4.2.5 un premier versement de 50 % de la contribution annuelle dans les trente jours de l'acceptation par la **MICC** du rapport annuel de la deuxième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente;
- 4.2.6 un deuxième versement de 40 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant le dépôt de l'état de situation à la mi-année prévu à la clause 3.2.8 de la présente entente;
- 4.2.7 un troisième versement de 10 % de la contribution annuelle dans les trente jours suivant l'acceptation par la **MICC** du rapport final prévu à la clause 3.2.10 de la présente entente.

**5. ENGAGEMENTS DE LA MAMR**

La MAMR s'engage à :

- 5.1 assurer la collaboration des signataires dans la réalisation de la présente entente;
- 5.2 informer la Conférence administrative régionale de la Montérégie des travaux en lien avec la mise en œuvre et le suivi de la présente entente;
- 5.3 assurer l'arrimage avec des projets métropolitains, notamment l'attraction et la rétention des étudiants étrangers, et participer à la mise sur pied de projets en ce sens le cas échéant.

**6. ENGAGEMENTS D'EMPLOI-QUÉBEC**

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- 6.1 sous réserve de ses disponibilités budgétaires et dans le respect de ses politiques, mesures, programmes et services, participer aux projets qui seront retenus dans le cadre de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci constituent des ajouts pertinents à l'offre de service existante. Emploi-Québec s'engage à y consacrer, pour chaque année de la durée de l'entente, une somme qui pourra être inférieure ou supérieure à vingt-cinq mille dollars (25 000 \$), en autant que le total pour la durée de l'entente soit au minimum de soixante-quinze mille dollars (75 000 \$), conformément aux modalités d'application de la présente entente formulées à la clause 13. Le cas échéant, Emploi-Québec signera directement avec les promoteurs et leur versera les sommes correspondant aux décisions qu'il aura prises à cet égard;
- 6.2 poursuivre sa participation à la mise en œuvre du plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, convenu par le comité des partenaires en immigration duquel il fait partie;
- 6.3 dispenser des services correspondant à sa mission aux personnes immigrantes, via ses centres locaux d'emploi, sous réserve, comme pour l'ensemble des autres clientèles desservies, de ses disponibilités budgétaires.

## 7. ENGAGEMENTS DE LA MELS

La MELS s'engage à :

- 7.1 collaborer à la mise en œuvre et au suivi de la présente entente;
- 7.2 collaborer avec les membres de la **TABLE** dans le cadre de leurs travaux afin d'accorder une attention particulière à la clientèle immigrante et à celle issue de communautés culturelles, notamment dans le développement de projets de reconnaissance des acquis répondant aux besoins de ces clientèles.

## 8. ENGAGEMENTS DES MEMBRES DE LA TABLE

Les membres de la **TABLE** s'engagent à :

- 8.1 accorder une attention particulière à la clientèle immigrante et à celle issue de communautés culturelles dans le cadre de leurs travaux, notamment en développant des projets de reconnaissance des acquis répondant aux besoins de ces clientèles;
- 8.2 poursuivre leur engagement de mettre en œuvre des stratégies concertées visant à attirer davantage de clientèles immigrantes et de clientèles issues des communautés culturelles dans les établissements et à faciliter leur intégration.

## 9. ENGAGEMENTS DE LA CRÉ

La CRÉ s'engage à :

- 9.1 contribuer à la mise en œuvre de la présente entente à raison de :
  - quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$), répartis à parts égales sur trois ans, provenant du Fonds de développement régional (FDR) conformément aux modalités d'application de la présente entente formulées à la clause 13;
  - cent mille dollars (100 000 \$), provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) conformément aux modalités d'application de la présente entente formulées à la clause 13;
- 9.2 recevoir les recommandations du **FJLONGUEUIL** concernant le choix des projets ou activités, ciblant les jeunes âgés entre 12 et 35 ans, devant être financés dans le cadre de la présente entente. Les projets ou activités retenus par la **CRÉ** feront l'objet d'une entente entre cette dernière et le promoteur desdits projets ou activités;
- 9.3 administrer les sommes versées par la **MICC**, conformément aux cadres normatifs du Programme régional d'intégration (PRI) et du Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) joints en annexe A de la présente entente, tels qu'ils se lisent au moment où ils s'appliquent;
- 9.4 être un interlocuteur et un collaborateur privilégié auprès de la **MICC** pour la région;
- 9.5 agir à titre de gestionnaire de la présente entente et, pour ce faire, coordonner et soutenir le comité de gestion établi conformément à la clause 3.1 de la présente entente, notamment pour la production des rapports prévus aux clauses 3.2.8, 3.2.9 et 3.2.10;
- 9.6 assurer la participation d'un représentant du **FJLONGUEUIL** au comité de gestion de la présente entente;
- 9.7 mettre à la disposition du comité de gestion de la présente entente toutes les analyses et les recherches disponibles à la **CRÉ** et nécessaires à la réalisation des objectifs de la présente entente;
- 9.8 produire, à la satisfaction des signataires, l'ensemble des rapports sur la réalisation de la présente entente et un rapport financier portant sur l'utilisation

des sommes allouées dans le cadre de la présente, selon les indications fournies par les signataires;

- 9.9 conserver, pour fins de vérification, les comptes ou factures accompagnés des pièces justificatives reliées aux activités et projets de la présente entente;
- 9.10 tenir les livres et les registres appropriés de toutes les opérations relatives aux engagements et paiements effectués dans le cadre de la présente entente;
- 9.11 fournir, selon la forme et les modalités exigées, tout document et renseignement que la **MICC**, la **MAMR**, la **MELS**, **Emploi-Québec**, le **FJLONGUEUIL** ou **DEL**, jugent utile d'obtenir dans le cadre de l'application de la présente entente;
- 9.12 respecter les règles qui régissent son statut corporatif et utiliser les règles d'une saine gestion démocratique.

#### 10. ENGAGEMENT DE DEL

DEL s'engage à :

- 10.1 sous réserve des disponibilités budgétaires et dans le respect de ses politiques, ses priorités et son plan d'action, à participer aux projets qui auront été recommandés par le comité de gestion de la présente entente, dans la mesure où ceux-ci répondent aux besoins des entreprises et constituent des atouts pertinents à l'offre de service existante. **DEL** signera directement avec les promoteurs et leur versera les sommes correspondant aux décisions qu'il aura prises à cet égard.

#### 11. ENGAGEMENTS DU CRPMT

Le **CRPMT** s'engage à :

- 11.1 appuyer **Emploi-Québec** dans sa participation à la mise en œuvre de la présente entente;
- 11.2 considérer la situation particulière des personnes immigrantes dans le développement des stratégies et objectifs mis en œuvre par **Emploi-Québec** pour contribuer à un meilleur équilibre entre la demande et l'offre de main-d'œuvre.

#### 12. MODALITÉ PARTICULIÈRE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

**13. MODALITÉS D'APPLICATION****Modalités de versement des contributions financières**

Partenaires	Année 1 2008-2009	Année 2 2009-2010	Année 3 2010-2011	Total
MICC	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
CRÉ				
- FDR	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
- FRIJ	33 333 \$	33 333 \$	33 334 \$	100 000 \$
EMPLOI- QUÉBEC	± 25 000 \$	± 25 000 \$	± 25 000 \$	75 000 \$
Total	358 333 \$	358 333 \$	358 334 \$	1 075 000 \$

**14. TERRITOIRE D'APPLICATION**

Le territoire visé par la présente entente est celui du territoire desservi par la CRÉ de Longueuil qui est celui de l'agglomération de Longueuil.

**15. DURÉE DE L'ENTENTE**

La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature et prend fin le 31 mars 2011.

**16. RÉSILIATION**

Si l'une des **PARTIES** est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, les autres **PARTIES** se réservent le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, les **PARTIES** qui veulent se prévaloir du droit à la résiliation doivent transmettre un avis de résiliation écrit à la **PARTIE** en défaut, lequel énoncera les motifs de résiliation, et la **PARTIE** défaillante aura 30 jours ouvrables pour remédier à tel défaut.

Advenant la résiliation, la **CRÉ** s'engage à rembourser à la **MICC** tout solde sur les montants versés mais non encore dépensés. Ce solde devra être remboursé à la **MICC** dans un délai de 30 jours suivant la date de la résiliation. Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de la résiliation, y compris celles non payées, sont admissibles pourvu qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et activités visés par la présente entente.

**17. VÉRIFICATION**

Les transactions financières découlant de l'exécution de la présente entente sont sujettes à la vérification par le Contrôleur des finances (L.R.Q., c. M-24.01).

**18. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente, y compris l'ajout de contributions provenant de nouveaux signataires, doit faire l'objet d'une entente écrite entre les **PARTIES**. Cette nouvelle entente ne peut changer la nature de la présente entente et elle en fera partie intégrante.



**19. VISIBILITÉ ET AFFAIRES PUBLIQUES**

Les **SIGNATAIRES** de la présente entente conviennent de respecter le protocole de visibilité et d'affaires publiques prévu à l'annexe B de la présente entente.

**20. COMMUNICATIONS PUBLIQUES**

Sous réserve de la clause 16 et aux fins de la présente entente, les **SIGNATAIRES** conviennent que toutes les communications (avis, instructions, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente) se font par écrit et qu'elles sont censées avoir été reçues par le destinataire, si elles sont acheminées au responsable, à l'adresse indiquée ci-après, par télégramme, télécopieur, courrier ou courrier recommandé, ou livrées en mains propres ou par huissier.

Pour la **MICC** :

Monsieur Guy Gagnon  
Directeur régional  
Immigration-Québec Direction régionale de  
la Montérégie  
Ministère de l'Immigration et des  
Communautés culturelles (MICC)  
2, boulevard Désaulniers, 3<sup>e</sup> étage  
Saint-Lambert (Québec) J4P 1L2  
Tél. : 450 466-4025, poste 41001  
Téléc. : 450 466-4481  
[guy.gagnon@micc.gouv.qc.ca](mailto:guy.gagnon@micc.gouv.qc.ca)

Pour la **MAMR** :

Madame Johanne Dumont  
Directrice du développement régional et  
métropolitain  
Ministère des Affaires municipales et des  
Régions (MAMR)  
800, rue du Square Victoria, bureau 2.17  
Montréal (Québec) H4Z 1B7  
Tél. : 514 873-6403, poste 6189  
Téléc. : 514 864-7082  
[johanne.dumont@mamr.gouv.qc.ca](mailto:johanne.dumont@mamr.gouv.qc.ca)

Pour **Emploi-Québec** :

Madame Diane Landriault  
Directrice régionale  
Emploi-Québec  
600, boulevard Casavant Est  
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 7T2  
Tél. : 450 773-7463  
Téléc. : 450 773-3614  
[diane.landriault@mess.gouv.qc.ca](mailto:diane.landriault@mess.gouv.qc.ca)

Pour le **CRPMT** :

Monsieur Jean-Claude Lecompte  
Président  
Conseil régional des partenaires du  
marché du travail  
14, rue Cholette  
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 5M6  
Tél. : 450 773-7463  
Téléc. : 450 773-3614  
[lise.plante@mess.gouv.qc.ca](mailto:lise.plante@mess.gouv.qc.ca)  
(pour transmission à J-C Lecompte)

Pour la **MELS** :

Monsieur Francis Culée  
Directeur régional  
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du  
Sport (MELS)  
201 Place Charles LeMoine, 6<sup>e</sup> étage  
Longueuil (Québec) J4K 2T5  
Tél. : 450 928-7438, poste 4216  
Téléc. : 450 928-7451  
[francis.culee@mels.gouv.qc.ca](mailto:francis.culee@mels.gouv.qc.ca)

Pour la **CRÉ** :

Monsieur Michel Bienvenu  
Directeur général  
CRÉ de Longueuil  
100, Place Charles-LeMoyne, bureau 281  
Longueuil (Québec) J4K 2T4  
Tél. : 450 651-9041  
Téléc. : 450 442-0709  
[michel.bienvenu@credelongueuil.org](mailto:michel.bienvenu@credelongueuil.org)

Pour le **FJLONGUEUIL** :

Monsieur Martin Turbide  
Coordonnateur  
Forum jeunesse Longueuil  
100, Place Charles-LeMoyne, bureau 281  
Longueuil (Québec) J4K 2T4  
Tél. : 450 651-9041  
Téléc. : 450 442-0709  
[mturbide@forumjeunesselongueuil.ca](mailto:mturbide@forumjeunesselongueuil.ca)

Pour **DEL** :

Monsieur Jacques Spencer  
Président directeur général  
Développement économique Longueuil  
204, boulevard de Montarville, bureau 120  
Boucherville (Québec) J4B 6S2  
Tél. : 450 645-2335  
Téléc. : 450 645-0960  
[jacques.spencer@del.longueuil.ca](mailto:jacques.spencer@del.longueuil.ca)

Pour les membres de la  
**TABLE** :

Monsieur Denis Roy  
Co-président  
Table d'éducation interordres de la  
Montérégie  
13 rue Saint-Laurent Est  
Longueuil (Québec) J4H 4B7  
Tél. : 450 670-0730, poste 2035  
Téléc. : 450 670-9782  
[denis\\_roy@csmv.qc.ca](mailto:denis_roy@csmv.qc.ca)

Madame Diane Schetagne  
Co-présidente  
Table d'éducation interordres de la  
Montérégie  
400 avenue Saint-Charles  
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 6B1  
Tél. : 450 267-3700  
Téléc. : 450 477-7022  
[diane.schetagne@cstois-lacs.qc.ca](mailto:diane.schetagne@cstois-lacs.qc.ca)

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'un des **SIGNATAIRES** doit faire l'objet d'un avis aux autres **SIGNATAIRES**.

## 21. **CESSION**

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable des **SIGNATAIRES**, qui peuvent alors prévoir des conditions à cette fin.

## 22. ANNEXES

Les annexes mentionnées à la présente entente en font partie intégrante; les **SIGNATAIRES** déclarent en avoir pris connaissance et les acceptent. En cas de conflit entre une annexe et la présente entente, la présente entente prévaudra.

**Annexe A** : Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties par les signataires de la présente entente

**Annexe B** : Protocole de visibilité et d'affaires publiques

**Annexe C** : Résolution de la CRÉ de Longueuil (CE 2007-0321)

**Annexe D** : Résolution de DEL (CE 050504-04)

**Annexe E** : Résolution de la CRÉ pour le FJLONGUEUIL (CE 080227-036)

**Annexe F** : Résolution du CRPMT (07-CR-350)

**Annexe G** : Extrait du compte-rendu de la réunion des membres de la TABLE  
(5 octobre 2007)

## 23. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les **SIGNATAIRES** reconnaissent que les ministres ou leurs représentants peuvent annoncer, conjointement avec la CRÉ et avec d'autres partenaires le cas échéant, les détails importants de la présente entente et son financement, notamment :

- le nom des signataires;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les **SIGNATAIRES** s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'ils désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

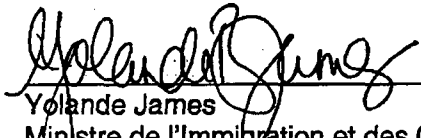
Lors de toute activité de communication relative à la présente entente, les **SIGNATAIRES** s'engagent à assurer la visibilité des parties et des intervenants aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, des documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les **SIGNATAIRES** acceptent que leurs représentants participent à toute cérémonie officielle concernant la présente entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de la présente entente. À cet égard, les **SIGNATAIRES** doivent être informés, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

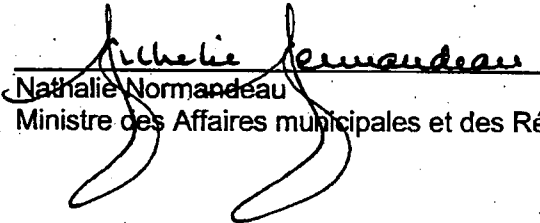
**24. SIGNATURES**

Les **SIGNATAIRES** reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente entente.

**EN FOI DE QUOI**, ils ont signé :

  
Yolande James  
Ministre de l'Immigration et des Communautés  
culturelles

  
Date

  
Nathalie Normandeau  
Ministre des Affaires municipales et des Régions

2008/07/25  
Date

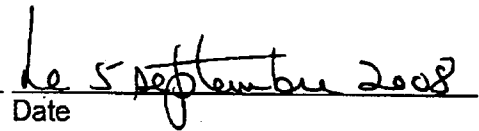


Sam Hamad  
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

14 / 08 / 08

Date

  
Michelle Courchesne  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

  
Date

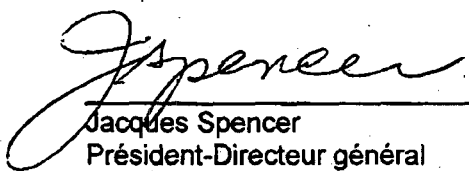
*Nicole Lafontaine*

Nicole Lafontaine  
Présidente  
CRÉ de Longueuil

*23 septembre 2008*

Date

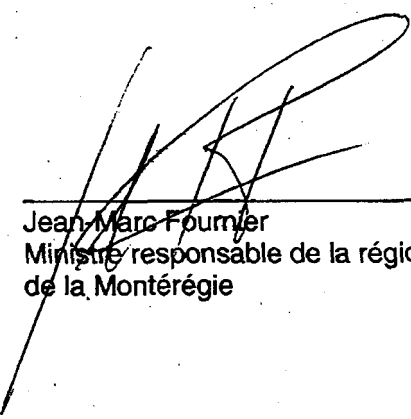




Jacques Spencer  
Président-Directeur général  
Développement économique Longueuil

23/09/2008

Date



---

Jean-Marc Fournier  
Ministre responsable de la région  
de la Montérégie



---

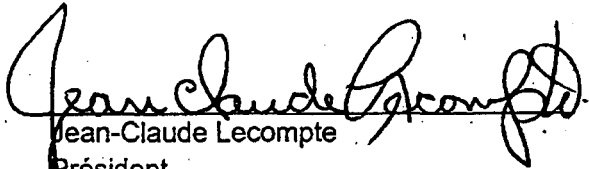
Date



Catherine Pache-Hébert  
Présidente  
Forum jeunesse Longueuil

23/09/2008

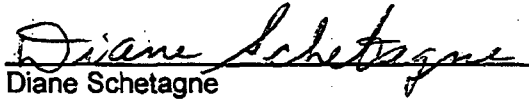
Date

  
Jean-Claude Lecompte

Président

Conseil régional des partenaires du marché du  
travail de la Montérégie

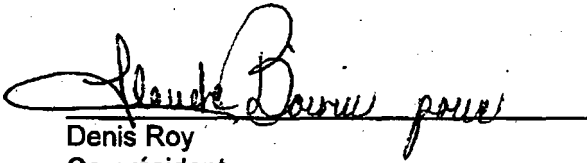
Octobre 2008.  
Date



Diane Schetagne  
Co-présidente  
Table d'éducation interordres de la Montérégie

23/09/2008

Date



Denis Roy  
Co-président  
Table d'éducation interordres de la Montérégie

10 octobre 2008

Date

**Annexe A**  
**Cadres normatifs liés aux enveloppes consenties**  
**par les signataires de la présente entente**

SIGNATAIRES	RESSOURCES ALLOUÉES	FONDS ET SOUTIEN
MICC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme régional d'intégration (PRI)</li> <li>Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI)</li> </ul>
MAMR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources humaines</li> </ul>	
Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Modalités d'application des mesures actives d'Emploi-Québec financées dans le Fonds de développement du marché du travail</li> </ul>
MELS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds alloués aux Tables régionales d'éducation interordres dans le cadre du Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique</li> </ul>
CRÉ de Longueuil	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procédure de gestion du Fonds de développement régional</li> <li>Fonds de développement régional</li> </ul>
FJLONGUEUIL	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds régional d'investissement jeunesse</li> <li>Guide de demande de financement pour les actions jeunesse structurantes</li> </ul>
DEL	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières et humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En fonction des disponibilités budgétaires, ses priorités et son plan d'action</li> </ul>

## **Annexe A (suite)**

### **Descriptif du Programme régional d'intégration (PRI)**

Le Programme régional d'intégration soutient les actions concertées des partenaires locaux et régionaux en vue d'accroître l'apport de l'immigration au développement démographique, social, culturel et économique du Québec.

#### **VOLET 2 : SOUTIEN AUX ORGANISMES PUBLICS EN IMMIGRATION**

##### **2.1 OBJECTIFS**

Ce volet sert à financer les projets visant un ou plusieurs des objectifs suivants :

- augmenter le nombre d'immigrants s'établissant en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil;
- encourager le partage de l'expertise, l'innovation et la concertation avec les partenaires du milieu, afin d'accroître la capacité des intervenants du milieu à attirer des immigrants dans leur région;
- améliorer les conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants (notamment dans les services municipaux), favoriser le rapprochement interculturel et soutenir les activités d'intégration en emploi;
- valoriser, auprès des populations, l'apport économique, social et culturel de l'immigration.

Les personnes visées doivent être des candidats à l'immigration ou des résidents permanents installés au Québec depuis moins de cinq ans ou encore des ressortissants étrangers désireux d'effectuer des études postsecondaires, en dehors des territoires des conférences régionales des élus de Montréal, de Laval et de Longueuil.

Les demandeurs d'asile ne sont pas visés.

##### **2.2 ORGANISMES ADMISSIBLES**

- Une municipalité locale ou une municipalité régionale de comté (MRC).
- Un organisme public rattaché au réseau de la santé ou de l'éducation ou un organisme paramunicipal.
- Une conférence régionale des élus (CRÉ).
- Un centre local de développement (CLD).

Cette liste est exhaustive.

##### **2.3 PROJETS ADMISSIBLES**

Est admissible tout projet ayant un lien direct avec les objectifs du programme.

Sont exclus des projets admissibles :

- le soutien au fonctionnement d'un organisme autre que les frais directement rattachés à la réalisation du projet;
- les activités de recherche;
- les dépenses d'immobilisation;
- les activités pouvant être financées dans le cadre d'un autre programme d'aide financière du Ministère.

##### **Conditions obligatoires**

- Les projets doivent présenter des objectifs précis et viser des résultats réalistes et mesurables.

##### **2.4 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets sont évalués selon les principes d'évaluation suivants :

- pertinence du projet en regard des objectifs du volet du programme, des orientations ministérielles et des enjeux locaux et régionaux;
- potentiel du milieu où est développé le projet en termes d'attraction, d'accueil, d'intégration et de rétention des immigrants;
- faisabilité du projet;
- résultats escomptés du projet;
- contribution financière du promoteur et des partenaires au projet.

## **2.5 MODALITÉS FINANCIÈRES**

- La contribution financière versée à l'organisme sert exclusivement à l'acquittement des obligations retenues pour la réalisation du projet, tel qu'il est défini dans le cadre d'un protocole d'entente.
- La contribution financière du Ministère n'excède pas 75 % des coûts totaux d'un projet conçu en dehors d'une entente de régionalisation avec une conférence régionale des élus. Une contribution financière d'au minimum 25 % est exigée de l'organisme promoteur et de ses partenaires.
- Dans le cas des projets élaborés dans le cadre d'une entente de régionalisation, la participation financière du Ministère est conditionnelle à une participation financière au moins équivalente de l'organisme et d'autres partenaires.
- La participation financière de l'organisme promoteur et des partenaires peut être constituée d'un prêt de services ou de l'affectation de ressources humaines et matérielles aux fins du projet, à condition que ces ressources ne soient pas déjà affectées à des projets financés par le Ministère.
- L'organisme promoteur doit fournir sur demande des preuves de sa contribution.
- L'organisme promoteur doit accepter de divulguer ses autres sources de financement.
- Le Ministère peut, en tout temps, mettre fin à une entente si l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme ou encore, si les résultats de son intervention sont jugés nettement insuffisants. Un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme, le cas échéant.

## **2.6 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

### **2.6.1 Présentation de la demande**

Les demandes d'aide financière des projets sont présentées en tout temps durant l'année financière.

### **2.6.2 Critères d'évaluation des demandes**

Les demandes seront évaluées en fonction de la capacité de l'organisme de respecter l'ensemble des conditions énumérées précédemment. Elles seront en outre examinées en fonction :

- des objectifs du programme, des priorités et du nombre d'immigrants prévu dans la collectivité;
- de la capacité de l'organisme d'offrir les services d'une façon efficace et de la mesure dans laquelle les personnes admissibles auront accès à ces services.

### **2.6.3 Durée des ententes**

La contribution financière est octroyée pour une durée maximale de 3 ans et peut être renouvelée. Pour chaque projet, les promoteurs doivent présenter un calendrier de réalisation. Pour les projets de plus d'un an, le promoteur doit remettre au Ministère un calendrier annuel de réalisation, en démontrant pourquoi les résultats finaux ne pourront être atteints qu'à moyen terme.



## **Annexe A (suite)**

### **Descriptif du Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI)**

Le Programme d'appui aux relations interculturelles (PARI) est un programme d'aide financière à l'intention des organismes qui réalisent des projets visant le développement ainsi que le maintien de relations harmonieuses et constructives entre les groupes et personnes de toutes origines qui forment le Québec d'aujourd'hui.

#### **1. OBJECTIFS ET PRIORITÉS**

Les objectifs spécifiques auxquels les projets doivent répondre sont :

- développer chez les personnes immigrantes et les membres des communautés culturelles la connaissance et la compréhension de la société québécoise : son histoire, ses valeurs et ses institutions démocratiques;
- développer chez les Québécoises et Québécois la connaissance et la compréhension de la réalité pluraliste de leur société ainsi que de la contribution des communautés culturelles au développement social, économique et culturel du Québec;
- prévenir et combattre les préjugés, la discrimination, l'intolérance, le racisme et l'exclusion basés sur la couleur, l'origine ethnique ou nationale, l'appartenance culturelle ou religieuse des personnes;
- prévenir les tensions intercommunautaires, et en faciliter la résolution le cas échéant, en soutenant le rapprochement interculturel.

Des priorités d'attribution, liées à la conjoncture, peuvent être établies par le Ministère pour chaque exercice financier.

#### **2. ORGANISMES ADMISSIBLES AU PROGRAMME**

Les organismes qui veulent soumettre des projets doivent répondre aux critères d'admissibilité suivants :

- être un organisme à but non lucratif, légalement constitué et dont les objets inscrits à sa charte sont compatibles avec les objectifs du programme;
- être dirigé par un conseil de direction ou d'administration, élu démocratiquement et formé majoritairement de personnes domiciliées au Québec, possédant la citoyenneté canadienne ou le statut de résident permanent et prêtant leur concours à l'organisme à titre bénévole;
- tenir chaque année une assemblée générale annuelle, en conformité avec la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), article 98;
- produire annuellement des états financiers comportant un bilan et un état des revenus et dépenses ainsi qu'un rapport d'activité;
- être immatriculé au Registraire des entreprises.

#### **3. ORGANISMES NON ADMISSIBLES**

Les organismes suivants ne sont pas admissibles à ce programme :

- les conseils municipaux;
- les agences de développement des réseaux de services de santé et de services sociaux et les établissements, tels qu'ils sont définis dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);
- les commissions scolaires et les établissements d'enseignement privés et publics;
- les associations et partis politiques;
- les organismes qui sont en dette envers le Ministère dans le cadre de ses programmes et qui n'ont pas conclu d'entente de remboursement avec lui ou ne respectent pas une telle entente.

#### **4. ENTENTES PARTICULIÈRES**

Dans le cadre d'ententes de régionalisation entre le Ministère et des conférences régionales des élus (CRÉ) ou des municipalités, ces dernières peuvent se voir attribuer une enveloppe spécifique leur permettant de financer des projets présentés par des organismes répondant aux objectifs et aux critères d'admissibilité du programme.

## **5 CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS**

Les projets présentés par un organisme admissible sont évalués sur la base des critères suivants :

- pertinence : la pertinence du projet est évaluée au regard des objectifs du programme, ainsi que des priorités annuelles d'attribution, s'il y a lieu;
- qualité : la qualité du projet est évaluée au regard des besoins du milieu et de la clientèle à laquelle il s'adresse ainsi que de la nature des activités prévues;
- portée : la portée du projet s'apprécie au regard de sa capacité à mobiliser un grand nombre de participants et de partenaires ou de multiplicateurs, son impact à moyen terme sur le milieu, son potentiel de développement dans le milieu et son potentiel de transférabilité à d'autres milieux;
- réalisme : le réalisme du projet s'apprécie au regard de la capacité de l'organisme à le concrétiser tel que conçu, capacité démontrée notamment par l'expérience et les compétences, les ressources humaines, matérielles et budgétaires disponibles, la capacité logistique, l'accès aux ressources et aux collaborations requises.

## **6 ACTIVITÉS ADMISSIBLES**

Les activités admissibles à un soutien financier dans le cadre du programme répondent aux conditions suivantes :

- elles sont en lien direct et évident avec les objectifs spécifiques du programme, tels qu'énoncés à la section 1;
- elles se réaliseront après la signature d'une entente.

## **7 ACTIVITÉS NON ADMISSIBLES**

Les activités suivantes ne sont pas admissibles à un soutien financier dans le cadre du programme :

- les activités liées au fonctionnement ou aux activités régulières des organismes;
- les activités admissibles dans le cadre des autres programmes d'aide financière du Ministère, ou qui relèvent de la mission ou des programmes d'autres ministères ou organismes;
- les études, recherches et publications;
- la production et la diffusion de médias écrits et électroniques;
- les activités visant l'apprentissage ou la pratique du français;
- les activités de nature principalement récréative;
- les activités axées sur la promotion d'us et coutumes, ou des valeurs d'une religion;
- la célébration des fêtes nationales et les commémorations;
- la commandite d'événements récurrents;
- les activités de coopération internationale ou se déroulant à l'extérieur du Québec;
- les activités ayant pour but de réaliser des profits.

## **8 MODALITÉS FINANCIÈRES**

L'aide attribuée à un organisme est habituellement consentie pour une période maximale de douze mois.

Cependant, cette aide peut être consentie pour une durée supérieure, et pour un maximum de trois années, si l'organisme et le projet qu'il entend réaliser répondent aux conditions d'admissibilité du financement pluriannuel, telles qu'énoncées à la section 8.

Sous réserve des disponibilités financières, l'aide financière accordée n'est pas supérieure à 75 000 \$, par organisme, par année financière. L'aide attribuée fait l'objet d'un ou plusieurs versements, selon les modalités suivantes :

- aide inférieure ou égale à 10 000 \$ : un ou deux versements;
- aide supérieure à 10 000 \$ : deux versements par période maximale de 12 mois.

## **9 CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT PLURIANNUEL**

L'organisme qui sollicite une aide financière pour la réalisation d'un projet pluriannuel doit répondre aux conditions additionnelles suivantes :

- avoir respecté toutes et chacune des obligations consenties dans la dernière entente signée dans le cadre du programme;
- déposer, sur le formulaire prescrit, une demande complète, accompagnée d'un calendrier de réalisation et d'un budget détaillé pour chacune des années de réalisation du projet.

- Sont exclus du financement pluriannuel :
- les projets comportant principalement des activités à caractère ponctuel, p. ex. : colloque, journée ou fin de semaine thématique et « événement » divers.
- les projets d'activités récurrentes sur deux ou trois ans, même si les thématiques abordées ou les clientèles rejointes changent d'une année à l'autre, p. ex. : atelier et café-rencontre.

#### **10 MODALITÉS ADMINISTRATIVES**

L'organisme qui obtient une aide financière dans le cadre du programme doit réaliser le projet soumis selon les termes convenus dans une entente signée avec le représentant désigné soit par le Ministère, la conférence régionale des élus ou la municipalité. Une telle entente stipule notamment que :

- dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, l'organisme assure au Ministère une visibilité appropriée selon des modalités approuvées par le représentant du Ministère avant le versement de l'aide financière;
- au début du projet puis, s'il y a lieu, au début de chaque année de projet additionnelle, l'organisme communique au représentant désigné le calendrier et les coordonnées des activités prévues;
- l'organisme consent à la visite du projet par le représentant désigné; dans le cas où la contribution fait l'objet de deux versements, le second versement ne peut intervenir qu'après la présentation par l'organisme d'un Rapport d'étape sur le formulaire prévu à cette fin;
- à la fin de chaque année de projet, l'organisme présente un Rapport annuel et d'utilisation de l'aide financière sur le formulaire prescrit ainsi que toutes les pièces justificatives relatives aux dépenses du projet.

Le représentant désigné peut, en tout temps, mettre fin à une entente annuelle ou pluriannuelle lorsqu'il estime que l'organisme ne se conforme plus aux normes et critères du programme, ou encore lorsque les résultats de son intervention sont jugés insatisfaisants. Le cas échéant, un préavis de 30 jours sera donné à l'organisme.

#### **11 PRÉSENTATION DES DEMANDES**

Les organismes désirant présenter une demande d'aide financière dans le cadre du programme doivent communiquer avec le service Immigration-Québec (SIQ) couvrant leur territoire.

## **Annexe A (suite)**

### **Descriptif du Fonds de développement régional (FDR)**

#### **Rappel :**

L'article 111 de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche (MDERR) institue le Fonds de développement régional (FDR). Ce Fonds est affecté au financement des mesures prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues entre une conférence régionale des élus (CRÉ), un ministère ou organisme du gouvernement et, le cas échéant, tout autre partenaire.

Ce fonds peut aussi être affecté au financement de toute autre activité exercée par une CRÉ.

#### **Généralités :**

Le présent cadre normatif vise à permettre le financement à même le FDR des activités suivantes :

- le fonctionnement des CRÉ incluant les activités de concertation régionale;
- les ententes spécifiques;
- toute autre activité exercée par les CRÉ.

#### **Modalités de versement du FDR aux CRÉ :**

Le versement des sommes provenant du FDR par le gouvernement est effectué sous forme d'avance aux CRÉ. Le montant de ces avances et les modalités de versement de ces dernières seront établis dans une nouvelle entente de gestion conclue entre, soit le MDERR ou le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir (MAMSL) ou le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs pour le Bureau de la Capitale-Nationale (BCN), selon la région concernée et chacune des CRÉ. Le montant total des versements aux CRÉ est constitué de la nouvelle enveloppe consentie annuellement et du solde non utilisé du FDR.

Le premier versement du FDR sous forme d'avance aux CRÉ se fera à la suite de la signature de l'entente de gestion entre le ministère et la CRÉ et du dépôt par la CRÉ de sa programmation annuelle. Le montant de ce versement correspond à 1 M\$. Par la suite, des versements d'un montant maximum de 1 M\$ se feront lorsque le solde de l'encaisse du FDR de la CRÉ atteindra moins de 500 000 \$. Toutefois, le montant total des versements d'une année pour une CRÉ ne pourra excéder le budget annuel consenti (incluant le solde des sommes non utilisées de l'année précédente).

Une entente de gestion sera signée avec chaque CRÉ. Cette entente précisera notamment les obligations des parties, les modalités de versement des contributions financières et les mécanismes de reddition de comptes. Il est à noter que les obligations de la CRÉ comprennent notamment le dépôt du rapport annuel incluant des états financiers vérifiés.

#### **1. Le fonctionnement des CRÉ :**

##### **➤ Organismes admissibles**

Les CRÉ instituées en vertu de la Loi sur le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche.

##### **➤ Dépenses admissibles**

- les traitements et les salaires des employés;
- les charges et avantages sociaux de l'employeur;
- les frais de déplacement et de représentation;
- les coûts d'acquisition de services donnés en sous-traitance;
- les coûts des fournitures de bureau, des services publics, de téléphonie, d'assurances;
- les coûts de location et d'entretien des équipements et des espaces de bureau;
- les coûts d'honoraires professionnels reliés directement aux activités de la CRÉ;

- les dépenses de publicité, de promotion, de publication, contrats à des agences, achat d'articles promotionnels et autres;
- frais d'inscription à des colloques, congrès, cours ou autres activités de formation;
- le financement des dépenses reliées à la réalisation d'études et de travaux de recherche;
- tout autre frais jugé admissible par le conseil d'administration.

Il est entendu qu'aucune rémunération ne devra être versée aux administrateurs, sauf lorsqu'une entente signée entre le ministre et la CRÉ en convient autrement.

➤ **Nature de la contribution**

La contribution gouvernementale est versée sous forme de subvention. Le montant affecté annuellement aux dépenses de fonctionnement admissibles (excluant le financement des études) ne pourra excéder 1 M\$. Au delà de ce montant, la CRÉ devra obtenir au préalable l'autorisation du ministre concerné.

Pour la CRÉ de Montréal, le montant affecté annuellement aux dépenses de fonctionnement admissibles (excluant le financement des études) ne pourra excéder 1, 4 M\$. Au delà de ce montant, la CRÉ devra obtenir au préalable l'autorisation du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir.

**2. Les ententes spécifiques et autre activité exercée par une CRÉ**

➤ **Organismes admissibles**

- tout organisme légalement constitué et à but non lucratif;
- toute municipalité ou toute municipalité régionale de comté ainsi que les organismes municipaux ou intermunicipaux relevant d'elles;
- tout organisme du secteur public rattaché aux réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux, du secteur périmunicipal;
- tout conseil de bande d'une communauté autochtone de même que les coopératives autochtones fournissant des services à la communauté dans le domaine social, communautaire, culturel ou des loisirs;
- les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif.

➤ **Projets admissibles**

Les autres activités doivent s'inscrire dans les priorités de développement concertées de la région et avoir un impact structurant sur le développement de la région.

Les interventions prévues dans le cadre des ententes spécifiques conclues à la suite d'un processus de concertation ou de négociation des partenaires impliqués en conformité avec les politiques, stratégies et orientations gouvernementales en vue notamment de prévoir des mesures ayant pour but d'adapter l'action gouvernementale aux particularités de la région en matière de développement régional.

➤ **Montant et cumul de l'aide financière**

Le montant de l'aide financière accordée aux projets admissibles est déterminé par la CRÉ. Toutefois, le cumul de l'aide gouvernementale, incluant les subventions, prêts, garanties de prêts et prises de participation, ne pourra excéder annuellement 80 % des coûts admissibles de l'ensemble des autres activités et des interventions prévues aux ententes spécifiques. Dans le calcul du cumul des aides gouvernementales, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable est considérée à 30 %.

➤ **Dépenses admissibles**

Toutes les dépenses reliées directement à la réalisation d'une autre activité ou de la réalisation d'une entente spécifique :

- dépenses liées directement à la réalisation des activités du projet;
- rémunération du personnel affecté exclusivement à la réalisation des activités du projet;
- location d'équipement nécessaire à la réalisation des activités du projet;
- dépenses régulières de fonctionnement d'un nouvel organisme en démarrage pour une période de deux (2) ans dans le cas de projets structurants.

➤ **Dépenses non admissibles**

- dépenses déjà réalisées et dépenses pour lesquelles l'organisme a pris des engagements contractuels avant la date officielle de dépôt du dossier à la CRÉ;
- dépenses en immobilisations;
- frais de financement du service de la dette;
- remboursement d'emprunts à venir;
- financement d'un projet déjà réalisé;
- versements d'intérêts;
- dépenses qui font l'objet de programmes gouvernementaux déjà prévus à cet effet;
- dépenses régulières de fonctionnement d'un organisme, d'une municipalité ou d'une MRC;
- un organisme en démarrage ou une activité nouvelle qui viendrait dédoubler un organisme existant ou une activité existante ayant la même vocation.

➤ **Nature de l'aide financière**

L'aide financière consentie sera versée sous forme de subvention.

➤ **Versement de l'aide financière**

Toutes les ententes spécifiques sont signées par le ministre du MDERR ou du MAMSL ou du MRNFP selon la région concernée, par un (ou des) autre ministère ou organisme gouvernemental et par la CRÉ.

Les autres activités feront l'objet d'un protocole d'entente entre la CRÉ et le bénéficiaire. Les modalités de versement de la subvention sont flexibles mais généralement:

- 50% à la signature du protocole;
- 40% au dépôt d'un rapport d'étape à mi-chemin de la réalisation du projet;
- 10% à la remise du rapport final d'activités et sur présentation des pièces justificatives incluant les états financiers vérifiés du projet ;

Les projets structurants acceptés pourront être financés pour une période maximale de deux (2) ans.

## Annexe A (suite)

### Descriptif du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ)

#### Présentation

##### Le Forum jeunesse Longueuil

Le Forum Jeunesse Longueuil est un organisme de concertation jeunesse créé POUR et PAR les jeunes. C'est un lieu où les jeunes prennent leur place en discutant d'enjeux régionaux et en suscitant l'émergence de projets jeunesse. Le Forum jeunesse Longueuil a pour mission de contribuer au développement durable de l'agglomération de Longueuil, en favorisant la participation des jeunes de 12 à 35 ans aux décisions qui les concernent.

Le Forum jeunesse Longueuil constitue également la sous-commission jeunesse de la Conférence régionale des élus de Longueuil (CRÉ). C'est donc dire que le Forum est la référence première de la CRÉ en matière jeunesse. Ainsi, la place des jeunes est assurée à travers l'élaboration du plan quinquennal de la CRÉ et par conséquent, au sein du développement de leur territoire.

##### Le Forum jeunesse Longueuil a pour principaux mandats de :

- Défendre les intérêts des jeunes et exercer un rôle-conseil en matière jeunesse;
- favoriser l'implication des jeunes au sein des instances décisionnelles;
- favoriser la concertation des intervenants jeunesse de la région de Longueuil;
- soutenir des projets locaux et régionaux au travers du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ);
- initier et coordonner des projets structurants de développement.

##### Le Fonds régional d'investissement jeunesse

Dans le cadre de la Stratégie jeunesse 2006-2009, le gouvernement du Québec a confié aux forums jeunesse régionaux du Québec, par le biais du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ) le mandat d'appuyer le développement de projets locaux et régionaux réalisés par et pour les jeunes. Pour le Forum jeunesse Longueuil, c'est plus d'un million de dollars qui seront investis dans le milieu au cours des trois prochaines années.

Tel que mentionné dans la Stratégie jeunesse 2006-2009 du gouvernement du Québec, **65%** de l'enveloppe FRIJ doit être affecté au financement d'action jeunesse structurante (AJS).

##### Action jeunesse structurante (AJS)

Un des mandats des Forums jeunesse du Québec consiste à initier, mobiliser et participer à la mise en œuvre et au suivi de projets appelés : actions jeunesse structurantes (AJS).

Les actions jeunesse structurantes peuvent être initiées par le Forum jeunesse Longueuil ou encore par le milieu. Selon le cas, le rôle joué par le Forum jeunesse variera. En effet, le Forum jeunesse jouera un rôle de leader ou de maître d'œuvre dans les ententes qu'il initiera tandis qu'il serait davantage un partenaire en soutien dans les ententes initiées par le milieu.

Une AJS se veut la manifestation de plusieurs intervenants qui désirent agir sur une problématique qu'ils jugent prioritaire. Ce sont des projets qui favorisent la **concertation régionale** et qui regroupent plusieurs organisations et bailleurs de fonds afin de mettre en commun les ressources de chacun et d'expérimenter de nouvelles façons de faire. Pour qu'un projet soit considéré comme « Action jeunesse structurante », il doit démontrer un potentiel d'impact et un effet de levier significatif sur le développement jeunesse dans la région.

Généralement, pour élaborer une AJS, il y a constitution d'un comité de partenaires où sont précisés les objectifs, les moyens envisagés et la nature des collaborations de chacun des partenaires.

### Priorités de financement

Les projets présentés doivent s'adresser à des **jeunes de 12 à 35 ans** du territoire de l'agglomération de Longueuil. Suite à un sondage mené sur le territoire, le Forum jeunesse Longueuil s'est fixé les priorités de financement suivantes pour son premier appel d'offres, soit :

- 1) Favoriser la **réussite scolaire** par des activités et des mesures concrètes;
- 2) encourager la **participation citoyenne** des jeunes;
- 3) favoriser la relève entrepreneuriale et l'insertion **socioprofessionnelle** des jeunes sur le territoire;
- 4) diminuer l'**exclusion sociale** des jeunes, plus particulièrement ceux des communautés culturelles, et favoriser leur intégration;
- 5) développer des mesures préventives pour lutter contre la **pauvreté et les problèmes sociaux** des jeunes, notamment des problèmes d'itinérance, de toxicomanie, de détresse psychologique et de violence.

### Conditions d'admissibilité

#### Organismes admissibles

- Les organismes incorporés et à but non lucratif (OBNL);
- les coopératives dont les activités sont similaires à celles d'un organisme à but non lucratif et qui ont obtenu une reconnaissance d'OBNL par le ministère du Revenu;
- les organismes du secteur public des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que du milieu municipal;
- les municipalités de l'agglomération de Longueuil;
- les entreprises privées établies sur le territoire de l'agglomération de Longueuil. Dans ce cas, seuls les salaires et les frais afférents des projets d'insertion professionnelle des jeunes sont considérés comme dépenses admissibles et la contribution financière du FRIJ ne pourra excéder 50% du budget total du projet.

### Mode de fonctionnement

Les AJS peuvent être initiées par le Forum jeunesse Longueuil ou encore par le milieu. Les organismes peuvent déposer en tout temps des projets d'action jeunesse structurante. Selon le cas, le rôle joué par le Forum jeunesse Longueuil variera. En effet, il jouera un rôle de leader ou de maître d'œuvre dans les ententes qu'il initiera tandis qu'il serait davantage en soutien dans les ententes initiées par le milieu. Selon les cas, le Forum jeunesse Longueuil présidera le comité de partenaires afin de soutenir la concertation.

Une attention particulière sera accordée aux projets qui :

- impliquent des jeunes dans le cadre de la mise en œuvre du projet et prévoient l'embauche de jeunes de 35 ans et moins pour en assurer la réalisation;
- démontrent une volonté de continuité et de prise en charge par le milieu au terme de la période de subvention;
- s'inscrivent dans une approche de développement durable. Ces projets doivent intégrer la protection de l'environnement, la primauté des besoins des individus, l'équité sociale et la qualité des liens sociaux d'une collectivité donnée dans l'activité économique.

### Modalités de l'aide financière

- La durée du projet doit être d'un an minimum et de trois ans maximum. Il doit viser l'intervention à moyen et long terme;
- le projet doit assurer la participation d'au minimum trois partenaires majeurs;
- le projet doit couvrir au moins deux municipalités ou deux arrondissements;
- représente généralement un investissement supérieur du FRIJ à 25 000\$;
- le promoteur doit exister depuis au moins deux ans;



- dans le cadre d'une AJS, un promoteur ne peut présenter qu'une seule demande d'aide financière;
- le total de la contribution venant du FRIJ et des autres programmes des gouvernements du Québec et du Canada ne pourra excéder 80% de l'ensemble des coûts admissibles des activités déposées par les organismes à but non lucratif et 50% de l'ensemble des coûts admissibles des activités déposées par les organismes privés.

#### **Dépenses admissibles**

- Les dépenses liées directement à la réalisation du projet;
- la rémunération du personnel affecté exclusivement à la réalisation des activités du projet (le FRIJ favorise l'embauche de personnes de 35 ans et moins);
- la location de l'équipement nécessaire à la réalisation des activités du projet;
- la vérification des états financiers;
- toutes autres dépenses justifiées concernant la réalisation du projet et reconnues admissibles par le Forum jeunesse au moment de l'octroi de l'aide financière.

#### **Restrictions**

- Les dépenses en immobilisations;
- les frais de financement du service de la dette;
- le remboursement d'emprunts à venir;
- le financement d'un projet déjà réalisé;
- les versements d'intérêts;
- les dépenses qui font l'objet de programmes gouvernementaux déjà prévus à cet effet;
- les dépenses régulières de fonctionnement;
- un organisme en démarrage ou une activité nouvelle qui viendrait dédoubler un organisme existant ou une activité existante ayant la même vocation.

## Annexe B

### Protocole de visibilité et d'affaires publiques

#### **Préambule :**

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de la présente entente signée entre la **MICC**, la **MAMR**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, la **CRÉ**, le **FJLONGUEUIL**, **DEL**, le **CRPMT** et la **TABLE**. Il a pour but d'établir les modalités de visibilité du **MICC**, de la **MAMR**, d'**Emploi-Québec**, de la **MELS**, du **FJLONGUEUIL**, de la **CRÉ**, de **DEL**, le **CRPMT** et de la **TABLE** et de définir leurs obligations réciproques dans le cadre de la présente entente.

**Considérant que** la **MICC**, la **MAMR**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, la **CRÉ**, le **FJLONGUEUIL**, **DEL**, le **CRPMT** et la **TABLE** jugent pertinent de se concerter pour coordonner leurs actions de communication destinées à soutenir la mise en œuvre de leur entente de partenariat.

**Considérant que** la **MICC**, la **MAMR**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, la **CRÉ**, le **FJLONGUEUIL**, **DEL**, le **CRPMT** et la **TABLE** veulent s'assurer de la cohérence de leurs messages relatifs à leur entente de partenariat.

**Considérant que** la visibilité de la contribution des partenaires signataires ne se limite pas seulement à la publication de leur logo respectif.

**Considérant qu'il** est primordial d'assurer un grand rayonnement à tous les efforts mis en œuvre par les partenaires pour donner suite à leur entente.

La **MICC**, la **MAMR**, **Emploi-Québec**, la **MELS**, la **CRÉ**, le **FJLONGUEUIL**, **DEL**, le **CRPMT** et la **TABLE**, conviennent du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LA MICC**

La **CRÉ** s'engage à :

- désigner, dès la signature de la présente entente de partenariat, un représentant pour élaborer, en étroite collaboration avec le représentant de la **MICC**, une stratégie de communication générale autour de laquelle s'articuleront les actions de communication et de visibilité qui seront mises en œuvre dans le cadre de ladite entente de partenariat;
- soumettre à la **MICC**, deux mois après la signature de la présente entente de partenariat, ladite stratégie de communication pour fins de commentaires et approbation;
- dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, placer la signature institutionnelle de la **MICC** et mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par la **MICC** à la **CRÉ**;
- faire approuver, par le représentant de la Direction des affaires publiques et des communications désigné par la **MICC**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration de la **MICC** dans le cadre de la présente entente;
- souligner la collaboration de la **MICC** dans toutes les interventions et dans tous les projets que la **CRÉ** finance, sous formes de commandites ou de subventions, dans le cadre de la présente entente de partenariat;

dans le cas où un événement public serait organisé dans le cadre de la présente entente :

- offrir une tribune aux signataires de la présente entente ou leurs représentants lors d'événements annonçant les subventions découlant de la présente entente;
- inviter un représentant de la **MICC** et des autres signataires de la présente entente à toutes les activités publiques relatives à la présente entente et aux projets qui en découlent, mentionner leur contribution et les inviter à prononcer un discours;
- installer un para-post, un panneau ou une bannière du ministère dans la salle où se tiendra l'événement public;
- installer le drapeau du Québec derrière le lutrin installé dans la salle où se tiendra l'événement public;
- dans le cas où la **CRÉ** souhaite la présence de la **MICC** ou de son représentant à une activité publique organisée dans le cadre de la présente entente, adresser l'invitation au moins 20 jours avant la tenue de ladite activité;
- consentir, par son acceptation de la présente entente, à ce que la **MICC** et, le cas échéant, les autres partenaires divulguent, s'ils le jugent à propos, les grandes lignes de l'aide financière par exemple, la nature et le montant de l'aide financière, le nom du bénéficiaire;
- à la fin de la présente entente, remettre un compte rendu de la visibilité accordée à la **MICC** relativement à la présente entente, incluant au moins un exemplaire papier ou une version numérique des outils d'information et de promotion élaborés et diffusés dans le cadre de la présente entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA MICC ENVERS LA CRÉ**

---

La **MICC** s'engage à :

- mettre à la disposition de la **CRÉ** un représentant d'Immigration-Québec Direction régionale de la Montérégie pour les fins de l'application du présent protocole de visibilité et d'affaires publiques;
- fournir à la **CRÉ** tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, message de la ministre, para-post, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation de la présente entente;
- fournir à la **CRÉ** et à son graphiste toutes les explications relatives au *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LA MAMR**

---

- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle la contribution de la **MAMR**;
- faire approuver, par le représentant de la **MAMR**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration de la **MAMR** dans le cadre de la présente entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS EMPLOI-QUÉBEC**

---

- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle la contribution financière d'**Emploi-Québec**;
- faire approuver, par le représentant d'**Emploi-Québec**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration d'**Emploi-Québec** et du **CRPMT** dans le cadre de la présente entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE MELS ET les membres de la TABLE**

---

- Dans le respect du *Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec*, mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle la contribution financière de la **MELS**;
- faire approuver, par le représentant de la **MELS**, le contenu et la forme de tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration de la **MELS** et des **membres de la TABLE** dans le cadre de la présente entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS LE FJLONGUEUIL**

---

- Mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle la contribution financière du **FJLONGUEUIL**;
- Faire approuver par le représentant du **FJLONGUEUIL** le contenu et la forme de tous les outils de communication faisant mention de la collaboration du **FJLONGUEUIL** dans le cadre de cette entente.

#### **OBLIGATIONS DE LA CRÉ ENVERS DEL**

---

- Mentionner de manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle la contribution de **DEL**;
- Faire approuver par le représentant de **DEL** le contenu et la forme de tous les outils de communication faisant mention de la collaboration de **DEL** dans le cadre de cette entente.

**Annexe C**  
**Résolution de la CRÉ de Longueuil (CE 2007-0321)**

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-TROISIÈME (33<sup>e</sup>)  
ASSEMBLÉE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE LA  
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL  
TENUE LE 12 DÉCEMBRE 2007**

**RÉSOLUTION CE 2007-0321  
ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE  
LONGUEUIL**

**CONSIDÉRANT** que le Plan quinquennal de développement régional 2007-2012 de la CRÉ de Longueuil comporte parmi ses grands enjeux l'intégration socioéconomique et professionnelle des personnes immigrantes, leur rétention sur le territoire de la CRÉ et le développement de relations interculturelles harmonieuses;

**CONSIDÉRANT** la proposition ci-jointe d'entente spécifique en immigration pour le territoire de la CRÉ de Longueuil;

**IL EST RÉSOLU** d'autoriser la présidente de la CRÉ de Longueuil à signer la proposition d'entente telle que déposée.

Adoptée à l'unanimité.

Copie conforme à l'original



Michel Bienvenu  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de Longueuil

## Annexe D Résolution de DEL (CE 050504-04)



Développement  
économique  
Longueuil

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la treizième assemblée des membres du Comité exécutif de Développement économique Longueuil, tenue le mercredi 4 mai 2005 à 18h00 au Restaurant Le Messina, sis au 329, rue Saint-Charles, 2<sup>e</sup> étage à Longueuil.

**Sont présents :**

Madame Louise Nadon  
Messieurs Jean Naveau, président du conseil d'administration  
Serge Blanchette  
Raymond Gagné  
Jacques Girard  
Claude Gladu  
André Leroux  
Jacques Olivier

**Aussi présents :**

Madame Suzanne M. Benoit, présidente-directrice générale, DEL  
Messieurs Gilles Côté, directeur, Bureau des Grands Projets, Ville de Longueuil  
Pierre Pouliot, directeur général-adjoint, Gestion du territoire, Ville de Longueuil  
Mario B. Roy, directeur - Service administratif et communication, DEL

**RÉSOLUTION NO CE 050504-04  
SIGNATAIRE DES CONTRATS D'ENGAGEMENTS**

CONSIDÉRANT le Paragraphe 4 de l'article neuvième du Règlement n° 1 des Règlements généraux de Développement économique Longueuil (DEL);

CONSIDÉRANT les résolutions CE2003.03 et CE 2003.09;

CONSIDÉRANT le calendrier des assemblées du comité exécutif de DEL;

CONSIDÉRANT le rôle et les responsabilités du PDG;

CONSIDÉRANT que dans le processus normal des affaires la PDG doit prendre position rapidement sur des contrats et engagements;

CONSIDÉRANT que le budget annuel définit en détail les activités de DEL et qu'il est approuvé par le Conseil d'administration de DEL;

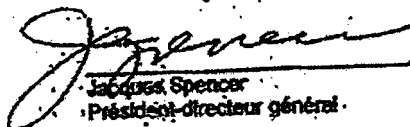
CONSIDÉRANT les ententes en cours décrites dans l'annexe ci-jointe;

IL EST RÉSOLU à l'unanimité,

D'autoriser le président-directeur général à approuver et signer les contrats ou autres documents requérant la signature de Développement économique Longueuil (DEL) pour un montant maximal de 25 000 \$ plus taxes et d'en faire rapport au comité exécutif au cours de l'assemblée suivante. Tout contrat ou entente de plus de 25 000 \$ plus taxes continue d'être approuver préalablement par le Conseil d'administration ou le comité exécutif et signé par les signataires autorisés.

Adopté à Boucherville le 28 novembre 2007

(s) Serge Blanchette, secrétaire-trésorier  
par

  
Jacques Spencer  
Président-directeur général

**Annexe E**  
**Résolution de la CRÉ pour le FJLongueuil (CE 080227-036)**

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-SIXIÈME (36<sup>e</sup>)  
ASSEMBLÉE DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE LA  
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS DE LONGUEUIL  
TENUE LE 27 FÉVRIER 2008**

**RÉSOLUTION CE 080227-036**

**PARTICIPATION DU FORUM JEUNESSE LONGUEUIL DANS L'ENTENTE  
SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE  
LONGUEUIL**

**CONSIDÉRANT** la résolution 2007-136 adoptée le 18 février 2008 par le Forum jeunesse Longueuil à l'effet de signer l'entente spécifique en immigration pour le territoire de la CRÉ de Longueuil, laquelle prévoit une contribution totale de 100 000 \$ du Fonds régional d'investissement jeunesse, afin de diminuer l'exclusion sociale des jeunes, plus particulièrement ceux des communautés culturelles, et favoriser leur intégration.

**CONSIDÉRANT** l'annexe 2 (*Normes et modalités d'attribution des subventions consenties dans le cadre du Fonds régional d'investissement jeunesse*) de la convention de subvention conclue entre le gouvernement du Québec, la CRÉ de Longueuil et le Forum jeunesse Longueuil ;

**CONSIDÉRANT** le Guide de demande de financement pour les actions jeunesse structurantes adopté par le Forum jeunesse Longueuil et entériné par la CRÉ de Longueuil (résolution CE 2006-0196) ;

**CONSIDÉRANT** que la CRÉ de Longueuil a elle-même décidé de signer l'entente de spécifique en immigration pour le territoire de la CRÉ de Longueuil (CE 2007-0321) ;

**IL EST RÉSOLU** d'autoriser la présidente du Forum jeunesse Longueuil à signer l'entente spécifique en immigration.

Adoptée à l'unanimité.

Copie conforme à l'original



Michel Bienvenu  
Directeur général  
Conférence régionale des élus de Longueuil

## Annexe F Résolution du CRPMT (07-CR-350)



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL** de la réunion du Conseil régional des partenaires du marché du travail (CRPMT) de la Montérégie, tenue le 19 décembre 2007.

**Résolution 07-CR-350** *Désignation d'un mandataire représentant le Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Montérégie pour la signature de l'entente spécifique sur l'immigration – CRÉ de Longueuil*

Suite à la présentation de l'entente spécifique sur l'immigration pour la CRÉ de Longueuil aux membres du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Montérégie, le 19 décembre 2007 et compte tenu de l'implication financière d'Emploi-Québec de plus ou moins de 75 000 \$ pour la durée totale de cette entente, les membres se sont entendus afin de mandater le président du Conseil régional comme signataire de cette entente.

Il est *proposé* par M. Serge Brasset  
*appuyé* par M. René Vincelette

De mandater M. Jean-Claude Lecompte comme signataire de cette entente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**  
19 décembre 2007

**Guyène Bougie**  
Secrétaire d'assemblée pour le Conseil régional  
des partenaires du marché du travail de la Montérégie



**Annexe G**  
**Extrait du procès-verbal de la rencontre du 5 octobre 2007**  
**des organismes membres de la TABLE**



Extrait du compte rendu de la réunion du 5 octobre 2007, de la Table d'éducation interordres de la Montérégie

*« La coprésidente et le coprésident de la Table sont mandatés pour signer les ententes spécifiques qui seront conclues avec une ou plusieurs Conférences régionales des élus »*

Longueuil, le 13 mai 2008

Caroline Dion,  
secrétaire de la Table d'éducation interordres de la Montérégie

• Diagnostic et enjeux • Comité de concertation régionale en formation professionnelle et technique  
• Reconnaissance des acquis et des compétences • Réussite Montérégie

201, place Charles-Lemoyne • Édifice Montval, 6<sup>e</sup> étage, bureau 6.01 • Longueuil (Québec) J4K 2T5  
Téléphone : 450 928-7438 • Télécopieur : 450 928-7451

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 